


600006213l

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD.

PARIS, IMPRIMERIE DE AUGUSTE MIE, RUE JOQUELET, n° 9,
Place de la Bourse.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD,

DERNIER PRINCE DE LA MAISON DE STUART;

PRÉCÉDÉE D'UNE HISTOIRE

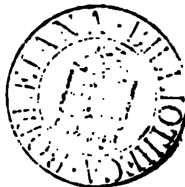
DE LA

RIVALITÉ DE L'ANGLETERRE ET DE L'ÉCOSSE.

PAR AMÉDÉE PICHOT, D. M.

— STUART a name once repected,
A name, which to love was the mark of a true heart,
But now 'tis despised and neglected.
ROBERT BURNS

TOME PREMIER.





PARIS.
LADVOCAT, LIBRAIRE
DE S. A. R. M. LE DUC DE CHARTRES,
Quai Voltaire, et Palais-Royal, galerie d'Orléans.

MDCCCXXX.

A MON ONCLE

M. PIERRE BLAIN

HOMMAGE D'UNE RESPECTUEUSE RECONNAISSANCE

Amédée Pichot, D. M.

AVANT-PROPOS.

— STUART, a name once respected,
A name, which to love was the mark of a true heart,
But now 'tis despised and neglected.

ROBERT BURNS (1).

Quand j'intitulai mon ouvrage sur l'Angleterre et l'Ecosse « Voyage *historique* et littéraire », j'avais l'arrière-pensée d'y rattacher en forme d'épisode quelque chronique empruntée à l'histoire, qui me donnât l'occasion de rappeler les traits les plus saillants des annales des deux royaumes. Un roman de Walter Scott entre nécessairement dans la bibliothèque portative de tout voyageur en Ecosse, comme auxiliaire du guide obligé. Je portais avec moi *Waverley*, auquel je m'étais engagé à joindre une espèce de

(1) STUART, nom jadis respecté, nom que tout cœur loyal devait aimer, nom négligé et méprisé aujourd'hui.

commentaire qui a paru depuis. Mon attention se fixa donc tout naturellement sur le principal personnage historique du livre, le prince Charles-Édouard. Telle fut la première pensée des deux volumes que je publie aujourd'hui, et qui, dans l'origine, ne devaient former que la moitié, tout au plus, du tome quatrième de mon *Voyage*. Mais je vis peu à peu mon sujet s'agrandir; l'histoire de Charles-Édouard, si intéressante par elle-même, se liait à celle des rois de sa race, et l'histoire des rois du nom de Stuart à celle des deux pays qu'ils réunirent sous un même sceptre; c'est-à-dire qu'un détail en appelait un autre, et nous aimons maintenant les détails. Je m'étonne aujourd'hui encore de m'être tenu dans les limites de deux volumes, quand je laisse dans le carton de mes matériaux tant de débris de notes, tant d'extraits, tant de descriptions de lieux, etc. Le lecteur, qui me trouvera encore trop long, sera du moins plus indulgent quand il saura que je pouvais l'être bien davantage.

Un sujet historique dont l'idée première a été prise dans un roman, une histoire qui avait

même été étudiée d'abord sous son aspect romanesque, voilà une origine qui mettra peut-être en défiance ceux qui penseront qu'il y a d'ailleurs dans mon livre une sympathie assez prononcée pour le héros. L'impartialité est certes la qualité essentielle de l'historien; cependant j'aime à croire que ce qu'on pourrait appeler ma partialité pour Charles-Édouard n'est heureusement que l'amour de mon sujet, parce que j'ai encore plus redouté d'être froid que d'être partial. M. Cousin pourrait me reprocher de n'avoir pas eu une foi assez vive à la *moralité de la victoire*; M. Thierry du moins m'approuvera, j'espère, de n'avoir pas dissimulé *ma sympathie pour les vaincus*. Si j'avais altéré un fait, dans l'un comme dans l'autre système, je ne serais pas aussi rassuré sur cette question de critique. Je relis donc sans trop d'inquiétude une des lettres de mon *Voyage*, résumée par ces mots du sommaire: « L'auteur se déclare Jacobite en entrant en Écosse. »

Ce jacobitisme relatif s'efface même complétement dans tout ce qui tient aux principes généraux de la politique; il ne m'a pas été diffi-

cile de le concilier avec ce qu'on appelle les idées libérales, sans qu'on puisse m'accuser d'être en contradiction avec moi-même : cela tient un peu, je pense, à ce que je suis d'une ville où il y a un petit levain de républicanisme au fond de nos principes les plus monarchiques; ou plutôt n'est-ce pas là où en sont arrivées dans toute la France toutes les nuances d'opinion par le cours naturel du siècle ? La révolution nous a imposé à tous son baptême de sang (1): sous un gouvernement re-

(1) M. de Châteaubriand a rendu à la dynastie légitime le grand service de prouver que la liberté ne lui était nullement incompatible. On a dit d'un autre noble pair, que c'était le républicain le plus dévoué à la monarchie : et dans le parti ultramontain, croit-on que l'abbé de Lamennais, qu'il faut toujours admirer, si on ne pense pas toujours comme lui, demande la souveraineté absolue ? N'est-ce pas lui qui a dit : « *Là où est l'esprit de Dieu, là est la liberté*. Pour constituer une société parfaite, il faut ne reconnaître de *souveraineté absolue* et *éternellement légitime* qu'en Dieu, de qui la vérité, la raison et la justice sont les lois; ne considérer le *pouvoir humain* ou la souveraineté subalterne et dérivée que comme le ministre de Dieu, et ne possédant dès-lors qu'un droit conditionnel; *légitime*, quand il gouverne selon la raison, la vérité et la justice; *sans autorité*, dès qu'il la viole. »

présentatif, il n'y a plus de discussion que sur le plus ou moins de liberté dont nous sommes en droit de jouir; la légitimité elle-même a eu besoin d'une charte qui consacrât en même temps les droits du peuple et ceux du monarque; car lorsque la royauté a retrouvé ses sujets en France, c'est qu'ils étaient fatigués des excès d'un gouvernement absolu. Après cette déclaration franche de principes, je puis dire que si, dans mon ouvrage, je n'ai pas cherché les allusions, je ne me suis nullement cru obligé de les éluder. J'en ai même franchement signalé quelques unes par une application directe, pour aller au-devant de toute interprétation jésuitique. Un assez long extrait de mon *Charles-Edouard* a été publié en 1826, et cette date prouve que je me suis occupé des Stuarts long-temps avant que le nouveau ministère en fît un sujet de circonstance par les procès intentés récemment aux journaux.

A dire vrai, l'histoire de la dynastie malheureuse des Stuarts occupe depuis long-temps tous nos écrivains, et si j'ai choisi Charles-Édouard

dans cette liste de rois et de princes, c'est parce qu'il était le seul qui n'eût pas encore servi de titre à aucun ouvrage sur les révolutions de l'Angleterre. Je m'estimerai heureux si mes deux volumes peuvent être un appendice des histoires justement estimées de MM. Villemain, Guizot, Mazure, Carel, etc., etc., et du fragment éloquent intitulé « les Quatre Stuarts », par M. de Châteaubriand.

Nous n'avons guère en France sur Charles-Edouard que le précis brillant mais inexact de Voltaire dans son *Siècle de Louis XV*, seule source où nos romanciers et nos auteurs dramatiques ont puisé leurs renseignements quand ils ont mis le dernier des Stuarts en scène. J'ai entendu cependant quelques personnes citer « la Continuation des révolutions d'Angleterre par Turpin », et j'ai dû la lire. Un critique des « Archives littéraires de l'Europe » (tome Ier) traite M. Turpin « d'auteur famélique ». C'était tout bonnement, à ce qu'il paraît, un auteur ministériel; car c'est lui qui disait à M. de Boynes, ministre de la marine, dans une dédicace de l'*Histoire de Siam*:

« Je suis dans l'habitude de chérir et de respecter les ministres qui vous ont précédé, etc. » Sous le rapport du talent, La Harpe appelle M. Turpin un *phrasier*; et certes La Harpe a raison. Jamais on n'abusa de la *phrase* comme ce pauvre M. Turpin. Il ne manque pas d'une certaine chaleur factice; ses déclamations ont quelquefois un air de verve; mais il est impossible d'être à la fois plus emphatique et plus incorrect que cet écrivain; et quant à sa Continuation des *révolutions* d'Angleterre, le critique des Archives a bien raison de dire que rien n'est plus ridicule que cette rapsodie, où quelques faits puisés à une source authentique sont travestis par le mélange des notions les plus fausses en style burlesque, où les discours les plus contradictoires sont prêtés au même personnage d'un livre à un autre, où les conclusions les plus absurdes sont déduites des événements les plus simples. L'orthographe des noms est étrangement défigurée par M. Turpin. Par exemple les Grants de Glenmoriston deviennent des *glands* de Glenmoriston; mais c'est là sa moindre peccadille: on va

juger de son talent à broder un fait et à en inventer un autre. Non content de créer en Angleterre et en Ecosse des villes qui ne furent jamais ni sur le sol ni sur la carte, M. Turpin a grossi l'armée de Charles-Edouard de deux espèces d'auxiliaires, dont j'ai bien regretté de n'avoir pu embellir moi-même mon histoire. On verra bien dans le dénombrement des forces jacobites quelques amazones; j'en ai même fait parler une d'après une note des *Jacobite relics*, recueil de poésies publié par Hogg. Mais voici les amazones de M. Turpin qui méritent de passer avant les miennes.

« Un enthousiasme héroïque avait saisi l'ima-
« gination des femmes du nord : la plupart fu-
« rent subitement transformées en soldats pour
« défendre leurs rochers et leurs montagnes : elles
« formèrent une compagnie de cent trente com-
» battants, dont la plus âgée n'avait pas encore
« quarante ans. Toutes endurcies par les travaux
« les plus pénibles, pouvaient supporter sans ef-
« fort les fatigues de la guerre : leur uniforme
« sauvage faisait méconnaître leur sexe : au lieu

« de coiffes elles portaient un bonnet à la polo-
« naise ; le reste de leur ajustement ressemblait
« à celui d'un coureur, excepté le jupon qui des-
« cendait plus bas, et qu'au lieu de manteaux, une
« demi-capote les couvrait jusqu'aux genoux. Des
« haches et des sabres armaient leurs mains ro-
« bustes et valeureuses. Il n'y en avait que cin-
« quante qui portassent des épées et des fusils ;
« c'étaient les plus distinguées par leur naissance
« ou leur grade ; leur drapeau, de la grandeur
« d'un parasol rond et plissé, était fait d'une toile
« bleu céleste ; on y lisait ces mots brodés en lan-
« gue vulgaire : *Pour la délivrance de l'Écosse.*
« Cette troupe belliqueuse était commandée par
« une fille de vingt-sept à trente ans. Ses graces dé-
« centes et majestueuses semblaient annoncer
« qu'elle était née pour commander ; quoiqu'un
« peu brun, son teint uni et vermeil n'emprun-
« tait point son éclat de cet artifice dont les femmes
« des autres nations se servent pour rajeunir leur
« visage décrépit et flétri ; c'était la beauté sortant
« des mains de la nature : ces dons extérieurs
« étaient encore ennoblis par les qualités que donne

« une éducation soignée; elle possédait toutes les « finesses de sa langue, et parlait latin avec faci- « lité. Une simplicité modeste, une pudeur inno- « cente embellissaient son front et manifestaient la « pureté de ses mœurs; ce n'était qu'à la tête de sa « troupe qu'elle laissait transpirer cette fierté mi- « litaire qui assure l'autorité du commandement. « Son ascendant sur l'esprit des compagnes de ses « périls, une prompte obéissance à ses ordres sem- « blaient dévoiler le mystère d'une naissance illus- « tre qu'elle avait la discrétion de cacher, sans « doute pour ne pas compromettre sa famille; « elle prenait, ainsi que ses compagnes, des leçons « de guerre, d'officiers instruits qui lui appre- « naient à manœuvrer ainsi qu'à ses compagnes; « mais ces officiers n'avaient aucune autorité sur « sa troupe, et ne combattirent jamais confondus « avec elle. Cette amazone moderne, en abordant « le prince, lui adressa cette harangue :

« Prince,

« La sagesse et la modération font les grands « hommes, et lorsque ces deux vertus sont ac-

« compagnées de la valeur, elles en font des
« héros ; c'est à ces titres que nous vous recon-
« naissons pour notre libérateur et pour un roi
« digne de l'être. Gémissantes dans nos déserts,
« nous formions depuis long-temps des vœux
« pour revoir nos légitimes maîtres sur le trône
« où Fergus était assis du temps d'Alexandre.
« L'électeur de Hanovre avait lié nos langues et
« nos bras ; mais Dieu, qui protége l'innocence,
« avait mis un terme à l'esclavage des Orcadiens.
« Les erreurs de nos pères devaient être expiées
« après un temps marqué dans les décrets de sa
« miséricorde. Notre pénitence sans doute est
« finie, puisque ce même Dieu arme votre bras
« pour nous délivrer, comme un autre juge
« d'Israël. La gloire d'opérer cette grande révo-
« lution vous était réservée. Quel bonheur pour
« nous de pouvoir ajouter à notre amour une re-
« connaissance éclatante, sans avoir mérité vos
« bienfaits ! victimes de nos infidélités, c'est vous
« qui vous chargez d'en être l'expiateur. Sous
« votre règne, la beauté vertueuse n'aura point
« à redouter les attentats de l'impudicité. Loin

« toutes les villes et les montagnes de l'ouest de « l'Ecosse; les dames les plus qualifiées prirent « l'épée et le bouclier pour soutenir la cause des « Stuarts. Toutes se crurent encore outragées dans « la personne de plusieurs femmes titrées qu'on « avait traînées dans les prisons d'Edimbourg. Les « unes prirent les armes pour effacer la honte de « leurs époux et de leurs parents qui servaient les « oppresseurs de leur pays; les autres, par le seul « intérêt que le prince leur inspirait par ses mal-« heurs et ses vertus héroïques. Plusieurs formè-« rent des compagnies de cent trente hommes; les « plus qualifiées voulurent combattre à la tête de « leur tribu. Comme tous ces nouveaux soldats n'é-« taient que braves et robustes, elles se reposèrent « sur des officiers blanchis sous la tente, du soin « de les former et d'en faire de véritables soldats; « mais elles se réservèrent l'honneur exclusif de les « mener au combat et d'être à leur tête dans la « mêlée. L'émulation en devint plus vive et plus « agissante dans l'armée; les deux sexes se dispu-« tèrent le mérite du courage par une noble riva-« lité. Les femmes sans doute avaient l'avantage,

« puisqu'elles faisaient plus que ce qu'on avait « droit d'exiger de la faiblesse de leur sexe, etc. »

Voici maintenat une seconde milice bien plus extraordinaire que celle de ces amazones, comme M. Turpin en convient lui-même. Je souligne quelques expressions, mais sans en changer aucune:

« Les Hollandais débarqués en Angleterre s'a« vancèrent vers les frontières de l'Écosse, et, dès « qu'ils furent arrivés à Berwick, ils eurent à com« battre un ennemi qu'ils *n'auraient jamais ima*« *giné pouvoir trouver*. C'est un phénomène dont « l'histoire ancienne et moderne ne cite point « d'exemple. Un bataillon de six cents chiens des « Orcades, qui les assaillit, se montra plus redou« table que les troupes les plus braves et les mieux « disciplinées. Cette milice extraordinaire, façon« née à l'obéissance et dressée pour la guerre, dis« tinguait à l'odorat et aux vêtements ses maîtres « de leurs ennemis. Elle marchait sans confusion, « observant une discipline dont ses conducteurs « indociles et féroces étaient incapables. Ce fut « avec ces braves auxiliaires que le chef des Or« cadiens demanda et obtint la permission de se

« porter dans un bois que les Hollandais devaient « traverser pour aller prendre leurs logements à « trois lieues de la côte. Ce fut dans cette em- « buscade que les Orcadiens, assurés de vaincre, « attendirent les alliés de leurs ennemis.

« A peine les Hollandais se furent enfoncés dans « le bois, que les Orcadiens donnent le signal du « combat à leurs chiens, qui formaient l'avant- « garde. Cette meute guerrière s'avance, en pous- « sant des aboiements épouvantables. Les Hollan- « dais, étonnés de la grandeur monstrueuse et de « la figure hideuse de ces animaux, restent immo- « biles. Ils s'imaginent que ce sont autant de Cer- « bères conduits par des démons que l'enfer a vomis « pour les dévorer. Quelques uns, *saisis d'effroi*, « *meurent de frayeur*, avant d'avoir tiré l'épée. « D'autres, sans force, et presque sans connais- « sance, se laissent égorger comme des *animaux* « *stupides*; ceux qui n'avaient point succombé à « la peur, s'enfoncent dans les bois, que l'appro- « che de la nuit rendait encore plus sombres et plus « terribles; ils y furent poursuivis par les chiens, « qui, *malgré l'obscurité*, les distinguant à l'odo-

« rat, s'élancèrent sur eux sans leur faire aucun « quartier. Ce *corps de troupes légères*, dont la « chair et le sang de l'ennemi animait encore l'ar- « deur martiale, en fit plus périr que le fer et le « mousquet; quand ils eurent nettoyé le bois, et « qu'ils se furent rassasiés de leur proie, ils *retour- « nèrent tranquillement à leur poste; mais ayant « aperçu quelques Hollandais qui s'étaient réfu- « giés dans le camp, où ils avaient trouvé un « asile,* leur fureur se ranima; et ils allaient don- « ner une nouvelle scène de carnage, si leurs chefs « ne les eussent contenus, en sonnant de certains « cornets à bouquin, que ces montagnards appel- « lent *menstret*. A ce signal toutes les hostilités « cessèrent, et cette milice docile et victorieuse re- « tourna à son poste avec autant d'obéissance qu'on « en pourrait exiger des troupes les mieux réglées. « Les Anglais n'eurent point dans cette guerre « d'ennemis plus terribles, et le prince n'eut point « de serviteurs plus fidèles. *Ne serait-il pas à « souhaiter que les souverains vidassent leurs que- « relles avec de pareils auxiliaires?* ils auraient « quelques citadelles de moins, et *beaucoup de*

« *sujets de plus*. Cette victoire fut achetée par la « perte de cinq chiens tués, de dix-neuf de blessés, « dont huit à mort et les autres légèrement. On fit « deux cent sept prisonniers, qui furent conduits « tout mourants au camp du duc de Perth, qui, « en ennemi généreux, les fit traiter comme s'ils « avaient été pris en combattant pour sa cause(1).»

Qu'on nous parle après cela des chiens que les Espagnols conduisirent à la conquête du Pérou! Il est vrai de dire que, dans les vieilles chroniques, nous lisons que les Anglais et les Écossais avaient réellement des limiers dressés à poursuivre l'ennemi : Bruce faillit être la proie d'un de ces *blood-hounds*; mais il paraît que la race en était perdue en 1745, car aucun mémoire contemporain n'a daigné faire mention de cette milice canine enrégimentée et exercée par les Orcadiens ; et quant aux Orcadiens eux-mêmes, M. Turpin seul en a parlé.

Une histoire complète de *Charles-Edouard* n'existe pas en Angleterre, quoique les matériaux

(1) Révolutions d'Angleterre par M. Turpin, tome 2, page 61.

de cette histoire y soient devenus depuis quelques années de plus en plus abondants. L'*Histoire de la Rébellion*, par John Home, autêur de *Douglas*, était encore le meilleur des ouvrages publiés sous ce titre, avant celui de M. Robert Chambers, qui a paru en 1827. Home, témoin oculaire, acteur même dans les événements qu'il raconte, eut le malheur de dédier son ouvrage au roi, neveu du duc de Cumberland, sous les auspices du duc lui-même : aussi s'est-il arrêté à la bataille de Culloden. En histoire, les omissions ne sont guère moins perfides que les mensonges, et la modération de Home n'est plus qu'une fausse couleur d'impartialité.

L'*Histoire* d'Henderson, imprimée en 1748, fut composée dans l'intérêt exclusif des vainqueurs ; mais c'est un résumé exact des faits, dans lequel sont conservées les déclarations, proclamations et manifestes des deux partis. Le Jeune Chevalier, ou « récit de tout ce qui arriva après Culloden à Charles-Édouard » (appelé le Jeune Chevalier, comme fils du chevalier de Saint-Georges), complète l'histoire d'Henderson, qui

est aussi l'auteur anonyme de cette suite. Les autres historiens contemporains de la rébellion de 1745 sont Boyce, Merchant et Dougald Graham, qui appartiennent à l'opinion whig. Les Ecossais jacobites n'ont laissé que des mémoires la plupart personnels à leurs auteurs. Ceux du chevalier de Johnstone sont les plus étendus, et ils ont été commentés, dans une réimpression récente, par un éditeur anti-jacobite, dont les réfutations mettent les deux opinions en regard.

Les recueils intitulés *Lockhart-papers* et *Culloden-papers* sont encore une riche mine de matériaux. Vient ensuite la collection des pamphlets de l'époque, expression animée des sentiments des deux partis, et qui nous donne la clef du'ne foule d'allusions ou de réticences des historiens et des mémoriographes. Plusieurs de ces pamphlets sont excessivement rares; sir Walter Scott en a réuni un nombre considérable dans la bibliothèque d'Abbotsford; d'autres amateurs, entre autres le libraire David Laing, ne sont guère moins riches en ce genre que le romancier écossais. J'ai lu les principaux. J'en

possède quelques uns, et j'ai obtenu des extraits manuscrits de ceux qu'il est plus difficile de rencontrer. C'est, du reste, une lecture plus utile pour se pénétrer de l'esprit du siècle, que pour y puiser des matériaux, proprement dits.

Mes deux volumes étaient déjà écrits, lorsqu'a paru «l'Histoire de la rébellion» de M. Chambers; j'ai été encore à temps de profiter de cet ouvrage, composé de pièces de rapport, sans que l'auteur ait fait souvent autre chose que coudre artistement une citation à une autre; mais tableau complet, souvent pittoresque, et bien supérieur surtout à la troisième série des *Contes d'un grand-père*, où Walter Scott traite des événements de 1745. En effet, M. Chambers a été assez impartial pour se croire obligé de protester, en terminant, par une note, de son dévouement à la dynastie de Brunswick, tandis que sir Walter Scott, qui n'a guère fait qu'abréger l'ouvrage de Home, semble trop souvent, par ses insinuations courtisanesques ou ses réticences ministérielles, composer, comme l'auteur de

Douglas, en présence du duc de Cumberland.

Mais ceux qui veulent encore écrire l'histoire de la dernière lutte de l'Ecosse jacobite contre l'Angleterre, car je ne suis pas très sûr qu'elle ne soit pas encore à faire après moi, ne doivent pas négliger les ballades jacobites, qui sont à l'histoire de Charles-Edouard ce que sont les romances espagnoles à celle du Cid. Ces poésies, chants de triomphe ou élégies de deuil, naïves ou satiriques, ont été recueillies en corps d'ouvrage et annotées par James Hogg « le Berger poète ». Sous le rapport littéraire, elles ont exercé une influence marquée sur le génie de Robert Burns, qui en a rajeuni plus d'une ; sous le rapport historique, il est facile, en les classant, d'y retrouver la chaîne des faits, qu'il est, je crois, important de voir aussi sous ce reflet de poésie, si l'on tient à colorer un peu la narration. Mais je me réserve d'examiner ces ballades dans la partie littéraire du tome quatrième de mon *Voyage*, où je reviendrai sur la partie bibliographique des deux volumes que je publie aujourd'hui ; je termine cette expli-

cation préalable par la description d'un autre genre de documents historiques : c'est la liste des principales médailles sur les Stuarts, depuis la révolution de 1688, jusqu'à la mort de Charles-Edouard (1).

(1) J'ai dû employer dans cette histoire un assez grand nombre de ces mots à peu près intraduisibles, à moins d'une périphrase, et que des équivalents ne sauraient jamais remplacer. Tels sont entre autres les sobriquets de parti, avec lesquels le lecteur se familiarise du reste bientôt. Si l'étymologie en était toujours bien connue, la mémoire les retiendrait plus facilement encore. Chacun sait que les *Puritains* s'appelaient ainsi parce que ces sectaires prétendaient à une grande pureté de principes : les royalistes leur donnaient le nom de *Têtes-rondes*, à cause de leurs cheveux coupés ras, tandis que les Cavaliers portaient ces belles chevelures bouclées que nous admirons dans les tableaux de Vandyck. Les Cavaliers s'appelaient aussi les Loyalistes, c'est-à-dire les hommes loyaux, les fidèles au roi : d'où *lealty* (*loyalisme*) est synonyme de royalisme. Cette *loyauté* n'empêchait pas leurs adversaires de les désigner sous le nom de *malignants*, malveillants, etc.

Après les premières guerres civiles, les mots Whig, ou Whigamore et Tory, furent substitués à ceux de *Cavalier* et *Tête-ronde*. Whig, contraction de whig-a-more, est un mot dont se servent les paysans de l'ouest de l'Ecosse pour faire avancer leurs montures : *to whig* signifie

aller vite; *to whig a more*, aller plus vite. Les paysans de ces cantons furent ainsi surnommés dans une insurrection qu'ils firent en 1648 : et ce surnom fut appliqué par extension aux Covenantaires (partisans du Covenant), aux parlementaires, aux mécontents, et en général à tout membre de l'opposition anti-royaliste.

Les voleurs, en Irlande, ont les mots *torie me*, donnez-moi (c'est-à-dire donnez-moi la bourse), d'où l'on fit le mot tory, voleur; et ce mot, qui rappellera celui de *brigand*, dont on fut naguère si libéral en France, fut appliqué aux partisans de Jacques II, parce que parmi ses partisans se trouvaient naturellement beaucoup d'Irlandais, comme catholiques.

Sous Guillaume, les royalistes se divisèrent en Torys, ou *monarchistes*, à qui toute dynastie était indifférente au fond, pourvu qu'il y eût un roi, roi légitime ou roi de fait, et en Jacobites (de Jacobus), partisans de Jacques et des Stuarts, de l'hérédité, du droit divin; les Whigs furent quelquefois nommés alors Williamites, et puis Hanovriens quand la maison de Hanovre monta sur le trône. L'histoire elle-même révèle une foule de subdivisions et de nuances dans cette classification des partis.

DESCRIPTION

DES PRINCIPALES MÉDAILLES RELATIVES AUX STUARTS,

FRAPPÉES EN ANGLETERRE ET SUR LE CONTINENT.

I. (Naissance du prince de Galles.)

Un enfant, dans un berceau d'apparat, étrangle un serpent dans chaque main ; le sol est semé de tronçons de serpents. *La légende porte :* MONSTRIS DANT FUNERA CUNÆ ; *le revers :* le cimier du prince ; *légende :* FULTA TRIBUS METUENDA CORONA ; *exergue :* 1688.

II. (Id.)

Écu armorié du prince de Galles, couronné, supporté par quatre génies, dont l'un tient le cimier du prince, un autre l'écu ducal de Cornouailles ; *lég. :* HONOR. PRIN. MAG. BRIT. FRA. ET. HIB. NAT. 10 JUN. 1688 ; *rev. :* Le prince enfant sur un coussin ; au-dessus, deux génies avec des trompettes, qui tiennent une couronne, et une palme qui supporte un écriteau où l'on lit : VENIAT CENTESIMUS HÆRES.

III. (Id.)

La Vérité, foulant aux pieds le serpent de l'Imposture, et ouvrant la porte d'un cabinet, sur lequel est

écrit : JACO. FRANC. EDUARD. SUPPOSIT., 20 JUNII 1688 (1) : En dedans paraît un jésuite qui pousse par le haut de la porte un coussin, sur lequel est assis un enfant, tenant d'une main un calice, et se couronnant de l'autre ; *lég.* : SIC NON HÆREDES DEERUNT ; dans le lointain paraît la flotte hollandaise, dont un vent favorable enfle les voiles ; *rev.* : le cheval de Troie, avec ses housses, sur lesquelles est écrit : LIBERT. CONS. SINE JURAM. ET LEG. P. *lég.* : EQUO TU NUNQUAM CREDE BRITANN.

IV. (Id.)

Aglaure ouvre une corbeille, au milieu des ronces et des chardons, d'où s'échappe Erichton ; à distance sont des femmes effrayées ; *lég.* : INFANTEMQUE VIDENT APPORECTUMQUE DRACONEM ; *rev.* : un rosier flétri, portant deux fleurs fanées ; à côté sort un petit rejeton avec un seul bouton ; *lég.* : TAMEN NASCATUR OPORTET ; *exerg.* : MDCLXXXVIII.

V. (Id.)

Guillaume III, en empereur romain, foulant aux pieds un serpent, et soutenant Marie, qui porte les couronnes de son triple royaume ; son écu pend à un oranger, auquel s'enlacent des chardons et des roses ; à distance sont Jacques II et le père Peters, emportant le jeune prince, qui joue avec un moulin à vent (allusion au meunier qu'on supposait le père de l'enfant) ; *lég* : DEO VINDICE JUSTITIA COMITE ; *rev.* : troupes débarquant

(1) Les médailles françaises portent la date du 20, et celle d'Angleterre du 10 juin, vieux style.

près d'une forteresse; *lég* : CONTRA INFANTEM PERDITIONIS; *exerg.* : EXPEDITIO NAVALIS PRO LIBERTATE ANGLIÆ : MDCLXXXVIII.

VI. (Triomphe de Guillaume III.)

Le roi Guillaume en cheveux longs et en manteau; *lég.* : GUILIEL. III D. G. PRINC. AVRA. RELIG. LIBER. QUE RESTI.; *rev.*: l'arche du Covenant; au-dessus, EMMANUEL foudroie les soldats français, et jette des rayons sur l'Angleterre et la Hollande; sur le devant, le père Peters et un moine avec le jeune prince tombant.

VII. (Supposition du prince de Galles.)

Un vaisseau français; le père Peters, sur une écrevisse, tient le prince jouant avec un moulin; *exerg.* : JAC. EDWARD SUPPOSÉ, 20 JUIN 1688; *rev.* : les armes du Prétendant; un écu avec un moulin; au-dessus, un bonnet de jésuite, d'où pend un double rosaire renfermant la devise : « HONNI SOIT QUI MAL Y PENSE »; au lieu du Georges, une écrevisse; *lég.* : LES ARMES ET L'ORDRE DU PRÉTENDU PRINCE DE GALLES.

VIII. (Triomphe de Guillaume.)

La Grande-Bretagne salue la Hollande; *lég.* : M. BRIT. EX. NAV. BAT. LIB. REST. ASSERTA.; *rev* : un aigle repoussant un coucou de son aire, un autre aigle au-dessus; dans le lointain, une flotte; *lég.* : EJICIT INDIGNUM.

IX. (Fuite de Jacques II.)

Buste de Louis XIV, à droite. *Leg.* : LUDOVICUS MAGNUS REX. *Rev.*: Le lion belge, appuyé sur la lance de la Liberté

et le labarum, s'avance vers la côte où un navire français attend ; le roi Jacques II, avec son épée brisée ; le père Peters, tenant le jeune prince avec son moulin ; et les serpents de la discorde. *Leg.* : AUT REX AUT NIHIL. *Ex.* : REGIFUGIUM JAC. AD LUD. XIV.

X. (Id.)

Buste de Jacques, à gauche, couronné de lauriers, cheveux longs, manteau. *Leg.* : JACOBUS II. D. G. BRITANNIARUM IMPERATOR. *Rév.* : Un renard met le feu à un arbre où est un aigle dans son aire ; plus loin un aigle emporte un petit ours. *Leg.* : MAGNIS INTERDUM PARVA NOCENT. REGNO ABDICATO IN GALLIAM APPULIT. *Ex.* : 4 jan. 1689. s. n.

XI. (Arrivée de Jacques II en France.)

Louis XIV. Buste à droite. *Leg.* : LUD. MAG. REX CHRIST. *Rev.* : La France recevant Jacq. II, la reine et leur fils. *Leg.* : PERFUGIUM REGIBUS. *Exerg.* : JAC. II. MAG. BRIT. REX CUM. REG. CONI ET PR. WALLIÆ IN GALLO RECEPTIS MDCLXXXIX.

XII. (Triomphe de Guillaume.)

Buste du roi Guillaume, à droite. *Leg.* : GULIEL III. D. G. BRIT. REX RELIG. LIBERTATISQ. *Rev.* : Un oranger enlacé de roses et de chardons, et auquel est attaché l'écu de la Gr. Bret., élève sa tête dans les nues où on lit les mots : *Ite missa est*, et d'où part d'un côté la foudre contre Jacques II, laissant échapper de ses mains la cou-

ronne et le sceptre ; de l'autre côté est le père Peters, s'en allant avec le calice, et le jeune prince portant son moulin. Serpents de discorde. *Ex.* : INAUGURATIS MAJESTATIBUS, EJECTO PAPATU, EXPULSA TYRANNIDE, BRITANNIA FELIX. 1689.

XIII. (La reine Marie.)

La reine Marie. *Leg.* : MARIA D. G. MAGN. BRIT. FRAN. HIB. REG. *Rev.* : Un aigle qui vole vers le soleil tient un aiglon et en laisse tomber un autre. *Leg.* : NON PATITUR SUPPOSITITIOS. *Ex.* : EXCELLENTISSIMÆ PRINCIP. JUS REGNI VINDICATUM, EJECTO SUPPOSITITIO.

XIV. (Expédition de 1695.)

Buste du prince de Galles, en armure, à gauche. *Leg.* : JACOB WALLIÆ PRINCEPS. *Rev.* : Un navire démâté dans l'orage. Ag. 1697. JACTATUR, NON MERGITUR UNDIS.

XV. (1697.)

Autre buste du prince, à gauche, sans draperie. *Leg.* : JAC. WALLIÆ PRINCEPS. Le soleil en partie éclipsé. *Leg.* : CLARIOR ET TENEBRIS. *Ex.* : 1697.

XVI. (Id.)

La même. *Rev.* : Mine faisant explosion près d'un bastion. *Leg.* : QUO COMPRESSA MAGIS. *Ex.* : 1697.

XVII. (Id.)

La même. *Rev.* : Lever du soleil. *Leg.* : OMNIA FACIT ; IPSE SERENATO. 1697.

XVIII. (Avénement de Jacques III.)

Buste à gauche. *Leg. :* JAC. III. D. G. MAG. BRIT. REX. *Rev. :* Le soleil dispersant les nuages. *Leg. :* VIRTUS MOX NUBILA PELLET. *Ex.:* 1704.

XIX. (Id.)

Buste du roi Jacques III, à gauche, en manteau, et avec une couronne de laurier. *Leg. :* CUJUS EST. *Rev. :* Carte d'Angl., d'Ecosse et d'Irlande. *Leg. :* REDDITE (1).

XX. (Médaille des scrofuleux.)

Vaisseau à pleines voiles; vent propice. *Leg. :* JAC. III. D. G. M. BR F. ET H. REX. *Rev.:* Saint-Michel et le dragon. *Leg. :* SOLI DEO GLORIA (2).

XX. (Georges Ier.)

Georges Ier, couronné. *Leg. :* GEORGIUS D. G. MAG. BR. FR. ECOS. ET HIB. Rex F. D. *Rev. :* Un ange, armé du glaive, poursuit de la cavalerie. *Leg. :* PERJURII ULTRIX. *Ex :* AD DUNBLAINUM. 13 Nov. 1715.

(1) La duchesse de Gordon fit hommage de cette médaille à l'Université d'Edimbourg, qui l'agréa. Il y est fait allusion dans la *Prison d'Edimbourg.*

(2) Médaille donnée à ceux qui venaient se faire toucher les écrouelles.

XXII. (Défaite de Mar et de Jacques III.)

Buste du roi Jacques III, en armure. *Leg.:* NIHIL EFFICIENS. *Rev.:* Les trois royaumes. 1716. *Leg.:* Bis venit, vidit, non vicit, flensque recessit.

XXIII. (Mariage de Jacques III.)

Deux bustes, l'un en armure, l'autre couronné. *Leg.:* JACOB. III. R. CLEMENTINA R. *Rev.:* Hercule, appuyé sur sa massue, prend la main de Vénus; Cupidon tenant un caducée. *Leg.:* Regium connubium *Ex.:* Kal. sept. MDCCXIX.

XXIV. (Id.)

Buste à gauche, robes riches, manteau, etc. *Leg.:* *Clementina.* M. Brit. Franc. et Hib. regina. *Rev.:* Clémentine dans un char. Rome à distance. *Leg.:* FORTUNAM CAUSAMQUE SEQUOR. *Ex.:* DECEPTIS CUSTODIBUS. MDCCXIX.

XXV. (Naissance de Charles-Edouard.)

Jacques III et Clémentine. *Rev.:* Une femme appuy contre une colonne tient un enfant et montre la Grand Bretagne sur une sphère. *Leg.:* Providentia obstetri *Ex.:* Carolo principi Valliæ nat. die ultima a. MDCCXX.

XXVI. (Les deux princes.)

Buste de Charles-Edouard, à droite, en armure *Leg.:* HUNC SALTEM EVERSO JUVENEM. *Rev:* Buste du prince Henry, même colonne. *Leg.:* Triplicis spes tertia gestis.

XXVII. (1795.)

Buste de Charles-Edouard, à droite, sans draperie. *Leg.* : CAROLUS WALLIÆ PRINCEPS, 1745. *Rev.* : La Gr. Bret., debout sur le rivage, tient une lance, s'appuie d'une main sur un écu et attend les vaisseaux. *Leg.* : Amor et spes. *Ex.* Britannia.

XXVIII. (1745, Charles-Edouard.)

Charles-Edouard en costume écossais, la claymore à la main, tient un bouclier où l'on lit : QUIS CONTENDAT MECUM. *Leg.* : NULLUM NON MOVEBO LAPIDEM UT ILLUD ADIPISCAR. 1745. *Rev.*: Une rose. *Leg.* : MEA RES AGITUR.

XXIX. (Le duc de Cumberland.)

Buste du duc, à droite, en armure. *Leg.* : Gulielmus dux Cumbriæ. *Rev.* : Charles-Edouard en montagnard écossais, la toque à la main, et fléchissant le genou devant un lion rampant couronné. *Ex.* : 1746.

XXX. (1746.)

Le duc de Cumberland à cheval, l'épée nue. *Leg.* : Duc de Cumberland. *Rev.*: Charles-Edouard, cherchant à prendre une couronne sur une colonne, est saisi par le duc de C., qui le frappe avec son épée. *Leg.* : REBROUSSE CHEMIN. *Excr.* : PRETENDANT.

XXXI. (Justice du duc de Cumberland.)

Le duc de Cumberland à cheval, l'épée à la main. *Leg.* : DUC DE CUMBERLAND. *Rev.* : Un rebelle pendu à un

gibet. Deux rebelles suppliants. *Leg.:* QU'IL VIENNE D'AUTRES REBELLES.

XXXII. (1752.)

Buste de Charles-Edouard, à droite. *Leg.* : REDEAT MAGNUS ILLE GENIUS BRIT. *Rev.* : La Gr. Bret. sur le rivage attend des vaisseaux. *Leg.* : G. DIU DESIDERATA NAVIS. *Exerg.* : LÆTAMINI CIVES, SEPT. XXIII. MDCCLII.

XXXIII. (Le duc d'York, cardinal.)

Buste à droite, en robe et chapeau de cardinal. *Leg.:* HENRICUS M. D. EP. TUSC. CARD. DUX EBOR. S. R. E. V. CAM. *Rev.* : La religion tenant une bible et supportant la croix ; à ses pieds un lion, une couronne ducale et un chapeau de cardinal; au-dessus une auréole ; l'église Saint-Pierre dans le lointain. *Leg.:* NON DESIDERIIS HOMINUM SED VOLUNTATE DEI. *Exer.* : Anno MDCCLXVI.

XXXIV. (Avénement de Charles-Edouard.)

Buste à gauche, en manteau. *Leg.* : CAROLUS III. N. 1720. M. B. F. ET H. REX. 1766. *Rev.* : Buste à gauche, en manteau royal, en longues boucles pendantes. *Leg.:* LUDOVICA M. B. F. ET HIB. REGINA. 1772.

XXXV. (Le cardinal d'York vice-chancelier du Vatican.)

Les armes de la Gr. Bret., surmontées d'une couronne ducale et d'un chapeau de cardinal. *Rev.* : HENRICUS CARDINALIS DUX EBOR. S. R. G. VICE CANCELLARIUS SEDE VACAN. 1774.

XXXVI. (Avénement de Henri IX.)

Buste à droite, en costume de cardinal. *Leg.:* HENRI IX. MAG. BRIT. FR. HIB. REX. FIDEI DEF. CARD. EP. TUSC. *Rev.:* La religion tenant une bible et supportant la croix, A ses pieds un lion, la couronne d'Angleterre, et un chapeau de cardinal. A distance, l'église de Saint-Pierre et un pont. *Leg.:* NON DESIDERIIS HOMINUM, SED VOLUNTATE DEI. *Ex.:* an. MDCCLXXXVIII.

HISTOIRE
DE LA RIVALITÉ
DE
L'ANGLETERRE
ET DE
L'ÉCOSSE,
POUR SERVIR D'INTRODUCTION
A L'HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD.

CHAPITRE PREMIER.

RAPPORTS DE L'HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD AVEC L'HISTOIRE GÉNÉRALE

La dynastie des Stuarts s'est éteinte dans la proscription et l'exil, après avoir donné neuf souverains à l'Écosse indépendante, et six aux royaumes réunis de la Grande-Bretagne. Il ne reste plus d'eux que ce nom de Stuarts, texte fécond d'allusions politiques, jeté souvent par les partis à

cosse, rattachée à la révolution tentée par Charles-Édouard, comprend une longue suite de batailles et de négociations qui appartiennent souvent à l'histoire générale de l'Europe : notre but est d'en rapprocher ici les traits saillants, en nous aidant des chroniques et des traditions populaires, pour conserver, autant que possible, aux scènes qui se succèdent dans ce tableau, la naïveté et la couleur de chaque époque.

DE L'ÉCOSSE AVANT MALCOLM CANMORE.

L'Écosse fait partie de l'île appelée Grande-Bretagne; mais elle diffère de l'Angleterre proprement dite par son aspect topographique autant que par la physionomie et les mœurs de ses habitants. L'Angleterre, à l'exception de quelques uns de ses comtés, est généralement un pays de plaines relativement à l'Écosse, qui présente presque partout une surface montagneuse. L'Angleterre ressemble à un riche jardin partagé en compartiments symétriques, dont la variété même appartient au dessin de la culture : il n'y a, encore aujourd'hui, qu'un tiers de l'Écosse qui soit cultivé; les bruyères règnent partout ailleurs pour unique verdure, et le vallon le plus riant a

pour remparts des rochers en apparence inaccessibles.

L'Écosse se divise en deux régions bien distinctes, les *Lowlands*, ou Basses-Terres, et les *Highlands*, ou Hautes-Terres : entre l'Angleterre et les Lowlands, la dissemblance est moins sensible. Des deux rives de la Tweed les habitants des deux royaumes peuvent se donner la main ; mais là aussi une ligne de démarcation avait été tracée profondément par l'animosité nationale (1).

C'était là le Border (ou frontières) habité par ces maraudeurs qui étaient l'avant-garde permanente des deux peuples, et qui, ne vivant que de pillage, n'avaient d'autre occupation que la guerre. La population de l'intérieur des Lowlands se trouvait comme pressée entre les *Borderers* belliqueux et les clans à demi-barbares des Highlands : ceux-ci, affectant quelquefois de confondre leurs voisins avec les Anglais, se regardaient comme les descendants des premiers propriétaires du sol, repoussés par la conquête derrière les montagnes, et qui leur avaient légué, comme un

(1) Il est peut-être assez singulier que l'Arioste compare le golfe et la montagne qui servaient de défense au domaine de Logistille contre les empiétements d'Alcine, à la rivière de la Tweed qui sépare l'Écosse de l'Angleterre. (*Roland-Furieux*, ch. VI.)

héritage légitime, le droit de vivre aux dépens des conquérants : le lien commun des diverses races de la population d'Écosse était, en temps de guerre, la haine contre les Anglais, qui suspendait pour un moment toutes les autres.

L'Écosse de nos jours n'a conservé que quelques traits généraux de l'aspect de l'ancienne Écosse : ses montagnes, ses fleuves et ses lacs ne semblent plus les mêmes ; car on chercherait en vain les immenses forêts de chênes qui en rendaient les abords si sombres et si dangereux ; là où l'élégante *villa* moderne ne s'est pas encore emparée du site et des pierres de la forteresse féodale, ce sont ses ruines qui parent seules aujourd'hui la nudité du désert ; le mouton va brouter paisiblement là où le sanglier, l'ours, le bison et le loup se rendaient redoutables au troupeau et au berger. De vastes marais ont été aussi convertis en plaines cultivées, où l'on ne retrouverait plus les traces de ces sentiers connus de Wallace et de Bruce, qui y bravaient, après leurs défaites, la lourde cavalerie des Anglais. Enfin, on chercherait vainement à vérifier les récits de ces vieux chroniqueurs qui rencontraient à chaque pas une chapelle ou un château, une abbaye ou un fort royal, à l'ombre desquels vivaient, moyennant une faible redevance, les habitants de

quelques cabanes formant un hameau. L'union de l'Ecosse avec l'Angleterre a fait peu à peu disparaître ces citadelles estimées imprenables, et les guerres religieuses avaient déjà détruit les édifices ecclésiastiques les plus vénérés.

La physionomie distincte des races primitives a vu aussi ses traits caractéristiques s'effacer peu à peu. En 1097, à la mort de Malcolm Canmore, quatre grandes races existaient en Écosse : la première était la race gaëlique, ou celte, parlant la langue erse, et habitant les comtés d'Argyle, de Galloway, d'Inverness, et presque toute la contrée au nord du golfe du Forth. Plus loin, une colonie guerrière de Norvégiens s'était emparée des Hébrides et des comtés de Ross et de Caithness. Dans le bas-pays, plus fertile, s'était fixée la population saxonne, parmi laquelle maints seigneurs normands, désertant l'étendard de Guillaume, étaient venus demander un asile que Malcolm Canmore n'eut garde de leur refuser; car c'étaient la plupart des chefs armés qu'il fallait accepter pour amis ou repousser comme ennemis. Plus d'un siècle s'écoula avant la fusion complète des deux races saxonne et normande, qu'une civilisation commune distingua pendant des siècles encore des races gaëlique et norvégienne. La royauté demeura parmi les habitants du bas-pays, et la

Romains et des Saxons; les guerres des Pictes et des Scots, le triomphe de ceux-ci, imposant leur nom au pays; les incursions des Danois, les migrations des Anglo-Saxons d'Angleterre, l'établissement des Normands dans les Lowlands, etc., etc. Les deux royaumes d'Angleterre et d'Écosse restent enfin constitués chacun selon ses lois et ses mœurs, mais indépendants l'un de l'autre. C'est du règne de Guillaume-le-Lion que date la grande querelle de la suzeraineté des rois normands, prétexte de guerres continuelles des deux peuples, jusqu'à leur réunion sous une seule couronne, cinq siècles plus tard.

CHAPITRE II.

Guillaume-le-Lion et Henry II.

Tout semblait promettre un règne glorieux à Henry Plantagenet, lorsqu'à la mort d'Étienne de Blois il monta sur le trône d'Angleterre (19 décembre 1154). Possédant du chef de son père l'Anjou, la Touraine, le Maine et une partie du Berry; duc de Normandie par sa mère Mathilde, il était encore, par la dot d'Éléonore sa femme, le maître de la Guienne, de la Saintonge, du Poitou, de l'Auvergne, du Périgord, de l'Angoumois et du Limousin; réunissant ainsi le tiers du beau royaume de France à la conquête de son aïeul Guillaume. Emporté, plein d'orgueil, mais surtout ambitieux, ce prince ne dédaignait pas de descendre à la ruse quand il s'agissait de réussir dans les desseins de sa politique : assez puissant pour se faire craindre de ses ennemis au dehors, il sut aussi faire respecter

son administration intérieure en domptant ou contenant les grands; mais sa lutte avec le clergé fut moins heureuse. Prévoyant tout ce que ce corps préparerait de résistance aux innovations qui menaçaient ses priviléges, Henry avait cru faire un acte de profonde politique en appelant à la première dignité ecclésiastique de ses états son favori, le fameux Thomas Becket, courtisan aimable, négociateur habile, capitaine expérimenté, auquel il ne manquait peut-être en apparence que les vertus cléricales. Henry pensait n'avoir besoin que de son dévouement à ses volontés; mais sous la mître de primat d'Angleterre, Becket « dépouilla le vieil homme » ou changea d'ambition. Traitant avec son roi de puissance à puissance, cet opiniâtre champion des droits de Rome ne céda pas même sous le glaive des assassins que suscitèrent contre lui des paroles imprudentes arrachées par le dépit à Henry Plantagenet. Bien plus, sa mort sanglante acheva la victoire de l'église : les foudres de l'excommunication frappèrent le monarque, ses sujets prirent parti pour le prélat devenu martyr; en vain Henry s'humilia, désormais sa fortune semblait l'avoir abandonné. Sa femme et ses enfants conspirèrent avec les mécontents, et les rois ses égaux se liguèrent

avec les rebelles. Parmi ses ennemis, Guillaume, roi d'Écosse, se montra le plus ardent. Guillaume réclamait en vain depuis long-temps la restitution du Northumberland qui lui avait été inféodé par son aïeul David : abusé par les promesses de Henry, il saisit avidement l'occasion de la vengeance. Il fut convenu entre les alliés que, pendant que Louis VII envahirait la Normandie, et que les partisans de Geoffroy et de Richard, fils du roi anglais, investiraient les places fortes d'Aquitaine et de Bretagne, le comte de Flandre descendrait sur les côtes méridionales d'Angleterre, et le roi d'Écosse ferait une excursion sur les frontières du nord. Bientôt les Écossais sont maîtres d'Appleby, d'Harbottle, de Warworth; déjà leurs ravages s'étendent au-delà de ces forteresses et jettent l'épouvante jusque dans le comté d'York; sur le continent, les efforts des ennemis de Henry sont si bien concertés, que la couronne semble chanceler sur sa tête. Il était lui-même en Normandie, lorsque, accablé par la menace de tant de périls, il crut y voir les preuves évidentes d'une intervention surhumaine : ses remords se réveillèrent, et il prit la résolution d'aller solennellement fléchir le ressentiment de Thomas Becket à Cantorbery. Peut-être aussi, entendant attribuer par le peuple tous ses revers

à l'assassinat commis en son nom, il jugea convenable de céder à l'opinion populaire, au lieu de révoquer en doute les miracles du martyr, attestés d'ailleurs par sa canonisation.

Henry s'embarque presque mystérieusement, arrive à Southampton, et sans prendre aucun repos, il met pied à terre et voyage toute la nuit jusqu'à Cantorbery : à peine au lever du jour aperçoit-il les clochers de la ville, qu'il descend de cheval, change ses habits pour un cilice, et marche pieds nus sur les cailloux de la route, où l'on remarqua en plusieurs endroits l'empreinte sanglante de ses pas. Il franchit en tremblant le portail de la cathédrale, et se fait conduire dans le crypte où était le tombeau de Becket : là il se prosterne, étend les bras en croix dans l'attitude de la plus humble prière, et l'évêque de Londres déclare en son nom qu'il ne fut coupable que de quelques paroles inconsidérées; mais que puisqu'elles causèrent la mort du saint, il se soumet à la discipline de l'église. Les moines du couvent, au nombre de quatre-vingts, quatre évêques, les abbés, et d'autres prêtres présents, étaient armés d'une corde garnie de nœuds : Henry découvrit ses épaules et reçut cinq coups de chaque prélat, trois de chaque prêtre ou moine : après cette fustigation, le monarque reprit sa posture

suppliante jusqu'à ce que la cloche de minuit sonnât les matines ; alors il visita tous les autels de la cathédrale, se mit en oraison devant tous les corps saints, et au point du jour, après avoir entendu la messe, il rompit son jeûne en buvant de l'eau rougie avec quelques gouttes du sang de Becket. Ayant voté une somme annuelle destinée à entretenir des cierges allumés autour du tombeau, il partit pour Londres, où, épuisé par cette rude pénitence, il fut obligé de rester cinq jours au lit avec la fièvre.

Le soir du cinquième jour, un messager, porteur de nouvelles importantes, arrive et demande à être admis sans retard auprès de Henry : le roi le reconnaît pour être au service de Ranulfe de Glanville, depuis grand-justicier d'Angleterre. « Glanville est-il sain et sauf, lui demanda-t-il. — Oui, sire, répond le messager, et il a sous sa garde votre ennemi le roi des Scots. — Répète-moi ce que tu viens de dire, s'écrie Henry, transporté de joie. » Le messager répéta que le roi d'Écosse était prisonnier, et remit ses dépêches à Henry qui fit assembler les hommes de son conseil, et remerciant Thomas Becket de son intercession miraculeuse, leur communiqua la nouvelle de sa réconciliation avec le saint martyr ; car, en comparant les dates, il leur fit observer

que Guillaume avait été fait prisonnier le matin même où il avait lui-même accompli le dernier acte de sa pénitence. C'était le 12 juillet que les barons du York-Shire, ayant rassemblé leurs vassaux, étaient accourus par une marche forcée jusque sous les remparts d'Alnwick, où Guillaume en personne, à la tête d'un corps d'élite, surveillait les mouvements de la garnison, pendant que le reste de sa nombreuse armée mettait à feu et à sang tout le comté de Northumberland. Un brouillard qui avait régné toute la nuit fit croire aux barons du York-Shire qu'ils s'étaient égarés : les plus prudents proposaient déjà la retraite, lorsque Bernard de Balliol s'écria qu'il y allait de l'honneur, et ranima leur courage; le jour, dissipant le brouillard, leur découvrit les remparts d'Alnwick dans le lointain, et Guillaume qui chevauchait avec soixante cavaliers à sa suite. Le roi d'Écosse prit d'abord les Anglais pour un détachement de ses propres troupes revenant de la maraude; mais s'apercevant de son erreur: « On va voir qui de nous sont les vrais chevaliers, cria-t-il aux siens, et il chargea l'ennemi. Accablé par le nombre et désarçonné, il fut forcé de rendre son épée à Glanville: ses barons partagèrent volontairement son sort; on le mit sur un cheval, on lui attacha les jambes,

et il fut conduit ainsi garrotté jusqu'à Newcastle. La nouvelle de sa captivité jeta la terreur dans son armée qui se dispersa.

La protection de saint Thomas Becket ne fut pas moins puissante pour le roi repentant, sur tous les autres points où il était menacé par des rebelles et des ennemis. Ce fut Henry qui bientôt dicta les articles de la paix.

Guillaume fut enfermé d'abord à Richmond; et dans ce siècle où les prophéties de Merlin n'obtenaient guère moins de croyance que les miracles de Thomas Becket, on ne manqua pas de rappeler que le magicien avait annoncé cet événement lorsqu'il avait dit qu'un roi d'Écosse serait bridé avec un frein forgé dans la baie de Bretagne (1).

De Richmond, Guillaume fut transféré au château de Falaise, où l'ennui du captif et l'impatience de ses sujets furent d'accord pour racheter sa liberté au prix exigé par le vainqueur. Du consentement de ses barons et de son clergé, Guillaume se reconnut « le vassal de Henry pour l'Écosse et ses autres possessions » : traité important, duquel datèrent les prétentions d'Édouard Ier

(1) *Dabitur maxillis ejus frænum quod in armorico sinu fabricabitur :* — Le château de Richmond avait été fondé par un prince de Bretagne.

et de ses successeurs sur l'Écosse. Le clergé anglais voulut aussi établir sa suprématie sur le clergé écossais : l'acte en fut rédigé et signé ; mais, avec une finesse caractéristique de leur nation, les évêques du peuple vaincu y introduisirent une clause illusoire qu'ils surent bien faire valoir plus tard.

Guillaume n'eut garde de douter du miracle de saint Thomas Becket ; quelque cher qu'il lui eût coûté, ce miracle lui sauvait en quelque sorte l'honneur ; mais voulant aussi se rendre le saint favorable, ou du moins obtenir de lui la neutralité dans l'occasion, il lui consacra un monastère à Aberbrothock. Cet acte de dévotion envers le dernier martyr canonisé par Rome n'empêcha pas le pape Alexandre de prendre parti pour le roi et le clergé d'Angleterre, lorsque les évêques d'Écosse refusèrent de reconnaître la juridiction des archevêques d'York et de Cantorbery ; Guillaume, à son tour, refusa de se soumettre à la décision du pape au sujet de la nomination de l'archevêché de Saint-André, et brava l'interdit et les foudres ecclésiastiques. La mort du pape lui donna seule gain de cause, et en 1188 Clément III déclara solennellement que l'église d'Écosse était la fille de l'église de Rome par « grace spéciale », et ne devait relever que de Rome.

Henry II, cependant, méditait une croisade; il offrit de rendre à Guillaume les châteaux de Roxburgh et de Berwick, si ce prince voulait céder les dîmes de son royaume pour la guerre sainte; les barons d'Écosse, assemblés en parlement, répondirent qu'ils n'y consentiraient pas, « quand bien même les *deux* rois auraient juré de les lever ». Cette réponse prouve combien les Écossais saisissaient avidement l'occasion de protester contre le traité qui soumettait l'Écosse à l'Angleterre ; enfin, ce traité, qu'ils supportaient comme un joug humiliant, fut annulé à l'avénement de Richard-Cœur-de-Lion, fils de Henry. Ce prince, selon les historiens anglais, fut impolitiquement généreux dans cette circonstance ; mais il s'agit d'examiner s'il pouvait faire autrement. Richard partait pour la Terre-Sainte ; il devait craindre qu'en son absence l'Écosse ne recommençât ses invasions sous le prétexte de reconquérir son indépendance ; il avait, d'ailleurs, besoin d'argent : un seul de ces motifs aurait pu suffire. Guillaume se rendit, sur son invitation, à sa cour, tenue dans Cantorbery. Ce fut là que, moyennant dix mille marcs d'argent, Richard déclara qu'il rendait à Guillaume, « roi d'Écosse par la grace de Dieu », les châteaux de Roxburgh et de Berwick, qu'il annulait toutes

les obligations que son père lui avait arrachées en abusant de sa captivité, et qu'il rétablissait les limites des deux pays telles qu'elles étaient avant cet événement.

David, comte d'Huntingdon, frère du roi, combattit en Palestine sous la bannière anglaise. Éprouvé par des périls et des aventures non moins extraordinaires, il eut sa part de gloire, même à côté de Cœur-de-Lion. Lors de la captivité de Richard, Guillaume donna deux mille marcs pour sa délivrance, soit en pur don, soit plutôt pour acquitter le reste de la dette de son royaume.

Sous Jean-Sans-Terre et Henry III l'animosité des deux peuples ne s'éteignit pas, mais n'éclata qu'en courtes hostilités; Guillaume et les deux Alexandre ses successeurs éludèrent toute espèce d'hommage qui eût compromis l'indépendance nationale; ils furent fidèles à l'alliance française, soutinrent les barons anglais qui réclamaient la grande charte, et donnèrent asile aux mécontents.

Alexandre III avait été fiancé à la fille de Henry III, et il se rendit à York pour l'épouser; le roi d'Angleterre voulait qu'il se reconnût son vassal; le jeune roi répondit prudemment qu'il était venu « pour se marier, et non pour traiter

d'affaires d'état ». Cette distinction était remarquable dans la bouche d'un monarque de quatorze ans.

La jeune reine fut emmenée en Écosse, et se plaignit bientôt d'y être la prisonnière plutôt que l'épouse d'Alexandre. Henry envoya des commissaires pour vérifier les doléances de sa fille, et selon la chronique, ces commissaires exigèrent que le mariage ne fût pas seulement un lien politique (1). Des enfants d'Alexandre une fille seule lui survécut, Marguerite, unie à Eric, roi de Norvége, et qui ne laissa elle-même qu'une fille du même nom. Ce fut en 1286 que Marguerite de Norvége se trouva héritière du trône d'Écosse, à l'âge de trois ans.

(1) *Fecerunt eos licenter in uno lecto ut sponsum et sponsam condormire.* — Ils les firent s'endormir en époux et épouse dans un seul lit.

CHAPITRE III.

Édouard Ier et Jean Baliol.

Lorsque Édouard Ier monta sur le trône d'Angleterre (1274), à son retour de la Palestine, on ne pouvait voir en lui qu'un héros, digne de son aïeul Cœur-de-Lion par le courage, et un champion désintéressé de la chrétienté. Sur les champs de bataille comme dans les tournois, il semblait n'avoir aimé la gloire que pour elle-même; mais l'ambition seule dirigea désormais ses entreprises, et en lui le politique l'emporta même sur le guerrier. Le royaume de Galles devint sa conquête, et, quand l'Écosse fut exposée aux dangers d'une minorité, sous une princesse en bas âge, il dut regarder naturellement l'Ecosse comme une proie assurée : il y avait même en sa faveur tant de chances, qu'il put se donner tous les dehors de la modération en laissant, pendant près de quatre années, les événements se succéder sans avoir l'air d'y prendre part.

Les barons de l'Écosse, assemblés en parlement, nommèrent six régents pour gouverner le royaume, et demandèrent la jeune reine à son père. Le roi de Norvége hésitait à confier sa fille à cette noblesse si fière, et dont la foi lui paraissait au moins douteuse; il crut trouver pour elle un protecteur dans Édouard, et les Écossais apprirent que le monarque anglais venait d'obtenir du pape les dispenses nécessaires pour le mariage du prince de Galles avec la Vierge de Norvége : c'est ainsi que Marguerite est communément désignée. Le plus prudent pour eux fut d'applaudir à cette alliance, en prenant Édouard pour l'arbitre de tous leurs différends. Un traité fut conclu, dans lequel tous les droits de l'Écosse furent reconnus par Édouard, d'autant plus facilement qu'il croyait agir pour son fils; car déjà il intervenait dans tous les actes de souveraineté au nom de sa future belle-fille. S'essayant, en quelque sorte, à l'usurpation qu'il méditait, il avait nommé gouverneur d'Écosse l'évêque de Durham, et se faisait des créatures par ses largesses parmi les barons les plus influents, lorsqu'on apprit la mort de la jeune reine (septembre 1290), qui avait été obligée de relâcher aux îles Orkney, en partant de Norwége.

La crise où se trouvait l'Écosse fut compli-

quée par cet événement : Édouard changea de plan. Il n'existait plus de descendants d'Alexandre III ; la couronne appartenait à ceux de David, comte d'Huntingdon, le compagnon d'armes de Richard-Cœur-de-Lion. Le rôle d'Édouard était de se porter pour arbitre entre les candidats : il s'en présenta jusqu'à treize ; car il entrait dans sa politique d'en susciter un grand nombre, de n'en repousser aucun, quelque légers que fussent ses titres, et de les flatter tous de l'espérance de sa protection : aussi obtint-il de tous la reconnaissance de sa suzeraineté sur l'Écosse ; et ce fut d'un commun consentement qu'ils lui remirent toutes les places fortes, sous prétexte que, comme juge, il devait tenir en dépôt toutes les pièces du procès. De concession en concession, de délais en délais, le procès dura plus de quatre ans, et alors Édouard était si évidemment non seulement le suzerain, mais encore le maître de l'Écosse, que celui des prétendants à qui la couronne serait délivrée ne pourrait plus la recevoir de lui que comme un don de pure générosité.

Parmi tous les candidats à la couronne, Jean Baliol avait les titres les plus incontestables : Robert Bruce pouvait seul les balancer ; mais, en se prononçant pour Baliol, Édouard, on doit le supposer, vit en lui celui de tous les candidats

dont le caractère faible lui promettait le vassal le plus docile. Baliol fut donc couronné, et bientôt il se rendit à Newcastle pour y rendre hommage au roi d'Angleterre.

Baliol ne tarda pas à comprendre qu'il n'était qu'un instrument dans les mains d'Édouard : celui-ci saisissait toutes les occasions de lui rappeler sa dépendance. Si Baliol se soumettait, il était pour lui affable, et juste même ; s'il voulait faire le roi, Édouard le traitait avec une hauteur qui lui prouvait qu'il s'adressait à un maître. Cependant Édouard se trouvait lui-même, à cause de l'Aquitaine, le vassal de Philippe, qui voulut en exiger l'hommage dû au seigneur suzerain. Édouard refusa, et, ayant déclaré la guerre, somma Baliol et les barons d'Écosse de joindre sa bannière. Les Écossais méprisèrent cet appel : ils assemblèrent un parlement, et se liguèrent avec le roi de France, qui promit de donner sa nièce, fille du comte d'Anjou, au fils aîné de Baliol. Le Cumberland fut envahi ; mais la division régnait entre les barons d'Écosse : plusieurs étaient à la solde d'Édouard ; d'autres avaient des domaines sur la rive anglaise de la Tweed. Édouard assembla une armée de 40 mille hommes aguerris, pénétra en Écosse, prit d'assaut Berwick, gagna la bataille de Dunbar, et, vic-

torieux partout, vit arriver le malheureux Baliol en suppliant, qui, croyant n'avoir plus qu'à demander merci pour ses sujets, abdiqua en faveur de son suzerain.

La terreur et la trahison consommèrent la soumission de l'Écosse. Bruce, comte de Carrick, alors au service de l'Angleterre, rappela au monarque la promesse qu'il lui avait faite de le placer sur le trône : « Croyez-vous, lui dit Édouard, que je n'ai autre chose à faire que de vous conquérir des royaumes? » Les juridictions nationales furent abolies, les grandes charges confiées aux seigneurs anglais, le sceau de l'Écosse fut brisé et remplacé par un nouveau. Enfin, il y avait dans l'église de l'abbaye de Scone, près de l'autel, une énorme pierre ronde et concave, en forme de chaise, sur laquelle les rois d'Écosse s'asseyaient le jour de leur couronnement. C'était une espèce de palladium mystérieux. Édouard ordonna que cette pierre fût transportée à Londres dans l'abbaye de Westminster, où elle est encore de nos jours. Ensuite, pour anéantir toutes les chartes contraires à ses prétentions, il détacha le sceau des unes, déchira les autres, et en emporta plusieurs dans les archives de Londres.

La monarchie d'Écosse semblait finie.

CHAPITRE IV.

WALLACE.

« Quand les Saxons (les Anglais) envahirent « le royaume, pour obéir à Édouard, ce roi per- « fide, ils y exercèrent de grands ravages, égor- « geant nos seigneurs, détruisant leurs demeures, « s'emparant, suivant leur caprice, des épouses « et des veuves, des nones et des jeunes filles. « L'Écosse les vit imiter le roi Hérode, en im- « molant les jeunes enfants; leur archevêque eut « tous les revenus des meilleurs évêchés; il n'y « eut pape au monde qui pût préserver les églises « de leurs violences........ »

Ainsi s'exprime Henry-l'Aveugle, l'Homère des ménestrels d'Écosse, en rimant les récits qu'il tenait de la bouche des contemporains d'Édouard. Le chanoine Barbour, chapelain et poëte de Robert Bruce, déplore en vers touchants et naïfs les mêmes malheurs, et l'on aime

à le voir, avant de commencer ses plaintes, s'écrier avec une conviction passionnée :

« Ah ! freedome is a noble thing ! etc. »

« Ah ! la liberté est une noble chose ! La li-
« berté réjouit le cœur de l'homme ; il vit heu-
« reux celui qui vit libre : il n'est point de plaisir
« pour un noble cœur si la liberté lui manque.
« Que sont tous les trésors, que sont tous les
« palais, avec l'odieux esclavage ? Ah ! celui qui a
« goûté la liberté, la met bien au-dessus de tout
« l'or du monde ! »

Ces sentiments étaient ceux de l'Écosse humiliée et opprimée par les officiers d'Edouard et par ses insolents soldats ; mais ces sentiments restaient muets au fond du cœur, et celui qui se permettait la plainte était proscrit, mis hors la loi, et forcé de vivre en bandit dans les forêts ou les cavernes.

Auprès de Paisley, dans le Renfrewshire, demeurait un simple chevalier, d'une famille ancienne, mais pauvre, sir Malcolm Galleys d'Ellerslie : il avait un fils appelé Guilliam Galleys, selon l'orthographe normande, et plus connu sous le nom de William Wallace. Ce fils, à peine âgé de dix-huit ans, faisait l'orgueil de son père : il était grand de taille, et d'une force presque merveil-

leuse; son caractère était farouche et violent; cependant il se plaisait surtout dans la compagnie d'un vieux oncle ecclésiastique. Ce n'était pas que le jeune Guilliam songeât à devenir un clerc tonsuré; son oncle l'entretenait plutôt des honneurs qui attendent les hommes de guerre que des bénéfices, graces auxquels chaument les hommes d'église : il lui vantait la liberté, déplorait les humiliations de la pauvre Ecosse, et répétait souvent que ce serait faire chose agréable à Dieu que de délivrer le pays des Anglais. Son neveu l'écoutait avec enthousiasme, et nourrissait contre les oppresseurs une haine qui causait ces transports de violence ou ces accès de sombre humeur qu'on remarquait en lui.

Déjà il avait eu plus d'une querelle avec les Anglais, lorsqu'ayant été provoqué par le fils du constable de Dundee, il tira son poignard et le tua sur la place. Comme Moïse, quand il eut tué l'Egyptien, Wallace fut obligé de fuir, et sa tête fut mise à prix. Il devint bientôt le chef de ceux qui étaient obligés, comme lui, de dérober leur tête aux sentences des tribunaux d'Edouard. Sa bande se grossit après quelques attaques heureuses contre les Anglais. Le bruit de ses premiers exploits, et le prestige qui s'attachait à sa force, à sa stature gigantesque et à son courage,

le désignèrent bientôt comme le sauveur futur de l'Ecosse. Il vit accourir sous sa bannière non plus seulement les *Outlaws*, mais encore des barons avec leurs vassaux, tels que le fameux sir William Douglas-le-Hardi. Ormesby, le grand-justicier d'Edouard, tenait sa cour à Scone : Wallace le surprit par une marche rapide, dispersa ses troupes, fit un riche butin, avec des prisonniers, et faillit le saisir lui-même.

A la tête d'une armée, Wallace se montra général aussi habile qu'il avait été brave chef de partisans : tout reculait devant lui; il fit main basse sur les oppresseurs. On dit qu'il était surtout impitoyable envers les prêtres anglais qui avaient pris possession des cures d'Ecosse; s'autorisant d'un édit d'exil rendu contre eux sous Baliol, et l'interprétant avec un excès de rigueur, il les faisait précipiter du haut des ponts dans la rivière. Ces actes de barbarie appartenaient au siècle, mais gardons-nous de les approuver, même au nom de la plus sainte des causes. Il y avait sans doute, de la part de Wallace, le désir de venger quelque injustice dont son oncle avait été la victime. Il faut croire aussi que son chroniqueur Henry-l'Aveugle n'a rien exagéré en racontant les représailles que son héros avait à exercer sur les Anglais, qui l'avaient

privé personnellement d'une femme qu'il aimait, et qui, entre autres exploits, pendirent un jour aux poulies d'une ferme plus de trente barons et gentilshommes, dont un parent de Wallace.

Edouard méprisa d'abord cette révolte; il avait pour otages nombre de seigneurs écossais; mais quand il sut que ses lieutenants avaient été battus les uns après les autres, et que leur vainqueur avait acquis assez d'importance aux yeux de ses concitoyens, nobles et peuple, pour être, lui simple chevalier, nommé général et gouverneur de l'Ecosse, il comprit qu'un tel ennemi ne pourrait être réprimé que par toutes les forces réunies de ses états. La guerre avec la France le contraignait de différer encore la répression de l'Ecosse: mais déjà Wallace, se voyant menacé par la famine, après une guerre de dévastation, avait porté les armes au sein de l'Angleterre. Edouard se hâte de conclure la paix avec Philippe, et assemble sur les frontières du nord une armée formidable de plus de cent mille hommes, composée de Gallois, d'Irlandais et de Gascons, et vient à Roxburgh se mettre à leur tête. Mais, au moment de partir, ses barons réclament la confirmation de la grande charte et de la charte des forêts. Edouard, par un serment conditionnel, promet de les satisfaire après la victoire. La garnison de

la forteresse de Dirleton et celle de deux autres places molestaient son avant-garde par de fréquentes sorties : il envoie l'évêque de Durham, un de ses guerriers favoris, pour s'emparer de Dirleton. Le prélat, avant de tenter un assaut douteux, veut prendre les ordres d'Edouard : « Dites à Anthony Beck, répond le roi, qu'il fera « le pacifique quand il aura sa mitre d'évêque « sur la tête ; qu'il fasse ici le métier de soldat. » L'évêque prit la forteresse : les deux autres places furent abandonnées avant l'arrivée d'une troupe de nouveaux chevaliers qu'Edouard avait chargés de la réduire pour gagner leurs éperons. Un mois s'était passé cependant, car Edouard voulait marcher à une conquête sûre. Les Gallois, peuple encore indocile dans sa récente soumission, ayant eu une querelle avec les Anglais, menacèrent de se joindre aux Ecossais : « Qu'ils y aillent, reprit froidement Edouard, je châtierai deux ennemis à la fois. » Tel était le roi à qui Wallace avait affaire. Il pouvait encore lui résister ; mais il aurait eu besoin de l'union des barons de l'Ecosse, et, par malheur, la jalousie des uns, la lâche trahison des autres conspirèrent contre le héros du pays.

Edouard s'avance, et s'étonne de ne pas trouver d'armée : un ennemi invisible semblait avoir

ravagé le pays. Wallace, par un sage plan de campagne, avait résolu d'éviter une grande bataille; il espérait que la famine ferait bientôt justice d'une armée d'invasion aussi considérable, dans une contrée qui offrait déjà si peu de ressources dans les temps ordinaires. Tous ses efforts devaient tendre à intercepter les convois, et cela lui eût été facile par la connaissance qu'il avait de tous les postes et défilés, graces à ses premières campagnes : Edouard comprit le danger, et il songeait à faire un mouvement rétrograde sur Edimbourg, pour se rapprocher de la flotte, lorsque deux comtes écossais, Patrick, comte d'Angus, et le comte d'Anbar, révélèrent au roi que Wallace était campé à peu de distance dans la forêt de Falkirk, attendant le moment de fondre sur l'armée anglaise pendant la nuit, et de troubler sa retraite.

Edouard ne put contenir sa joie : « Loué soit Dieu ! s'écria-t-il, loué soit Dieu, qui m'a jusqu'ici sauvé de tout danger ; ils n'auront pas besoin de me suivre, c'est moi qui irai à eux. » A l'instant tous les ordres sont changés ; l'armée est en marche sur Falkirk, et arrive à la nuit tombante dans une plaine de bruyères près de Linlithgow : « Chaque soldat, dit la chronique d'Hemingford, se coucha par terre, se servant

de son bonnet pour oreiller; chaque cavalier resta contre son cheval, et les chevaux eux-mêmes, n'ayant d'autre nourriture que le fer, rongèrent leurs mors. » Au milieu de la nuit, un cri s'éleva du côté où le roi était étendu, comme les autres, sur la dure : c'était son cheval qui, mal tenu par son page, l'avait réveillé tout à coup en appuyant son pied sur sa poitrine. L'alarme fut au camp; mais le monarque n'en eut pas moins le premier le pied dans l'étrier aux premières lueurs du matin. Au-delà de Linlithgow on fit une halte sur une colline, où une tente fut dressée pour célébrer la messe, en l'honneur de sainte Marie-Madelaine, dont c'était la fête. Déjà on découvrait l'armée écossaise qui se mettait en bataille. Wallace avait été surpris, et il était trop tard pour qu'il pût faire retraite sans risques. Sa position était avantageuse; il espéra encore la victoire, quoique ses forces fussent inférieures des deux tiers à celles des Anglais. S'il soupçonnait la trahison des nobles, pouvait-il croire qu'ils le trahiraient un jour de bataille? Il forma de son infanterie armée de piques quatre divisions circulaires; les soldats de la première ligne plièrent un genou, de manière à présenter de toutes parts une barrière de fer à l'ennemi : les espaces intermédiaires furent rem-

plis par les archers du comté de Selkirk, et la cavalerie resta à l'arrière-garde.

Le premier corps anglais qui s'avança, ignorant la nature du terrain, alla s'enfoncer dans la fange d'un marais; le corps de l'évêque de Durham fit un détour et alla se trouver en présence de la cavalerie de Wallace; il attendait sans doute que l'attaque commençât à l'avant-garde pour charger la noblesse écossaisse. « Evêque, lui cria Ralph de Drayton, qui crut qu'il hésitait, retourne à ta messe. — En avant donc, répondit le prélat qui n'aimait pas à porter les derniers coups, nous sommes tous soldats aujourd'hui. » La cavalerie écossaise, excepté quelques chevaliers, se retira sans tirer l'épée; ce n'était point faute de bravoure, mais envie contre Wallace. Les archers de l'infanterie soutinrent l'attaque et offrirent un front impénétrable à la cavalerie des Anglais. Wallace, abandonné des nobles, était condamné à l'immobilité de la défense, au lieu de pouvoir attaquer à son tour. Édouard fit avancer ses archers, chacun armé de ces vingt-quatre longues flèches qui avaient donné lieu à cette expression proverbiale, « que chaque archer anglais portait vingt-quatre Écossais à sa ceinture ». Ils furent fidèles à leur réputation d'adresse, et ouvrirent de larges brèches

dans les rangs ennemis, où la cavalerie anglaise, se précipitant avec fureur, continua le carnage; la déroute fut complète; le seul corps que Wallace avait plus immédiatement sous ses ordres put gagner, à l'abri de la forêt, la route de Stirling. Édouard se mit à sa poursuite; Stirling ne pouvait être défendu, on le livra aux flammes, et ce fut au milieu de ses ruines fumantes que le monarque victorieux passa quinze jours à se rétablir de la blessure que lui avait faite son cheval la veille de la bataille; pendant ce temps-là ses lieutenants soumettaient ou achevaient de dévaster les comtés voisins.

Mais ils servaient par là les vues de Wallace, et le dernier résultat de la victoire devait être pour Édouard la retraite que le héros avait prévue.

Cependant, voyant que son titre pouvait devenir un obstacle à la défense du pays, Wallace l'abandonna généreusement à ses envieux, et redescendit au rang de simple chef de partisans. Pendant les sept années que dura encore la guerre, son nom ne reparaît plus que de loin en loin dans les chroniques; mais on reconnaît souvent son génie dans les plans de ses successeurs au commandement, et l'on verra qu'Édouard ne l'oublia pas.

Les deux peuples se retrouvèrent une seconde

fois en présence, l'année suivante, à peu près dans les mêmes positions près de Falkirk ; cette fois-ci ce furent les barons anglais qui refusèrent de combattre, pour se venger d'Édouard, qui éludait toujours la promesse qu'il leur avait faite de confirmer la grande charte et la charte des forêts.

Les campagnes de 1299 et de 1300 auraient lassé la patience d'un ennemi moins invétéré qu'Édouard ; les Écossais semblaient fuir sans cesse, et la conquête était toujours à recommencer. Ils obtinrent même une trève, que le roi eut l'air d'accorder à la protection de la France et du pape ; Philippe parlait haut pour les droits de Baliol, et Boniface s'avisa de réclamer le royaume d'Écosse comme une dépendance du Saint-Siége. Or, le pape tenait entre ses mains, comme arbitre, les possessions d'Edouard en France, et Philippe menaçait de les confisquer sur son vassal. La haine de l'Ecosse était devenue la passion dominante d'Edouard, il contracta une alliance de famille avec Philippe, et après avoir fait inutilement soutenir par des commissaires choisis parmi les docteurs des universités, une espèce de lutte scolastique sur la suzeraineté de l'Ecosse contre les légats de Rome, il abandonna les subtilités de cette argumentation pour gagner

le pontife à ses intérêts par des sollicitations secrètes. Il y parvint, et armé d'une bulle favorable, fort de la neutralité de la France, entouré de tous ses barons dont il avait consenti à confirmer tous les privilèges, il marcha enfin à la tête d'une armée plus formidable que les précédentes, pour soumettre définitivement l'Ecosse, épuisée par ses propres efforts, et même par une dernière victoire remportée récemment à Roslyn. Le courage des Ecossais fit encore des prodiges, mais le découragement y succéda; Edouard vit sa conquête à ses pieds; il ne fut plus question de traiter au nom de Baliol; les vaincus se reconnurent rebelles, et demandèrent merci. Le château de Stirling, reconstruit par les Anglais, repris par les Ecossais, fut le dernier à ouvrir ses portes; mais sa reddition fut un spectacle d'humiliation féodale que le monarque se plut à donner pour bien constater son triomphe. Les défenseurs de Stirling avaient déployé tant de bravoure, qu'ils crurent à la générosité d'un roi chevalier, en se rendant sans condition; sir William Olifaunt le gouverneur et ses vingt-cinq compagnons, couverts de nobles blessures, ou exténués par la famine, furent dépouillés de leurs vêtements, excepté la chemise, et vinrent, pieds nus, les cheveux flottants, les mains en

croix, demander la vie à genoux; ils furent enfermés les uns à la tour de Londres et les autres dans diverses places fortes.

Il manquait une victime à Edouard pour être sûr de sa conquête. La noblesse était soumise, mais il fallait ôter au peuple celui qui avait été le représentant de ses intérêts, son chef et l'objet des rivalités de cette même noblesse. Quelques historiens prétendent que Wallace refusa l'amnistie qui lui fut offerte, d'autres qu'il la demanda vainement; sa tête fut de nouveau mise à prix; tous les capitaines et gouverneurs du roi eurent l'ordre de lui donner la chasse comme à une bête féroce; ses ennemis particuliers furent caressés et invités à découvrir sa trace; un baron écossais du parti anglais, sir John Menteith, se chargea de trouver un traître, et réussit à intéresser dans son projet un ancien domestique qui avait quelque sujet de haine contre Wallace. On le surprit la nuit, dans les bras de sa maîtresse, qui sans doute n'était point complice de la trahison, car les chroniqueurs l'eussent maudite comme une autre Dalila livrant aux Philistins le champion d'Israël. « Maudit soit le jour où naquit John Menteith! s'écrie le moine Blair, chapelain du héros, et que son nom soit rayé du livre de la vie. »

Les historiens anglais, en applaudissant à la justice d'Edouard, ont éternisé la tache que le supplice de Wallace a imprimée sur sa mémoire, et dont on eût pu croire les détails exagérés, sans le soin qu'ils ont pris de les consigner dans leurs annales. Le captif fut conduit à Londres, et la foule se pressait sur son passage pour voir ce chef de voleurs (*master of thieves*) qui avait commis le crime de combattre pour son pays. La veille de Saint-Barthélemy, on le fit monter à cheval depuis Fenchurch jusqu'à Westminster, et il traversa la ville accompagné du lord-maire, des shérifs et des aldermens, à cheval comme lui; dans la grand'salle de Westminster, on lui mit sur la tête une couronne de laurier, parce qu'il s'était vanté, assurait-on, d'en être digne. Sir Peter Mallorie, le justicier, l'accusa alors d'être traître à Edouard, d'avoir incendié les villages et les abbayes, pris d'assaut les forteresses, égorgé cruellement et torturé les fidèles sujets du roi son maître : « Je ne saurais être traître à votre maître, répondit Wallace, car je ne l'ai jamais reconnu pour le mien ; quant à ses sujets, j'ai usé de représailles. » Il fut condamné à mort ; on lui ôta la couronne, on le chargea de chaînes, et on le traîna dans les rues attaché à la queue d'un cheval jusqu'au pied d'un

énorme gibet. Là il fut pendu, mais il respirait encore lorsque le bourreau lui ouvrit le ventre, en retira les entrailles et les lui brûla au visage; sa tête fut coupée pour être placée au bout d'une pique sur le pont de Londres, et son corps, divisé en quatre parties, envoyé à Newcastle, à à Penrith, à Perth et à Aberdeen. « Tels furent, dit un chroniqueur contemporain, les trophées du héros favori des Ecossais, qu'ils eurent à contempler, au lieu des bannières et des gonfanons qu'ils avaient suivis naguère si fièrement! » Trophées affreux en effet, mais sang fécond pour les vaincus: il avait fallu quatorze ans aux Anglais pour dompter l'Ecosse; au bout de six mois le martyre de Wallace avait porté ses fruits, l'Ecosse était libre.

CHAPITRE V.

Les Édouard et Robert Bruce.

Vers l'année 1268, une troupe de vaillants chevaliers écossais partit pour la croisade : dans le nombre était Adam, comte de Carrick, qui tomba un des premiers sous le fer des Sarrasins, laissant sa fille unique Marjory, héritière de ses biens, sous la tutelle d'Alexandre III.

« Un jour que le temps était bel et clair, comme il pouvait être en la fin de septembre, la jeune comtesse de Carrick, montée sur un palefroi blanc, chevauchait plaisamment dans les environs de son château de Turnberry, accompagnée de ses dames et damoiselles, de ses écuyers et de ses pages, allant prendre le plaisir de la chasse. Or, advint que le chemin que la comtesse tenait l'amena tout droitement à l'encontre d'un chevalier armé de haubert et de chausses chevaleresques, qui traversait solitairement sur son destrier le domaine de Turnberry.

Marjory, frappée de sa bonne mine, l'invita courtoisement à se joindre à la chasse : Quand vous aurez un cerf tué, et moi un autre, dit-elle, encore en restera-t-il pour les survenants. Après la chasse, le chevalier voulut prendre congé, sachant bien qu'il y avait péril à rendre trop de soins à une pupille du roi ; mais, à un signe de la dame, il se vit entouré des écuyers, des pages et des damoiselles : Marjory elle-même, mettant pied à terre, saisit son cheval par la bride, comme pour emmener le chevalier captif, et force fut au chevalier de la suivre de bonne grace au manoir de Turnberry ; là, son départ fut différé d'un jour à l'autre ; et, au bout de quinze jours, la châtelaine lui avait dit que tout l'avoir de ce château était à lui, plus le cœur de celle à qui était le château. Le chevalier aurait eu le cœur bien félon et bien traître s'il eût refusé pour son amie la dame qui plus l'aimait qu'elle-même, et qui serait morte si d'elle il n'avait eu merci. »

Le mariage eut lieu sans qu'on eût prévenu aucun parent des deux époux, et encore moins le roi d'Ecosse, dont le consentement eût été nécessaire. Alexandre fit saisir le château de Turnberry et tous les domaines de la comtesse de Carrick ; mais enfin l'intercession de quelques

amis puissants et une amende lui firent pardonner cette violation des lois féodales, et le nouveau comte de Carrick fut reconnu à la cour. Ce chevalier était Robert Bruce, fils de Robert Bruce, comte d'Annandale et de Cleveland, et de son mariage romanesque naquit, l'année d'après, le grand Robert Bruce, destiné à succéder à la gloire de Wallace, et à régner victorieux sur l'Ecosse (1).

Le premier Robert Bruce, descendant d'Isabelle, seconde fille de David, frère de Guillaume-le-Lion, avait été le concurrent le plus redoutable de Baliol, lors de la vacance du trône d'Ecosse, à la mort de la princesse Marguerite de Norvége. Edouard s'étant prononcé en faveur de Baliol, Bruce, qui possédait des domaines dans les deux royaumes, éluda de lui prêter foi et hommage en cédant ses terres d'Ecosse à son fils, le comte de Carrick. Par le même motif, en 1293, le second Bruce se démit des mêmes terres en faveur du jeune Robert, qui se trouva au service d'Edouard lorsque celui-ci ne dissi-

(1) Il est bien facile de relever une erreur dans le livre le plus érudit. M. Thierry, dans son bel ouvrage de la *Conquête de l'Angleterre par les Normands*, a confondu le roi Robert Bruce avec son grand-père. *Hist. de la Conq. de l'Angl. par les Normands, tom. IV, seconde édit.*

mula plus qu'il faisait la guerre pour son compte. Sa conduite s'explique par la difficulté de sa position : il avait à la fois à ménager la faveur du monarque anglais, et a ne pas renoncer à son titre d'Ecossais. En Angleterre il y allait pour lui de la liberté ou même de la vie ; en Ecosse, de ses titres à la couronne. Il fut assez habile ou assez heureux dans ses indécisions pour conserver ses domaines pendant que ses rivaux, les Comyn, héritiers des droits de Baliol, perdirent peu à peu leur crédit sur le peuple par leurs défaites, et leur influence territoriale par les confiscations auxquelles Edouard les condamna.

Comyn vaincu fut réduit à s'humilier devant Edouard. Le jeune Bruce se tourna secrètement du côté des intérêts nationaux de l'Ecosse ; les barons et les prélats écossais, qui, dans la soumission générale du pays, ne pouvaient plus songer qu'à conspirer sourdement sa délivrance, le trouvèrent disposé à entrer dans leurs ligues de garantie mutuelle ; c'est ainsi qu'il conclut avec William de Lamberton, archevêque de Saint-André, un pacte par lequel ils s'engageaient à s'avertir de leurs périls communs et à se prêter mutuellement secours envers et contre tous. Ces diverses alliances ne pouvaient rester long-temps cachées à Edouard ; Comyn, devenu

courtisan du roi victorieux sans avoir renoncé à ses prétentions, comprit bientôt qu'il n'avait plus à redouter l'ambition de Bruce, auprès d'Edouard seulement; il lui demanda une entrevue ou força Bruce à la lui demander. Ils se virent dans l'église du couvent des frères minimes de Dumfries, et là, soit que Comyn menaçât Bruce de le trahir, soit que la trahison fût déjà consommée et que Bruce en fît le reproche à Comyn, leur explication fit naître l'outrage et le défi; forcé de se défendre ou provoqué de manière à se croire en droit de porter le premier coup, Bruce tira sa dague, poignarda Comyn aux pieds de l'autel, et alla rejoindre deux amis, Lindsay et Kirkpatrick, qui l'attendaient à la porte : A cheval! s'écria-t-il, pâle, l'œil hagard et le fer sanglant à la main! — Qu'est-il arrivé? demanda Kirkpatrick. — Je crois, répondit Bruce, que j'ai tué Comyn. — *Vous croyez?* dit Kirkpatrick d'une voix farouche; je vais rendre la chose *sûre.* » Et il alla achever le mourant, qui respirait encore sur les marches de l'autel; les deux compagnons de Comyn accoururent, mais trop tard, et l'un deux périt sous les coups de Kirkpatrick.

Cet événement imprévu força Bruce à une mesure décisive; il ne s'agissait plus d'en appe-

ler aux seuls barons; le sang de Comyn lui faisait des ennemis de tous les amis de la victime; la violation d'un sanctuaire par un meurtre allait l'exposer à l'excommunication de l'église. Obligé de commencer l'insurrection, comme Wallace, en menant la vie d'un proscrit, il conçut la possibilité de l'ennoblir en se déclarant roi, et en appelant sa cause celle de tout le pays. Telle était la haine vouée aux oppresseurs, que le poignard d'un assassin finit par l'emporter dans la balance sur l'épée d'Edouard, et que la bannière d'un Outlaw réunit encore une fois la vieille Ecosse contre la chevalerie anglaise. Bruce lui-même, en s'identifiant à la cause populaire, épura en quelque sorte son ambition; le baron artificieux et égoïste devint un chevalier brave, généreux, et l'Outlaw coupable d'un meurtre, un roi noble et humain.

Une démarche décisive était nécessaire pour frapper l'imagination de ses ennemis. Bruce courut à Glascow, et de Glascow à Scone pour s'y faire sacrer. Son alliance avec l'archevêque de Saint-André mettait de son parti quelques prélats; ce fut celui de Glascow qui fournit les vêtements royaux; au lieu de la couronne héréditaire, on emprunta un mince diadème d'or à un des saints en pierre de l'abbaye, et elle fut en

grande pompe déposée sur la tête du nouveau roi. La cérémonie était à peu près finie, lorsqu'arriva Isabelle, comtesse de Buchan, sœur du comte de Fife, qui réclama le privilége qu'avait sa famille de temps immémorial de couronner les rois d'Ecosse ; Bruce fut couronné une seconde fois, et se hâta de parcourir les divers comtés de son royaume, s'emparant des forteresses et chassant les Anglais.

Edouard venait d'achever un voyage de plaisir, lorsqu'il apprit cette révolte ; les infirmités de la vieillesse commençaient à atteindre son corps, usé par les fatigues de la guerre ; mais son ame avait encore toute sa vigueur, et l'approche de nouveaux combats semblait lui rendre sa jeunesse ; il se fit précéder par ses généraux, chargés d'ordres sévères, et fit proclamer que son projet était d'armer son fils chevalier à Westminster le jour de la Pentecôte, où le même honneur serait accordé de la main du jeune prince à tous les jeunes écuyers qui voudraient aller mériter leurs éperons en Ecosse. Au jour fixé, le roi donna l'accolade à son fils en grande pompe, et le prince de Galles fit à son tour chevaliers plus de trois cents jeunes gens, la fleur de l'Angleterre ; un grand banquet eut lieu, et quand, selon l'usage, deux cygnes furent servis sur la table, Edouard

se leva et fit un vœu à Dieu et aux cygnes qu'il irait en Ecosse venger Comyn et punir les rebelles ; puis, s'adressant à son fils, il lui fit jurer que s'il mourait en chemin, on le transporterait avec l'armée, pour ne l'ensevelir qu'après la victoire. La politique d'Edouard avait toujours été de convertir ses guerres avec l'Ecosse en croisades nationales ; le clergé et le commerce offrirent de contribuer à celle-ci par des impôts volontaires.

Bruce et ses partisans n'avaient pu encore rassembler leur armée, lorsque l'avant-garde anglaise les surprit, et la première bataille leur fut contraire ; la vengeance d'Edouard s'exerça sur les prisonniers, dont les plus éminents furent exécutés comme traîtres : la comtesse de Buchan et les sœurs de Bruce tombèrent entre ses mains et furent enfermées dans des cages de fer ; un jeune frère de Bruce, Nigel, fut pendu. Bruce lui-même fugitif erra long-temps dans les Hébrides, où la tradition de ses aventures romanesques s'est conservée religieusement, et a heureusement inspiré les poëtes de sa terre natale (1); mais dans cette vie errante, héros redoutable quoique souvent invisible en quelque sorte, ses entreprises hardies, ses exploits personnels, sa pa-

(1) Barbour (*le Bruce*) ; Scott (*le Lord des îles*).

tience, son génie inventif, le grandirent aux yeux des Ecossais autant que l'eussent fait des victoires ; et lorsqu'il reparut, il rallia sans peine autour de lui une nouvelle armée, fut vainqueur à son tour, et put faire prévoir à Edouard mourant que Wallace était remplacé.

Ce fut le 7 juillet 1307 qu'Edouard, trop faible pour faire de longues journées, s'arrêta à Burgh-upon-sand, et sentit que sa fin était prochaine. « —Il fit appeler son aîné fils pardevant ses barons, et lui fit jurer sur les saints, qu'aussitôt qu'il serait trépassé, il le ferait bouillir en une chaudière, tant que la chair se départirait des os, et après ferait mettre la chair en terre et garderait les os, et toutes les fois que les Escossais se rebelleraient contre lui, il semordrait ses gens, et porterait avecques lui les os de son père. (1) » Ce fut ainsi qu'il expira en vue du pays qu'il avait voué à la destruction.

Edouard II respecta peu les intentions du roi défunt, et n'hérita pas de la persévérance de sa haine contre l'Ecosse ; il consentit bientôt à accepter la médiation du roi de France, qui envoya Olivier des Roches pour négocier la paix. Louis, comte d'Evreux, et Guy, évêque de Sois-

(1) Froissard.

sons, vinrent ensuite comme ambassadeurs porter de plus pressantes sollicitations, et une trève fut conclue; mais déjà les Ecossais se sentaient assez forts pour chercher des prétextes de la rompre; la querelle continua, et chaque fois que Philippe put croire sa médiation utile aux Ecossais, il sut habilement suspendre la guerre par ses ambassades. En même temps des volontaires français combattaient dans les rangs de Bruce, dont les progrès furent tels, que le roi d'Angleterre, inspiré un moment par la haine de son père, crut devoir faire un dernier effort pour soumettre « *le rebelle* »; une armée formidable et toute la chevalerie anglaise envahirent l'Ecosse et parvinrent jusqu'au-delà d'Edimbourg dans la plaine de Bannockbrun, près de Stirling et Falkirk; Bruce les attendait de pied ferme; plein de confiance en sa cause, combattant comme un simple champion, en présence des deux armées, il fit mordre la poussière à un chevalier anglais assez hardi pour se mesurer avec lui en champ clos, et se plaignit seulement que cet exploit avait un peu ébréché sa bonne hache d'armes.

L'abbé d'Unchaffray célébra la messe sur une éminence, et saisissant le crucifix sur l'autel, il bénit les Ecossais en les exhortant à combattre pour leurs droits et leur liberté. Toute l'armée

fléchit le genou : « Ils demandent merci, dit Edouard. — Oui, lui répondit d'Umfraville, mais c'est la merci du ciel, et non la nôtre.» Les archers anglais commencèrent le combat, et déjà la grêle de leurs flèches éclaircissait les rangs écossais; mais Robert ordonna à son maréchal, sir Robert Keith, de les tourner en faisant un circuit à droite : les archers surpris et chargés se débandèrent; la cavalerie anglaise s'était avancée avec impétuosité pour achever la déroute présumée de l'ennemi; Robert avait fait creuser en devant de la position des fossés couverts, où les chevaux anglais s'abattirent; déjà Robert les taillait en pièces, lorsqu'une seconde armée vint à son secours : telle parut du moins aux Anglais, la foule tumultueuse des varlets et des conducteurs de bagages qui accouraient au pillage. Édouard prit la fuite, laissant sur le champ de bataille ses plus vaillants chevaliers, morts ou captifs. Dans le nombre de ces derniers fut un carme nommé Boston, qu'Edouard avait emmené avec lui pour célébrer son triomphe; ce moine fut condamné à payer sa rançon en poète, et composa le chant de victoire de Bruce. (Juin 1314).

La bataille de Bannockburn repoussa Edouard sur ses frontières, et pendant tout le règne de

Bruce jusqu'à sa mort, qui eut lieu en 1329, chaque fois que la guerre éclata entre les deux nations, l'Angleterre en fut plus souvent le théâtre; non seulement le Cumberland et le Northumberland virent couler le sang anglais, mais encore Bruce portant ses armes en Irlande y fit couronner son frère, qui ne survécut pas longtemps à cet honneur.

Ce règne fut l'âge d'or de la chevalerie Ecossaise, l'âge des Douglas, des Randolphe et d'une foule de braves chevaliers dignes de leur roi. Bruce lui-même fut leur maître, et il les surpassait tous par sa bravoure personnelle, par sa force, qui dans ce siècle était aussi une vertu, et par ses talents guerriers. Comme roi, il déploya des qualités non moins remarquables, et son administration intérieure pendant la paix et ses négociations avec Rome auraient suffi pour le placer au rang des plus grands politiques. Robert Ier est le vrai fondateur de la monarchie écossaise.

En 1326, un traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Ecosse fut conclu à Corbeil. Deux années après, le roi d'Angleterre renonça solennellement à toutes ses prétentions sur le royaume d'Ecosse, déclarant toutes chartes contraires à cette renonciation nulles et non avenues. Ce roi d'Angleterre était le jeune

Edouard III, qui avait succédé à son père depuis deux ans.

Robert Bruce était malheureusement atteint déjà de la maladie qui le conduisit au tombeau. Il passa encore un an dans les loisirs de la paix au château de Cardross sur les bords de la Clyde, exerçant une généreuse hospitalité envers ses compagnons d'armes, et nourrissant les pauvres du superflu de sa table. Selon l'usage des princes du temps, il avait un fou à sa cour; mais il lui préférait la compagnie d'un lion apprivoisé, qui se laissait caresser de ses royales mains. Quand sa santé ne lui permettait pas le plaisir de la chasse, il aimait à se promener en bateau sur la Clyde.

Ce fut le 7 juin 1329 « qu'il sentit, dit Froissard, et connut que mourir lui convenait. Il manda tous ceux de ses barons auxquels il se fiait le plus pardevant lui, et les pria de garder fidèlement son royaume, en aide de David son fils, et après il appela le gentil chevalier messire Jacques Douglas, et lui rappelant qu'il avait été empêché d'accomplir le vœu de son pélerinage en Palestine, il le chargea de faire embaumer son cœur pour l'emporter et le présenter au Saint-Sépulcre, « puisque le corps n'y pouvait aller ». Tous ceux qui étaient là commencèrent à pleurer moult tendrement, et ledit messire de Douglas promit à son

gentil et noble sire d'exécuter ses volontés, comme loyal chevalier. *Adonc; dit le roi, or soit Dieu gracié, car je mourrai plus à paix dorénavant.* Aussitôt après trespassa de ce siècle le pieux Robert de Bruce.

« Quand le printemps vint et la bonne saison pour mouvoir, messire Jacques de Douglas entreprit son voyage, accompagné d'une suite nombreuse; mais en traversant l'Espagne, il trouva le roi qui était en guerre contre le roi maure de Grenade; il voulut être de la partie et fit *merveilles d'armes* lui et les siens; mais il n'y purent durer, ni oncques pied n'en échappa que tous ne fussent occis avec grand méchef. » On sauva le cœur de Robert, qui fut rapporté en Ecosse et déposé à Melross.

CHAPITRE VI.

ÉDOUARD III ET DAVID II (1).

L'ame d'Édouard Ier semblait avoir passé dans son petit-fils, tandis que le sceptre du roi Robert Bruce était trop pesant pour les faibles mains de David II. Ce prince, monté sur le trône à l'âge de six ans, en régna plus de quarante, mais successivement mineur, exilé, prisonnier, et tributaire de son puissant ennemi. Il y eut pendant ce règne une solidarité de malheurs entre la France et l'Écosse; car ce fut l'époque de Crécy et de Poitiers; et David vit arriver à Londres le roi Jean pour partager ses fers. L'on peut dire que ce fut la diversion de la France qui sauva l'indépendance de l'Écosse, car il est douteux que les Écossais eussent pu résister à la puissance d'Edouard, s'il n'avait voulu conquérir les deux pays à la fois. L'animosité des Anglais et des Écossais n'eut pas, il est vrai, permis que la conquête fût durable, car à cette époque il n'exis-

(1) 1329.

tait guère moins d'antipathie entre eux qu'entre les Anglais et les Français.

Douglas étant mort en Espagne, Randolphe était celui de tous les compagnons de Bruce qui pouvait le mieux continuer son règne; et pendant sa régence, Edouard respecta les traités; mais il eut pour successeur le comte de Mar dont tout le mérite était sa parenté avec le feu roi, et déjà Edouard avait trouvé un prétendant à la couronne d'Ecosse, pour diviser les Ecossais. C'était le jeune Edouard Baliol qu'il avait fait venir de France, et qui, appuyé par quelques anciens partisans de sa famille, et surtout par les barons anglais des frontières, traversa rapidement l'Ecosse, surprit l'armée du comte de Mar, la battit, et courut se faire couronner à Scone. Trois mois après, il était déjà repassé en Angleterre; mais la route était ouverte à Édouard III qui, s'étant fait promettre préalablement foi et hommage, se déclara ouvertement pour Baliol: la guerre fut fatale aux Ecossais, et la prudence les engagea à envoyer en France le jeune David: la régence passa du comte de Mar à sir André Moray, qui fut plus heureux que son prédécesseur; mais ce ne fut que sous le régent Robert Stewart que David, qui avait fait ses premières armes contre les Anglais en France, osa rentrer

dans ses états dont Robert Stewart avait enfin chassé Baliol : David prit lui-même les rênes du royaume, et voulant aussi avoir sa part de gloire dans une guerre toujours populaire, il fit une excursion dans les comtés du nord jusque sous les murs de Durham. Ce mouvement était d'ailleurs concerté avec la France, car Edouard faisait en ce moment le siége de Calais. Les barons du Yorkshire vengèrent une seconde fois l'Angleterre comme sous Guillaume-le-Lion. Ils s'unirent aux forces que la régence put rassembler à la hâte; et David, trahi par le désavantage du terrain, perdit la fameuse bataille de Nevil's Cross, où il fut fait prisonnier. Il fut conduit à Londres et enfermé à la tour, pendant que les vainqueurs poursuivirent ses soldats jusqu'au sein de l'Ecosse (1) : il semblait que Baliol n'avait plus qu'un pas à faire pour remonter sur le trône ; Robert de Stewart, réélu régent, soutint bravement la guerre, profita habilement de l'intervalle des trèves, et repoussa Edouard III quand il envahit de nouveau le pays en personne. Edouard III fut plus heureux à Poitiers, où les Ecossais combattirent vaillamment et périrent en grand nombre. Cependant l'année d'après (2)

(1) 1346.

(2) 1357.

l'Ecosse partagea le bénéfice du traité conclu à Bordeaux, et David obtint sa liberté moyennant une rançon de 100,000 marcs d'argent.

David avait trouvé des séductions dans ses fers; il revint en Ecosse avec une concubine anglaise, et surtout avec une lâche condescendance pour les volontés anglaises. Sa concubine fut assassinée; victime des ressentiments de l'Ecosse, il visita plus d'une fois sa prison, et se voyant sans enfant de sa femme légitime, il osa proposer à son parlement de reconnaître pour son successeur un fils d'Edouard III. Il vit bientôt ses sujets en armes, lui rappeler avec des cris de révolte qu'il était le fils de Bruce: le sang coula, les possessions des traîtres qu'on supposait favorables à la politique anglaise furent pillées, le roi opposa la force à la force, mais l'ordre ne se rétablit que par des concessions mutuelles. On ne connut qu'après la mort de David un traité secret par lequel il s'engageait à frustrer Robert Stewart de la couronne, au profit du monarque anglais. Un tel roi avait besoin du double prestige de son nom et de ses malheurs pour mourir sur le trône au milieu d'une nation de plus en plus fière et jalouse de son indépendance.

Les guerres sanglantes du règne de Robert Bruce avaient eu du moins l'heureux résultat de

rendre en quelque sorte plus compacte la patrie écossaise. Les diverses races, rapprochées par le même intérêt de la défense commune, perdirent jusqu'à leurs dénominations distinctives. Il n'y eut bientôt plus que des Highlanders et des Lowlanders, tandis que, sous Alexandre III, il y avait encore des Galwegiens, des Pictes, des Saxons, des Bretons, etc. Il n'était guère de province où l'étendard de Bruce n'eût rallié des soldats, qui, autour du roi vengeur de l'Ecosse, n'étaient plus que des Ecossais.

Le vassal s'attacha davantage au baron, et le baron au roi, par suite de cette fraternité qui naît des mêmes dangers et des mêmes exploits parmi les guerriers. Obéir les armes à la main n'est plus un vasselage, ou plutôt alors on obéit moins au chef qu'à un devoir; non que le soldat fasse philosophiquement cette distinction, mais il y a un instinct qui la lui révèle.

CHAPITRE VII.

ROBERT STUART (1371). — LA BATAILLE D'OTTERBOURNE.

Parmi les rois descendants de Banquo qui apparaissent à Macbeth dans l'antre des sorcières, il en est un qui tient trois sceptres à la main ; cette flatterie de Shakspeare, adressée à Jacques I[er] d'Angleterre, repose sur une tradition qui faisait remonter l'origine des Stuarts jusqu'à Fleance, fils de Banquo. Le nom de Stuart ou de Stewart exprimait la dignité héréditaire dont cette noble maison était investie en Ecosse depuis David I[er] (1124), sous lequel Walter, fils d'Alan (1) est désigné comme *steward* ou *sénéchal du royaume*. On sait quelles fonctions importantes exerçait le sénéchal dans le moyen-âge ; et en France, où ces fonctions parurent trop dangereuses dans les mains d'un seul sujet, elles furent divisées en deux charges encore fort considéra-

(1) Les Stuarts étaient une famille anglo-normande.

bles par elles-mêmes, celles de connétable et de grand-justicier.

Les fils de Walter Stewart agrandirent leurs domaines par de riches alliances, et Robert, le septième sénéchal, petit-fils de Bruce par sa mère Marjorie, n'avait, sous ce rapport, d'autre rival que le représentant de la maison de Douglas; son père avait été un des compagnons de Wallace et un des héros de Bannokburn; lui-même il avait gouverné une première fois le royaume sous la minorité de David II, et une seconde pendant sa captivité. Désigné par Robert Bruce et soutenu par les barons et le peuple, Robert Stewart triompha de la jalousie de David et plus tard des prétentions de Douglas. Malheureuement, lorsqu'il s'assit sur le trône, quoiqu'il n'eût que cinquante-cinq ans, une vieillesse anticipée avait usé sa vigueur : son surnom de Robert-le-Chassieux prouve que ses sujets oublièrent ses exploits pour ne plus voir que ses infirmités. « Or, s'en vint le roi Robert d'Escoche, qui était un grand bonhomme, à tout ungs rouges yeux, rebrachis, qui semblaient de cindal (1). »

En Angleterre, le règne illustre d'Edouard III

(1) Froissard.

se terminait par cinq années de faiblesse et de troubles intérieurs ; le roi d'Ecosse n'en profita que pour consolider sa propre administration, et se montra fidèle aux traités, sans négliger de se lier toujours plus étroitement avec la France.

Ces dispositions pacifiques n'avaient point changé, quand Richard II succéda à son grand-père ; mais il tardait au fils du prince noir de se distinguer par quelques coups d'épée contre l'Ecosse, et les barons écossais commençaient à se lasser de leur long repos. Qu'étaient pour eux quelques incursions des frontières, après les grands combats des deux règnes précédents ? Le fils aîné de Robert était affligé d'une infirmité qui le rendait impropre à la guerre ; son frère, le comte de Fife, depuis duc d'Albany, et le lord Douglas, avaient la principale conduite des troupes ; Lancastre et Northumberland étaient leurs redoutables antagonistes d'Angleterre.

D'après une convention conclue entre la France et « le roi, royaume et *communauté* d'Ecosse », les Français s'étaient engagés à fournir à leurs alliés mille hommes d'armes, chevaliers et écuyers, douze cents armures complètes, et une grosse somme d'argent. Ce fut le célèbre Jehan de Vienne, amiral de France, qui arriva dans le golfe du Forth, à la tête de cette « fleur

de chevalerie et d'escuerie », comme l'appelle Froissard ; les Français, cantonnés dans les villages autour d'Edimbourg, trouvèrent d'abord très plaisant de rire de leurs privations au milieu de la rude et pauvre Ecosse, « plus déserte qu'habitée, presque toute couverte de montagnes, et plus pleine de sauvagine que de bétail » (1); ils finirent par murmurer, et l'ordre de marcher contre l'Angleterre vint à propos les distraire de leur mécontentement ou de leur ennui. Ils aidèrent les Ecossais à ravager le Northumberland et le Cumberland, pendant que Richard II pénétrait de son côté en Ecosse jusqu'à Stirling. Les Français paraissaient surpris de cet échange de dévastations ; mais les Ecossais leur firent comprendre qu'en suivant ainsi les dernières instructions de Bruce mourant, ils revenaient chez eux quand ils avaient fait assez de butin, tandis que les Anglais ne trouvaient en Ecosse que des horions sans profit.

A la fin de la campagne, les auxiliaires français furent bientôt à charge à leurs hôtes, qui s'en débarrassèrent avec humeur, quoique sans vouloir payer leur passage ; aussi les Français répétaient, en parlant de leurs alliés, que « on-

(1) Le Laboureur.

ques si mauvaises gens ne virent, ne ne trouvèrent si faulx, ne de si petite cognoissance. » Cependant ils avaient été bien accueillis des dames et damoiselles, au grand scandale des habitants; et Jean de Vienne, entre autres, avait eu une intrigue amoureuse avec une cousine du roi.

Deux ans après (1) eut lieu ce fameux épisode des guerres du *Border*, célébré sous le nom de « *la bataille d'Otterbourne* » dans les ballades écossaises, qui ont ici la plus grande analogie avec les chants nationaux des exploits du Cid en Espagne : aussi Froissard, dans sa chronique, en parle comme d'une « des plus nobles rencontres de chevalerie » de l'époque.

Une nombreuse armée écossaise s'était rassemblée à Jedburgh pour entrer en Angleterre, sous les ordres du comte de Fife, second fils du roi ; mais apprenant que les Anglais se préparaient de leur côté à une invasion de l'Ecosse, le prince se contenta d'envoyer un détachement d'environ cinq mille hommes dans le Northumberland. Douglas commandait cette troupe, le lord James comte de Douglas, digne de porter ce nom si redoutable à l'Angleterre. Il traversa furtivement la Tyne et ravagea l'évêché de Durham et tout le pays jusqu'aux portes d'York. A son

(1) 1388.

retour, il passa comme en triomphe devant les portes de Newcastle, où étaient les deux fils du comte de Northumberland, sir Henry Percy, le bouillant Hotspur de Shakespeare, et son frère sir Ralph. Ils n'étaient pas en force pour arrêter Douglas; ils se contentèrent de le harceler, et Hotspur, dans un combat corps à corps avec son ennemi héréditaire, se vit enlever sa lance, à l'extrémité de laquelle flottait un pannonceau à ses armes. « Ce trophée, dit Douglas, sera placé sur la plus haute tour de mon château de Dalkeith. — Cela ne sera pas, répondit Hotspur. — Eh bien! reprit Douglas, tu viendras alors cette nuit le chercher à la porte de ma tente. » Et il se remit en marche; mais il campa le soir, et ne s'éloigna pendant deux jours que lentement, comme pour donner le temps à sir Henry Percy de venir chercher son pennon.

Le troisième jour Hotspur l'atteignit à Otterbourne, à la tête de plus de huit mille hommes qu'il avait enfin eu le temps de rallier. Les Écossais furent à demi surpris, le choc fut terrible, et la victoire semblait devoir rester à sir Henry, lorsque Douglas, prenant sa hache d'armes à deux mains, fondit, suivi de son porte-bannière, dans les rangs anglais, y fit un carnage affreux, et seul rétablit l'avantage du côté des siens;

mais lorsque les Écossais se pressaient sur ses traces victorieuses, il tomba percé de trois blessures mortelles. On l'entoure, on s'informe de son état. « Je me sens mourir, répond-il froidement, mais il y a dans notre maison une prophétie qui promet qu'un chef mort gagnera une bataille; j'espère que cette prophétie va s'accomplir : je meurs en Douglas, en plein air et non dans un lit de malade; vous autres, cachez ma mort à l'ennemi, je vous confie mon étendard, faites entendre mon cri de guerre, et vengez-moi. »

Il fut obéi et vengé; la déroute des Anglais fut complète, et les deux Percy furent faits prisonniers. Mais l'armée rentra tristement en Ecosse, plutôt comme un long cortége de deuil que comme une armée victorieuse.

CHAPITRE VIII.

LE RÈGNE DE ROBERT III.

En 1389, les Anglais ne possédaient plus que trois places fortes en Écosse : Robert régnait depuis 19 ans ; mais son amour de la paix augmentant avec la vieillesse, et son fils aîné étant trop faible pour le remplacer, le gouvernement passa de fait dans les mains de son second fils qui fut reconnu régent par les trois états du royaume. La mort du vieux roi fit peu de sensation, et quand son successeur monta sur le trône de son père, en changeant son nom de Jean en celui de Robert, parce que ce nom de Jean rappelait le nom et les malheurs du premier Baliol, on continua de respecter le roi dans son frère créé duc d'Albany, et à ne vanter de Robert, que sa douceur, sa piété, son humilité de moine. Les grands barons levèrent plus haut la tête, et ensanglantèrent quelquefois les marches même du trône. Les guerres avec les Anglais devenues de moins en

moins importantes, laissèrent une plus vaste carrière aux dissensions intestines. Les Highlanders, appelés toujours les sauvages des montagnes, firent de fréquentes excursions sur leurs voisins de la Basse-Écosse, et ils auraient été plus redoutables, s'ils n'avaient soigneusement entretenu leurs propres inimitiés entre tribus rivales.

Dans les loisirs de la paix, les nobles des Lowlands donnèrent souvent le spectacle chevaleresque des tournois : on y voyait briller le jeune duc de Rothsay, héritier présomptif de Robert, qui sous des dehors légers semblait promettre à l'Écosse un prince du caractère de cet Henry V, son contemporain, dont l'âge mûr racheta si bien depuis les torts d'une jeunesse dissolue : Rothsay s'était distingué aussi pendant une courte invasion d'Henry IV en Écosse. Sa mère, Annabella, espéra que le mariage changerait les mœurs de son fils; mais l'artificieux Albany mit à prix la main de son neveu, qui fut forcé d'épouser la fille de Douglas, le plus haut enchérisseur des concurrents, au préjudice du comte de March, qui avait déjà fiancé sa fille au prince et avancé une dot moins considérable ; March embrassa le parti anglais, et le jeune prince, respectant peu les nœuds d'un mariage intéressé, se fit de Douglas un ennemi personnel qui se ligua

avec Albany, s'empara de son gendre, et le conduisit, d'accord avec Albany, au château de Falkland; là, deux scélérats subordonnés firent mourir de faim le fils du roi, dont la charité de deux femmes inconnues prolongea la vie de quelques jours, l'une d'elles lui donnant le lait de son sein à travers les barreaux de sa prison. Ce fut pour détourner l'attention publique de ce forfait, que la guerre fut reprise avec l'Angleterre, et les Ecossais allèrent perdre à Holmidon-Hill une bataille où les Percy vengèrent la défaite d'Otterbourne. Plus tard, Henry IV les retrouva comme auxiliaires dans les rangs des rebelles que le comte de Northumberland arma contre lui.

Cependant le malheureux Robert III, retiré dans son manoir patrimonial de l'île de Bute pour y pleurer son fils, avait découvert quels étaient ses vrais meurtriers; dans sa sollicitude pour le jeune Jacques qui restait encore à sa vieillesse, il le fit embarquer pour la France; le navire fut capturé par un navire anglais, et le jeune prince captif envoyé à Henry IV, qui dit en riant qu'il parlait assez bien le français pour le lui apprendre, et lui épargner le voyage de France; cette nouvelle acheva de mettre le vieux roi au tombeau, et combla les vœux ambitieux

du duc d'Albany, qui régna désormais pendant treize années sans contrôle, sous le titre de régent, jusqu'à sa mort arrivée en 1419; il eut son fils Murdoch pour successeur.

Dans l'intervalle, Henry V, qui avait remplacé son père, était presque exclusivement occupé de ses guerres avec la France, se contentant de prolonger la captivité de Jacques. Ce fut en France que les Ecossais firent la guerre; on en comptait plus de dix mille au service du Dauphin, et ce fut vainement que Henry V crut se faire un bouclier de la présence de Jacques dans son camp. Il y avait chez eux un sentiment plus fort que l'amour du roi, et c'était toujours cette haine contre le nom anglais, que nous verrons être long-temps encore l'expression caractéristique de la nationalité écossaise.

Le Dauphin avait confié aux Ecossais, sous la conduite des comtes de Buchan et Wigton, et de Stuart de Darnley, la défense de la province d'Anjou contre le duc de Clarence. Celui-ci, averti que les Ecossais étaient campés non loin du petit village de Beaugé, espéra les surpendre, et laissant ses archers, parut tout à coup avec ses seuls hommes d'armes; mais une poignée de Français, retranchés dans une église, donna au comte de Buchan le temps de ranger ses troupes en ba-

taille; les Anglais, craignant de perdre une occasion favorable, s'avancèrent sans prendre la peine d'emporter un poste aussi peu important; mais ils trouvèrent Buchan bien préparé; Clarence, distingué par une couronne d'or et des joyaux attachés à son casque, fut le premier tué de la main de Buchan; avec lui périrent le comte de Kent, les lords Grey, Ross, et plus de quatorze cents hommes d'armes; les comtes d'Huntingdon et de Somerset furent faits prisonniers. Pour prix de ses services, le comte de Buchan fut créé connétable de France; plus tard Stewart de Dar[illegible] la seigneurie d'Aubigny, et faveur enc[illegible]ute, un Douglas, détaché des intérêts de Henry V, devint duc de Touraine. Mais la fortune trahit ces braves auxiliaires de la France à Crévan et à la fatale journée de Verneuil; leurs débris devinrent les fameuses gardes écossaises de Charles VII.

Henry V n'était plus, et le duc de Bedfort consentit à rendre la liberté au roi Jacques; le régent Murdoch venait de jurer une nouvelle alliance avec la France; Bedfort pouvait espérer que Jacques embrasserait les intérêts de l'Angleterre par opposition aux vues du régent qui l'avait laissé languir pendant dix-neuf ans dans les fers, sans se montrer très empressé à traiter de sa

rançon; selon quelques historiens (1), Murdoch contribua lui-même à ramener le roi en Ecosse, pour se venger de ses fils, dont l'indocilité envers lui allait jusqu'à la menace et l'insulte. On savait aussi à la cour d'Angleterre que Jacques aimait la belle Jeanne, fille du comte de Somerset, qu'il épousa en effet avant son départ; c'était la petite-fille d'Edouard III par son père, et par sa mère elle descendait d'Edouard Ier; que ne devait-on pas attendre de son influence sur son époux! Mais Jacques, en amenant en Ecosse une femme anglaise, y apporta un cœur tout écossais. Fidèle à Charles VII, s'il ne le servit pas activement, c'est qu'il eut assez d'occupation chez lui pour punir Murdoch et ses fils, réprimer les rébellions et faire respecter l'autorité royale dans les Highlands comme parmi les nobles des Basses-Terres. Ses soins se portèrent sur tous les détails de l'administration; il encouragea l'industrie et les arts; mais il ne put étouffer tous les ressentiments des seigneurs, qui étaient grands surtout par l'anarchie; il fut assassiné dans les bras de la reine, par une troupe de meurtriers qui pénétrèrent dans le château de Stirling comme aurait fait une troupe de voleurs. Comme

(1) Jean Chartier, Leland, Monstrelet, Pinkerton, etc.

si cette mort avait suffi à la vengeance des mécontents, elle ne fut le signal d'aucune révolte, et les assassins, saisis au bout d'un mois, subirent le supplice des traîtres, sans que rien annonçât qu'ils eussent été les instruments d'aucun parti.

CHAPITRE IX.

JACQUES II ET JACQUES III.

Pendant la minorité de Jacques II, il n'y eut entre les Anglais et les Ecossais d'autres guerres que les incursions des Borderers; quand Jacques fut d'âge à régner, il eut d'abord à s'affranchir de la redoutable tutèle des Douglas, que leur titre de ducs de Touraine enhardissait encore à se regarder tour à tour comme les dominateurs de l'Ecosse et comme des souverains étrangers et indépendants; il y avait quelque analogie entre le rôle que jouaient les Douglas à cette époque en Ecosse, et celui que jouèrent plus tard en France les princes de la maison de Lorraine; Dans un tournoi, donné à l'occasion du mariage du roi avec Marie de Gueldre, le comte de Douglas parut avec une suite de cinq mille cavaliers. Il était alors lieutenant-général du royaume. Après qu'il eut été obligé de se dépouiller de cette charge, il se sentit encore si puissant, qu'il ne lui manquait plus que la couronne; il

avait entraîné une grande partie des nobles dans son parti, lorsque le roi le manda à la cour; soit que ce fût un plan concerté d'avance, soit que l'insolence d'un vassal aussi redoutable excitât la colère de Jacques, il eut avec Douglas une altercation si vive, qu'il mit la main sur son poignard, et dans une lutte d'homme à homme, il perça le cœur du comte. Ce fut le signal d'une insurrection; mais la victoire resta au monarque. Le feu couva encore sous la cendre pendant quelques années. Les intérêts de l'Angleterre, d'accord avec la vengeance des Douglas, rallumèrent la sédition en 1452. Cependant cette alliance des révoltés, qui leur permit de lever une armée de quarante mille hommes, devait à la longue détacher le gros de la nation de leur cause (1). Les Douglas eurent encore le dessous, furent mis hors la loi et dépouillés de leurs biens; ils n'eurent d'autre asile que l'Angleterre, où Jacques fit une incursion pour se venger de l'appui qu'ils y avaient trouvé.

Dans les guerres civiles des deux roses, Jacques prit parti pour la maison de Lancastre, et marchant lui-même à la tête d'une nombreuse armée, il s'arrêta devant la forteresse de Roxburgh, qui

(1) Lettre de Jacques II au roi de France Charles VII.

depuis long-temps était au pouvoir des Anglais: c'était pour l'Ecosse un monument humiliant des guerres des Edouards, et dont la destruction valait pour l'orgueil national une grande victoire ; pendant que le roi surveillait une décharge d'artillerie dirigée contre la forteresse, un canon vint à crever, et un éclat de fer le tua sur la place ; Marie de Gueldre, la reine, accourut avec son fils, et demandant vengeance aux soldats, célébra les funérailles de son époux par la prise de Roxburgh qui fut rasé.

La minorité de Jacques II avait été funeste au pays. Celle de son fils fut l'époque la plus glorieuse du nouveau règne, grace aux soins de la reine mère et de l'évêque Kennedy, associé au gouvernement. Quand Henry VI fut chassé du trône d'Angleterre, la reine Marguerite et lui trouvèrent auprès de Marie de Gueldre la protection due au malheur. La cession de la ville de Berwick fut le prix de cette généreuse hospitalité. Cependant la paix était le premier besoin du royaume, et le politique Louis XI n'obtint pas de grands secours des Ecossais dans ses querelles avec Edouard IV.

La mort de la régente et celle de l'évêque Kennedy livrèrent le jeune roi à l'influence d'un favori ambitieux, le lord Boyd, qui contribua

cependant à l'acquisition des îles Orcades, en négociant le mariage de Jacques avec Marguerite de Norvége. Boyd et sa famille excitèrent la jalousie des nobles; leur perte fut jurée; ils succombèrent et furent abandonnés par le roi; mais d'autres favoris leur succédèrent qui révoltèrent encore davantage l'orgueil de l'aristocratie écossaise, et avec quelque raison. Ce n'était pas encore le temps de dépouiller entièrement la haute noblesse de ses priviléges, ou du moins une telle tentative convenait peu à la faiblesse de Jacques; il rêva un despotisme égoïste beaucoup plus qu'une juste réforme dans l'intérêt de la couronne et du peuple. Tour à tour tributaire d'Edouard et de Louis XI, Jacques III s'attacha surtout à imiter ce dernier monarque; il ne réussit qu'à copier ses ridicules et non sa profonde politique. Superstitieux, il estimait à un haut prix les saintes reliques, et violait les droits les plus légitimes du clergé en favorisant la simonie; il eut confiance aux sorciers et aux astrologues, qui nourrirent, par leurs prédictions, sa haine jalouse pour ses frères, le duc d'Albany et le comte de Mar; la cour d'Ecosse eut ses Martius Galéoti et ses Olivier le Daim; les grands seigneurs se virent dédaignés, et les hauts emplois furent confiés à d'obscurs favoris, tels que Cochrane,

un maçon ; Rogers, musicien anglais ; le forgeron Léonard ; le tailleur Homyl : aussi la noblesse n'eut pas de peine à faire cause commune avec le peuple contre un roi et des parvenus qui méprisaient encore plus le peuple qu'ils n'outrageaient la noblesse. Les frères même du roi, dépouillés de leurs titres au profit des favoris, furent obligés de chercher un asile en France, et ne rentrèrent en Ecosse que les armes à la main. Les autres grands seigneurs complotèrent unanimement contre Cochrane devenu comte de Mar ; sa perte était arrêtée, lorsqu'apercevant un moment d'hésitation, un des conjurés raconta la fable des rats et du chat auquel il était question d'attacher un grelot : c'est moi qui « *attacherai le grelot au chat.* », s'écria le comte Archibald d'Angus, héritier de la puissance territoriale des Douglas : le surnom de Bell-the-Cat lui en resta ; car le grelot fut attaché. Cochrane, Rogers, Léonard et les autres furent audacieusement pendus sur le pont de Lander, presque sous les yeux du roi.

Une réconciliation entre Albany et Jacques eut lieu par la suite et dura peu ; malheureusement Albany se laissa aller aux suggestions criminelles de Richard III, et sa vengeance devint trahison, même aux yeux des nobles

mécontents, dont la plupart abandonnèrent sa cause par esprit de nationalité. Il alla achever son exil en France, et y eut un fils, qui fut régent pendant la minorité de Jacques V.

Jacques III crut devoir à la terreur qu'il inspirait l'abandon d'Albany; il s'estima assez fort pour envelopper dans sa disgrace toute sa noblesse, et se laissa abuser par la facilité avec laquelle son parlement accéda à certaines mesures qui tendaient à l'humiliation des grands. Une conspiration générale fut tramée sourdement; le roi chercha un appui dans la médiation de l'Angleterre; ce fut un nouveau grief contre lui; on l'accusa de se vendre à l'influence anglaise. Il eut recours à la jalousie des clans et des barons du nord de l'Ecosse contre les barons du midi; ces clans n'avaient pas, après les Anglais, d'ennemis plus détestés que les habitants des Basses-Terres; mais les barons du midi s'emparèrent du fils de Jacques, et en firent leur chef; ils livrèrent bataille au monarque sous les murs de Stirling. Jacques prit la fuite, son cheval eut peur en traversant un ruisseau et le renversa; un meunier et sa femme, sans le connaître, l'emportèrent évanoui dans leur moulin; en revenant à lui, le monarque demanda un prêtre; interrogé par la meunière, curieuse de savoir qui il était, il lui

échappa de dire : « J'étais votre roi ce matin » ; cette femme sortit en criant : « Un prêtre pour le roi ! » Un homme d'armes de la suite de lord Gray s'avançant se dit prêtre et chirurgien ; il entra dans le moulin, écouta, dit-on, la confession du roi, et en faisant le geste de l'absolution, le poignarda, puis disparut avec le cadavre sur ses épaules, sans qu'on sût qui il était précisément, ni ce qu'étaient devenus la victime et le meurtrier.

CHAPITRE X.

JACQUES IV.

De même qu'en France le règne de Charles VIII était une sorte de réaction contre celui de Louis XI, l'Ecosse vit succéder à Jacques III un prince chevaleresque et galant, jaloux de plaire à la fois aux nobles et au peuple par sa magnificence, son affabilité, son amour des arts et son aventureuse bravoure; nous pourrions dire, pour mieux le peindre, qu'il y avait en lui encore plus du François Ier que du Charles VIII, et par malheur la fortune lui réservait une journée plus fatale que celle de Pavie. Mais avant ce jour néfaste, le tableau de son règne offre les jeux et les plaisirs d'une cour à demi-française au milieu de la « sauvage Ecosse » ; c'était tantôt des tournois pour l'honneur des dames, tantôt des fêtes où présidaient des enchanteresses qui rappellent les Féronière et les comtesse d'Etampes.

A tous ses sentiments chevaleresques, Jacques

mêlait une dévotion qui venait par accès interrompre ses plaisirs; la part que, dans sa jeunesse, il avait eue à la révolte des seigneurs contre son père, éveillait quelquefois en lui des remords qu'il allait apaiser en passant quelques heures et même des jours entiers dans un monastère, pour revenir à ses maîtresses tout aussi amoureux; on prétend aussi qu'il portait sous ses riches habits une espèce de cilice ou ceinturon de fer.

Sur le trône d'Angleterre, Henry III avait un caractère tout opposé; Jacques eut foi volontiers au rôle qu'on fit jouer à Perkin Warbeck, prétendu fils d'Edouard IV, et il embrassa chaudement sa cause; Henry VII n'en conserva aucune rancune et employa sa persévérante politique à distraire l'Ecosse de l'alliance française. Après huit ans d'intrigues, il parvint à surmonter l'antipathie de Jacques jusqu'à lui faire accepter sa fille Marguerite pour femme: ce mariage donnait à Jacques l'espoir qu'un jour sa postérité monterait sur le trône d'Angleterre, on voulut en faire peur à Henry : « Non, non, reprit ce prince, ce sont toujours les petits poissons qui mangent les gros. »

L'Italie était alors le théâtre où la France déployait sa valeur. Louis XII s'aperçut trop tard qu'il avait trop négligé l'Ecosse; mais il fut

facile de détacher le chevaleresque Jacques IV des intérêts de l'avare et artificieux Henry VII. Henry VIII, qui succéda à son père, montra trop d'orgueil pour ramener son beau-frère à des intentions plus amicales; il suffit d'un désir exprimé par Anne de Bretagne et d'un appel fait à Jacques au nom de la dame de ses pensées, pour lui faire faire une incursion en Angleterre (1). Bientôt il suscita une expédition plus sérieuse; Henry VIII guerroyait sur le continent, ses ministres répandirent l'or à pleines mains parmi les ministres de Jacques, pour détourner le coup qui menaçait les Anglais. Jacques méprisa les conseils de la politique; on eut recours aux coups de théâtre de la superstition : saint André, le patron de l'Ecosse, apparut en personne dans l'église de Linlithgow, pour prédire au roi que le ciel ne combattait pas avec lui; des voix surnaturelles effrayèrent aussi pendant la nuit les bons bourgeois d'Edimbourg. Jacques n'écouta que son courage et continua de rassembler ses troupes; l'ardeur avec laquelle il vit accourir sous l'étendard royal non seulement ses barons, mais encore les corporations des villes et les ar-

(1) A peu près de cette même époque datent les lettres de naturalisation accordées en France à tous les Écossais.

tisans, lui prouvaient que la guerre était populaire; la tradition a conservé la chanson de guerre des gens de métier de la ville de Selkirk qui, au nombre de quatre-vingts, combattirent à Flodden-Field, et dont le capitaine, William Brydone, clerc de la commune, fut armé chevalier par le roi : la vengeance des Anglais condamna Selkirk à être rasé; mais les chartes de la ville attestent l'honorable réparation qu'elle obtint de Jacques V. Aujourd'hui c'est encore une distinction recherchée que d'être admis dans les corporations des tisserands et des cordonniers de Selkirk (1).

Plus l'armée écossaisse approchait de la frontière, plus elle se grossissait de ces belliqueux Borderers qui, en faisant baptiser leurs enfants, exceptaient du sacrement leurs mains droites, pour qu'elles portassent des coups plus terribles à leurs ennemis.

Jacques entra en Angleterre à la tête de cent mille hommes, comme s'il eût marché à un grand tournoi; le comte de Surrey n'en avait pour lui résister que vingt-six mille; il eût fallu que Jacques profitât du premier moment de ter-

(1) Sir W. Scott est cordonnier de Selkirk, et n'en est pas moins fier que d'être le vice-shérif du Selkirkshire.

reur causé par son approche; par malheur il trouva sur les frontières les séductions du château enchanté d'Armide; lady Heron vint se jeter à ses pieds pour obtenir la grace de son époux qui, accusé d'un meurtre, était prisonnier en Angleterre. Jacques se montra clément; mais il ne s'en tint pas là, et perdit plus d'une semaine à faire l'amour dans le château de Ford..... Il faut être juste envers saint André; il avait mêlé à ses promesses des avis salutaires pour empêcher le roi de trop se fier à « certaines femmes », ce qui avait fait croire que la reine délaissée était pour quelque chose dans toutes les *apparitions* en faveur de l'Angleterre. Enfin la grande armée du roi d'Écosse commençait à manquer de vivres; la vue seule des Anglais put ranimer son ardeur, la bataille de Flodden-Field fut livrée, bataille funeste où l'Ecosse perdit ses plus vaillants chevaliers, avec son roi, dont le corps resta longtemps ignoré sous un monceau de cadavres. Le peuple crut qu'il avait échappé à la mort par un miracle, et qu'un secret pélerinage l'avait conduit à Jérusalem; c'est ainsi que le roi dom Sébastien de Portugal avait disparu mystérieusement dans son dernier combat avec les Maures.

CHAPITRE XI.

JACQUES V. — LA RÉFORME.

Il fut heureux pour l'Ecosse que Surrey ne se crût pas assez fort pour profiter de sa victoire de Flodden-Field; le désespoir semblait n'avoir laissé aux Ecossais que des larmes après un tel désastre; mais d'ailleurs le temps des conquêtes était passé. Désormais la diplomatie va se charger presque seule de continuer la lutte entre les deux peuples, jusqu'à leur réunion sous un même prince. L'influence française et l'influence anglaise autour des Stuarts n'auront recours aux armes qu'après avoir épuisé l'intrigue; luttes non moins terribles que celles des âges féodaux; luttes de croyances et d'opinions qui déplaceront les points d'appui du pouvoir, dont l'arène sera une salle de délibération ou une église, et les champions des prédicateurs ou des tribuns, dont le terme enfin pour les rois sera plus souvent l'échafaud qu'un champ de bataille.

Le point de départ de la réformation écossaise mérite toute l'attention de l'historien ; car c'est elle qui, renouvelant les anciennes invasions, portera au sein de l'Angleterre les idées républicaines, destinées à conquérir le double trône des Stuarts, au profit de Cromwel. Henry VIII et Wolsey, Elisabeth et Cecil, qui ne fit que suivre pas à pas les instructions de l'imprudent cardinal, ne virent dans la réformation de l'Ecosse qu'un auxiliaire de l'Angleterre contre les Stuarts et les Guises. Cependant, nous sommes loin de penser que la réformation naquit en Ecosse des intrigues de l'Angleterre, pas plus qu'elle ne naquit en Angleterre des adultères de Henry VIII. Elle était sans doute dans le besoin des esprits, dans le progrès naturel de la civilisation ; mais elle dut sa forme particulière dans les deux pays à ces circonstances secondaires qui, en s'associant à son mouvement, furent quelquefois assez fortes pour le diriger. La réformation étant le grand événement de ce siècle, tous les autres s'y rattachent plus ou moins.

Jacques V devenait roi à l'âge de dix-huit mois, le testament de son père conférait la régence à la reine Marguerite, sous la condition qu'elle resterait veuve ; elle s'associa les comtes d'Angus, Huntley, Arran et l'archevêque de

Glascow ; mais ayant épousé Angus, l'héritier de la puissance des Douglas, elle fut privée de sa part au gouvernement, et la discorde qui se glissa dans le conseil fit penser au duc d'Albany, premier prince du sang, né en France du duc d'Albany, exilé sous Jacques III. Henry VIII chercha vainement à soutenir le titre de sa sœur, et puis à l'attirer avec ses enfants en Angleterre; il sema ensuite l'or par ses agents pour ruiner l'autorité du nouveau régent, avant qu'il fût venu prendre les rênes de l'état. En arrivant, Albany trouva un parti anglais tout formé et redoutable; la jalousie des grands le grossissait encore tous les jours, et au bout de deux ans, quand il assembla une armée contre Henry, les chefs refusèrent de passer la frontière; alors Albany alla en personne demander à la France des secours et de l'argent ; à son retour, la reine se rallia à lui; mais l'opposition des grands resta la même, et Henry comprit dans sa haine cette sœur dont il avait prétendu jusqu'alors défendre les droits. Une seconde fois Albany se rendit à la cour de François Ier, et revint avec une flotte française; l'enthousiasme du peuple fit croire que le moment était venu de venger l'affront de Flodden-Field. Albany conduisit une invasion en Angleterre ; mais cette fois les nobles se firent

battre plutôt que de seconder les projets du régent; dans son indignation, Albany renonça dès-lors au pouvoir et à l'Ecosse pour revenir en France, où il mourut.

Angus, qu'un divorce sépara bientôt des intérêts de la reine, se mit à la tête du parti anglais; appuyé par Wolsey, il s'empara du gouvernement et de la personne du jeune monarque. La faveur des Douglas passait avant toutes les lois, et Jacques, alors âgé de seize ans, commençait à comprendre que leur tutèle ressemblait beaucoup à une tyrannie; il fut obligé, pour s'en affranchir, de comploter, en quelque sorte, sa fuite; il s'évada pendant une partie de chasse, se retira au château de Stirling, et appelant autour de lui les ennemis des Douglas, se sentit assez soutenu pour les mettre hors la loi; ils se réfugièrent en Angleterre.

Jacques se vit bientôt forcé de s'armer de toute son autorité contre de nouveaux ennemis. Naturellement humain, il acquit le titre de roi du peuple et d'ami des pauvres, ce qui ne pouvait que le brouiller avec la noblesse opprimant ses vassaux. Il aimait les arts; poète lui-même, il aimait les lettres; mais la noblesse ignorante et barbare n'estimait que la science de la guerre. Il aimait la justice, et la noblesse se croyait au

dessus des lois. Il était franchement Ecossais, fidèle à la France par esprit national ; la noblesse prêtait l'oreille aux intrigues de Henry VIII. Repoussant les propositions d'alliance de ce monarque, Jacques alla lui-même en France chercher une reine, et épousa Madeleine fille de François Ier ; après la mort de cette princesse, au bout de quarante jours, ce fut encore une Française qu'il voulut choisir pour compagne, et son mariage fut conclu avec Marie de Guise, veuve du duc de Longueville. Henry VIII tenta alors de s'attacher son neveu par des liens politiques : il venait de se séparer de la religion catholique qui avait refusé de sanctionner ses adultères ; il voulut persuader à Jacques qu'il devait l'imiter, dans leur intérêt commun. Le fameux diplomate Sadler se chargea de commencer sa conversion et insista beaucoup sur l'utilité qu'il y avait pour le trésor royal de s'emparer des revenus ecclésiastiques ; de tels motifs répugnaient à la conscience du roi d'Ecosse. Les nouvelles doctrines n'avaient pas encore fait assez de progrès dans son royaume pour lui offrir un point d'appui assez fort dans sa lutte avec les nobles, dont plusieurs avaient d'ailleurs abjuré le catholicisme, grace aux instigations de Henry, et moins par conviction que par envie et haine

contre le clergé. Jacques, au contraire, trouvant dans le clergé un corps riche et puissant, un corps éclairé, et qui, à cette époque, lui offrait les seuls hommes d'état du pays, ce fut dans le clergé qu'il prit ses ministres. Son alliance avec le clergé resserrait ses liens d'amitié avec la France, où les doctrines réformées avaient le dessous; il faut dire aussi que de temps immémorial le roi était en Ecosse le chef réel de l'église, le grand dispensateur des bénéfices, investi de tous les droits de patronage. Ce n'était pas qu'il n'y eût de justes reproches à adresser, au nom de la morale et de la foi, au clergé d'Ecosse; les abbayes s'étaient trop multipliées, lorsque, respectées jadis par un privilége spécial dans les guerres avec l'Angleterre, c'était de la part des rois ménager une protection à leurs sujets que de les rendre vassaux des monastères; mais cette protection allait se changer en proscription depuis l'apostasie de Henry VIII; il était donc temps de suspendre les donations territoriales faites à l'église; trop souvent les bénéfices étaient confiés à des bâtards de grands seigneurs qui déshonoraient leur saint ministère par leurs profanations et leurs débauches; l'orgueil des prélats égalait quelquefois celui des nobles; mais Jacques espérait introduire une réforme parmi

les ecclésiastiques sans tomber dans l'hérésie. Un des grands griefs des nobles contre le roi fut de le voir disposer en faveur d'hommes sortis de la classe du peuple, ou distingués par leurs talents, des bénéfices et des hautes dignités cléricales, qu'ils avaient jusque-là regardés comme une propriété de famille. Henry VIII, qui tranchait du théologien, envoyait ses thèses au roi son neveu et l'invitait à des conférences religieuses. Ses ministres continuèrent cependant leurs sourdes menées; sir Ralph Sadler tentait de rendre suspect à Jacques le cardinal Beaton ou Béthune, alors son premier ministre, et promettait sous main aux protestants l'appui de son maître. Peut-être en se mettant, comme Henri, à la tête du mouvement général qui entraînait les esprits à la réforme, Jacques eût comme lui prévenu la révolution républicaine du calvinisme par un catholicisme mitigé, car tel est l'anglicanisme avec ses pompes, ses évêques, ses dîmes, ses bénéfices, opposé surtout aux sévères doctrines de John Knox. Il aurait pu même réformer les abus de l'église écossaisse, sans rompre avec Rome, qui devait être avertie, par la scandaleuse hérésie de Henry VIII, qu'il était prudent de céder à propos aux exigences des temps; Jacques ne vit qu'une question d'indépendance natio-

nale dans la répression des nouvelles doctrines.

Plaignons ce prince si affable, si juste, si généreux, et digne d'avoir été comparé quelquefois à Henry IV; plaignons-le d'avoir cru que les semences de la réforme pouvaient être anéanties dans les bûchers de l'inquisition. Il y eut quelques martyrs sous son règne : les lois parlaient, sans doute; mais il y avait de la cruauté à les écouter, de la part d'un prince qui favorisait si franchement la civilisation.

Enfin Henry VIII crut avoir assez bien préparé les voies pour ne plus reculer devant la guerre; les deux nations allaient se heurter par un dernier choc sur les frontières, lorsque les nobles, les descendants de ces barons naguère si heureux de pouvoir combattre les Anglais, désertèrent honteusement la bannière de leur roi. Jacques, trahi, délaissé, désespéra de l'honneur national, et se retira dans son château de Falkland, où il expira à peine âgé de trente ans, le cœur brisé et rempli de tristes prévisions. Ses enfants mâles l'avaient précédé au tombeau; il apprit en mourant qu'il venait d'être père d'une fille : c'était Marie Stuart.

CHAPITRE XII.

LA RÉGENCE DE MARIE DE GUISE.

La mort de Jacques changea tous les plans de Henry VIII ; il revint à son premier projet de conquérir l'Ecosse par un mariage. Quoique Marie Stuart ne fit que de naître, il la destina à son fils Edouard, et pour fortifier son parti parmi les Ecossais, il renvoya sans rançon tous les prisonniers et les exilés des deux règnes précédents, après leur avoir fait promettre de disposer les esprits en sa faveur.

Hamilton, comte d'Arran, qui avait obtenu la régence, à l'exclusion du cardinal Beaton et de la reine-mère, Marie de Guise, malgré le testament de Jacques V, entra d'abord dans les intentions du monarque anglais, jusqu'à ce que ses perfides menées lui eussent ouvert les yeux ; mais en s'étant déclaré pour lui, il avait fourni à ses ennemis personnels le moyen d'attaquer sa popularité. Beaton et la reine, soutenus par le

parti anglais, s'emparèrent de la régence et crurent frapper à la fois Henry VIII, l'Angleterre protestante et le parti anglais, en invoquant les mesures de rigueur contre les sectaires; mais à la tête de ceux-ci, s'élevait alors un de ces hommes indomptables qui, dans les temps de révolution, se proclamant la voix du peuple, ou plutôt celle de Dieu, semblent avoir en eux la force de toutes les résistances. C'était John Knox, qui, inférieur, peut-être, à Luther et à Calvin dans chacune des qualités éminentes par lesquelles brillèrent ces deux grands réformateurs, peut être alternativement comparé à l'un ou à l'autre sans trop de désavantage. Champion de la réforme écossaisse encore persécutée, John Knox en resta le pontife dans le triomphe. Au bruit de sa parole énergique, la persécution hésitait comme devant un être supérieur, et les victimes retrouvaient leur courage pour rappeler sa menace même en expirant; armé de la doctrine terrible du tyrannicide, John Knox brava tour à tour Beaton, Marie de Guise, Marie Stuart et Elisabeth elle-même, qui tremblait en se servant d'un tel auxiliaire. Le cardinal fut assassiné par des meurtriers qui obéissaient à la double influence de l'Angleterre et du fanatisme protestant; John Knox, s'il ne prit pas une part directe

à cet acte de sang, se chargea du moins de l'approuver en langage biblique. Beaton ne fut pour lui qu'un lévite apostat égorgé par un saint zèle au pied de l'autel. Pour Henry VIII, les conspirateurs étaient des agents fidèles de l'Angleterre qu'il devait soutenir publiquement contre le châtiment des lois. Ils s'étaient retirés dans le château de Saint-André, où ils défiaient la régente, lorsqu'une armée française vint aider Marie à les soumettre; parmi les prisonniers se trouva John Knox, qu'on envoya en France passer dix-huit mois aux galères.

Après la mort de Henry VIII, le protecteur Somerset continua à demander la main de la jeune reine pour le jeune Edouard, et fit appuyer sa demande par une armée qui gagna la fameuse bataille de Pinkie. Ce fut un coup mortel pour la nation écossaisse, mais qui parut d'abord servir les intérêts du parti catholique, en lui fournissant le prétexte d'envoyer Marie Stuart à la cour de Henry II, où elle fut fiancée au dauphin. La guerre continua, mais les querelles intestines de Somerset et de Warwick amenèrent la paix entre la France et l'Ecosse d'une part et l'Angleterre de l'autre.

Marie de Guise, jalouse d'attirer à elle toute l'autorité comme régente, parvint à faire abdi-

quer le comte d'Arran en sa faveur; elle crut pouvoir faire alors sans danger quelques concessions aux réformés; mais s'apercevant que les doctrines nouvelles ne pouvaient s'imposer à elles-mêmes de rester stationnaires, elle leur retira sa protection; John Knox de retour fit entendre « le son de la trompette contre le régiment des femmes », et les principaux réformés, les uns par esprit de prosélytisme, les autres décidés à dépouiller le clergé, se liguèrent sous le nom de « Lords de la Congrégation », par une ligue ou *covenant* dont le terme devait être le triomphe absolu du calvinisme. Deux chefs puissants s'associèrent alors à ce parti; le premier fut l'ancien régent que les Guises avaient créé duc de Châtellerault, mais dont le fils avait embrassé la réforme et avait détaché son père du parti catholique; le second fut le fameux Murray, bâtard de Jacques V, prieur de Saint-André depuis l'âge de sept ans. L'ambition et les talents de Murray le mirent à la tête de la congrégation comme chef politique. J. Knox en était le chef spirituel. De nombreux renforts furent envoyés de France par les Guises à leur sœur, et avec ces missionnaires armés vinrent un évêque et trois docteurs de Sorbonne, qui ne se croyaient pas les personnages les moins importants d'une expé-

dition à la fois théologique et militaire. Bientôt le bruit des armes couvrit celui de leurs argumentations. Si le règne de Marie d'Angleterre eût plus long-temps duré, les protestants d'Ecosse, réduits à leurs propres forces, eussent été en danger; déjà même la reine se voyait sur le point de les soumettre ou de les anéantir, lorsqu'une flotte d'Elisabeth, qui avait succédé à sa sœur Marie, vint contrebalancer les secours de la France; un traité arrêta l'effusion du sang, et ce fût même en apparence une réconciliation entre les catholiques et les protestants. Comme d'un mutuel accord, on feignit de laisser de côté la question religieuse, en stipulant seulement que les Français et les Anglais quitteraient en même temps l'Ecosse, ce qui fut fait; mais c'était abandonner la partie aux plus audacieux.

La régente mourut, et ce fut probablement de douleur, disent les historiens; Knox, occupé à rédiger une profession de foi, trouva le temps de maudire son cercueil; un parlement s'assembla; la Congrégation, sûre de sa force, y fit parler ses tribuns en maîtres, et déjà même en persécuteurs. Cependant François II venait de mourir; Marie Stuart fut invitée à venir s'asseoir sur le trône d'Ecosse.

CHAPITRE XIII.

MARIE STUART.

Il est peu de noms qui réveillent autant de souvenirs que celui de Marie Stuart. Il est peu d'images aussi connues que la sienne. Ce n'est pas seulement en Ecosse que la poésie et le roman, les ballades populaires et le théâtre nous entretiennent d'elle tous les jours, et que la peinture reproduit sans cesse ce visage si beau et si doux. Son « adieu au plaisant pays de France » nous fait encore verser des larmes, comme si d'hier dataient ses adieux au pays de sa prédilection et la longue suite de ses malheurs. La beauté de Marie sembla d'abord devoir être une puissance (1); mais cette beauté fatale lui suscita encore plus d'amants ambitieux que de serviteurs

(1) « Notre petite reinette écossaise, disait Catherine de Médicis, n'a qu'à sourire pour tourner toutes les têtes françaises. »

sincères. Ce fut l'occasion de ses faiblesses, le prétexte des plus atroces calomnies. Les graces d'une femme ne furent bientôt que des armes bien fragiles dans un pays où l'austère presbytérianisme portait le coup de mort à l'esprit galant de la chevalerie. La beauté de Marie Stuart fut un crime aux yeux de John Knox, à qui elle n'inspira que d'outrageants reproches. Enfin le mauvais génie de la jeune reine d'Ecosse était assis sur le trône d'Angleterre sous la forme d'une autre reine, qui convertit presque en haine de femmes jalouses la rivalité politique des deux royaumes.

Quoique, par la réduction de Calais, les Anglais fussent enfin à jamais expulsés du sol français, Elisabeth n'avait pas hésité à prendre le double titre de reine d'Angleterre et de France. A l'instigation des Guises, et comme représailles, Marie Stuart avait accepté celui de reine d'Ecosse et d'Angleterre; Elisabeth en avait été d'autant plus blessée, qu'elle avait cru y voir une allusion à sa naissance, dont la légitimité pouvait être contestée. Quand le traité de Leith, qui liait les auxiliaires anglais et français eut été conclu, elle s'empressa de l'envoyer à Marie pour qu'elle l'approuvât, tenant surtout au sixième article qui exprimait la reconnaissance pleine et

entière de ses droits à la couronne de Henry VIII. Marie refusa long-temps sa signature à un traité fait sans sa participation par des sujets rebelles, et s'en référa au parlement qu'elle devait convoquer elle-même à son retour ; ce fut le premier grief d'Elisabeth contre Marie. Digne fille de Henry VIII et de Anne de Boulen, à la fois hautaine et dissimulée, coquette et pédante dans l'orgueil de sa science théologique, Elisabeth s'irrita toute sa vie au seul nom de Marie; comme Anglaise, elle haïssait en elle la reine de France et d'Ecosse; comme protestante, la reine catholique; comme vouée au célibat et à la stérilité, l'épouse et la mère; comme prétendant régner par sa beauté sur tous les cœurs, celle qu'on proclamait la plus belle des reines; enfin comme étant le dernier débris de la maison de Tudor, celle qui pouvait être son héritière.

Quand Marie songea à prendre un époux, il n'y eut point d'intrigues qu'Elisabeth n'inventât pour rompre tous les mariages que lui conseillait son cœur ou la raison d'état; quand la démocratie religieuse humilia tous les rois dans la personne de Marie, Knox fut soudoyé par Elisabeth; quand les seigneurs se révoltèrent, elle soudoya la révolte des seigneurs; quand dans sa fuite elle réclama un asile chez la reine d'Angle-

terre, elle y trouva la captivité, les ennuis d'une longue prison, et enfin son supplice.

Les ennemis ne manquèrent pas à Marie dans son propre royaume. Son frère lui-même, qu'elle avait fait son premier ministre, devint son persécuteur et usurpa la royauté moins le titre. Déjà Murray avait engagé Elisabeth à faire sa sœur prisonnière par ses vaisseaux, lorsqu'elle partit de France. Sans doute la violence de la réforme eût suffi à briser plus tôt ou plus tard le sceptre de Marie, reine catholique; mais par une fatalité doublement cruelle, ce furent ses proches qui se rendirent les instruments de cette révolution régicide. L'intérêt qu'inspire une vie d'ailleurs bien connue nous défend de nous y arrêter ici, de peur d'être entraîné à dépasser les limites de notre plan. C'est à l'histoire générale d'Ecosse de raconter les premiers dangers de Marie Stuart quittant la France pour l'Ecosse, l'enthousiasme causé par son débarquement, les trahisons de son frère et de Maitland, les machinations insidieuses d'Elisabeth contre elle, son mariage avec Darnley, la répression d'une première révolte, la mort de Rizzio, coupable d'amuser sa souveraine avec l'aide des beaux-arts; l'effroi causé par cette mort, effroi qui alla se communiquer jusqu'au fruit que la reine portait dans son sein;

le meurtre de Darnley, procès criminel mal éclairci, sur lequel la postérité n'a pas prononcé encore; la plus belle des reines comme fascinée de terreur par le farouche Bothwell, qui la condamne à un hymen sanglant et à une odieuse complicité; sa fuite, sa prise, son entrée dans sa capitale, précédée de lugubres drapeaux, sa prison au Loch-Leven, son abdication arrachée par de nouvelles violences, son évasion, sa dernière défaite à Longside, sa prison en Angleterre, l'indifférence de son fils, son jugement après dix-huit ans de captivité; sa fermeté devant ses juges, sa condamnation, son martyre, et son regret, à la vue de la hache, de n'être point décapitée avec une épée à la française.

Avec Marie succombèrent en Ecosse et l'influence de la France et la religion catholique, qui se réfugia dans quelques comtés du bas-pays et parmi les clans des montagnes.

CHAPITRE XIV.

LES RÉGENTS ET JACQUES VI D'ÉCOSSE.

Pendant les dix-huit ans de la captivité de Marie Stuart, l'anarchie régna maintes fois en Écosse, et lorsque Élisabeth eut à craindre sa délivrance, c'étaient les mécontents d'Angleterre qui l'inquiétaient plus que les sujets de sa prisonnière: elle entretint habilement les séditions autour des quatre régents qui précédèrent l'avénement de Jacques VI, et se servit à propos de la menace de rendre la liberté à Marie, pour les tenir sous sa dépendance ; une seule fois elle était réellement d'accord avec Murray pour renvoyer la reine dans ses états, mais c'était sur l'assurance qu'elle y reparaîtrait en accusée, et condamnée d'avance. Sur ces entrefaites, la mort tragique de Murray vint laisser à la charge d'Élisabeth le supplice de sa rivale; Murray fut assassiné par Hamilton de Bothwellhaugh, qu'il

avait dépouillé de ses biens, et dont la femme avait perdu la raison par suite des mauvais traitements qu'elle avait subis. Le comte de Lennox, père de Henry Darnley, lui succéda ; un moment le parti français, ou catholique, releva la tête, mais fut vaincu et réduit désormais à conspirer, ou à inquiéter le gouvernement par quelques audacieux coups de main. Lennox fut assassiné dans une tentative de révolution, qui n'aboutit qu'à cet acte de vengeance. Le comte de Mar fut choisi par les nobles pour le remplacer. C'était un homme bien intentionné, qui mourut de douleur en voyant qu'il n'était entouré que d'ambitieux qu'irritait sa modération. Morton s'empara du gouvernement et ne fut pas plus heureux que Mar en suivant un système contraire ; sa hauteur, ses violences et ses exactions lui suscitèrent une foule d'ennemis, même parmi ceux qui applaudissaient à ses rigueurs contre les catholiques ; il perdit la régence et la reprit en s'emparant de la personne du jeune roi ; mais celui-ci commençait à se croire d'âge d'homme ; il secoua le joug, et fit juger et exécuter Morton. Jacques gouverna d'abord avec de jeunes favoris ; les nobles en furent jaloux, et se révoltèrent contre le fils, comme jadis contre la mère ; ils étaient soutenus par le clergé presbytérien,

qui s'écria que des favoris dissolus ne pouvaient que rendre le monarque idolâtre et papiste. Depuis le triomphe de la réforme, le clergé prétendait exercer un droit de censure illimité dans le gouvernement civil. Élisabeth avait d'abord favorisé cette rébellion ; elle l'étouffa en se déclarant pour Jacques, dont la dépendance devint le prix de sa médiation. Le roi d'Écosse se trouvait par là enchaîné à la cause d'Élisabeth contre sa propre mère. Intéressé à la captivité de Marie Stuart, il laissa bientôt croire à l'Europe qu'il l'était à sa mort, tant il composa froidement sa douleur quand le sacrifice fut consommé. L'Espagne jugea qu'il était de son honneur d'embrasser plus vivement la cause d'une royale victime ; mais ici l'honneur de l'Espagne était aussi l'intérêt du papisme, et Jacques, comme héritier du trône d'Élisabeth, avait à ménager l'orgueil national de l'Angleterre ; il se déclara contre Philippe, et rendit des actions de graces au ciel de la dispersion de l'Armada. Élisabeth ne fut pas tellement touchée de ce *désintéressement* de Jacques, qu'elle ne vît avec jalousie qu'il songeait à se marier ; ce fut malgré ses intrigues que le roi d'Ecosse épousa une princesse de Danemarck.

Dans les dernières années du règne d'Élisabeth, Jacques sut gagner à sa cause les ministres

de cette souveraine, afin de s'assurer d'une utile assistance au moment de sa mort. Il voulait aussi prouver à l'Angleterre qu'il était digne de continuer le règne de la savante Elisabeth, et ce fut un *livre* sur la théorie du gouvernemeut, le *Basilicon doron*, qui lui servit de manifeste.

Les disputes entre le roi et le clergé presbytérien se renouvelèrent plus d'une fois, et irritèrent la vanité littéraire de Jacques autant que son amour pour le pouvoir. Il fut plus heureux dans ses efforts pour pacifier les montagnes, que dans ses thèses scholastiques; la conspiration de Gowrie donna cependant une pauvre idée de son courage et de sa fermeté. Mais enfin Elisabeth mourut; Cecil, fidèle à ses engagements secrets, fit avertir Jacques qui courut prendre possession du trône d'Angleterre.

CHAPITRE XV.

JACQUES VI D'ÉCOSSE OU JACQUES Ier D'ANGLETERRE. — SON PROJET D'UNIR LES DEUX ROYAUMES. — SES TENTATIVES POUR CONVERTIR LES PRESBYTÉRIENS A L'ÉPISCOPAT ÉCHOUENT. — SON VOYAGE EN ÉCOSSE. — SA MORT. — SON CARACTÈRE.

Jacques VI était aux yeux des Anglais un souverain étranger : sa mère avait péri sur l'échafaud dans ce même royaume que sa naissance l'appelait à gouverner ; mais les intérêts des divers partis triomphèrent des antipathies nationales. Les puritains avaient précédemment sollicité et obtenu l'intercession de Jacques auprès d'Elisabeth. Les épiscopaux voyaient en lui un prince que son éducation et ses goûts prévenaient en faveur de l'église anglicane. Les catholiques pouvaient attendre au moins quelque tolérance de la part du fils de Marie Stuart : leur chef, le comte de Northumberland, entretenait depuis plusieurs années une correspondance active avec le monarque écossais. Dans cette Angleterre enfin, où naguère la vacance du trône sus-

citait tant d'ambitieux, aucun prétendant ne pouvait plus opposer à Jacques une rivalité dangereuse parmi les nobles, décimés en quelque sorte par les guerres civiles des « deux roses », encore ruinés la plupart, malgré les dotations qui leur avaient été faites par Henry VIII aux dépens des abbayes, et accoutumés au rôle de courtisans dociles par la superbe Elisabeth. Le nouveau monarque admira la facilité avec laquelle ses nouveaux sujets avaient changé trois fois de religion sous les Tudor, voté et payé les impôts et les dons gratuits; les grands renonçant à leur puissance féodale, la bourgeoisie à ses franchises, tandis que la noblesse de son ancien royaume conservait ses juridictions territoriales, et que le parlement ainsi que l'église presbytérienne exerçaient à l'envi leur « droit de remontrance ». L'uniformité des lois pour les deux pays devait donc tenter Jacques comme un moyen de réduire l'esprit séditieux de l'Ecosse; en effet l'*union* des royaumes fut une des premières pensées du nouveau monarque. Des commissaires furent nommés à cet effet; mais cette tentative prématurée, impolitique même, ne fit qu'alarmer les Ecossais, et n'aboutit qu'à une alliance fédérative.

Jacques échoua également dans son projet

d'établir la conformité des cultes : le presbytérianisme d'Ecosse s'effraya des prétentions de l'épiscopat ; ni l'intrigue, ni les promesses, ni les menaces ne purent réconcilier les deux clergés. Dans les conférences d'Hampton-Court, le roi lui-même parla en docteur plutôt qu'en roi, inspiré autant par son amour pour les arguties de la théologie que par cet instinct anti-démocratique qui, malgré son éducation presbytérienne, le rattachait aux doctrines anglicanes, et peut-être dans le fond aux doctrines catholiques. Déjà même, avant de monter sur le trône d'Angleterre, Jacques s'était exprimé assez clairement à ce sujet dans son *Basilicon doron*, et la servilité du clergé anglican avait dû lui faire prendre encore plus en haine l'âpreté des héritiers de John Knox. Il avait vu à Hampton-Court les évêques prosternés à ses pieds s'écrier que Sa Majesté parlait par l'inspiration du Christ. En Ecosse ayant voulu imposer silence, au nom du bon sens, aux invectives d'un prédicateur, celui-ci lui avait répondu : « Je ne veux point parler bon sens. »

En quittant l'Écosse, Jacques avait promis de visiter son royaume natal tous les trois ans : l'exécution de cette promesse fut long-temps différée.

Enfin, en 1616, il partit pour Edimbourg ;

son entrée en Ecosse fut un triomphe, et un triomphe selon ses goûts scholastiques, car les panégyriques et les vers latins ne lui furent pas épargnés ; mais ce qui charma surtout le monarque, fut l'accueil que lui firent les universités ; aussi voulut-il que les professeurs argumentassent en sa présence. Il lutta lui-même avec eux par de savants jeux de mots, et promit de leur témoigner sa satisfaction par ses libéralités. Mais il fut un peu refroidi par le non-succès de ses nouveaux efforts en faveur de l'uniformité des cultes ; il fallut acheter bien cher les consciences du parlement d'Ecosse pour obtenir son approbation de certaines mesures favorables à l'épiscopat, et le clergé, toujours plus indocile, protesta contre *les cornes* de la mitre et les rites de l'anglicanisme, comme contre une usurpation illégitime. Treize évêques furent admis dans la hiérarchie presbytérienne ; mais dans un débat devant le conseil privé, le ministre Melville osa déchirer le linon du surplis de l'archevêque de Cantorbéry, en l'appelant *guenille* de Rome ; il déclara illégales les assemblées de l'église réunies au nom du roi, et attribua à Satan les « sept articles de Perth », légères modifications de la liturgie écossaisse. On ne put qu'exiler Melville, qui mourut à Sedan.

Les rapports de Jacques avec l'Écosse se bornèrent presque à ces transactions théologiques et à la pacification des frontières (*Border*). Il mourut à l'âge de cinquante-sept ans, la vingt-deuxième année de son avénement à la couronne d'Angleterre (1). Ce prince, devenu plus puissant qu'aucun de ses prédécesseurs, sans avoir justifié sa fortune par aucune grande qualité, eut aussi en partage plus de bonheur qu'aucun prince de son nom avant et après lui; bonheur d'autant plus remarquable, que son règne est placé dans l'histoire entre deux échafauds, celui de Marie Stuart sa mère, et celui de Charles Ier son fils. Il n'avait ni beauté dans sa personne, ni héroïsme dans l'esprit. Constant en amitié, il choisit généralement fort mal ses amis. Naturellement doux et clément, il eut pour ses favoris de coupables complaisances, et lui-même il se laissa aller à des excès de vengeance. Il avait rapporté de sa cour presbytérienne d'Écosse des habitudes bourgeoises et mesquines; il croyait être affable lorsqu'il n'était que trivialement familier; gâtant son instruction par son pédantisme et sa vanité, il voulut aussi quelquefois se montrer magnifique et généreux : il n'était alors que prodigue sans discernement.

(1) 1603.

La rivalité entre les deux peuples sembla, sous Jacques Ier, n'être plus qu'une lutte de courtisans. Les Écossais accouraient en foule à Londres avec la prétention d'avoir la préférence sur les Anglais dans la distribution des faveurs royales. Les plus pauvres gentilshommes venaient montrer fièrement autour du trône leur pourpoint percé au coude, et s'étonner de ne pas être toujours reçus avec familiarité par un roi de leur pays, naguère presque aussi pauvre qu'eux. La jalousie des Anglais fut d'accord avec la vanité du monarque pour renvoyer dans leurs manoirs la plupart de ces « mendians d'Écosse », comme on les appelait; mais ce ne fut qu'après des querelles dont quelques unes furent sanglantes.

L'Angleterre retira plus d'avantages du nouveau règne que l'Écosse : dans ses fausses idées sur le « métier de roi » (1), Jacques avait cru pouvoir disposer à son gré de la conscience religieuse de ses anciens sujets, et son amour pour l'argumentation devint de l'intolérance (2).

Les Stuarts, dans la personne de Jacques Ier, arrivèrent au trône d'Angleterre à peu près à la

(1) *Kingcraft*, mot favori de Jacques.

(2) Sir Walter Scott a peint ce prince au physique et au moral dans les *Aventures de Nigel*.

même époque que les Bourbons au trône de France ; il avait fallu que le roi de Navarre renonçât au culte protestant pour succéder à Henry III ; si le roi d'Écosse eût été élevé comme sa mère dans le catholicisme, il n'eut pas probablement succédé à Élisabeth. Des chefs de ces deux dynasties l'un était un guerrier dont la tête avait grisonné sous le casque, l'autre un pédant qui avait peur de la vue d'une épée ; que de contrastes dans les qualités comme dans les défauts de ces deux princes, si l'on voulait poursuivre le parallèle.

CHAPITRE XVI.

AVÉNEMENT DE CHARLES Ier. — IL PENCHE POUR LE GOUVERNEMENT DE DROIT DIVIN, ET VEUT ÉTABLIR L'ÉPISCOPAT EN ÉCOSSE. — ÉCOSSAIS AU SERVICE DE LA SUÈDE. — CHARLES VA SE FAIRE SACRER EN ÉCOSSE. — OPPOSITION DU CLERGÉ PRESBYTÉRIEN. — PERSÉCUTION. — INSURRECTION. — COVENANT.

Charles était né à Dumferline le 29 novembre 1600 : c'était en 1616 que, par la mort de son frère Henry, il était devenu l'héritier de la couronne de son père. Le nouveau roi, n'étant que prince de Galles, avait eu quelquefois une conduite légère ; mais ses bonnes qualités dominaient plus souvent ses défauts, et jamais monarque ne fut salué de plus d'acclamations que Charles Ier lorsqu'il monta sur le trône (1625). Par malheur, le fameux comte de Buckingham était son favori, et ce seigneur sacrifia la gloire de son maître à ses vices. Les douze premières années du règne de Charles Ier furent signalées par ses premières luttes avec le parlement d'Angleterre ; mais l'Écosse jouit de la plus complète tranquillité. Ce-

pendant en Écosse même, germaient déjà les semences des guerres civiles qui bouleversèrent plus tard les deux royaumes. Charles se croyait de bonne foi monarque absolu par la grace de Dieu, en se comparant aux rois de France et d'Espagne, ou plutôt en se regardant comme l'héritier des Tudors, plus absolus qu'aucun roi du continent. Chaque concession qu'il faisait à ses peuples lui semblait être un don libre de sa clémence ; et chaque fois qu'il attaquait un privilége ou une franchise nationale, il pensait n'user que de ses droits : c'étaient là les résultats de l'éducation qu'il avait reçue de son père, et Buckingham ne lui épargnait pas dans l'occasion ses perfides conseils. Les nobles d'Ecosse se virent, dès le commencement de ce règne, menacés dans la possession des biens et revenus ecclésiastiques qu'ils avaient usurpés sur le clergé à l'époque de la réforme ; leur ressentiment éclata directement ou indirectement toutes les fois qu'ils en trouvèrent l'occasion.

Depuis l'avénement des Stuarts à la couronne d'Angleterre, la paix intérieure aurait bientôt fatigué l'esprit aventureux des Écossais, si une carrière ne s'était ouverte à eux dans le nord de l'Europe, où ils purent aller dérouiller leurs épées. Déjà un régiment avait été levé en Écosse,

pour le roi de Danemarck, par le général Monro; le grand Gustave-Adolphe de Suède appela les Écossais en plus grand nombre sous ses drapeaux, et plus de dix mille s'y rendirent avec l'agrément tacite de Charles. Ces soldats contribuèrent à la victoire de Leipsick, au siége de Magdebourg, et à la gloire dont Gustave mourant se couvrit à Lutzen : ceux qui depuis retrouvèrent le chemin de leur patrie furent d'excellents maîtres de discipline pour les troupes qui combattirent sous les étendards du Covenant (1).

Cependant Charles désirait se faire couronner roi d'Écosse en Écosse même ; il entreprit comme son père le voyage d'Édimbourg, et comme lui il fut reçu avec enthousiasme. Par malheur, dans le fils, comme dans le père, le théologien l'emporta encore sur le roi, et à Buckingham avait succédé dans la faveur de Charles l'évêque de Londres, Laud, aussi zélé pour la suprématie épiscopale que Charles l'était pour la prérogative royale. Le prince et l'évêque obtinrent d'abord beaucoup. Un siége épiscopal fut érigé dans

(1) Voyez la *Légende de Montrose*, où le capitaine Dalgety est le type de ces vétérans écossais. La brigade écossaise contribua surtout au gain de la bataille de Leipsick en faisant usage du feu de peloton, qui était inconnu dans la tactique des Impériaux.

Edimbourg. Pour la première fois, depuis la réforme, les sceaux furent confiés à un ecclésiastique, l'archevêque Spottiswood, et sur quatorze autres prélats, neuf entrèrent au conseil, où leur influence prépondérante, et quelquefois leur orgueil, révoltèrent la noblesse et le peuple. Le rétablissement des abbés mitrés fut proposé par eux; et Laud eût même voulu qu'on ne tardât pas davantage à proclamer la liturgie anglicane. En général, les prélats les plus jeunes se montraient les plus exaltés; les plus vieux avaient plus de prudence, sinon moins d'ambition. Cependant la défiance fit naître des alarmes plus vives. Le roi n'était plus en Ecosse; quatre ans de délai donnèrent le temps aux mécontents les plus hardis de prêcher la résistance; et quand le nouveau service fut enfin ordonné et célébré dans les églises, le tumulte grondait déjà. Dans la cathédrale de Saint-Gilles, au milieu d'une assemblée nombreuse, une vieille femme (1), indignée contre le doyen qui voulut officier en surplis, lui cria : « Oses-tu bien nous dire la messe? Que la colique du diable te serre les entrailles, voleur que tu es! » Puis saisissant la chaise ou le banc sur lequel elle était assise, elle le lui jeta à la

(1) C'était une fruitière nommée Jenny Geddes.

tête. Ce fut un signal pour les autres femmes du peuple qui se précipitèrent sur le doyen pour lui arracher son odieux surplis. L'évêque s'interposa et monta en chaire, mais ne put se faire respecter. On fit sortir du temple les plus mutins; la multitude assiégea les portes, brisa les fenêtres, et empêcha que le service fût continué, en criant : « Un pape! un pape! A l'antechrist! lapidez-le! » L'évêque et le doyen échappèrent avec peine à la vengeance des séditieux. Ces tumultes se renouvelèrent; des pétitions et des dénonciations contre les prélats furent adressées à Londres. Les grands et le peuple firent cause commune; on jura le maintien du presbytérianisme dans les assemblées particulières, puis dans les places publiques; une alliance générale de la nation fut enfin arrêtée sous les auspices d'une espèce de comité appelé les *Tables*, d'après les tables autour desquelles se réunissaient les membres. Telle fut l'origine du fameux Covenant. Ce Covenant était une profession solennelle de la religion réformée, — « une minutieuse abjuration des rites, des doctrines et de toute la discipline de Rome, de ses sacrements bâtards, de sa messe diabolique, de ses saints, de ses anges, de sa confession, de son eau bénite, de sa monarchie temporelle, de sa hiérarchie

« maudite, de sa prêtrise inique, y compris la « liturgie anglicane qui en était une dérivation.» — Le covenant fut juré dans toutes les églises, au milieu de l'enthousiasme : cette cérémonie suspendit même dans la partie protestante des Highlands toutes les haines de clans pendant deux mois. Ce fut « la seconde réformation, sanctifiée par Dieu lui-même », et comparée par ses progrès « au nuage d'Élisée, qui en un instant s'étendit dans tout le firmament. » De l'adoption du presbytérianisme il faut faire dater une réforme réelle dans les mœurs extérieures de l'Écosse, et ce caractère de dévotion austère et de sombre réserve qui distingue encore les descendants des Covenantaires.

Charles effrayé fit des concessions, ou plutôt des demi-concessions, en prince qui cède malgré lui. En révoquant sa liturgie il eût voulu abolir le covenant presbytérien, et il fit proclamer un *Covenant du roi*, pour l'opposer à l'autre ; mais le Covenant du roi fut repoussé comme un odieux subterfuge : « Dieu a ratifié le Covenant de l'Écosse », s'écria une femme enthousiaste ; « Satan a ratifié le Covenant du roi. » Une assemblée générale du clergé fut convoquée par Charles lui-même à Glascow, et présidée par le duc de Hamilton ; mais son premier acte fut de mettre en

accusation tous les prélats. Le duc de Hamilton voulut la dissoudre : l'assemblée se déclara permanente, et excommunia les évêques, ainsi que tous ceux qui signeraient le Covenant du roi. L'Écosse presbytérienne n'avait plus qu'à prendre les armes; elle le fit au nom de JÉSUS COVENANTAIRE. Une armée de vingt-six mille hommes fut levée et mise sous les ordres d'Alexandre Lesly, général sorti de l'école de Gustave-Adolphe; la bannière aux armes d'Écosse portait cette devise en lettres d'or : POUR LA COURONNE DU CHRIST ET LE COVENANT (1).

Il fallut bien se décider à la guerre; l'étendard royal rassembla à York une nombreuse armée. Qui eût dit aux ancêtres de Charles, du temps des Édouard et des Henry, qu'un Stuart conduirait un jour lui-même la chevalerie anglaise à l'invasion de son royaume héréditaire? Le presbytérianisme devint alors une nouvelle forme de la nationalité écossaise : une flotte commandée par le marquis de Hamilton se montra dans le golfe d'Edimbourg, pendant que le roi s'avançait à la tête de vingt-trois mille hommes. Les Écossais n'en conçurent aucun effroi et franchirent la

(1) Voyez, dans les *Chants populaires d'Écosse, la Marche de Leslie.*

frontière ; mais Charles répugnait à une bataille. Au lieu d'en donner le signal il entama des négociations, et désirant la paix, il l'obtint par de nouvelles concessions. Les deux armées furent licenciées; mais le levain de la révolte était dans tous les cœurs : le presbytérianisme se sentait désormais la force d'être exigeant. D'ailleurs l'exemple de l'Écosse n'avait pas été perdu pour les mécontents de l'Angleterre; ce que les uns avaient demandé et presque conquis les armes à la main pour leur conscience religieuse, les autres se croyaient en droit de le demander et de le conquérir par les mêmes moyens pour leurs libertés politiques. Les uns et les autres entrèrent en communication secrète ; ce fut après de nouvelles défiances et de nouvelles prétentions que les presbytériens d'Écosse arborèrent une seconde fois l'étendard de la révolte. Charles trouva une nouvelle armée pour l'opposer aux rebelles. Cette fois-ci c'était le tour des Écossais d'envahir l'Angleterre. Les négociations arrêtèrent encore l'effusion du sang ; mais les Écossais se montrèrent moins prompts à mettre bas les armes, et leurs commissaires allèrent à Londres même pour signer le traité de pacification, pendant que leurs soldats obtenaient par avance d'être soldés par le trésor royal.

CHAPITRE XVII.

LES COMMISSAIRES ÉCOSSAIS A LONDRES. — LEUR IMPORTANCE. — GUERRE CIVILE. — CHARLES SE REND A L'ARMÉE ÉCOSSAISE, QUI LE VEND AU PARLEMENT. — SA MORT.

Les commissaires écossais trouvèrent à Londres ce Long-Parlement qui éleva toutes les grandes questions des franchises nationales, et les décida enfin par une révolution d'abord constitutionnelle et peu à peu républicaine. Tel était déjà le progrès des idées démocratiques a Londres, qu'une sorte de sympathie pour les doctrines du presbytérianisme, représentées par les commissaires écossais, entoura bientôt leurs personnes de la vénération publique. Leur chapelle particulière était envahie par une foule où tous les rangs se mêlaient. La parole de leur prédicateur porta ses fruits; et ces mêmes Écossais, si opposés à la conformité du culte des deux royaumes, se laissant aller à l'ambition du prosélytisme, purent espérer cette « conformité » dans le sens de l'adoption générale du Covenant. Les communes et la cour rivalisèrent d'égards

pour les représentants de l'Écosse en armes, qui traitèrent avec le roi dans les formes et sur les bases qu'ils voulurent. Plus tard, quand Charles, privé de ses ministres, menacé dans tous ses pouvoirs par le parlement, ouvrit les yeux sur sa position critique, ce fut en Écosse même qu'il résolut d'aller chercher un dernier appui. Sans doute il espérait ramener à lui les grands seigneurs et les chefs des grandes familles. Déjà il avait gagné le marquis de Montrose, naguère engagé sous les drapeaux du presbytérianisme. Mais les chefs populaires des communes avaient de leur côté fait une alliance secrète avec les chefs les plus influents de l'armée écossaise. Le roi trouva Montrose en prison, et fut obligé de parler plus en suppliant qu'en roi à ses sujets, soit dans le parlement, soit sous les tentes du camp. Il fut prodigue de graces et de promesses: mais la révolution était imminente; l'ascendant des communes d'Angleterre l'emporta sur l'autorité royale. De retour à Londres, Charles ne reçut du parlement que des remontrances sur le passé. La bourgeoisie et le peuple lui adressèrent d'abord de séditieuses pétitions, et puis réclamèrent contre les abus par des rassemblements. Les dénominations de « Cavaliers » et de « Têtes rondes » devinrent une autre sorte de ma-

CHAPITRE XVIII.

EFFET QUE LA MORT DE CHARLES PRODUIT EN ÉCOSSE. — L'ÉCOSSE RECONNAÎT CHARLES II. — MONTROSE.

Cet événement tragique prouva, par l'effet qu'il produisit en Écosse, que ce royaume avait cru moins combattre pour la démocratie politique que pour la liberté religieuse. Les paroles de Charles retentirent dans tous les cœurs. « Les Écossais, avait-il dit avant de se livrer à eux, ont souvent déclaré qu'ils ne combattaient pas contre moi, mais pour moi. Je dois maintenant trouver le mot de l'énigme de leur loyauté, en leur offrant l'occasion de montrer au monde s'il faut s'en rapporter à leurs paroles plutôt qu'à leurs actions. » Quand le marché avait été conclu : « Je proteste, avait-il écrit, que les Écossais ne m'ont point trompé en ceci, car ce sont des hommes à qui je me suis confié. S'ils m'ont réellement vendu, j'en suis fâché pour eux, et je regrette que ce soit à un prix tel-

lement au-dessus de celui du Sauveur. » Toutes ces paroles et d'autres, dignes d'un martyr, avaient été scellées par le sang de Charles. Ce sang était plus écossais qu'anglais. Les principes monarchiques se réveillèrent un moment chez les royalistes tièdes : les plus violents presbytériens n'osèrent justifier la vente du roi quand il ne fut plus ; d'ailleurs ils se voyaient débordés dans le parlement et à l'armée par les Indépendants. La monarchie était garantie par le Covenant lui-même. Les commissaires écossais avaient protesté contre le régicide : l'Écosse, en expiation de la part qu'elle y avait eue, se crut obligée de reconnaître Charles II, qui fut proclamé immédiatement. On se réserva seulement de lui dicter des conditions pour protéger la foi presbytérienne et l'indépendance du royaume. Charles II était alors à La Haye avec les royalistes vaincus, et entre autres avec Montrose, qui fut d'avis de combattre et non de traiter avec des rebelles. Charles hésita, et, se décidant pour ces deux partis à la fois, il entra en négociation en laissant partir le vaillant marquis pour l'Écosse à la tête d'un corps d'auxiliaires allemands. Les propositions du parlement écossais furent renouvelées à Bréda, et elles venaient d'être acceptées, lorsqu'on apprit la malheureuse issue du

dévouement de Montrose, qui, défait dans les Highlands, proscrit, fugitif, fut livré à Lesly, et condamné au supplice des traîtres. Il répondit avec une fierté pleine de noblesse aux lâches insultes du clergé presbytérien, qui le persécuta de ses importunités jusqu'à son dernier soupir. « Je serai plus heureux, dit-il, d'avoir ma tête exposée sur les murs d'une prison, que mon portrait dans la chambre du roi. » Quand le bourreau lui attacha au cou, par dérision, l'histoire de ses exploits qui avait été imprimée à Paris, il sourit en disant qu'il préférait cette décoration aux insignes de la Jarretière, et demanda si c'était la dernière indignité qu'on lui réservait. Ainsi mourut ce héros royaliste, dont l'héroïsme fut irréfléchi peut-être, comme l'ont prétendu les historiens, mais digne encore d'être classé parmi les grands hommes de Plutarque par le cardinal de Retz. Son rival, ou plutôt son ennemi, le duc d'Argyle était à la tête du parti contraire : on l'accusa avec quelque raison d'avoir cherché dans sa mort un triomphe personnel. Argyle était le chef du clan des Campbells, dans lequel nous trouverons par la suite une opposition héréditaire aux Stuarts.

CHAPITRE XIX.

CHARLES II EN ÉCOSSE. — CROMWELL, GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE. — IL DÉFAIT LES ÉCOSSAIS. — COURONNEMENT DE CHARLES II. — IL FAIT UNE INCURSION EN ANGLETERRE. — EST DÉFAIT A WORCESTER.

Charles II se récria contre l'exécution de Montrose comme si c'était une violation du traité; mais on lui répliqua en lui faisant entendre que son honneur était intéressé à garder le silence : c'était le menacer de faire connaître les instructions qu'il avait secrètement données au vaillant marquis pour continuer la guerre et l'invasion sans avoir égard au traité de Bréda. Charles souscrivit à tout, et ayant promis d'observer le Covenant, il s'embarqua pour l'Écosse. A son arrivée, il fut reçu avec des témoignages de respect. Sa table, sa suite, ses équipages étaient d'un roi; mais les Covenantaires se réservaient tout le pouvoir, et l'insolence du clergé lui faisait surtout sentir qu'il n'était qu'un prisonnier couronné : il sut toutefois réprimer assez

sa légèreté naturelle pour assister au service presbytérien, et écouter les longs sermons des prédicateurs avec une certaine gravité, que trahissaient par moments quelques signes d'impatience ou un sourire moqueur (1).

Cependant les Écossais auraient désiré conserver la neutralité vis-à-vis de l'Angleterre : ils furent déçus de cet espoir. Leur traité avec Charles était déjà un acte d'hostilité aux yeux des Indépendants, qui se souvenaient d'ailleurs des précédentes invasions. La république devait être naturellement soupçonneuse. Tout pouvoir qui commence a besoin d'agir pour ne pas douter de lui-même. La guerre fut décidée : on rappela Cromwell d'Irlande, et Fairfax, qui avait d'abord accepté le comman-

(1) Parmi d'autres aventures non moins ridicules, on raconte qu'un tête-à-tête amoureux de Charles fut observé par un voisin curieux. Un vieux ministre fut député par ses confrères pour reprocher au roi ce scandale énorme. Introduit devant le monarque, il se borna à lui recommander sérieusement de fermer à l'avenir ses fenêtres en pareille occasion. On dit qu'après la restauration Charles récompensa le ministre accommodant ; il se rappelait sans doute la plaisanterie, quoiqu'il eût bien pu oublier la sagesse du conseil.

(*Note extraite du Border minstrelsy.*)

dement, s'en démit en sa faveur. Cromwell marcha contre l'Ecosse, précédé de la renommée terrible de ses exploits. Les « Saints » de l'Ecosse ne l'aimaient pas et ne lui épargnèrent pas leurs malédictions, malgré son appel au Covenant. Leur indignation contre lui augmenta encore lorsque, ayant franchi la Tweed et assis son camp non loin d'Edimbourg, il convertit des églises en étables pour sa cavalerie. Lesly, qui alors égalait Cromwell en réputation de bonheur et de talent, Lesly qui avait vaincu Montrose, fut le général chargé de réaliser les prédictions présomptueuses du clergé contre « l'impie »; mais les prédicateurs ne se contentèrent pas de leurs anathèmes, et, accusant Lesly d'une coupable lenteur, ruinèrent par leur fanatique imprudence la sagesse de son plan de campagne. Cromwell était à Dunbar comme le lion aux abois, et Lesly se voyait sûr d'une victoire sans effusion de sang, lorsque les prophètes crièrent à « Israël » de sortir de ses tentes malgré les remontrances du général, et de « fondre sur les Philistins à Gilgal! » Les officiers et les soldats anglais observaient ce jour-là un jeûne solennel. Cromwell aperçut à travers sa lunette un mouvement extraordinaire dans le camp écossais : — « Les voici, s'écria-t-il, le Seigneur les livre entre nos mains. » Les Ecossais conti-

nuèrent à descendre des hauteurs de Lammermoor pendant une nuit orageuse : le matin, avant qu'ils fussent rangés en bataille, ils furent surpris par Cromwell, qui, repoussé d'abord, rallia ses troupes, mit l'ennemi en déroute, s'empara de son artillerie et de son bagage, lui tua trois mille hommes dans la poursuite, et fit plus de dix mille prisonniers, dont cinq mille environ, conduits en Angleterre, furent transportés comme esclaves aux colonies. Cette victoire a été comparée par les historiens écossais à celle de Pinkie ; mais elle fut plus fatale encore aux vaincus par les avantages que Cromwell sut en tirer. Edimbourg se rendit à lui, et le château seul retarda le progrès de ses armes.

Ce fut une cruelle leçon pour les presbytériens ; Charles y gagna que les partis sentirent la nécessité de se rallier à une cause commune. Malgré les invectives du clergé, malgré la découverte d'une espèce de contre-révolution royaliste tentée par Charles, le parlement ne s'opposa plus à son couronnement. Après un jeûne public, en expiation des péchés de sa famille, la cérémonie fut célébrée à Scone avec la pompe la plus solennelle. Le serment au Covenant fut renouvelé, et le marquis d'Argyle posa la cou-

ronne sur la tête du *premier roi covenantaire* de l'Ecosse. On s'occupa ensuite d'une défense vigoureuse; mais Cromwell fut victorieux dans tous les combats, et Charles, sur le point d'être chassé de l'Ecosse, se décida à faire une diversion en Angleterre, où il espérait être soutenu par les Cavaliers. Il s'avança donc jusqu'à Worcester à la tête de dix-huit mille hommes. Cromwell le poursuivit comme une proie assurée, l'attaqua, et anéantit l'armée royaliste par une victoire complète. Le prince s'éloigna en fugitif avec quelques amis jusqu'aux frontières du Staffordshire, et trouva un refuge dans le château de Boscobel. Il passait tout le jour déguisé en bûcheron. La nuit il errait de chaumière en chaumière : une fois il se cacha dans le feuillage d'un chêne d'où il put entendre parler de lui les soldats envoyés à sa recherche. Les guerres civiles avaient forcé chacun de montrer ses opinions à découvert : on savait jusqu'à quel point on pouvait compter sur la fidélité de ceux à qui on s'adressait. Chaque maison royaliste avait une cachette qui avait servi de refuge aux prêtres persécutés. Charles ne trouva pas un traître, et fut conduit heureusement à Bristol par le colonel Lane, dont la sœur montait en croupe sur le cheval du monarque. De Bristol il se rendit dans

le Dorsetshire, faillit être arrêté sur la dénonciation d'un maréchal qui reconnut que sa monture avait été ferrée en Écosse, traversa miraculeusement la troupe du colonel parlementaire Desborough, et s'embarqua enfin pour la France à Shoredam, après quarante jours de périls et d'aventures romanesques qui devaient un jour se renouveler pour le dernier de ses petits-neveux après la bataille de Culloden (1).

(1) Walter Scott a transporté à Woodstock quelques-uns des événements qui eurent lieu à Boscobel. (Voyez *Woodstock ou le Cavalier.*)

CHAPITRE XX.

MONK EN ÉCOSSE. — PROTECTORAT DE CROMWELL. — WOGAN. — LES DERNIÈRES ANNÉES DE CROMWELL. — SA MORT. — RESTAURATION.

Cromwell avait laissé le général Monk en Écosse : la conquête et la pacification de ce royaume devinrent désormais plus faciles ; l'union des deux pays en une seule république fut même réalisée par la volonté toute-puissante du protecteur ; mais l'Écosse ne cessa point de se regarder comme province conquise, et elle éprouva souvent toutes les rigueurs de la conquête. Bientôt Cromwell substitua sa volonté souveraine à l'omnipotence parlementaire. L'effet de son gouvernement fut sensible en Écosse : sa main de fer y comprima toutes les réactions. Sous son règne, les fanatiques gardèrent le silence comme les royalistes. Il faut citer toutefois la chevaleresque entreprise de ce jeune Wogan qui avait passé du service du parlement à celui de Charles II. Converti au royalisme par le mar-

tyre de Charles Ier, il avait rejoint le monarque dans les pays étrangers : impatient de l'exil, brûlant du désir de se distinguer par quelque prouesse, il entraîna avec lui quelques cavaliers enthousiastes, débarqua à Douvres, recruta quatre-vingts hommes, et traversant audacieusement l'Angleterre et l'Écosse à leur tête, parvint jusqu'aux Highlands, où venait d'éclater une insurrection commandée par le comte de Glencairn. Là il se distingua par des prodiges de valeur; mais blessé, et vaincu par le nombre, il paya de la vie sa témérité.

Quand le fameux Evan Dhu, chef du clan des Camerons et le dernier des royalistes qui portèrent les armes, les eut enfin déposées, l'Ecosse subit peu à peu la paix de la servitude. La turbulence naturelle des esprits s'adoucit dans les deux royaumes; car l'enthousiasme de la religion et celui de la liberté ont aussi leur lassitude. Le despotisme militaire de Cromwell prépara, il est vrai, les voies à la réconciliation du peuple avec le gouvernement monarchique : il n'y eut plus entre la république devenue muette et la monarchie absolue des Stuarts que la vie d'un seul homme. Cet homme, courtisé par tous les potentats de l'Europe, oublia que son épée pouvait être plus glorieuse et plus forte que leurs

sceptres; il s'assimila à eux autant qu'il put, et fut puni; car au lieu de se grandir, il devint accessible à toutes les faiblesses des rois. Ses propres soldats conspirèrent contre sa vie, et il eût peur: il lui fallut une cuirasse sous ses habits et des gardes autour de sa personne; il évitait d'aller et de revenir par le même chemin, ou de dormir plus de trois nuits de suite dans la même chambre. Son enthousiasme religieux avait été pour lui un moyen d'influence et d'ascendant sur les autres; cet enthousiasme se changea en superstition. Comparé à Israël, digne de lutter avec l'ange du Seigneur, il avait bravé des armées; l'approche d'un inconnu le remplissait de crainte. Au-dessus des faiblesses du remords par son ambition, il avait souvent parlé en maître aux orateurs les plus exaltés, et dirigé à son gré les résolutions des chefs comme la pensée des peuples; il se taisait confondu, en écoutant les reproches de sa jeune fille. La maladie s'empara de cet esprit épuisé; il mourut, âgé de 60 ans, le 3 de septembre, anniversaire des batailles de Dunbar et de Worcester (1658), qu'il avait toujours célébré comme un jour heureux pour lui (1).

(1) « Il est encore douteux dans l'opinion publique,

Son fils Richard succéda à son père comme Lord-protecteur ; mais ses goûts l'appelaient à la vie privée ; l'opposition du parlement qu'il avait convoqué, puis le contrôle despotique que voulurent s'arroger sur ses actions les chefs mi-

disait J.-J. Rousseau, si le meurtrier de Charles Stuart n'est point avec tous ses forfaits un des plus grands hommes qui aient existé. » On a souvent fait ressortir les contradictions ou disparates du caractère dramatique de Cromwell : mais, pour être juste dans ce contraste, il ne faut pas oublier que ses faiblesses ne furent saillantes que lorsque les loisirs du pouvoir absolu le livrèrent à l'inquiétude de son ame, qui tourna sa propre activité contre elle-même, comme le glaive le mieux trempé, s'il reste oisif, se laisse dévorer par sa propre rouille.

Peut-être ceux qui ont prétendu retrouver cet *immortel rebelle* dans le Satan de Milton, sont plus près de la vérité que ceux qui ont cru qu'il était le type du héros ridicule de Butler (*Hudibras*). Un de nos jeunes poètes partagerait cette dernière opinion, si son expression de Tibère-Dandin (j'aimerais mieux Sylla ou César-Dandin) ne s'adressait exclusivement à Mylord Protecteur, c'est-à-dire à Cromwell, dans les dernières années de sa vie. Cromwell a été de son siècle ; s'il a été supérieur à son parti et à l'époque par son génie, il n'en est pas moins demeuré puritain de 1640 par ses mœurs publiques et son costume, comme il était resté homme dans le cercle de sa famille, même après avoir transporté ses foyers domestiques sous les lambris de White-Hall.

litaires, lui firent peur : il abdiqua, et vécut jusqu'en 1712, obscur et oublié à l'âge de 86 ans.

On ne sut d'abord à qui allait appartenir la souveraineté : les Indépendants désiraient le retour du gouvernement républicain; mais les presbytériens étaient revenus de leur exaltation, et ne demandaient plus que des garanties, quel que fût le gouvernement qui serait adopté. Le plus stable leur semblait désormais le meilleur. Le peuple était devenu indifférent, et contre son indifférence échouèrent les regrets de quelques vétérans de la révolution ; bientôt même l'inconstance populaire se surprit à tourner ses regards du côté de la dynastie des Stuarts : on se demanda ce qu'ils étaient deveuus, et le malheur même de Charles fut pour lui un titre d'intérêt; les débris du long-parlement ne parurent plus qu'odieux et ridicules dans leur prétention à la souveraineté ; les royalistes profitèrent de cette disposition des esprits, et l'homme qui avait le plus d'influence sur l'armée ayant fait ses arrangements avec Charles ou ses partisans, toutes les chances tournèrent en faveur de la royauté. La république était partie d'Écosse, la restauration ou contre-révolution en vint aussi. Monk dissimula adroitement ses intentions, et marcha sur Londres après s'être déclaré hautement pour

le parlemeut. Quand il fut bien assuré du succès, il sembla céder à l'assentiment général : Charles fut proclamé. On parla des conditions de son retour ; alors Monk répondit que l'impatience de son armée était si grande, que tout délai serait à craindre. L'enthousiasme est contagieux. Les acclamations retentirent d'une extrémité de l'Angleterre à l'autre ; Charles fut rétabli sur le trône de ses pères après vingt ans de guerres intestines et de révolution. Son voyage de Douvres à Londres fut un véritable triomphe.

CHAPITRE XXI.

LA RESTAURATION EN ÉCOSSE. — DÉSAPPOINTEMENT DES PARTIS ET RÉACTION ÉPISCOPALE. — RÉACTION ROYALISTE. — TROUBLES. — RÉFRACTAIRES. — PERSÉCUTION. — DRAGONADES. — BATAILLE A LOUDON-HIL. — CLAVERHOUSE, BURLEY. — BATAILLE DU PONT DE BOTHWELL.

Si l'avénement de Charles II ne fut pas accueilli avec moins d'enthousiasme en Écosse (1) qu'en Angleterre, l'espérance de la nation y fut encore plus cruellement trompée. L'oubli de toutes les promesses y rendit peu à peu le gouvernement odieux à tous les partis.

Les garnisons anglaises furent licenciées. Cette mesure était populaire, ainsi que celle de la destruction des forts et des citadelles. C'était recon-

(1) On cita parmi les enthousiastes de la restauration la même femme qui avait jeté son banc à la tête du doyen de la cathédrale de saint Gilles, et qui contribua au feu de joie allumé en honneur du retour de Charles en y jetant sa chaise et ses paniers d'étalage.

naître pleinement l'indépendance nationale de l'Écosse. Mais l'indépendance de l'église, qui en faisait partie, n'était pas moins chère à la masse du peuple; elle avait été jurée par le traité de Bréda. Charles ne voulut pas s'en souvenir, ou plutôt il ne se souvint que des longs sermons que les pasteurs presbytériens lui avaient fait subir; et il résolut de s'en venger cruellement. Les condamnations commencèrent par les chefs dont il avait eu le plus à se plaindre: des exceptions vinrent perfidement limiter la loi d'amnistie. Le marquis d'Argyle, dont Monk trahit la correspondance, fut jugé et mis à mort. Guthrie, prêtre enthousiaste, fut atteint également par la réaction et exécuté. Les courtisans aveugles ou intéressés de Charles lui persuadèrent que le presbytérianisme n'était plus que la religion de quelques obscurs fanatiques et « indigne d'un gentilhomme ». Quelques ministres apostats, séduits par la faveur et les dignités, entre autres Sharp, nommé primat d'Ecosse, le confirmèrent dans cette opinion. La hiérarchie épiscopale fut décrétée, les prélats consacrés, les covenants abolis, les prêtres soumis à une réélection ou remplacés, et la violence vint au secours de ce système. Le peuple ne protesta d'abord contre l'épiscopat qu'en refusant d'assister au

service divin. Telle fut l'origine des conventicules. « La manne avait cessé de tomber autour des temples d'Israël » : chaque dimanche les zélés presbytériens désertaient en corps la paroisse et l'église, pour aller entendre l'ancien pasteur, d'abord dans quelque maison, ensuite en plein air, quand la maison ne pouvait plus contenir la foule. Le parlement d'Écosse avait été assemblé, mais des élections illégales en avaient fait un parlement servile; d'ailleurs le gouvernement résidait dans un conseil privé que présida d'abord Middleton, agent odieux de la tyrannie, et après lui Lauderdale, homme ambitieux, jadis attaché au Covenant, aujourd'hui dévoué à l'Episcopat, autrefois partisan de la modération, mais devenu violent et sanguinaire dès qu'il fut convaincu que c'était le meilleur moyen de faire sa cour.

La proscription devint de plus en plus sévère et active contre les prédicateurs et leurs adhérents. Les amendes atteignirent les riches; les exécutions militaires toutes les classes. La crainte d'abord supposée, bientôt réelle, d'une insurrection, fut un motif pour augmenter le nombre des troupes ; les réfractaires furent *dragonés* (*dragooned*), expression qui, devenue historique en Écosse, rappelle à la fois les fameux dra-

gons de Claverhouse, et les missionnaires non moins redoutés des Cévennes en France. L'insurrection éclata enfin dans les provinces de l'ouest. Un pauvre vieillard des environs de Dumfries avait été arrêté, ne pouvant payer l'amende de l'église ; il était étendu par terre et garrotté pour être conduit en prison. Les paysans, indignés de ce traitement barbare, désarmèrent les soldats. Cet acte, nullement prémédité, fut suivi de la peur du châtiment ; le nombre seul pouvait en préserver les coupables : ils crièrent aux armes ; les fugitifs des marais et des montagnes s'unirent à eux, et formèrent une armée de deux mille hommes commandée par deux officiers obscurs, Learmont et Wallace. Cette première flamme de révolte fut éteinte au combat de Pentland-Hill, si célèbre par les ballades populaires (1). Mais les précautions violentes du gouvernement redoublèrent, et les prédicateurs

(1) Le chef des insurgés, Wallace, fit preuve de courage et de talent : il plaça son monde dans une position très forte, et repoussa deux charges de cavalerie ; mais à la troisième les insurgés furent rompus et entièrement dispersés. Ce combat eut lieu le 28 novembre 1666, dont l'anniversaire est encore observé par les restes épars de la secte des Caméroniens, qui vont entendre un sermon sur le champ de bataille.

continuèrent à protester contre « les impiétés d'Achab ». On prétendit les ramener par un prétendu acte d'*indulgence*. Quelques-uns consentirent à être tolérés ; mais ils furent traités d'Érastiens par les autres, et comparés injurieusement à des chiens muets, incapables d'aboyer. La « voix du désert » avait seule de la puissance ; elle retentit bientôt plus haut que jamais ; on y répondit par de nouvelles rigueurs. Lauderdale comprit qu'il avait besoin d'une armée permanente, et appela aux armes six mille Highlanders auxquels furent livrés les comtés de l'ouest comme un pays conquis. Le pillage, le vol, les déprédations de toute espèce et les actes les plus atroces achevèrent d'exaspérer la population, contre laquelle il avait été si facile de réveiller les anciens ressentiments des montagnards !

Une humble pétition fut portée à Londres et repoussée : cependant on fit rentrer les Highlanders dans leurs montagnes où ils emportèrent leur butin : il ne resta plus que cinq mille hommes de troupes réglées pour exploiter paisiblement la terreur causée par leur invasion.

L'insurrection devint une vraie guerre civile, qui commença par la défaite des soldats royalistes à Loudon-Hill, et finit par la déroute des Whigs au pont de Bothwell. Ce sont ces deux

combats que le romancier de l'Ecosse moderne a célébrés en poète dans le roman épique d'*Old-Mortality* (1).

John Balfour de Kinloch, appelé aussi Burley, fut un des plus féroces de ces sectaires proscrits. Le capitaine Crichton, sous la dictée duquel le fameux Swift écrivit des mémoires piquants sur cette époque, dit qu'il avait été autrefois intendant de l'archevêque Sharpe, et qu'il avait été coupable de malversations. Burley était le beau-frère de Hackston de Rathillet, autre enthousiaste qui, s'étant rendu caution de Burley, avait été mis en prison par ordre du primat. En 1677, Robert Hamilton, qui fut depuis le général des insurgés à Loudon-Hill et au pont de Bothwell, se trouvait avec d'autres non-conformistes à une assemblée secrète, dans la maison de Burley, où ils furent attaqués par un détachement de soldats, commandé par un capitaine Carstairs, qu'ils repoussèrent en blessant dangereusement un homme de sa troupe : ils furent déclarés rebelles, et le fanatisme les poussa bientôt à un acte terrible qui devint le signal sanglant de l'insurrection.

(1) Roman traduit en français sous le titre de *Puritains d'Ecosse*. C'est dans les notes du *Border-Minstrelsy* que nous puisons presque tous les détails qui suivent jusqu'à la bataille de Bothwell-brigg.

James Sharpe, archevêque de Saint-André, était regardé par les presbytériens exaltés non seulement comme un renégat qui avait déserté la « *charrue spirituelle* », mais encore comme le perfide instigateur des mesures sévères exercées contre leur secte. Son agent le plus actif et le plus odieux était un gentilhomme ruiné, nommé Carmichaël, dont la mort fut résolue. Neuf proscrits, dont les principaux étaient Burley et Hackston, se réunirent pour attendre Carmichaël en guet-apens et pour l'assassiner. Pendant qu'ils étaient en embuscade, ils reçurent la nouvelle que l'archevêque lui-même allait passer.

Après s'être mis en prières, ils conclurent unanimement que le Seigneur livrait « l'impie Aman » à leurs coups. Pour exécuter la volonté du ciel, ils voulurent choisir un chef, et prièrent Hackston de Rathillet de se mettre à leur tête; mais il refusa, alléguant que, s'il acceptait leur offre, on pourrait attribuer le meurtre à la querelle particulière qui existait entre l'archevêque et lui. On offrit alors le commandement à Burley, qui l'accepta sans scrupule, et les neuf conjurés galopèrent après la voiture dans laquelle l'archevêque se trouvait avec sa fille. Comme ils étaient bien montés, ils la joignirent bientôt et désarmèrent l'escorte du prélat. Burley s'écria : — « Judas, tu

es pris!»—il courut à la voiture, blessa un postillon, et coupa le jarret de l'un des chevaux. Alors il tira par la portière un pistolet chargé de plusieurs balles, et de si près, que la robe de l'archevêque en fut brûlée. Les autres, mettant pied à terre, arrachèrent le prélat, déjà blessé, de sa voiture. Ce malheureux vieillard se traîna auprès de Hackston qui restait à cheval, et lui demanda grace. Le farouche enthousiaste lui répondit seulement qu'il ne mettrait pas *lui-même* la main sur lui. Burley et les siens déchargèrent encore leurs armes sur le vieillard à genoux, et ils allaient s'éloigner, quand un d'eux, qui s'était arrêté pour sangler son cheval, entendit, par malheur, la fille de leur victime qui appelait un domestique, s'écriant que son maître était encore en vie. Burley mit pied à terre, fit sauter d'un coup de pied le chapeau du prélat et lui fendit la tête avec son sabre, quoique un homme de sa troupe, sans doute Rathillet, s'écriât : — « Épargnez ses cheveux blancs (1)! »

(1) Ils croyaient que Sharpe était à l'épreuve de la balle, car l'un des meurtriers dit à Wodrow, qu'à la vue de leurs épées le courage de l'archevêque s'évanouit. Ils n'eurent plus aucun doute en trouvant dans la poche du prélat un petit peloton de soie roulée autour d'un morceau de parchemin, sur lequel étaient tracés quelques mots hébreux ou syriaques.

— Les autres l'achevèrent à coups redoublés.

Après avoir pillé la voiture, où ils prétendaient trouver des preuves de sortiléges, et même dans une boîte un esprit familier sous la forme d'une abeille, ils s'éloignèrent enfin, laissant auprès du cadavre la fille du prélat, qui avait elle-même été blessée en essayant de défendre son père. Ce mémorable exemple de vengeance fanatique eut lieu le 3 mai 1679, à Magus-Muir, auprès de Saint-André.

Burley fut obligé de quitter le comté de Fife, et, le 25 du même mois, il arriva à Evandale, dans le comté de Lanark, accompagné de Hackston et d'un nommé Dingwall ou Daniel, qui avait fait partie de la même bande. Là, il retrouva son ancien ami Hamilton, et un assez grand nombre de proscrits de l'ouest. Le 29 mai 1679, anniversaire de la restauration, dont le parlement avait fait une fête, que les Caméroniens regardaient comme une cérémonie profane, quatre-vingts cavaliers assez bien armés, avec Hamilton, Burley et Hackston à leur tête, entrèrent dans le bourg royal de Rutherglen, éteignirent les feux de joie, et brûlèrent sous la croix où se faisaient les proclamations les actes du parlement en faveur de l'Épiscopat, ainsi que les actes du conseil d'état qui réglaient les licences accordées aux presby-

tériens. Ils écrivirent une protestation solennelle, ou un témoignage, comme ils l'appelaient, et, l'ayant attaché à la croix, ils terminèrent la cérémonie avec des psaumes et des prières.

Un corps d'infanterie assez considérable, mais mal armé, se joignit à eux, et porta leur nombre à cinq ou six cents hommes, avec lesquels ils allèrent camper à Loudon-Hill. Le fameux Claverhouse, qui tenait garnison à Glascow, marcha sur-le-champ contre les insurgés à la tête de son escadron et de quelques autres cavaliers, montant en tout à cent cinquante hommes. Le 1er juin, il arriva à Hamilton tellement à l'improviste qu'il fit prisonnier John King, fameux prédicateur des rebelles, et continua sa marche, emmenant avec lui son prisonnier jusqu'au village de Drumclog, situé à un mille à l'est de Loudon-Hill, et à douze milles de Hamilton. — A quelque distance de là étaient les rebelles, bien retranchés dans un marécage presque impénétrable à la cavalerie, et couvrant leur front par de larges fossés.

Les dragons de Claverhouse firent feu de leurs carabines, et essayèrent de charger ; mais la nature du sol les mit dans le plus grand désordre. Aussitôt Burley, qui commandait le petit corps de cavalerie des Whigs, le conduisit contre les

dragons de Claverhouse, qui furent en même temps vigoureusement assaillis par l'infanterie, commandée par le brave Cleland (1) et le fanatique Hackston. Claverhouse lui-même fut forcé de fuir, et courut risque d'être pris ; son cheval, qui avait eu le ventre ouvert d'un coup de faux, traîna ses entrailles pendant plus d'un mille. En fuyant, Claverhouse passa près de King, ce ministre qu'il avait fait prisonnier, mais que ses gardes avaient abandonné dans la confusion générale. Le prédicateur lui cria de s'arrêter pour prendre sa part du sermon du soir. — Claverhouse, ayant enfin changé de monture, continua sa retraite sur Glascow. Il avait perdu dans cette escarmouche une vingtaine de cavaliers, et de plus son cornette et son jeune parent Robert Grahame. Les Whigs ne perdirent que quatre hommes. « Les rebelles, dit Crichton, trouvant le corps

(1) William Cleland, auteur de plusieurs poèmes imprimés en 1697. On y voit ses principes anti-monarchiques dans ce vers : *Je voudrais bien savoir si les faucons commettent un crime en tuant des aigles ?* C'était un scrupuleux non-conformiste. Après la révolution il devint colonel du régiment d'Angus, appelé le régiment caméronien. Il fut tué le 21 août 1689, dans le cimetière de Dunkeld, que sa troupe défendit avec succès contre un corps nombreux de montagnards.

« du cornette, et s'imaginant que c'était celui « de Claverhouse, parce que le nom de Gra-« hame était brodé sur le col de sa chemise, le « traitèrent avec la plus grande barbarie, lui « coupèrent le nez, lui arrachèrent les yeux, et « le percèrent de cent coups (1). »

Une relation presbytérienne de ce combat rapporte que « M. Hamilton fit preuve de beau-« coup de talent et de courage pendant l'action « et dans la poursuite. Mais, tandis que lui et « quelques braves poursuivaient chaudement « l'ennemi, plusieurs soldats s'occupèrent au « pillage, quelque peu considérable qu'il fût, « négligeant d'achever la victoire. D'autres, à « l'inçu de M. Hamilton, et contre ses ordres « positifs, firent quartier à cinq de ces cruels « ennemis, qu'ils laissèrent aller. M. Hamilton « fut bien affligé de voir qu'on eût épargné des « enfants de Babel, après que le Seigneur les « avait livrés pour qu'on leur écrasât la tête sur « des pierres (2). »

Quand le bruit du succès de Loudon-Hill se fut répandu, un grand nombre de prédicateurs,

(1) *Mémoires du capitaine Crichton.*

(2) Hamilton tua, dit-on, de sa propre main, un des captifs pour prouver toute sa sainte colère.

de gentilshommes et de paysans, qui avaient des principes plus modérés, se réunirent à l'armée de Hamilton, pensant qu'une différence d'opinion ne devait pas les empêcher d'agir pour la cause commune. Les insurgés furent repoussés dans une attaque qu'ils tentèrent sur la ville de Glascow, que Claverhouse cependant se crut obligé d'évacuer quelque temps après. Bientôt ils furent en possession de presque tout l'ouest de l'Ecosse. Ils établirent leur camp dans le comté de Lanark, où, bien loin de s'occuper à discipliner leurs soldats, les Caméroniens et les *Érastiens* (nom que les plus violents des insurgés donnaient aux modérés) ne songeaient qu'à discuter dans leurs conseils de guerre les véritables motifs qui leur avaient fait prendre les armes. Hamilton, leur général, était le chef du parti exagéré; le prédicateur John Walsh dirigeait les Erastiens. Chaque faction avait ses chefs qui voulaient tous être officiers, et il y avait effectivement deux conseils de guerre, d'où partaient en même temps des ordres et des proclamations contraires. Les uns reconnaissaient le roi, les autres l'appelaient un tyran et un parjure.

Cependant on exagérait et leur nombre et leur fanatisme à Edimbourg, où l'on était dans la plus grande inquiétude qu'ils ne fissent un mou-

vement sur l'est. Non seulement on rappela sur-le-champ la milice à pied, mais on répandit des proclamations qui enjoignaient à tous les propriétaires des comtés du nord, du sud et de l'ouest, de se rendre à l'armée du roi avec leurs armes et leurs tenanciers. Dans le comté de Fife et dans d'autres, où les doctrines presbytériennes prévalaient, beaucoup de gentilshommes désobéirent à ces ordres. La plupart s'excusèrent, en époux pacifiques, sur la crainte de donner de l'inquiétude à leurs femmes.

Néanmoins on réunit bientôt une armée considérable, dont James, duc de Monmouth, vint prendre le commandement par ordre de Charles. Avec un renfort de bonnes troupes, ce jeune prince, fils naturel du roi et devenu l'époux de la plus riche héritière d'Ecosse, la fille du duc de Buccleugh, jouissait de toute la faveur de son père, et ses graces aimables lui avaient fait de nombreux partisans. A la cour, comme parmi le peuple, on aimait à l'opposer au duc d'York récemment converti au catholicisme, et c'était par une allusion contre celui-ci qu'on surnommait Monmouth le duc protestant. Le choix de ce jeune prince comme commandant en chef de l'armée d'Ecosse, annonçait de la part de Charles des intentions favorables au parti modéré. Les

troupes royales se mirent lentement en marche vers la ville de Hamilton, et atteignirent Bothwell-Moor le 22 juin 1679. Les insurgés étaient campés en grande partie dans le parc du duc de Hamilton, le long de la Clyde, qui séparait les deux armées.

Le pont de Bothwell, qui est long et étroit, avait alors un mur au milieu, percé de portes, que les Whigs fermèrent et barricadèrent avec des pierres et des pièces de bois. La défense de ce poste fut confiée à trois cents hommes d'élite, commandés par Hackston de Rathillet et Haughhead. Le matin, de bonne heure, cette petite troupe passa le pont et tirailla avec l'avant-garde royale, qui s'était avancée jusqu'au village de Bothwell; mais bientôt Hackston alla reprendre son poste à l'extrémité du pont.

Pendant que le duc de Monmouth annonçait par ses dispositions l'intention de forcer le passage, les plus modérés des insurgés penchèrent pour un accommodement. Ferguson de Kaitloch, propriétaire, et David Hume, ecclésiastique, portèrent au duc de Monmouth une supplique, dans laquelle ils demandaient le libre exercice de leur religion, un parlement libre et une assemblée générale libre de leur église. Le duc les écouta avec sa douceur ordinaire, et les assura

qu'il parlerait à Sa Majesté en leur faveur, à condition qu'ils mettraient bas les armes et se disperseraient sur-le-champ. « Si tous les insurgés eussent professé des opinions modérées, cette proposition, alors acceptée, aurait épargné bien du sang, ou si tous avaient été Caméroniens, leur défense eût été opiniâtre et désespérée. » Mais, pendant que leurs officiers de tous les partis discutaient les propositions du duc, son artillerie était déjà pointée de l'autre côté de la rivière pour protéger l'attaque des gardes à pied, commandés par lord Livingstone, pour forcer le pont. Hackston s'y maintint avec courage, et ce ne fut qu'après avoir brûlé toutes ses munitions et avoir perdu toute espérance de secours qu'il abandonna malgré lui ce poste important. Aussitôt après sa retraite, l'armée du duc défila lentement sur le pont, précédée de son artillerie, et se forma en bataille à mesure qu'elle arrivait à l'autre bord. Le duc commandait l'infanterie, et Claverhouse la cavalerie. Il est probable que ce mouvement n'aurait pu être exécuté facilement si l'ennemi eût voulu faire une résistance sérieuse; mais les insurgés pensaient à toute autre chose. Par la plus étrange fatalité, ils avaient choisi précisément ce moment pour casser leurs officiers et en élire d'autres; le canon du duc vint les trou-

bler dans cette opération. A la première décharge, la cavalerie des Covenantaires tourna bride, culbutant dans sa fuite leur infanterie. Les auteurs caméroniens blâment Weir de Greenridge, commandant de la cavalerie, qu'ils appellent « un Achab dans l'armée» . Les plus modérés jettent tout le blâme sur Hamilton, dont la conduite rendit difficile de décider s'il avait été plus lâche que traître.

Le généreux Monmouth désirait épargner le sang; il fit promettre quartier à tous ceux qui le demanderaient, ce qui lui attira les reproches des exaltés, parmi les royalites. Il fut heureux pour les insurgés que la bataille ne fût pas livrée un jour plus tard, quand le vieux Dalzielle, bien digne de partager avec Claverhouse la haine et la crainte qu'il inspirait aux Whigs, arriva dans le camp, porteur d'une commission qui ôtait le commandement à Monmouth pour le lui transférer. On dit qu'il reprocha publiquement au duc son excessive douceur, et qu'il exprima le vœu que sa commission fût arrivée un jour plus tôt; « — car, dit-il, j'aurais empêché ces coquins de jamais troubler le pays (1). » Cependant, mal-

(1) Dalziell avait un caractère dur et cruel. Un prisonnier qu'il interrogeait devant le conseil privé l'ayant

gré les ordres du duc, la cavalerie fit un grand carnage des fuyards, dont quatre cents furent tués, et Claverhouse vengea cruellement la mort du cornette, son parent, tué à Loudon-Hill (1).

raillé en l'appelant « bête de Moscovie qui faisait rôtir les hommes », le général furieux le frappa au visage avec le pommeau de son sabre, de manière à faire couler le sang. (FONTAINHAL.)

Il avait juré, après la mort de Charles Ier, de ne jamais se faire la barbe ; elle lui descendait jusqu'à la ceinture, et comme il portait toujours un habit de buffleterie à l'ancienne mode, il ne manquait jamais, lorsqu'il se montrait à Londres, d'attirer l'attention des enfants et de la canaille.

Charles II lui reprochait de faire fouler les pauvres enfants qui se pressaient pour voir sa barbe et son vieil habit; il l'exhortait à se faire raser et à s'habiller comme un chrétien, pour éviter les accidents qui pourraient survenir à ces pauvres diables. Pour obéir au roi, il parut un jour au palais habillé suivant la mode, mais conservant toujours sa longue barbe. Quand le roi eut bien ri de la métamorphose, Dalziell reprit son vieil habit, à la grande satisfaction des polissons de Londres. (CRICHTON.)

(1) Il est à croire que si les Caméroniens eussent été vainqueurs, ils n'auraient pas été moins cruels que les royalistes. Crichton rapporte qu'ils avaient élevé dans leur camp une haute potence, et préparé une grande quantité de cordes destinées à pendre les prisonniers qu'ils feraient : il vante beaucoup la clémence des soldats du roi, qui amenèrent leurs prisonniers auprès de la

Monmouth, lorsqu'il fut rappelé à Londres, osa parler au roi au nom de l'humanité, et appuyer les pétitions des proscrits contre la tyrannie de Lauderdale. Le roi répondit que « tout avait été fait par ses ordres et dans son intérêt. » Quand l'intérêt du monarque est d'être cruel, son trône est bien chancelant. L'absence de Monmouth laissa pleine carrière aux exécutions militaires, aux tortures, aux exactions, lorsque enfin les vaincus obtinrent trois mois de relâche, par la nomination du duc d'York au gouvernement de l'Écosse. Ce prince avait peut-être dès cette époque des projets de contre-révolution, pour lesquels il avait besoin de se faire des partisans. Il eut l'art de se montrer impartial entre les factions, et par son affabilité il se rendit agréable à toutes les classes : il gagna surtout l'aristocratie des villes et les chefs des Highlands, dont la fierté fut sensible à ses prévenances. Il habitait Holyrood-House, et sa promenade de prédilection dans le parc voisin de ce palais a retenu son nom. Il ne faut pas oublier que Jacques avait été récemment proscrit lui-même et exilé pour sa religion : à sa

potence, et les gardèrent en cet endroit sans montrer l'envie d'en pendre un seul.

(Notes du *Border Minstrelsy*.)

tolérance se mêlait sans doute une réserve prudente avec les différentes sectes. Quoi qu'il en fût, son premier séjour en Écosse parut trop court; quand il fut rappelé au bout de trois mois, les mêmes rigueurs qu'il n'avait fait que suspendre reprirent leur cours. Alors naquit la secte irréconciliable des Caméroniens, ainsi nommée de Caméron, un des chefs échappés au massacre de Bothwell-Bridge. Exaspéré par la persécution, Caméron lut et afficha lui-même, sur la place publique de Sanquhar, une déclaration qui disait que Charles Stuart, en violant ses serments, avait dégagé ses sujets de tout lien d'allégeance. Les troupes royales marchèrent contre les Caméroniens, qu'elles surprirent à Airdmoss. Caméron et son frère furent tués les armes à la main. Hackston de Rathillet et quinze autres furent faits prisonniers; le reste se sauva dans les marais. Le prédictateur Cargill continua à prêcher dans les champs, et excommunia audacieusement tous ses persécuteurs, y compris le duc d'York et le roi.

Quand le duc revint en Écosse une seconde fois, il se dispensa de dissimuler sa hauteur et sa religion, ne témoignant désormais de bienveillance qu'aux chefs Torys. Ayant obtenu pour son propre culte la tolérance qu'il avait sollicitée, ainsi

que l'acte qui assurait la succession du trône à un prince catholique, il se chargea, en quelque sorte, de justifier les atrocités du conseil privé en les continuant : une conspiration découverte vint lui en fournir de nouveaux prétextes. Le bourreau devint l'homme le plus occupé du pays, selon l'expression d'une chronique, et la justice fut indignement prostituée à la vengeance des Épiscopaux. Après avoir déclaré qu'il n'y aurait de paix en Écosse que lorsqu'il en aurait fait un vaste cimetière, le duc fit dresser une liste de proscription de deux mille personnes; et enfin un massacre général fut proposé en plein conseil, signé même par le roi, d'après l'historien Wodrow : les écrivains les plus favorables à l'Episcopat conviennent qu'il faut tirer le rideau avec horreur sur cette époque. Cependant Charles, dit-on, avait compris que ce régime de terreur et de supplices était trop violent pour durer, lorsqu'il mourut, d'une attaque d'apoplexie, dans le sein de l'église catholique, en 1685.

Il serait peut-être injuste de ne juger ce prince que par son gouvernement tyrannique en Écosse : il eut quelques vertus en Angleterre, quoique, en Angleterre aussi, on ne puisse le classer parmi les bons rois. Charles II, si c'est là une excuse, fit peu de mal par lui-même, mais il en laissa

faire assez pour être comparé aux Tibère, aux Néron, et aux tyrans les plus odieux du bas-empire, par ses sujets d'Écosse et d'Irlande (1).

(1) Voyez sur ce règne les histoires de MM. Mazure, Guizot, etc., etc.

CHAPITRE XXII.

AVÉNEMENT DE JACQUES II D'ANGLETERRE OU JACQUES VII D'ÉCOSSE. — ESPÉRANCES DES DIVERSES SECTES. — JÉSUITES. — PROSCRIPTION.

On eût dit que les souvenirs de l'anarchie républicaine, et du despotisme parlementaire de Cromwel qui lui avait succédé, plaçaient à jamais la famille des Stuarts à l'abri d'une révolution nouvelle. Tant de sang versé, tant de réactions politiques n'avaient abouti qu'à une restauration sans condition? Les fautes et les vices de Charles II avaient pu avilir le trône sans l'ébranler : le peuple s'inquiétait peu qu'on assemblât ou non le parlement; sa servilité répondait de tous les abus comme de tous les impôts, Jacques le convoqua et en obtint tout ce qu'il voulut. Ce nouveau roi, catholique avoué, se voyait salué d'acclamations par ce peuple, qui naguère brûlait solennellement le pape en effigie. Les historiens anglais conviennent enfin que telle était la force de Jacques à son avénement, que s'il eût voulu se contenter de rétablir

ou le papisme ou le pouvoir absolu, il y eût réussi. Jacques voulut rétablir l'un et l'autre, et il échoua.

L'Angleterre ne se réjouit pas seule de l'avénement de Jacques II. Pour l'Irlande ce fut un triomphe; et en acceptant le nouveau roi pour maître, les diverses sectes de l'Écosse crurent garantir par un compromis leur sécurité particulière. Les Presbytériens espéraient n'être plus sacrifiés aux Episcopaux, et ceux-ci, devenus plus indifférents sur leur religion après la victoire, n'en conservaient que leurs sentiments de Torys.

Jacques ne tarda pas à se faire connaître; une amnistie fut proclamée en Écosse; mais presque en même temps, par une cruelle déception, on en excepta toutes personnes au-dessus de la classe des ouvriers et des paysans. Les *dragonades* continuèrent; la persécution étendit peu à peu son cercle, et fut même ingénieuse à punir dans ses caprices de vengeance. Avec son impatience de despotisme, Jacques (et la preuve en existe) désirait qu'une rébellion lui donnât le prétexte de frapper quelque coup d'éclat; n'ignorant pas sans doute cette maxime de Machiavel, qu'une insurrection réprimée est l'auxiliaire de la tyrannie.

Les proscrits et les réfugiés crurent le moment favorable pour faire une descente armée dans leur

terre natale. Le fils du duc d'Argyle, exilé contumace en Hollande, débarqua tout à coup dans son comté d'Écosse, d'où il fit courir la croix de feu dans les montagnes : cinq mille hommes marchèrent avec le clan des Campbells sous sa bannière ; mais les autres clans étaient ou catholiques et dévoués à Jacques, ou ennemis des Campbells : dans l'ouest, la déclaration du duc ne satisfit pas pleinement les fanatiques Caméroniens; d'ailleurs le pays était occupé militairement et comprimé. Argyle, réduit à ses propres forces, et égaré dans une marche mal calculée sur Glascow, perdit sa cavalerie et son bagage dans un marais, et vit le désordre se mettre parmi ses partisans, qui se dispersèrent presque sans combattre. Lui-même, fugitif, déguisé, saisi par des soldats anglais, fut reconnu par Shaw de Greenock, leur commandant, à sa longue barbe, qu'il avait laissé croître depuis qu'il s'était échappé de sa prison sous Charles II. Il se résigna à son sort avec courage; la royauté crut venger Montrose en traitant le fils de son ennemi comme le vaillant marquis l'avait été par les républicains. Argyle supporta toutes les indignités qu'on lui prodigua, et subit le dernier supplice avec un admirable courage: son père, qui passait pour timide, avait trouvé la même fermeté quand il avait fallu mourir. L'héroïsme est de tous les partis.

Monmouth, égaré par de dangereux conseils, avait concerté son insurrection en Angleterre avec celle d'Argyle: il ne fut pas plus heureux, et Jacques fut inexorable envers le fils de son frère, qu'il vit froidement ramper et pleurer à ses pieds. Du reste, Monmouth avait plutôt ces qualités aimables et cette beauté de visage qui font les favoris, que l'énergie et la fermeté nécessaires à un chef populaire : son supplice excita des regrets et fit couler des larmes, mais n'inspira pas un vengeur. Bientôt l'Angleterre n'eut plus rien à envier à l'Écosse en fait de tyrannie, lorsque le juge Jeffryes, d'odieuse mémoire, vendit la justice aux caprices de son maître. Le roi dans ses lettres disait : « Mon lord Chief-justice est entré en campagne (1)... Il en a déjà condamné des centaines, dont quelques uns sont exécutés, dont le plus grand nombre le sera; et les autres seront envoyés aux plantations. » La population des deux royaumes se lassa d'être ainsi décimée. Les papistes avaient été peu à peu placés à la tête de l'administration; tout l'odieux de la tyrannie retomba sur eux. Un collége de jésuites avait été

(1) *My lord Chief-justice is making his campaign in the west, etc., etc.*

(James' Letters.)

fondé à Edimbourg même, dans le palais d'Holyrood, pour l'instruction gratuite de la jeunesse, et une chapelle fut préparée pour y célébrer la messe; mais un dimanche, le peuple se leva en tumulte, attaqua le prêtre à l'autel, et le força d'abjurer publiquement. Dans les ordres plus élevés de l'état, l'opposition osa aussi se montrer menaçante, malgré le comte de Murray, nouveau converti, qui semblait vouloir expier par son zèle les torts de son aïeul contre le catholicisme. Les Presbytériens comme les Épiscopaux, ne pouvant plus douter, d'après tous les actes du gouvernement, que le papisme allait être rétabli, se réveillèrent de leur torpeur ou de leur indifférence.

Jacques ne dissimulait plus son intention d'introduire les enfants d'Ignace dans le professorat des universités de Cambridge et d'Oxford. Comme ce n'était plus la liberté qu'il attaquait, mais des priviléges, les universités, et surtout celle d'Oxford, naguère complice jusqu'à la servilité de toutes les prétentions du pouvoir absolu, osèrent résister au souverain. Nous ne pouvons nous dissimuler que la révocation de l'édit de Nantes fut indirectement funeste à Jacques II, en calomniant le catholicisme; le spectacle de tant de proscrits qui vinrent faire retentir

en Angleterre l'expression de leur douleur ou de leur haine, dut révolter les protestants les plus tièdes : la cause de Louis XIV devint celle de l'intolérance, et le prince d'Orange se donna pour le champion des opprimés. Tous les yeux des mécontents se tournèrent vers ce prince, gendre et héritier protestant de Jacques. Cependant on eût attendu peut-être la mort du prince régnant avec résignation ; mais la naissance d'un fils, événement qui parut à Jacques un miracle de la Providence en faveur du catholicisme, ne laissait plus d'autre ressource, à l'Angleterre comme à l'Ecosse, qu'un changement de dynastie. On mit en doute l'accouchement de la reine. Les mécontents se rendaient en foule auprès de Guillaume ; la correspondance la plus active s'établit entre eux et leurs adhérents restés dans la Grande-Bretagne, et un jour la nouvelle du débarquement du prince d'Orange vint surprendre son beau-père dans son incroyable sécurité. Jacques, qui dans son aveuglement avait refusé les secours des troupes que lui offrait Louis XIV, rassembla une armée pour marcher à la rencontre de son gendre ; il voulut aussi faire quelques concessions tardives aux mécontents, elles ne parurent pas franches. La désaffection était générale : les courtisans, les officiers et

bientôt les soldats passèrent du côté de Guillaume. Le monarque fut abandonné par ses propres filles; ceux qui hésitaient encore autour du roi légitime, se laissaient aller à répéter eux-mêmes la chanson révolutionnaire du *lillibalero*, comme pour l'avertir de la contagion menaçante de la révolte, et se faire donner leur congé.

Quelques excès de la populace contre les papistes furent réprimés à temps par les hautes classes, qui s'emparèrent de la révolution, et la firent pour leur compte avec une sorte de calme. Jacques, frappé d'une terreur panique, prit la fuite, en jetant le sceau de l'état dans la Tamise. Il avait déjà envoyé en France la reine et son fils, sous la conduite de Lauzun, ce fameux favori qui faisait ses conditions avec les rois, mais qui, alors en disgrace, « retrouvait le chemin de Versailles, en passant par Londres » (1). Parvenu à Feversham, le royal fugitif est reconnu, arrêté, ramené à Londres, où, peu rassuré par les acclamations de la populace, il s'estima heureux de recevoir de Guillaume la permission de se rapprocher de la mer. Il s'embarqua au grand contentement de son rival, qui, accueilli avec peu d'enthousiasme, tenait beaucoup à s'emparer du trône comme d'une place vacante.

(1) Lettre de madame de Sévigné.

CHAPITRE XXIII.

CONSÉQUENCES DE LA RÉVOLUTION DE 1688 EN ÉCOSSE. — LE VICOMTE DE DUNDEE. — BATAILLE DE KILLIECRANKIE. — MASSACRE DE GLENCOE.

Dans cette crise, les patriotes écossais avaient une occasion pour briser l'alliance, ou plutôt déjà le joug de l'Angleterre, soit au nom de la légitimité des Stuarts, en se déclarant pour Jacques, soit au nom du presbytérianisme, en proclamant la démocratie de 1640. Avant tout, il fallait peut-être exclure de la couronne d'Écosse l'élu de l'Angleterre. C'était si bien l'intérêt de tous, et la pensée d'un certain nombre, que *l'acte de sécurité*, qui fut adopté plus tard sous la reine Anne, n'avait pas d'autre principe; mais en 1688, l'esprit de parti chez les uns, et chez les autres la peur d'une réaction, écartèrent la question de l'indépendance nationale, au profit de la cause de Guillaume.

Au dernier moment du péril, Jacques avait appelé en Angleterre son armée d'Écosse, com-

mandée par James Douglas et le fameux Claverhouse, devenu vicomte de Dundee, dont la fidélité héroïque ne se démentit pas plus que le courage : ce fut même le seul homme qui donna quelques inquiétudes sérieuses à Guillaume sur le succès de son usurpation. Dundee offrit deux fois à Jacques de forcer le prince d'Orange à une bataille : il versa des larmes de rage et de douleur en voyant la pusillanime incertitude de son roi condamner son épée à dormir inutile dans le fourreau. Il laissa ses troupes au général Mackay, dévoué à Guillaume, et se rendit en Écosse avec soixante hommes dévoués. Il y trouva les Cavaliers, appelés désormais Jacobites, dans le découragement, les Episcopaux réconciliés avec Jacques, les Presbytériens enthousiastes faisant un crime au roi proscrit des faveurs même qu'ils en avaient reçues, parce qu'ils les avaient partagées avec les papistes ; et les Whigs devenus en majorité des Williamites, les uns par haine pour les Stuarts, les autres par cette espèce d'attraction qui multiplie si rapidement les adorateurs de l'usurpation heureuse.

Déjà des tumultes avaient éclaté à Édimbourg et en d'autres lieux ; la populace presbytérienne avait pillé les chapelles catholiques, surtout celle d'Holyrood, sans respect pour les tombeaux des

rois, et chassé les évêques de la foi épiscopale : les bourgeois de la capitale avaient été forcés de s'armer pour leur sûreté personnelle et pour défendre leurs maisons. Cependant ce ne fut là qu'une fermentation momentanée : on fut bientôt d'accord pour réunir le parlement d'Écosse en Convention nationale, à l'exemple de l'Angleterre; et chaque parti se prépara à la discussion solennelle des droits de la nation.

Les élections des comtés envoyèrent à cette assemblée une majorité de Williamites : les menaces en écartèrent les évêques et les seigneurs qui auraient pu ramener plusieurs membres à leur parti, sous prétexte que Dundee et ses partisans armés, d'accord avec le duc de Gordon, gouverneur du château et dévoué au roi, pouvaient gêner la liberté des délibérations; en effet les Whigs cachèrent dans les caves un corps nombreux de Caméroniens en armes. Dundee se rendit à l'assemblée, dénonça un complot formé contre sa vie, et demanda que les étrangers fussent renvoyés de la ville : indigné de la réponse du président, il en appela à son épée, invita le duc de Gordon à rester fidèle, et promettant de venir bientôt à son secours, il partit pour les montagnes.

Délivrée de la présence de Claverhouse, la Convention des États, un peu moins calme que la

Convention d'Angleterre, simplifia avec plus de hardiesse la question du contrat qui lie le souverain au peuple et le peuple au souverain. Quelques membres proposaient de déclarer comme la Convention anglaise que Jacques avait *abdiqué*; par ce mot, les partisans du droit héréditaire eussent éludé le reproche de rébellion. Le souvenir de onze générations de Stuarts exerçait encore un charme sans doute sur l'esprit de plus d'un Écossais même parmi les mécontents; mais le *loyalisme* des Torys eux-mêmes s'était bien affaibli pendant le séjour des quatre derniers souverains de cette maison en Angleterre : une révolution leur avait déjà appris que la légitimité n'était qu'une fiction politique, et Jacques VII, en réduisant ses derniers soutiens au rôle odieux d'instruments de la tyrannie ou de royalistes honteux, avait achevé de dépopulariser sa dynastie dans le royaume qui en fut le berceau. La Convention d'Écosse résuma franchement tous les griefs qu'on reprochait à la couronne, et conclut que la violation des lois par le monarque déliait les sujets du serment de fidélité.

Les Etats déclarèrent donc que « Jacques VII, « étant un papiste avoué, avait pris la couronne « et agi comme roi sans avoir jamais prononcé le « serment exigé par la constitution; que les avis

« de méchants conseillers l'avaient entraîné à en-« vahir les lois fondamentales du royaume pour « en faire une monarchie absolue, arbitraire et « despotique. — Qu'il avait en même temps voulu « détruire la religion protestante et violé les li-« bertés du pays : qu'en conséquence il avait « *forfait* (*forfaulded*) son droit à la couronne, « et que le trône demeurait vacant. »

Il fut désormais facile aux Williamites de l'emporter. La Convention décida que « la couronne « serait offerte à Guillaume et Marie pour passer, « s'ils n'avaient aucune postérité, à la princesse « Anne et à ses héritiers. »

Une déclaration des droits du peuple servait de commentaire à cette décision solennelle.

Etant la plupart ou catholiques comme Jacques, ou de la religion épiscopale, et nullement atteints par les rigueurs du pouvoir absolu, les Highlanders, dans cette révolution comme dans presque toutes les circonstances, avaient encore des intérêts différents de ceux des habitants des Basses-Terres. Mais peut-être ne fallait-il pas moins que le nom imposant du vicomte de Dundee pour oser tenter une guerre civile en Ecosse, même avec les dispositions favorables des Highlands. En effet, l'insurrection fut étouffée par son propre triomphe, Claverhouse ayant péri au

sein de la victoire, le 17 juin. Jaloux d'imiter les exploits de Montrose, son parent, ce général à la tête des braves montagnards, semblait près de conquérir toute l'Ecosse. On lui opposa Mackay, qui sortit de Dunkeld avec trois mille fantassins et deux régiments de cavalerie. Dundee n'avait guère plus de deux mille hommes; il laissa l'ennemi s'engager dans le défilé imposant de Killiecrankie, et rangea ses propres soldats en bataille sur une éminence; les deux commandants excitèrent leurs troupes à bien faire leur devoir. Mackay parla aux siennes de la justice de leur cause, et leur démontra que d'ailleurs la retraite était désormais impossible, entourées comme elles étaient de montagnes et de précipices.

Dundee en appela à la valeur des clans, et à ces mêmes rochers qui étaient pour eux la patrie et le rempart de son indépendance. Ce fut lui qui donna le signal une heure avant le coucher du soleil. Les Highlanders descendirent en colonnes serrées, bravant le feu de l'ennemi, et réservant le leur jusqu'à ce qu'ils fussent à quelques pas de sa première ligne. Alors, après une décharge précipitée, ils mirent l'épée à la main avant que les soldats de Mackay eussent ajusté leurs baïonnettes au bout du fusil. Ce fut presque un combat corps à corps, dans lequel Mackay lui-même, entouré,

voulut se faire jour vers deux régiments qui restaient encore intacts sur sa gauche. En ce moment Dundee désignait ces mêmes régiments à l'impétueuse valeur de ses Highlanders; mais en levant la main pour donner ce dernier signal de victoire, et lorsqu'il lançait lui-même son coursier, il reçut une balle au-dessous de l'épaule. Dundee survécut encore assez long-temps à cette blessure pour écrire à Jacques un rapport concis de la bataille. Une pierre fut érigée sur le lieu même à sa mémoire. Célébré dans les ballades nationales, il a été appelé dans son épitaphe le dernier des Ecossais (1).

Le général Cannon, qui avait conduit trois cents Irlandais à Dundee, lui succéda dans le commandement; mais étranger aux mœurs des Highlanders, il ne sut pas les conduire lorsqu'ils étaient sous ses drapeaux, ni les retenir lorsque la guerre traînant en longueur par l'indécision et la timidité de leur chef, eut lassé leur patience. Ils se dispersèrent : ralliés un moment en 1690 sous la bannière de Jacques par le général Buchan, ils ne trouvèrent pas dans ce nouveau successeur du héros de Killie-

(1) *Ultimus Scotorum*. Cette épitache latine de Pitcairn fut traduite en vers anglais par Dryden.

crankie le talent nécessaire pour vaincre, et leurs chefs se décidèrent à accepter la paix qui leur fut offerte. Le comte de Breadalbane fut chargé d'acheter cette paix en distribuant aux montagnards une somme assez considérable. Le comte était un homme fourbe et cupide, qui détourna à son profit une partie de l'argent, et trompa à la fois le gouvernement et ses compatriotes.

Cette infâme politique l'amena au projet d'étouffer les réclamations et les mécontentements par la terreur. D'accord avec John Dalrymple, depuis lord Stairs, membre de l'administration anglo-écossaise, il résolut de sacrifier un clan tout entier à la proscription, et fit proclamer que tout refus d'adhésion au gouvernement de Guillaume, passé le délai du 1er janvier 1690, serait puni par le fer et le feu : tous les clans se soumirent par l'ordre de Jacques qui leur fit dire de se réserver pour de meilleurs temps, mais Breadalbane et Stairs avaient juré d'excepter de l'amnistie les Macdonalds de Glencoe, dont le chef Mac-Ian était leur ennemi personnel. Mac-Ian avait rempli toutes les formalités de son adhésion un jour trop tard, par suite de délais suscités par Breadalbane ; cela suffit pour obtenir de Guillaume l'autorisation de le traiter en rebelle réfractaire.

Mac-Ian, comptant sur l'amnistie, était paisible au milieu des siens depuis un mois, lorsqu'un détachement arriva du fort William, sous les ordres de Campbell de Glenlyon, dont la nièce avait épousé un fils du chef Alaster Macdonald. Les soldats furent accueillis en amis, et logés chez les habitants de la vallée. Leur commandant recevait depuis quinze jours l'hospitalité dans la maison de son neveu, et partageait tous ses repas. Ils avaient passé la soirée à jouer aux cartes ensemble, et les officiers devaient dîner le lendemain chez le chef. L'ordre arriva ce même soir de massacrer tous les membres du clan pendant leur sommeil, et de n'épargner que les vieillards au-dessus de soixante-dix ans.

Quand le jour parut, les deux tiers du clan étaient déjà égorgés. La femme de Mac-Ian fut dépouillée de ses habits par les soldats, qui lui arrachèrent ses bagues avec leurs dents, et elle expira d'horreur et de désespoir; un enfant de cinq ans fut massacré malgré ses supplications et ses larmes. Un vieillard de quatre-vingts ans fut fusillé, et un autre brûlé vif. Ceux qui purent se sauver gagnèrent les montagnes: une tempête put seule arracher les victimes à leurs bourreaux. Cette exécution militaire ne manqua pas son but: on voulait inspirer la terreur aux rebelles. Mais

le mécontentement fut général, et cinquante ans plus tard le massacre de Glencoe amena cent cinquante Macdonalds sous la bannière de Charles-Edouard. Presque tout l'odieux en retomba sur Breadalbane et Stairs; mais ils avaient des ordres signés du roi, qui, malheureusement pour son honneur, ne priva ce dernier de ses fonctions de secrétaire d'état que lors de l'affaire de Darien. Cependant, le règne de Guillaume offre peu d'exemples de semblables actes; ce prince était sévère plutôt que cruel; quels que fussent ses défauts, il fut du moins le premier roi d'Angleterre et d'Écosse, depuis la réforme, qui désira franchement la tolérance religieuse, excepté pour les catholiques d'Irlande.

CHAPITRE XXIV.

J. PATERSON. — BANQUE D'ÉCOSSE. — ÉTABLISSEMENT DE L'ISTHME DE DARIEN. — MALHEURS DE L'ÉCOSSE. — MORT DE JACQUES VII.

Avant de nous occuper du règne suivant, nous ne saurions oublier l'épisode de l'histoire d'Ecosse où nous voyons les deux peuples, conduits par leur rivalité, lutter entre eux pour les intérêts de leur industrie et de leur commerce, non plus sur leurs frontières, mais dans les mers lointaines des Indes. L'établissement colonial de l'isthme de Darien sert à marquer en Ecosse cette période où les nouveaux besoins des temps forcent une nation à se dépouiller de tout ce qui lui restait de ses anciennes mœurs, pour adopter celles de la civilisation moderne. Pendant long-temps l'épée avait seule ouvert en Ecosse la route des honneurs. Quand la haute noblesse eut déserté, à la suite du roi, Edimbourg pour Londres, et ses

châteaux pour les parcs de Theobalds ou de Greenwich, l'industrie prit un rang de plus en plus élevé parmi les sommités sociales. Le jour où le marchand opulent partagea au moins la considération avec le noble appauvri, Glascow put prévoir que les six mille ames de sa population primitive, s'élevant rapidement à cent mille, grace au négoce lointain et aux manufactures locales, cette cité roturière laisserait un jour bien loin d'elle la royale cité d'Edimbourg.

Ce fut en 1695 que l'Écosse rougit pour la première fois de sa pauvreté; alors fut sollicitée et autorisée une compagnie écossaise pour le commerce de l'Afrique et des Indes, avec la permission de fonder des colonies, des villes ou des forts dans les pays inoccupés, avec l'exemption de toute espèce de droits pendant vingt et un ans. Une banque nationale fut créée à la même époque : les bénéfices obtenus par les Hollandais et les Anglais dans l'Inde et l'Amérique devaient faire envie surtout à un pays qui était une contrée maritime aussi bien que la Hollande et l'Angleterre. Un Ecossais obscur, esprit aventureux, qui avait été l'inventeur de la banque d'Angleterre, n'ayant pas obtenu du gouvernement anglais la récompense à laquelle il devait s'attendre, et encouragé par un patriote ardent, Fletcher de Saltoun, ré-

solut de consacrer désormais toute son activité à son pays natal; ce fut à lui que l'Ecosse fut redevable du projet primitif de rivaliser avec l'Angleterre pour le commerce de l'Inde. On prétend que Paterson avait été boucanier dans sa jeunesse. Pendant ses courses avec les pirates, il avait probablement visité l'isthme de Darien, qui joint l'Amérique du nord à l'Amérique du sud, et dont la plus grande partie était déserte ou habitée par des Indiens indépendants, ennemis du nom espagnol. Il proposa d'établir sur chaque bord de l'isthme un entrepôt pour le commerce de l'un et l'autre continent. Les marchandises de l'Europe et les esclaves d'Afrique, transportés au golfe de Darien, et conduits par terre à travers la chaîne de montagnes qui divise l'isthme, pouvaient être échangés contre les produits de l'Amérique espagnole et les riches denrées de l'Asie, en les important au golfe Saint-Michel, ou au fleuve Sambo dans la baie de Panama. Les mêmes vents auraient porté les denrées d'Europe à travers l'Atlantique et à travers l'océan Pacifique. Unir le commerce des deux Indes par une colonie établie dans l'isthme de Darien, ou, selon l'expression de Paterson, ravir à l'Espagne les clefs du monde, ce n'était pas la conception d'une ame vulgaire. On peut, dit un historien

écossais (1) à qui nous empruntons une partie de ces considérations, on peut la comparer au grand projet d'Alexandre d'établir un marché en Egypte pour y concentrer le commerce de l'Inde. Les avantages immédiats de cette entreprise séduisirent bientôt les Ecossais. Paterson vantait la fertilité du sol de l'isthme, et y promettait des mines d'or inépuisables; il proposait de déclarer la future colonie port franc, et d'y proclamer la tolérance de tous les partis et de toutes les religions. Ces idées avaient été communiquées d'abord avec un mystère peut-être affecté. L'Ecosse oublia un moment ses vieilles querelles domestiques, sa vanité féodale, son orgueil religieux, pour ne plus rêver qu'à ce nouvel Eldorado. Un de ses prophètes covenantaires aurait bien pu justement accuser alors Israël de se prosterner devant le veau d'or. Sans doute quelque voix naguère respectée s'éleva pour lui reprocher cette avaricieuse idolâtrie; mais cette voix dut se perdre dans le désert. On n'eût pas écouté davantage sans doute un prophète du bon sens qui aurait dit aux habitants de l'Ecosse :

« Les projets grandioses de Paterson ne sauraient convenir qu'à un peuple qui posséderait des

(1) Malcolm Laing.

établissements étendus dans l'occident comme dans l'orient. Avant de s'engager dans ces entreprises de colonies lointaines, il faut avoir un capital suffisant non seulement pour cultiver et améliorer son propre sol, mais encore pour y entretenir des manufactures, dont on pourrait exporter le surplus à un marché étranger. Où sont vos excédants de produits? où sont vos navires? où est votre richesse territoriale? en quoi consiste votre industrie? L'établissement seul de Darien, s'il réussit, vous privera à la fois de vos faibles ressources locales, de votre faible crédit, et de vos habitants les plus actifs : vous aurez forcément recours aux autres nations dans l'exploitation de ces riches trésors; vous serez à la merci de leurs marins, de leurs manufacturiers, de leurs banquiers, et bientôt de leurs aventuriers plus hardis que les vôtres, et qui vous laisseront tout au plus réimporter l'intérêt de vos avances, etc. »

Le résultat seul et l'expérience des temps peuvent donner de tels avis; l'Écosse, dans cette entreprise commerciale, trouva plus de peuples jaloux que de sages conseillers. L'Angleterre força le gouvernement à désapprouver ses premiers actes d'assentiment, et à renvoyer les ministres qui ne s'y étaient pas opposés. Stairs,

l'instigateur du massacre de Glencoe, fut disgracié, plus coupable aux yeux de Guillaume pour avoir soutenu Paterson que pour avoir fait égorger ses compatriotes. Alors l'amour-propre national des Écossais se mêla à leurs avides espérances. Il s'agissait non seulement d'enrichir l'Écosse, mais de braver l'Angleterre; la fureur des souscriptions devint contagieuse et gagna tous les rangs; on acheta des navires à Hambourg, on organisa le gouvernement et l'administration de la nouvelle Calédonie. Une flottille mit à la voile; on aborda l'isthme désiré; on fonda la capitale future, le nouvel Édimbourg, et l'on s'empressa d'instruire la mère-patrie de ces heureux commencements; mais huit mois étaient à peine écoulés que le climat dévora la moitié des nouveaux colons; les fonds et les secours leur manquèrent, la tempête détruisit une partie de leurs vaisseaux, une jalouse prohibition fit refuser aux autres l'accès des ports d'Angleterre, d'Espagne et de Hollande, par suite d'une déclaration de Guillaume.

Ce rêve avait trop flatté la pauvre Écosse pour qu'elle ne saisît pas la première occasion de le recommencer : une seconde colonie fut envoyée à Darien, et s'établit sur les débris de l'autre; cette fois les Espagnols, sachant que Guillaume

et l'Angleterre avaient mis ces émigrants hors la loi des nations, disputèrent à la famine, au climat et aux tempêtes le soin de consommer leur ruine; douze cents hommes marchèrent de Panama contre les huttes du nouvel Édimbourg, et furent repoussés; mais onze vaisseaux de ligne venus de Carthagène forcèrent les Écossais de capituler et de se rembarquer pour l'Europe.

Quand la nouvelle de cet événement parvint en Écosse, on y était dans la joie et le triomphe, parce qu'on avait appris d'abord le premier avantage obtenu sur les Espagnols; l'accablement fut général: le roi Guillaume et l'Angleterre furent l'objet des malédictions les plus terribles: c'était le roi, c'étaient les Anglais qui avaient trahi l'intérêt commercial de l'Écosse; le moment était favorable pour les Jacobites, ils en profitèrent pour en appeler au vieil honneur écossais et à l'indépendance nationale. « Tous les malheurs du peuple provenaient de l'union des couronnes. » On s'adressa à Jacques, ou plutôt à Louis XIV; mais le grand monarque pensait alors à asseoir son petit-fils sur le trône d'Espagne; il avait intérêt à ne pas rompre ses traités avec Guillaume; le moment fut perdu. Le mécontentement de l'Écosse ne s'éteignit pas; mais l'explosion en étant

différée, il s'affaiblit de plus en plus jusqu'à la mort de Guillaume.

Après tous ses rêves, Paterson termina ses jours, vieux pauvre et oublié.

CHAPITRE XXV.

RÈGNE DE LA REINE ANNE. — ACTE DE SÉCURITÉ. — NOUVEAU PARLEMENT. — FLETCHER DE SALTOUN. — LORD BELHAVEN. — L'UNION DES DEUX ROYAUMES. — RÉBELLION DE 1715.

Anne était la seconde fille protestante de Jacques II. Si son avénement plaisait aux Whigs à cause de sa religion, elle était pour les Torys une Stuart; son règne à leurs yeux fut comme une demi-restauration. En effet, les Torys envahirent en Angleterre toutes les branches de l'administration. En Ecosse, les Jacobites continuèrent à en être exclus; mais ils se retranchèrent dans une opposition légale, se flattant que la reine Anne, fidèle aux liens du sang, ayant perdu elle-même tous ses enfants, depuis l'acte qui l'avait désignée pour succéder à Guillaume III, pourrait léguer la couronne à son frère. Mais la reine fit confirmer, par le parlement d'Angleterre, les statuts qui garantissaient la succession

protestante au profit de Sophie, princesse douairière de Hanovre, qui était petite-fille de Jacques Ier, par le mariage de sa fille Elisabeth avec le prince palatin. Le parlement d'Ecosse ayant été perpétué depuis douze ans, en contradiction avec la loi d'une réélection annuelle, tous les ministères précédents avaient eu le temps d'y recruter des adhérents. Le gouvernement anglais l'aurait donc trouvé docile à ses vues sur la succession. Ce ne fut qu'à regret, et après de longs délais, qu'il fut enfin renouvelé; mais le gouvernement disposa d'un grand nombre des élections nouvelles, en flattant l'espérance des Jacobites qui votèrent pour lui contre l'opposition presbytérienne. Cependant le nouveau parlement s'occupa avant tout de l'avenir de la monarchie; on comprit qu'il importait peu à l'Ecosse d'être gouvernée par un prince de la maison de Hanovre ou par un des fils de Jacques VII, pourvu que ses droits, comme nation, fussent d'abord garantis. Il y allait de son honneur de prouver son indépendance. D'accord avec l'opposition patriote, le parti jacobite soutint chaudement la proposition d'un *acte de sécurité* qui tendait à limiter la prérogative royale sur plusieurs points, et entre autres sur la succession du trône. Cet acte fut combattu par le gouverne-

ment, et ne put passer qu'à une seconde session, lorsqu'en refusant les subsides le parlement obtint l'assentiment du ministère en le prenant en quelque sorte par famine. Les États du royaume étaient autorisés par cet acte à s'assembler à la mort de la reine, pour lui nommer un successeur du sang royal et de la religion protestante, mais nullement le même qui pourrait succéder au trône d'Angleterre, à moins qu'il n'eût préalablement garanti la religion, les libertés et le commerce de l'Ecosse. Parmi les orateurs qui arrachèrent cette loi au gouvernement, on distingua un membre éloquent nommé Fletcher de Saltoun, digne d'être comparé à Fox et à Sheridan.

Godolphin, le ministre de la reine Anne, feignit d'approuver ce qu'il ne pouvait empêcher. En même temps l'orgueil écossais, adroitement caressé, se laissa facilement séduire par son propre triomphe. Les dédains de l'Angleterre avaient soulevé l'Ecosse : traitée d'égale à égale, elle remit l'épée dans le fourreau, et se laissa entraîner sur le terrain perfide des négociations.

Les Anglais sentirent que l'Ecosse tendait à s'isoler d'eux; leurs propres préventions n'avaient pas peu contribué, sous les règnes précédents, à faire échouer tout projet d'incorporation ou

d'union des deux pays. Ces préventions se montrèrent plus hostiles un moment, mais cédèrent bientôt à la perspective de réduire l'Écosse au rang de province anglaise.

On commença par créer, au moyen de la corruption, un parti anglais parmi les Ecossais eux-mêmes : on fit habilement ressortir les avantages réels qu'il y aurait pour l'Ecosse dans cette fusion des deux états ; et quand le succès fut assuré par des engagements secrets encore plus que par des discussions préparatoires, des commissaires furent choisis dans les deux royaumes pour régler la base de cette importante négociation.

Sachant que l'Union ne pouvait être populaire en Ecosse, les commissaires écossais, à plusieurs reprises, opposèrent à cet acte des objections fondées sur les droits légitimes de leur pays ; mais chaque objection était interprétée par l'Angleterre comme une menace de tout rompre, et les représentants écossais ayant déjà touché des à-comptes sur leur marché particulier, se hâtèrent d'avertir le gouvernement qu'ils ne résistaient que pour la forme. Ainsi furent réglées, au gré de l'Angleterre, les bases de l'impôt territorial, celles de l'excise et le droit de représentation dans le parlement commun. Ce traité préliminaire devait être discuté par le parlement national, à qui

l'on réservait aussi, pour dernières fonctions, de s'abolir lui-même à jamais. Quand les articles en furent connus, l'alarme et l'indignation furent générales; les pamphlets, les allocutions publiques entretinrent l'agitation d'une extrémité de l'Ecosse à l'autre. Les Presbytériens redoutaient l'influence future de l'épiscopat anglican; les Épiscopaux prévoyaient qu'ils allaient être sacrifiés au presbytérianisme pour prix de l'Union; les pauvres réclamaient surtout contre l'excise, qui allait faire renchérir les choses les plus nécessaires à la vie, et les commerçants contre les impôts anglais, qui équivaudraient pour eux à une prohibition de tout négoce; tous les rangs, tous les états, tous les partis, Whigs, Torys, Jacobites, Caméroniens, sentaient renaître en eux le vieux patriotisme écossais, à l'idée de voir effacer leur terre natale de la liste des nations indépendantes. Une conspiration formidable s'ourdit: les Caméroniens et les Highlanders s'étaient rapprochés; le duc de Hamilton devait donner le signal. Si, dans ce moment, un Stuart, un Charles-Edouard avait paru, sa cause était gagnée; mais le secret fut vendu. Le duc de Hamilton lui-même contremanda le mouvement qu'il devait diriger, cédant, selon les uns, à la peur, lâchement déserteur des libertés nationales selon

les autres. Dans ce tumulte des esprits, qui fut suivi de quelques émeutes réelles, la force militaire fut jugée indispensable pour protéger le calme des délibérations : mais la protection des baïonnettes est elle-même funeste à la liberté.

Cependant les sessions du parlement continuèrent ; les partisans de la cour ne manquaient pas de bons arguments pour recommander l'Union : le temps leur a donné gain de cause, sans absoudre les uns de leur servilité obséquieuse, les autres de leur vénalité. Le temps d'ailleurs, qui a accompli toutes leurs promesses, n'aurait-il pas pu procurer à l'Ecosse indépendante les mêmes avantages par d'autres voies? « L'Union, disaient-ils, n'est qu'une alliance plus intime ; les vieilles animosités nationales sont éteintes ; que de rapprochements naturels, que de similitude dans les lois et les mœurs, que d'intérêts communs appellent les deux nations à se fondre ensemble tôt ou tard! Quelques nuances subsisteraient même sans inconvénient après cette fusion. L'Ecosse elle-même ne contient-elle pas dans son sein deux races distinctes, celle des Highlands et celle des Lowlands, jadis ennemies, depuis si long-temps en paix, et resserrant chaque jour leurs rapports mutuels? Reste la vaine chimère de l'indépendance ; mais l'Ecosse peut-elle encore

la défendre contre sa voisine? Elle n'a plus qu'un moyen de la conserver honorablement, c'est de l'associer à l'indépendance anglaise. La gloire et le commerce de l'Angleterre, ajoutaient-ils, nous appartiendront également, et l'industrie du pays prospérera avec les arts de la paix. Notre représentation est diminuée! Mais la constitution anglaise s'altère elle-même, car le maître qui admet un associé dans sa maison n'a plus l'administration exclusive de ses affaires domestiques. D'ailleurs un parlement anglais ne peut avoir d'autre intérêt que l'intérêt commun, et les deux nations peuvent jouir désormais du bonheur et de la sécurité sous la même législature, tandis que la religion, la liberté et la succession protestante sont garanties par l'Union ».

L'opposition, désignée sous le titre de parti patriote (*country-party*, parti du pays), soutint qu'il y avait dans tout gouvernement certaines bases fondamentales que la législature n'avait aucun titre pour violer ni altérer : quelle que fût l'origine des pouvoirs des membres d'une assemblée élective, qu'ils fussent nommés par la couronne ou directement par leurs commettants, ils ne possédaient qu'une délégation, un mandat discrétionnaire et sacré, sévèrement limité à l'observance et à la conservation de la charte établie

ou acceptée par le peuple. Sans la volonté expresse du peuple, et encore moins si c'était en opposition à cette volonté déclarée, un parlement ne pouvait donc ni annuler ni transférer à un autre son pouvoir législatif. Or, que résulterait-il d'une Union réprouvée par toute la nation? Des mécontentements éternels et de fréquentes rébellions. Qu'importe un accroissement de richesses ou de bien-être à qui préfère le bien, moins palpable peut-être, mais non moins réel, de l'indépendance? Au lieu d'ouvrir tous les marchés de l'Europe au commerce d'Écosse, l'Union ne ferait que l'absorber dans les marchés anglais; et la solidarité de la dette de la Grande-Bretagne, quels équivalents pourraient en indemniser la pauvre Écosse? On conservait religieusement le système judiciaire de l'ancien royaume; mais on instituait une cour de l'Échiquier pour décider en matière de fisc d'après les formes anglaises. Encore si, dans le parlement, on admettait une proportion raisonnable de pairs et de députés pour l'Écosse; mais les pairs conservés par un système électif se réduisaient à seize, le dixième de la haute chambre d'Écosse; et, dans la même proportion, quarante-cinq membres écossais seulement entraient à la chambre des communes des royaumes-unis, au lieu de soixante-six.

Fletcher de Saltoun osa dire toute la vérité en accusant les commissaires de trahison; et lord Belhaven, s'élevant à la hauteur de Démosthène tonnant du haut de la tribune contre les mauvais citoyens vendus au roi de Macédoine, prononça ce discours :

« Je crois voir un royaume libre et indépendant abandonner le précieux privilége qui a de tout temps mis les armes à la main à tous les états du monde : le privilége de régler ses propres affaires. Je vois les pairs actuels de l'Écosse, dont les ancêtres allaient lever des tributs sur les provinces d'Angleterre, réduits à parcourir l'enceinte de la cour des requêtes, tels que des procureurs anglais, et déposant leurs épées de peur que leur défense personnelle ne soit traitée d'*homicide*, pendant qu'en Écosse même un petit commis de l'excise recevra plus d'hommages et de respect que n'en recueillit jamais le plus illustre de leurs aïeux. Je vois nos barons, ces braves défenseurs de nos libertés, mettre le sceau du silence sur leurs lèvres pour éviter les amendes de lois inconnues; et les bourgeois, opprimés par d'odieuses restrictions dans leur commerce, se glisser honteux à travers les rues désertes des villes, après avoir mangé leur soupe sans sel et bu de l'eau au lieu d'ale. Je vois les propriétaires

écrasés par l'impôt et réduits à l'aumône; mais je vois surtout notre mère commune, l'antique Calédonie, assise comme César au milieu de notre sénat, promenant autour d'elle ses yeux remplis de deuil, se couvrant de son manteau royal, et qui s'écrie en recevant de nos mains le coup fatal : *Et toi aussi, mon fils!* Le *patricide* est pire que le parricide : et nous, dont les ancêtres ont fondé cette monarchie indépendante et nous ont légué sa constitution et ses lois intactes, resterons-nous muets quand cette patrie est en péril? trahirons-nous ce qui a coûté si cher à nos pères? Les Anglais sont une grande et glorieuse nation : leurs armées sont partout victorieuses; leur marine est la terreur de l'Europe; leur commerce embrasse tout le globe, et leur capitale est devenue le centre de la terre. Nous formons une nation obscure, pauvre, dédaignée, quoique jadis digne de plus d'estime, située dans un coin écarté du monde, sans alliance et sans nom! Qui nous empêche d'ensevelir toutes nos animosités, et de nous réunir cordialement quand notre existence comme nation est menacée? L'ennemi est à nos portes. Annibal est dans nos murs; Annibal est au pied du trône, qu'il aura bientôt détruit pour en enlever les insignes et nous chasser à jamais de nos foyers. Où sons les Douglas, les Grahames,

les Campbells, nos pairs et nos chefs, qui repoussèrent avec leurs épées les Édouards d'Angleterre, lorsqu'ils voulaient usurper cette indépendance que nous allons trahir par un seul vote? Je vois la constitution anglaise rester stable, avec les mêmes chambres du parlement, les mêmes impôts, les mêmes corporations de commerce, les mêmes lois, la même judicature, pendant que nos institutions sont soumises à de nouvelles règles ou anéanties à jamais. Et pourquoi? afin d'être admis à l'honneur de payer les arrérages de la dette anglaise et de servir de caution aux nouveaux créanciers que l'Angleterre voudra se donner. Mon cœur est près de se briser d'indignation et de douleur à la vue du triomphe que les Anglais obtiennent aujourd'hui sur un peuple valeureux et fier, qui a si long-temps combattu pour son indépendance. Mais l'Angleterre serait-elle la première à nous offrir les conditions que nous pourrions lui demander, jamais je ne consentirai à abandonner cette souveraineté, sans laquelle, à moins que les parties contractantes restent indépendantes, la sécurité de tout traité ressemble à celle de l'homme qui stipulerait pour la conservation de sa propriété, en devenant lui-même esclave. »

On ne répondit pas à cette pathétique adresse;

les mulets chargés d'or de Philippe étaient dans la place : quand on alla aux voix, une majorité de trente-trois votes prononça l'incorporation de l'Ecosse à l'Angleterre.

A la nouvelle de ce suicide politique, un cri de désespoir s'éleva dans l'Ecosse. On aurait pu s'attendre à une guerre nationale ou à une guerre civile ; tout s'était passé en déclamations de tribune, et cette vaine lutte d'orateurs était le terme de plus de dix siècles de combats. L'Ecosse enfin fut traitée comme un enfant indocile qu'on console avec des jouets : par un article additionnel du traité d'Union, il fut stipulé que les *regalia* ou insignes de l'antique monarchie ne pourraient être emportés hors d'Edimbourg.

Quelque avantageux que l'acte d'Union fût à l'Angleterre, il fallut user de ruse et peut-être de fraude pour le faire adopter par la chambre des communes anglaises.

Enfin tout fut consommé par l'adoption de la loi anglaise sur les crimes de haute trahison ; et les patriotes dévoués, tels que les Belhaven, les Fletcher de Saltoun, etc., arrêtés, conduits à Londres, sous prétexte qu'ils avaient correspondu avec l'escadre de Forbin, qui parut dans le Forth en 1708, expièrent en prison la hardiesse de leur résistance, pendant que les traîtres recueil-

laient les uns le salaire, les autres les faveurs, prix convenu de leur prétendue impartialité (1). Lord Belhaven mourut de douleur et d'indignation.

Des deux grandes rébellions qui protestèrent sous l'étendard des Stuarts contre l'Union, la première, celle de 1715, conduite par l'inhabile comte de Mar, et étouffée par le comte d'Argyle, éclata à la suite de la réaction qu'à la mort de la reine Anne, les Whigs entrés au pouvoir suscitèrent contre les Torys de toutes les nuances dont la reine avait rallié le plus grand nombre à son gouvernement. Le comte de Mar avait été un adhérent de la maison de Hanovre; politique timide que le dépit seul de la disgrace jeta dans le jacobitisme, administrateur assez heureux, dit-on, il manquait à la fois de talent militaire, de conviction et de courage : et il eut pour adversaire le fils du premier duc d'Argyle (2), élève de Marlborough, qui s'était distingué à Oudenarde et à Malplaquet. Le duc attaqua les Highlanders,

(1) De Foe.

(2) Argyle avait été un des promoteurs de l'Union; il fut créé duc et pair d'Angleterre à cette occasion : c'est le même duc d'Argyle qui joue un rôle dans *the Heart of Midlothian* (la Prison d'Édimbourg).

entre Dumblane et Sheriffmoor et ne remporta qu'une victoire douteuse, c'est-à-dire partielle; mais elle suffit pour décourager les montagnards, à qui l'avantage du nombre semblait moins essentiel que celui d'avoir pour chef un autre Montrose ou un autre Dundee. Le jour même de la bataille de Sheriffmoor (1), les Jacobites du nord de l'Angleterre, réunis à une armée d'Ecossais et de montagnards qui les avait joints, étaient forcés de déposer les armes à Preston dans le comté de Lancastre. Là se rendirent prisonniers Kenmure et Derwentwater, qui allèrent porter leur tête au bourreau de Londres.

L'année suivante, le Prétendant vint joindre le comte de Mar; mais il n'avait aucune des qualités qui distinguèrent son fils trente ans plus tard. Il ordonna des prières dans les églises, et ne s'occupa que faiblement de réunir une nouvelle armée. Son séjour en Ecosse fut comme une vaine parade de royauté; il préparait son couronnement à Scone, lorsqu'il apprit que le duc d'Argyle marchait contre lui avec six mille soldats étrangers et plusieurs régiments anglais. ..

La sévérité du gouvernement alla jusqu'à la cruauté contre les prisonniers de cette guerre;

(1) 13 novembre.

mais personnellement Argyle se montra clément envers les vaincus, et, non moins habile politique que brave général, il parvint à étouffer les restes d'une insurrection si mal conduite : on montre encore près de Dumblane une large pierre sur laquelle les Highlanders aiguisèrent leurs claymores la veille de la bataille de Sheriffmoor; mais elle ne servit qu'à marquer la limite où s'arrêta leur marche sur Edimbourg.

Ici se termine l'introduction à l'histoire de Charles-Edouard. En rattachant sa cause à celle de l'indépendance écossaise nous avons été conduits à esquisser l'histoire de l'Ecosse elle-même, persuadés avec l'éloquent historien de Sobieski que « la Providence a mis un tel enchaînement dans les choses humaines, que lorsqu'on veut retracer quelques unes des révolutions d'un peuple et démêler les causes de sa prospérité et de ses malheurs, on est involontairement ramené de degrés en degrés jusques à son berceau » (1).

(1) Histoire de Pologne avant et sous Jean Sobieski, etc., tome 1er.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD.

HISTOIRE

DE

CHARLES-ÉDOUARD,

DERNIER PRINCE DE LA MAISON DES STUARTS.

CHAPITRE PREMIER.

LES STUARTS DANS L'EXIL. — FUITE DE LA REINE ÉPOUSE DE JACQUES II ET DU PRINCE DE GALLES. — LEUR ARRIVÉE EN FRANCE. — LAUZUN. — INQUIÉTUDES SUR JACQUES II. — IL DÉBARQUE A AMBLETEUSE. — SON ENTREVUE AVEC LOUIS XIV. — LA COUR DE SAINT-GERMAIN.

L'Union du peuple anglais et du peuple écossais, ou, en d'autres termes, l'asservissement de l'Ecosse à l'Angleterre ayant eu lieu sans l'assentiment du roi *légitime* des deux royaumes, le peuple asservi et la dynastie dépossédée devaient naturellement associer leurs regrets et leurs espérances, ne faire qu'une cause de l'indépendance nationale et de la royauté héréditaire, et se prêter un mutuel secours, afin de reconquérir leurs droits.

Nous allons revenir sur nos pas dans l'histoire de cette dernière lutte des deux peuples, en nous occupant avec quelques détails des Stuarts dans l'exil, jusqu'à ce que Charles-Edouard nous ramène en Écosse sous leur bannière un moment triomphante. Pour mieux faire connaître cette cour de proscrits, où le dernier descendant de Bruce aura son berceau, nous laisserons volontiers parler les auteurs des mémoires contemporains, écrivant sous l'impression immédiate que leur causait le spectacle de cette grande infortune.

La reine d'Angleterre arriva la première en France.

« Le 6 décembre au soir, dit Dalrymple, la reine sortit secrètement de Whitehall avec le jeune prince qui n'avait que six mois, et qui était porté dans les bras de sa nourrice....... Elle passa la Tamise, qui était grosse, dans un bateau découvert, par une nuit noire, une pluie horrible et un vent violent. Elle devait trouver à l'autre bord un carrosse de louage qui se fit attendre une heure, et elle se mit à l'abri sous les murs de la vieille église de Lambeth, tournant ses yeux baignés de larmes tantôt sur le prince, qui faisait un si précoce apprentissage des malheurs attachés à la royauté, tantôt sur les lumières innom-

brables de la ville, à la lueur desquelles elle cherchait à apercevoir le palais où elle avait laissé son époux, et tressaillant au moindre bruit qu'elle entendait de ce côté-là. »

Arriva enfin le carrosse attendu, qui conduisit la princesse jusqu'à Gravesend, sous la garde de Lauzun. Voici comment Dangeau retrace cette fuite :

« Aujourd'hui, jeudi 23 décembre 1688, M. de Seignelay entra chez le roi, qui était encore dans son lit, et lui apporta des lettres de M. Lauzun, qui arriva mardi matin à Calais, ayant emmené avec lui la reine d'Angleterre et le prince de Galles, que le roi d'Angleterre lui confia la nuit du dimanche au lundi. Il y avait plus de quinze jours que ce projet-là était fait. Milord Powits, mari de la gouvernante, avait amené secrètement le prince de Galles de Portsmouth à Londres, et l'avait caché dans une mauvaise maison d'un faubourg. Il y avait soixante personnes qui étaient du secret, et à qui l'on n'avait pu s'empêcher de le confier. Le roi d'Angleterre se coucha avec la reine le dimanche, à son ordinaire, et la fit relever une heure après pour la remettre entre les mains de M. de Lauzun, qui la vint attendre à la porte de la chambre. Il la fit monter en carrosse avec lui, et ensuite ils allèrent pren-

dre le prince de Galles avec sa nourrice et la remueuse; ils avaient des relais de carrosses jusqu'au-dessous de Gravesend, où ils montèrent dans un yacht qui attendait M. de Lauzun; le capitaine ne savait point qui il menait. M. de Lauzun, qui avait avec lui un Anglais pour lui expliquer les commandements que ferait le capitaine du yacht, avait ordre du roi d'Angleterre de le poignarder, en cas qu'il voulût faire quelque manœuvre contraire au dessein qu'on avait d'arriver à Calais ou à quelque autre port de France. Saint-Victor, qui avait toujours été du secret, avait suivi le carrosse seul à cheval; milord Powits et sa femme avaient pris les devants, et ils joignirent la reine dans le yacht, où la reine fut toujours cachée à fond de cale, et où elle était entrée portant le prince de Galles sous son bras comme un paquet de linge sale. L'enfant n'a point crié, ni dans le carrosse ni dans le yacht, et tout s'est conduit fort heureusement et fort habilement.

« La reine, arrivant à Calais, n'a point voulu qu'on lui rendît aucun honneur. M. de Lauzun mande au roi que le roi d'Angleterre lui avait donné ordre de ne remettre la reine qu'entre ses mains, et qu'il était bien malheureux de ne pouvoir exécuter cet ordre, n'ayant pas la permis-

sion de se présenter devant Sa Majesté. Le roi lui a fait réponse de sa propre main, et dans une lettre très obligeante il lui permet de revenir à la cour.

« Le roi a envoyé un de ses gentilshommes ordinaires à la reine d'Angleterre pour se réjouir de son heureuse arrivée, et Sa Majesté fera partir incessamment des carrosses, des gardes et toutes sortes d'officiers pour servir la reine. On meuble Vincennes pour la recevoir. M. le Premier conduit la maison, comme son père l'avait conduite en pareille occasion, allant au-devant de la feue reine d'Angleterre. »

On fut inquiet long-temps à la cour de France sur le sort de Jacques. Il avait souvent répété lui-même le mot de son père, « qu'il n'y a pas loin de la prison des princes à leur tombeau »; et il était à craindre qu'il ne fût devenu le prisonnier de Guillaume. La reine paraissait alors résolue à repasser en Angleterre « pour souffrir le martyre avec lui ». Chaque jour apportait sa mauvaise nouvelle : le roi avait pris le parti de chercher un asile à la cour de Louis XIV; mais on l'avait arrêté à Feversham, déguisé en valet. Pouvait-on croire qu'il serait reçu à Londres avec des acclamations, et que le prince d'Orange était intéressé à favoriser son évasion? Toutes les inquiétudes cessèrent le 6 janvier.

« Le roi, dit Dangeau, eut la nouvelle que le roi d'Angleterre était arrivé hier matin à Ambleteuse en bonne santé, et aussitôt il envoya un de ses écuyers porter cette nouvelle à la reine d'Angleterre, qui était arrivée à Beaumont; elle priait Dieu quand M. le Premier vint lui annoncer cette bonne nouvelle, et elle oublia si bien tous ses malheurs, qu'elle leva les mains et les yeux au ciel, en disant : « Que je suis heureuse! » Nous lui avions fait les compliments du roi et de madame la dauphine une heure auparavant, et nous retournâmes chez elle, où nous la trouvâmes transportée de joie. On ne saurait se louer plus qu'elle fait de toutes les graces qu'elle reçoit du roi; elle est contente au-delà de tout ce qu'on peut dire de la réception qu'on lui a faite partout où elle a passé sur la route.

« Le roi envoya ordre à M. le Premier de partir sur-le-champ de Beaumont pour aller au-devant du roi d'Angleterre. Monsieur et madame envoyèrent le même ordre à MM. de Châtillon, qui étaient venus de leur part complimenter la reine. Milord Henry (1) arriva à Ambleteuse le même jour que le roi son père, sur deux vaisseaux de guerre anglais, qui, après l'avoir débarqué, s'en retournèrent à leur flotte. »

(1) Fitz-James.

« JEUDI 6. — Après son dîner, le roi partit d'ici avec Monseigneur et Monsieur dans son carrosse, et vint jusqu'auprès de Chatou, où il attendit la reine d'Angleterre, qui arriva un quart d'heure après. Dès qu'on vit paraître les carrosses qui l'amenaient, le roi, Monseigneur et Monsieur mirent pied à terre. Le roi fit arrêter le carrosse qui marchait devant celui de la reine, où était le prince de Galles, et l'embrassa. Pendant ce temps-là, la reine d'Angleterre descendit de carrosse, et fit au roi un compliment plein de reconnaissance pour elle et pour le roi son mari. Le roi lui répondit qu'il leur rendait un triste service dans cette occasion, mais qu'il espérait être en état de leur en rendre de plus utiles dans la suite. Le roi avait avec lui ses gardes, ses chevau-légers et ses mousquetaires, et tous les courtisans l'avaient accompagné. Le roi remonta en carrosse avec la reine; Monseigneur et Monsieur s'y mirent aussi : cela avait été concerté dès le jour précédent; c'est pourquoi elle n'avait avec elle que madame de Powits et la signora Anna-Vittoria Montecuculli, une Italienne qu'elle aime fort.

« Ils descendirent au château de Saint-Germain, qui était meublé fort magnifiquement, et où l'on trouva toutes les commodités imaginables pour

violation de l'étiquette était presque un crime de lèse-majesté (1).

Jacques, et son épouse, « un peu glorieuse » admirèrent les pompes de Versailles; « et malgré les fâcheuses circonstances de son état, S. M. B. ne laissait pas d'aller courageusement à la chasse avec Monseigneur, et piquait comme un homme de vingt ans qui n'a d'autre souci que celui de se divertir. » Jacques et la reine furent invités au

(1) On lit dans le journal de Dangeau, à la date du 7 janvier 1689 : « Milord Powits est venu ce matin de la part de la reine d'Angleterre pour savoir des nouvelles de la santé de madame la Dauphine, mais il ne l'a point vue. Il prétendait la devoir saluer ; mais comme il n'a que le titre de marquis et point de duc, madame la Dauphine ne le saluera pas, et ne veut pas même en venir à l'expédient qu'il proposait, qui était de la voir dans son lit, car elle ne veut point qu'il puisse dire qu'on a cherché un *mezzo termine.* » Plus loin, lundi 10, Dangeau dit encore : « Madame alla sur les quatre heures à St-Germain ; mademoiselle sa fille, madame de Guise et toutes les princesses du sang y allèrent aussi. La reine d'Angleterre les salua toutes et donna un fauteuil à Madame et des siéges pliants aux princesses. Elle fit asseoir la duchesse de Portsmouth et la signora Anna Montecuculli, ce qu'on trouva extraordinaire, car elle n'est point duchesse. Apparemment c'est comme étant sa dame d'honneur : on la pria de s'expliquer là-dessus. »

petit voyage de Marly : « Sa Majesté leur donna le plaisir d'un petit opéra sur le retour du Dauphin, représenté à Trianon : — la princesse de Conti, madame la duchesse, et madame de Blois y dansaient. » Madame de Maintenon avait commandé *Esther* à Racine pour être jouée par les demoiselles de Saint-Cyr. « Une comédie de couvent, dit mademoiselle de la Fayette, devint l'affaire la plus sérieuse de la cour. Les ministres quittaient, pour y aller, leurs affaires les plus pressées ; la seconde représentation fut consacrée aux personnes pieuses, telles que le père de La Chaise, et douze ou quinze jésuites, auxquels se joignirent madame de Miramion et beaucoup d'autres dévots et dévotes : ensuite cela se répandit aux courtisans. Le roi crut que ce divertissement serait du goût du roi d'Angleterre ; il l'y mena et la reine aussi. »

Ces plaisirs même goûtés, en semblable compagnie, ne pouvaient distraire Jacques II de ses penchants plus sérieux ; il fit un voyage à Paris, « et vit aux grandes Carmélites, dit Dangeau, la mère Agnès, parce que c'était la première personne qui lui avait parlé pour le faire changer de religion. » « Il alla descendre aux Grands-Jésuites, dit mademoiselle La Fayette, causa très long-temps avec eux et se les fit tous présenter : la conversation

finit par dire, qu'il était de leur société, ce qui parut d'un très mauvais goût.

« L'archevêque de Reims le voyant sortir de l'église dit avec un ton ironique : Voilà un fort bon homme ; il a quitté trois royaumes pour une messe. Belle réflexion dans la bouche d'un archevêque ! » ajoute mademoiselle de La Fayette.

Ces détails ne nous semblent point être des puérilités dans l'histoire des malheureux Stuarts : ils révèlent le caractère de Jacques, qui devait plus envier à Louis XIV le père La Chaise que Louvois et Seignelay. Aussi avait-il conservé auprès de lui le père Piter et son ministre le lord Melfort, également funestes à sa cause.

Cependant Louis XIV pensait à faire un effort en faveur de son hôte : l'Irlande était en armes, et le comte de Tyrconel demandait des secours à la France en invitant Jacques à venir se mettre lui-même à la tête de ses fidèles sujets. Une expédition fut prête en peu de mois. « On travailla à l'équipage du roi d'Angleterre... Le roi lui donna même sa cuirasse. » En se rendant à Versailles pour faire ses adieux, Jacques passa chez des religieuses anglaises, et « y toucha des écrouelles, en qualité de roi de France ». Ce titre lui était doublement cher à cause de cette superstition, et Louis le lui laissait exercer sans réflexion, « ce

qu'il aurait eu de la peine à passer à un souverain heureux » (1). Louis XIV alla aussi lui dire adieu à Saint-Germain (25 février 1689). « Tout ce que je puis vous souhaiter de mieux, dit-il en l'embrassant, est de ne jamais vous revoir : si la fortune vous oblige à revenir, vous me trouverez tel que vous m'avez déjà trouvé. » Lorsque de nos jours Georges IV, alors prince régent, prit congé à Douvres du descendant de Louis XIV, ce fut en lui répétant littéralement les paroles de son aïeul, cet héritier de l'usurpation de Guillaume, usurpant sur la légitimité jusqu'à la tradition de son langage.

(1) Toujours grave sur la question de l'étiquette, Dangeau a bien soin de dire, à propos du cérémonial réglé entre les princes du sang et Leurs Majestés britanniques : — « On est convenu aujourd'hui que les princes du sang se couvriront quand le roi d'Angleterre se couvrira ; et que la reine leur donnera des siéges pliants, et les baisera. La feue reine, notre maîtresse, ne les faisait pas asseoir ; mais ils étaient toujours assis devant la reine mère. Le feu roi d'Angleterre, à Bruxelles, donna un fauteuil à feu M. le Prince. L'empereur en fit offrir à MM. les princes de Conti quand ils passèrent à Vienne ; et il y a beaucoup d'autres exemples que les princes du sang de France ont reçu de plus grands honneurs que ceux qu'ils ont en cette occasion ; mais le roi veut qu'on rende plus de respect encore au roi d'Angleterre malheureux, que s'il était dans la prospérité. » — 12 janvier.

Jacques trouva à Brest une escadre de treize vaisseaux toute prête à appareiller. Retardé par le temps contraire, il débarqua enfin en Irlande le 12 mars 1689, et le 24 fit son entrée solennelle à Dublin. Guillaume le laissa pendant un an user lui-même ses succès par ses petitesses et l'indécision de son caractère, qui le portait à éluder toutes les questions importantes : il ne restait plus aux Anglais que la seule ville de Londonderry ; mais déjà le roi lui-même avait dépopularisé le roi légitime par sa présence, et les Jacobites la ligitimité par leurs présomptueuses prétentions et leurs projets de vengeance. Guillaume semblait n'avoir qu'à laisser faire la comparaison entre lui et Jacques. Enfin il se rendit lui-même en Irlande, et y gagna en juin 1690 la bataille de la Boyne, qui ne soumit pas encore l'Irlande, mais qui força Jacques à se réfugier de nouveau en France.

Une correspondance active continua entre les Jacobites des trois royaumes et la cour de Saint-Germain. Plusieurs personnages, en apparence partisans de Guillaume, n'étaient pas éloignés de rappeler Jacques II sur le trône; mais ils demandaient des garanties pour les libertés religieuses et politiques du pays: Marlborough était du nombre des mécontents: Jacques, toujours di-

gne de lui-même, acheva de se faire connaître en préférant la question théologique à la question d'état. Plus scrupuleux sous quelques rapports que Bossuet, dont la déclaration cachait cependant assez d'arrière-pensées, le monarque anglais promettait des amnisties avec des exceptions, et faisait des manifestes avec des restrictions puériles, sans parler des restrictions mentales. Cependant Louis XIV lui donna encore une flotte que la valeur de Tourville ne put sauver du fatal désastre de la Hogue. On prétend que, spectateur du combat des hauteurs du cap, Jacques, qui avait été amiral anglais avant d'être roi, oublia ses revers pour s'écrier avec enthousiasme : « Mes braves Anglais! » Ce mouvement qu'on a cité comme héroïque a pu lui échapper : on dit aussi que les Bourbons se sont quelquefois réjouis des victoires de la république et de l'empire qui semblaient perpétuer leur exil. Cet élan de patriotisme est heureusement compris encore dans notre siècle, où pourtant nous mettons assez volontiers la *patrie* dans l'opinion. Sans doute on pourrait citer aussi des vœux bien contradictoires échappés à ces augustes exilés, Stuarts ou Bourbons, suivant l'impression du moment (1). Nos intérêts

(1) Nous avons sous les yeux une lettre d'Hartwell où Louis XVIII appelle ironiquement Masséna l'enfant *pourri*

et l'amour-propre national peuvent l'emporter tour à tour sans s'exclure dans le même cœur: enfants des guerres civiles, nous devons peut-être encore plus plaindre Coriolan que le maudire.

Jacques dut non moins admirer le génie de Tourville et la bravoure de nos marins que celle des Anglais; et comme s'il eût pensé qu'une puissance divine avait pu seule leur arracher la victoire, malgré l'infériorité de leur nombre, il écrivit à Louis XIV :

« Ma mauvaise étoile a fait sentir son influence sur les armes de Votre Majesté, toujours victorieuses jusqu'à ce qu'elles aient combattu pour moi; je vous prie donc de ne plus prendre intérêt à un prince aussi malheureux, mais de me permettre de me retirer avec ma famille dans quelque coin du monde, où je ne puisse plus être un obstacle au cours ordinaire des prospérités et des conquêtes de Votre Majesté. »

Louis XIV n'en persista pas moins à saisir toutes les occasions qui s'offraient pour rendre la couronne aux Stuarts; ce n'était pas seulement une aveugle générosité, mais un intérêt politique, car Guillaume était le chef des ennemis de la France. En 1696, Jacques se rendit à Calais

de la victoire. Mais il est certain que dans d'autres occasions Louis XVIII exprima la plus haute admiration pour nos soldats.

pour se mettre à la tête d'un nouvel armement qui semblait devoir être bien accueilli par les Jacobites : mais au plan d'invasion était lié un complot pour s'emparer de la personne de Guillaume, et ce complot manqué fit avorter l'expédition. Jacques revint à Saint-Germain, désespérant de reconquérir ses états tant que Guillaume vivrait : toutefois il refusa constamment d'autoriser toute entreprise qui tendait à faire assassiner son gendre. Jacques descendait volontiers jusqu'aux petites trahisons d'une politique méticuleuse, mais il n'avait point cette énergique et fatale ambition qui se familiarise avec les grands crimes : bientôt même en se réfugiant dans la piété, il y goûta d'autres consolations que les puériles pratiques de la vie dévote ; en renonçant peu à peu à la terre, il s'exalta jusqu'à cette généreuse abnégation de soi qui conduit aux nobles pensées et souvent aux nobles choses : c'était sans doute « en montant dans cette haute partie de lui-même », pour nous servir de l'expression de Bossuet, qu'il trouvait les belles réponses qu'il fit à Louis XIV, lorsque celui-ci lui offrit le trône de Pologne en 1697, et plus tard lorsqu'il crut pouvoir faire reconnaître son fils comme l'héritier de Guillaume. « Accepter un autre trône que le sien, était, selon lui, abdiquer ses droits légitimes et ceux de ses enfants. »

Ce fut lors du traité de Riswick que Louis XIV, forcé de reconnaître Guillaume, aurait voulu que celui-ci acceptât le prince de Galles pour son successeur : Guillaume n'en eût pas été éloigné, Jacques s'y refusa : « Je puis, dit-il, supporter avec la patience du chrétien l'usurpation du prince d'Orange; mais je ne supporterai jamais que mon propre fils devienne complice de l'usurpateur. Il ne peut tenir sa couronne que de moi (1). » C'était, dira-t-on, d'après nos idées modernes, ne reconnaître que le *droit divin;* mais la proposition supposait que Guillaume reconnaissait un droit à Jacques, et dès-lors il était de la dignité de celui-ci de n'y point renoncer.

Jacques vécut encore un an à Saint-Germain, s'occupant de sa mort beaucoup plus que des intérêts de sa couronne mortelle; quoiqu'il continuât à écrire ses mémoires pour justifier sa vie. « Sa prière la plus fréquente était : Je vous remercie, ô mon Dieu, de m'avoir ôté trois royaumes, si c'était pour me rendre meilleur. » Il parut cependant satisfait de l'assurance que Louis XIV se plut à lui donner qu'il reconnaîtrait son fils

(1) Mémoires de Jacques II. *Macpherson's papers*, tome 1er, pag. 260.

pour roi d'Angleterre : tout ce qu'il avait désormais à demander au ciel, c'était de mourir un vendredi, et ce vœu fut accompli le 16 septembre 1701 (1).

Rien de plus facile que de juger avec des sarcasmes la dévotion de Jacques II. Nous nous contenterons de convenir que sa religion fut la vraie cause de sa perte, et que les petitesses et les fraudes pieuses de son catholicisme le privent de l'éloge d'avoir sacrifié sa couronne à sa conscience. Le vrai catholicisme est plus noble, plus franc, plus libéral, plus compatible en un mot avec la dignité et les devoirs d'un roi. Mais, contraste remarquable, pendant qu'un roi d'Angleterre avait sur le trône les vues si étroites de la vie dévote, la chaire de saint Pierre était occupée par Innocent XI, surnommé le pape protestant,

(1) Vendredi, 16 septembre 1701. — Le roi d'Angleterre mourut à Saint-Germain sur les trois heures. Il avait toujours souhaité par un sentiment de piété de mourir un vendredi. Le soir on amena la reine à Chaillot. (*Journal de Dangeau*).

Le roi d'Angleterre avait prié le roi de trouver bon qu'il fût enterré dans la paroisse de Saint-Germain, sans aucun mausolée, avec ces mots pour toute épitaphe : CY GIT JACQUES II, ROI D'ANGLETERRE.

(*Ibid.*)

qui, par haine pour la France, recevait avec froideur les ambassadeurs de Jacques; refusait au père Piter une dispense pour être évêque, par haine pour les jésuites; et, exploitant mondainement les priviléges temporels de la papauté, traitait avec le prince d'Orange (1).

(1) Le nonce est arrivé à Saint-Germain depuis quelques jours, et s'en retourne à Rome, où il espère qu'on lui donnera le chapeau de cardinal. Nous n'avons pas été contents ici de la conduite qu'il a eue en Angleterre, et l'aimons mieux en Italie que dans ce pays-là.

Dangeau, 24 janvier 1689.

Plusieurs princes catholiques suivirent l'exemple du pape. L'ambassadeur d'Espagne à La Haye fit dire des messes dans la chapelle pour le succès du prince d'Orange.

CHAPITRE II.

ÉPISODES DE L'ÉMIGRATION JACOBITE. — LES COURTISANS ET LES MINISTRES DE LA COUR DE SAINT-GERMAIN. — QUELQUES NOMS CHERS A LA FRANCE. — LES OFFICIERS DE DUNDEE. — LE CAPITAINE OGILVIE

Pendant que le roi Jacques, à Saint-Germain, se détachait de plus en plus de tout intérêt terrestre, en remerciant Dieu, dans sa prière bien connue, « de lui avoir ôté ses royaumes, si c'était pour le rendre meilleur », les mémoires du temps nous apprennent qu'il y avait dans cette cour d'exil les mêmes intrigues, les mêmes cabales, les mêmes jalousies qu'autrefois à Whitehall. Middleton, le duc de Melfort, le duc de Perth son frère, le lord Waldegrave, ministres et courtisans rivaux, se disputaient les faveurs d'un roi et d'une reine sans couronne. Middleton, plus froid, plus prudent(1), Melfort, presque insensé

(1) Middleton était de la religion anglicane; il se convertit au catholicisme, touché, dit-on, de ce que lui dit

dans ses inconséquences, étaient plus fidèles l'un et l'autre à leur ambition qu'au malheur de leur maître. Le duc de Perth faisait généralement cause commune avec son frère, et lord Waldegrave s'appuyait du crédit de la reine. Lord Waldegrave était l'époux d'une fille naturelle de Jacques, sœur du duc de Berwick, qui paya par des victoires l'hospitalité de Louis XIV. Malgré cette alliance avec la famille royale, son fils rentra en angleterre, et plus tard son petit-fils, converti à l'Anglicanisme, devint l'ami de Georges Ier et le précepteur de son fils.

Ces quatre ministres laissaient Jacques aller en pélerinage à l'abbaye de la Trappe ou écrire à l'abbé de Rancé : ils ne cessaient de parler en son nom à Louis XIV, de solliciter en même temps les autres souverains de l'Europe, et d'entretenir

Jacques II sur son lit de mort. C'eût été du moins une consolation pour le monarque de savoir quels fruits porteraient ses dernières paroles. Ses ministres et ses courtisans avaient eu du reste pendant sa vie mainte occasion de se convertir, car ils l'accompagnaient quelquefois dans ses dévots pélerinages : on lit dans le journal de Dangeau, à la date du 18 novembre 1690 : « Le roi d'Angleterre doit aller ces jours-ci à la Trappe, où il demeurera trois jours. Il ne menera avec lui d'Anglais dans ce voyage-là que milord Dunbarton. »

d'actives correspondances avec les Jacobites et les mécontents d'Angleterre ou d'Écosse.

D'autres seigneurs venus en France avec Jacques, mais écartés de ses confidences, étrangers aux intrigues des ministres, ne se rendaient à la cour de Saint-Germain que de loin en loin. Prêts à tout quitter au premier signal pour la bonne cause, quelques uns occupèrent les loisirs de l'exil en acceptant du service dans les troupes de Louis XIV ou d'autres souverains; quelques autres même, plutôt que de mendier l'aumône de l'émigration, exercèrent des professions qui leur donnaient du pain. Parmi ces noms naturalisés français, et dont l'orthographe étrangère révèle l'origine jacobite, il en est plus d'un qui ont été souvent glorieusement cités dans nos annales; tels sont les Fitzjames, les Lally, les Walsh, les Dillon, les Bourke, etc., etc., que cent ans plus tard une révolution faillit rendre pour jamais à l'Angleterre, à l'Écosse et à l'Irlande, d'où une révolution les avait amenés en France.

Entre tous les martyrs de la légitimité des Stuarts, les officiers qui avaient servi sous Claverhouse à Killiecrankie furent particulièrement dignes de pitié. Environ cent cinquante de ces gentilshommes, qui survécurent à la capitulation des montagnards, abandonnèrent leur patrie pour

suivre la fortune de Jacques, dignes des plus beaux jours d'Athènes et de Sparte, comme ne peut s'empêcher de le dire le Whig sir Jonh Dalrymple, qui ajoute à cet éloge classique qu'ils étaient tous d'une naissance honorable, attachés à leurs chefs, affectionnés les uns aux autres, et irréprochables en tout; *si ce n'est sur leurs principes politiques.*

L'épisode de leurs aventures est un tableau touchant des malheurs de l'émigration.

A leur débarquement en France, ces officiers écossais furent dirigés sur Lille, Arras et d'autres villes de la Flandre, où Louis XIV leur assigna des pensions proportionnées à leurs grades. Mais quand les finances du roi de France furent presque épuisées dans ses revers, les pensions furent supprimées, et les exilés se trouvèrent par ce retranchement à la charge de Jacques, qui, pensionnaire lui-même de son hôte, pouvait à peine suffire à l'entretien de sa maison. Ils lui demandèrent alors la permission de se former en compagnies de simples soldats, pour passer provisoirement en cette qualité au service de Louis. Depuis le règne de Charles VIII, il y avait eu une compagnie écossaise dans les troupes de la France, compagnie renouvelée du moins par la révolution de 1649, et dont Charles II et Jac-

ques II avaient été successivement capitaines. Jacques, se rappelant combien avaient souffert ces officiers qu'il avait ainsi commandés avant la restauration, tenta de dissuader ces braves gentilshommes de leur résolution. Ils persistèrent, et il céda. Ils voulurent être passés en revue par leur roi avant d'être incorporés dans l'armée française, et se rendirent en conséquence à Saint-Germain, où ils nommèrent leurs officiers, et eurent une audience de Jacques. Empruntant les uniformes d'un régiment français, ils vinrent le matin se ranger en bataille dans la cour du château que le roi devait traverser pour aller à la chasse, exercice favori de l'auguste exilé.

Jacques, au moment de monter à cheval, aperçut ces nouveaux soldats, et demanda qui ils étaient, ne reconnaissant pas d'abord ces gentilshommes sous leur nouveau costume. « Frappé, dit Dalrymple, du contraste entre la frivolité du divertissement qu'il allait prendre et la misère de ceux qui souffraient pour l'amour de lui, il contremanda la chasse et rentra tout pensif au château. »

Quelques jours après, il les passa en revue, les fit manœuvrer, et leur adressa ce discours paternel :

« Messieurs,

« Mes propres infortunes me touchent moins que les vôtres. Je ne saurais exprimer combien il m'est pénible de voir tant de braves et dignes gentilshommes, qui avaient jadis la perspective de parvenir aux premiers grades de mes armées, descendus au rang de simples soldats. Si quelque chose me fait tenir encore à la vie, c'est votre fidélité et celle de quelques uns de mes sujets de la Grande-Bretagne qui, forcés d'obéir au prince d'Orange, sont prêts en toute occasion à me servir ainsi que ma famille. Telle est l'impression que je ressens de votre dévouement pour moi, que s'il plaît jamais à Dieu de me rétablir sur mon trône, il est impossible que je puisse oublier vos services et vos souffrances. Il n'est aucun poste de mes armées auxquels vous ne puissiez prétendre. Quant à mon fils, votre prince, il est de votre sang; il est susceptible de toute impression; élevé par vous, il ne saurait oublier votre mérite.

« D'après vos désirs, vous allez entreprendre une longue route. J'ai pris soin que vous soyez pourvus d'argent, de souliers, de bas et de tout ce qui peut vous être nécessaire. Craignez Dieu, aimez-vous les uns les autres. Faites-moi con-

naître directement vos besoins, et soyez assurés que vous trouverez toujours en moi votre roi et votre père. »

Jacques passa ensuite le long des rangs, s'arrêta devant chaque gentilhomme, les remerciant tous en particulier, écrivit de sa main le nom de chacun sur ses tablettes, et arrivé à la tête de la compagnie, salua le corps profondément, chapeau bas, et le bénit. Il s'éloignait, lorsque, croyant ne pas leur avoir encore assez fait d'honneur, il revint, s'inclina de nouveau, et fondit en larmes.

Les gentilshommes écossais, vivement émus, et ne croyant pas pouvoir témoigner trop de respect à leur roi malheureux, se mirent à genoux, baissèrent la tête jusqu'à terre, dans un silence solennel; puis, se relevant tous à la fois, ils défilèrent en rendant à Jacques tous les honneurs de la guerre, comme dans une revue ordinaire.

Ils partirent de là pour les frontières d'Espagne, précédés de la réputation de leur loyal dévouement, et accueillis partout avec cette délicatesse d'égards dont les Français seuls, peut-être, possèdent le secret. Les femmes surtout s'intéressaient à ces volontaires, et répandaient volontiers des larmes sur leurs infortunes. Quand ils eurent épuisé toutes les petites res-

sources de leur bourse particulière, ils mirent en loterie leurs bijoux et les objets de leur ancien costume, qui étaient désormais des superfluités pour de simples soldats. Le maréchal de Noailles fut si content de leur tenue, qu'il leur fit présent d'une mule pour transporter leurs bagages, et qui leur fut utile quand ils franchirent les Pyrénées. Dans les combats et dans les siéges, ils étonnèrent souvent l'ennemi, et méritèrent que, sur le rapport du maréchal, qui les appelait ses enfants, Louis XIV se rendît exprès de Versailles à Saint-Germain pour remercier Jacques de leurs services.

« Ils ne désobéirent que deux fois, dit Dalrymple, la première fois au siége de Roses, où, attaqués par des fièvres épidémiques, ils reçurent ordre de quitter le camp pour leur guérison. » Ils s'irritèrent de cet ordre comme d'un affront, disant qu'ils étaient venus pour combattre et non pour soigner leur santé; pour mourir, s'il le fallait, dans la tranchée, mais non à l'hôpital. « Le gentilhomme est toujours gentilhomme », remarquèrent les officiers français au sujet de cette remontrance, « il se montre tel dans le besoin et le danger. »

Jacques demanda et obtint qu'ils serviraient sous un climat plus sain pour eux; on les envoya

dans le courant de l'hiver des frontières d'Espagne en Alsace. Pendant cette marche, aussi longue que la précédente, leurs habits tombèrent en lambeaux ; ils souffrirent les plus cruelles privations, en traversant des provinces affligées de la disette. Quand ils eurent passé Lyon, le pays se trouva couvert de neige, et ils manquèrent souvent des choses les plus nécessaires à la vie. « Cependant on ne les entendit jamais se plaindre, excepté des souffrances de leur souverain, qui leur semblaient telles, que les leurs étaient peu de chose en comparaison. « Ils arrivèrent enfin à leur destination ; les Allemands ne les trouvèrent pas moins redoutables pendant six années que les Espagnols, et ce fut là qu'ils désobéirent pour la seconde fois. « L'ennemi, dit Dalrymple, s'était logé dans une île sur le Rhin ; persuadé qu'on ne pouvait passer la rivière sans bateaux, on en avait commandé ; la compagnie écossaisse avait été mise dans un poste opposé à l'île pour le garder jusqu'à ce que les bateaux fussent arrivés. Ces gentilshommes se rappelant comment les montagnards d'Écosse faisaient en semblable occasion, et s'étant assurés que le gué n'était pas impraticable, entrèrent dans la rivière, se tenant tous par la main et formant une même ligne avec le courant, les plus vigoureux vers sa partie supérieure pour

en rompre la force. Ils passèrent ainsi le gué à la vue des deux armées, leurs armes et leurs habits attachés sur leurs épaules, et délogèrent les Allemands qui étaient dans l'île en dix fois plus grand nombre qu'eux.» Le général français s'écria avec enthousiasme que jamais plus beau fait d'armes ne s'était vu, et l'île en a conservé le nom d'île d'Écosse.

A la paix de Riswick, en 1697, Guillaume exigea, dit-on, que l'on licenciât d'abord les Ecossais qui avaient fait tant de mal aux alliés. Il y a peut-être quelque exagération dans cette assertion d'un historien leur compatriote; mais leurs exploits furent cités avec orgueil même par les Whigs d'Écosse. La guerre avait déjà bien réduit leur nombre; il n'en rentra que quatre dans leur pays natal avec l'autorisation de Jacques. Dalrymple accuse à tort les Français de n'avoir donné aucune attention à leur patrie, à leurs fatigues et à leurs services (1). Ils reçurent plusieurs fois des gratifications; Dalrymple se réfute lui-même d'ailleurs en nous disant «que les officiers auxquels ils avaient sacrifié leur indépendance, et qu'ils avaient choisis eux-mêmes pour les commander, les fraudaient de leur solde, de leurs habillements

(1) Mémoires de Dalrymple, tome II, pag. 160.

et des présents que la générosité (française) leur faisait. » Y aurait-il dans le pouvoir un poison caché qui prive les hommes de la vertu qu'ils eussent montrée comme leurs égaux, dans un rang inférieur ? Ces vrais fils des anciens Cavaliers avaient aussi leurs poètes qui composaient leurs chants de guerre et mêlaient dans leurs vers les souvenirs de l'Écosse à leur culte pour le roi légitime. Le plus connu fut le capitaine Ogilvie, qui mourut sur les bords du Rhin. Il avait combattu à la Boyne, et la ballade suivante exprime ses derniers adieux au pays de ses pères qu'il ne devait plus revoir.

« IT WAS A' FOR OUR RIGHTFULL KING. »

« Ce fut pour notre roi légitime que nous quittâmes la terre d'Écosse. Ce fut pour notre roi légitime que nous abordâmes en Irlande, ma belle, que nous abordâmes en Irlande.

« Maintenant que nous avons fait tout ce que des hommes peuvent faire, que tout a été fait en vain, mon amie et ma terre natale, adieu; car il me faut traverser la mer, ma belle, car il me faut traverser la mer.

« Il se retourna du côté de l'Irlande, à droite et puis à gauche. Il donna une secousse à sa bride,

et dit : Adieu, adieu pour toujours, ma belle, adieu pour toujours.

« Le soldat retourne de la guerre; le marin, de la mer; mais moi, j'ai quitté mon amie pour ne plus la voir, ma belle, pour ne plus la voir.

« Quand le jour s'éloigne, quand la nuit est venue, et que chacun se livre au sommeil, je pense à celui qui est loin; j'y pense toute la nuit, et je pleure, ma belle, toute la nuit, et je pleure. »

Il ne serait pas difficile de trouver un pendant à l'épisode de ces braves émigrés d'Écosse dans les aventures des fidèles soldats de l'armée de Condé, forcés de vouer leurs épées au service des puissances étrangères, pendant que leur roi oublié des puissances pouvait commencer à croire qu'Hartwell serait son dernier asile, comme Saint-Germain celui de Jacques II.

CHAPITRE III.

LE CHEVALIER DE SAINT-GEORGES. — ANECDOTE DES OFFICIERS ÉMIGRÉS A SAINT-GERMAIN. — NAISSANCE DU PRINCE DE GALLES. — L'ENFANT DU MIRACLE. — LA POÉSIE, LES JÉSUITES, LA BASSINOIRE. — L'EXIL. — LE JEUNE PRINCE RECONNU ROI PAR LOUIS XIV. — PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS. — 1715. — MARIAGE DE JACQUES III. — LA FILLE DE SOBIESKI. — PORTRAIT DU PRINCE PAR H. WALPOLE.

Jacques II, ayant appris que cinq des braves volontaires écossais dont on vient de lire les aventures étaient morts de maladie à Silistad, crut devoir écrire à leur commandant de donner des congés définitifs à tous ceux qui en voudraient profiter, soit pour rentrer en Écosse, soit pour se retirer en France avec une pension qu'il s'engageait à leur faire de ses économies. Quatorze de ces martyrs de la royauté héréditaire, hors d'état de continuer le rude métier de soldat, allèrent à Saint-Germain offrir au monarque déchu leurs humbles remercîments, et prendre ses ordres avant de se décider. Jacques les reçut avec cette bonté familière qui lui avait conservé

tant de serviteurs fidèles, alors que ses défauts comme roi avaient aliéné le plus grand nombre de ses courtisans et de ses sujets. Peu de jours après l'audience qu'ils obtinrent, quatre d'entre eux erraient oisivement près des grilles du palais, où était arrêtée une voiture aux armes de la Grande-Bretagne. En cet instant, un enfant de six à sept ans allait y monter, lorsqu'il aperçut ces soldats de l'exil qui regardaient tristement la résidence accordée par Louis XIV à son hôte, en pensant peut-être au Palais d'Holyrood, antique demeure des rois d'Écosse. L'enfant les reconnut : c'était le fils de Jacques, le prince de Galles, prêt à aller faire une promenade jusqu'à Marly. Au lieu de monter en voiture, il fit signe à ces gentilshommes d'approcher : ils s'avancèrent respectueusement, et, par un mouvement spontané de ce royalisme de tous les temps et de tous les pays qui a quelque chose de religieux, ils fléchirent un genou devant leur jeune prince, et lui baisèrent les mains en versant des larmes. Avec une sensibilité touchante, que le malheur donne si souvent avant l'âge, l'enfant releva ces preux dévoués, et trouva des mots heureux pour répondre à l'expression de leur amour pour sa famille. Il sut leur dire qu'il avait entendu parler de leur bravoure, et qu'il en avait été fier ; il avait

pleuré de leurs infortunes autant que de celles de son père; et il espérait, ajouta-t-il, qu'un jour viendrait où ils éprouveraient qu'ils n'avaient pas fait de si grands sacrifices pour des princes ingrats. A ces paroles, qui ne pouvaient être dictées, à ces promesses qui, dans la bouche d'un enfant dernier rejeton d'une race royale, devaient avoir un singulier prestige pour les descendants des vieux Cavaliers, le fils de Jacques ajouta le don de sa petite bourse, contenant dix à douze pistoles, en invitant les gentilshommes écossais à boire à la santé du roi.

Qu'on juge avec quel redoublement d'enthousiasme ils allèrent partout répéter ce trait de l'héritier de leur monarque légitime!

De l'aveu des écrivains whigs, le fils de Jacques II conserva toute sa vie cette grace d'affabilité dont il donna de bonne heure une preuve si naïve. C'eût été, disent-ils, « un honnête roi » en des temps paisibles; mais il contracta dans l'incertitude de sa fortune une sorte d'hésitation qui fut funeste à tous ses projets. Un roi exilé n'est plus qu'un chef de parti : de toutes les vertus la plus nécessaire pour lui, c'est désormais l'audace. Trompé tant de fois dans ses espérances par les événements ou par les hommes, Jacques III finit par ne plus espérer qu'en

Dieu ; mais la résignation est une vertu toute chrétienne à l'usage des rois dont le royaume n'est plus de ce monde.

Esquissons les principaux traits de la vie du père de Charles-Édouard.

C'était le 10 juin 1688, que Marie de Modène, seconde femme de Jacques II, avait été délivrée d'un fils qui, baptisé selon les rites de l'église catholique, avec le pape pour parrain, reçut les noms de Jacques-Edouard-François. La naissance d'un prince de Galles, après six ans de stérilité, mit en émoi toute la Grande-Bretagne. Par un parti le jeune prince fut proclamé « l'enfant du miracle. » Non seulement Dryden, le poète lauréat, converti au catholicisme, célébra ce grand événement dans des vers dignes des plus nobles inspirations de sa muse religieuse, mais encore, parmi ceux que cet événement comblait de joie, chacun donnait comme une réalité les pieuses suppositions de la poésie : ceux-ci faisaient honneur du prodige à Notre-Dame de Lorette, ceux-là au crédit particulier de la reine auprès de saint François-Xavier ; d'autres à un pélerinage du roi à la source de Saint-Winifred ; selon le lord Melfort, un ange était venu agiter de ses mains les eaux de Bath, comme jadis les eaux de Bethsaïde. Les jésuites, qui avaient

aussi prédit la naissance du prince, l'attribuèrent plus sérieusement encore à leur intercession; mais le parti contraire était résolu de pousser bien loin l'incrédulité, car il se récria non seulement sur l'imposture d'une intervention miraculeuse, mais encore il prétendit que la naissance elle-même était une supposition. Vainement l'accouchement avait eu lieu en présence de nombreux témoins; on ne pouvait être bon protestant si on en admettait la réalité. Dès les premiers jours de l'année précédente, un almanach avait, par hasard ou par malveillance, dénoncé la ruse. Selon les uns, la reine avait feint sa grossesse en portant un coussin sous sa robe; selon les autres, elle avait eu une tympanite; et enfin, le jour de la prétendue délivrance de Marie de Modène, l'enfant supposé avait été introduit sous ses draps dans une bassinoire (1). Cinq mois après, le prince d'Orange vint décider la question d'une autre manière, et la reine eut juste le temps de sauver le jeune héritier de Jacques en le transportant en France, où nous avons vu qu'elle précéda son royal époux.

(1) Ce fut long-temps une insultante ironie des Whigs que de faire un charivari sous les fenêtres d'un Jacobite, en frappant sur des bassinoires.

Le prince de Galles n'avait que treize ans à la mort de son père. Louis XIV ayant déclaré tout haut qu'il le reconnaissait pour roi d'Angleterre, tous les Anglais présents se prosternèrent, et ils s'écrièrent en versant des larmes d'attendrissement : « *God save the king.* »

Dès que Jacques II eut expiré, Louis alla à Saint-Germain complimenter le jeune roi Jacques III. Les chefs du parti jacobite, dans la Grande-Bretagne, furent secrètement prévenus, et consultés par la reine-mère, qui se contenta, au sujet de *l'avènement de son fils*, d'adresser un simple manifeste à la nation anglaise. Guillaume suivit bientôt Jacques au tombeau, et sa mort ranima un moment les espérances de la cour solitaire de Saint-Germain. Anne, qui lui succéda, eut l'art de faire croire à sa famille exilée qu'elle allait secrètement préparer les voies de retour de son frère. Anne était-elle de bonne foi, ou voulait-elle gagner du temps, et empêcher les Jacobites d'agir en les abusant par de fausses promesses ? Les avis des historiens sont partagés là-dessus. Telle était, du reste, l'influence des Jacobites en Ecosse, que ce furent eux qui firent échouer la première tentative sérieuse de l'Union des deux royaumes (1702), et adopter *l'acte de sécurité* qui excluait la maison de Hanovre du

trône d'Ecosse. L'hostilité des deux peuples se réveilla alors, et si le jeune prince s'était présenté comme le champion de l'indépendance nationale, les chances étaient favorables pour lui; mais le fils de Jacques ne profita même pas, on ne sait par quelles raisons, des chances plus sûres encore que lui promettait l'exaspération des esprits en 1706, lorsque l'Union fut consommée, par une adroite distribution de l'or de l'Angleterre. En 1708, une expédition, commandée par le comte de Forbin, menaça les côtes d'Ecosse. Le prince aurait voulu être débarqué; mais on fut obligé de se retirer devant des forces supérieures, et de différer toute espèce d'invasion.

Jacques III alla recevoir les premières leçons de la guerre sous le duc de Bourgogne en Flandre, et à Malplaquet il se distingua sous Villars: on le nommait alors le chevalier de Saint-Georges.

Cependant l'intrigue semblait combattre en sa faveur à la cour de la reine Anne; Marlborough ne se serait fait aucun scrupule de le servir, et le pressait de faire une tentative d'invasion; mais tout se brouillait quand il était question des garanties. La religion du prince était le plus grand obstacle à la restauration des Stuarts. Jacques III

espéra toucher sa sœur en lui écrivant: il lui remontrait qu'à elle était réservée sa glorieuse réintégration dans ses droits. Il invoquait la voix de Dieu et celle de la nature, ainsi que les engagements qu'elle avait pris avec son père....

Anne dissimula jusqu'à la fin, soit envers son frère, soit envers les Whigs. Ce parti dominait dans le parlement en 1713. Une des conditions imposées à Louis XIV par le traité d'Utrecht, fut la reconnaissance de la succession anglaise dans la ligne protestante; le grand monarque se vit même forcé de ne plus accorder d'asile au chevalier de Saint-Georges, qui se setira à Bar-le-Duc, et ne revint à Paris que secrètement: sa tête était mise à prix en 1714, époque où la reine Anne mourut. On a prétendu que les dernières paroles d'Anne furent une exclamation de douleur sur son frère: n'était-ce pas seulement une exclamation de remords? Privée de tous ses enfants, elle n'avait pu s'empêcher de penser quelquefois que le ciel punissait en elle la fille rebelle (1).

Jacques III eut désormais à disputer le trône

(1) Les écrivains jacobites ont remarqué, à ce sujet, qu'Anne avait fait huit fausses couches et perdu neuf enfants; le dernier fut le duc de Glocester.

de son père non plus à une sœur, mais à un prince étranger, qui ne craignit pas d'offenser non seulement les Jacobites, mais encore les Torys, plus attachés à la royauté en elle-même qu'au principe du droit héréditaire. La cour de Saint-Germain vit arriver deux hommes d'état du ministère de la reine Anne, et dont les noms étaient une autorité, Ormond et Bolingbroke. Louis XIV avait reçu froidement le lord Stair, ambassadeur de Georges Ier : le prétendant devait se sentir plus hardi à réclamer ses droits.

L'expédition de 1715 eut lieu : les Jacobites d'Ecosse proclamèrent Jacques III. Nous avons déjà dit comment cette insurrection fut trahie par l'incapacité des chefs, et comment la présence du prince, en 1716, fut loin de rien réparer. Louis XIV venait de descendre dans la tombe, et le chevalier de Saint-Georges, à son retour, trouva la France gouvernée par le régent, et le régent par Dubois, dont la politique tout égoïste ne reconnaissait aucun droit au malheur (1). Jacques III fut invité à se retirer à Avignon; là encore l'Angleterre le trouva trop

(1) Les journaux anglais rappelaient encore dernièrement, au sujet du voyage du duc de Chartres en Angleterre, que la maison de Hanovre devait peut-être sa couronne à la maison d'Orléans.

près de l'Espagne, où Alberoni manifestait l'intention de reconnaître et de défendre sa légitimité. La triple alliance de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, en 1717, ne laissa plus aux Stuarts d'autre asile que Rome, où le pape Clément XI osa les accueillir en princes. A Rome fut négocié le mariage de Jacques III avec une petite-fille du grand Sobieski, la princesse Marie-Casimire-Clémentine Sobieska, autre débris d'une dynastie sans couronne, dont l'aïeul avait été le libérateur de son pays, et un roi chevalier comme le Bruce de l'antique Ecosse.

Le roi Georges, informé de ce projet de mariage, qui devait unir au fils de Jacques II une des plus riches princesses de l'Europe, fit agir ses membres à la cour de l'empereur Charles VI pour y mettre obstacle. Le père de la princesse, Jacques Sobieski, naguère compétiteur malheureux du trône de Pologne, se trouvait sous la dépendance de l'empereur. Il fallut que la future du chevalier de Saint-Georges s'échappât secrètement, sous la conduite de sa mère, pour aller joindre le prince à Bologne. Surveillée par les espions anglais, elle fut arrêtée à Inspruck, et enfermée dans un couvent de cette ville du Tyrol.

Sa délivrance est un vrai chapitre de roman

dans la romanesque histoire des derniers Stuarts. Ce fut un exilé jacobite qui l'entreprit, Charles Wogan, dont le nom rappelle un héros cher aux Cavaliers de la restauration, et qui avait lui-même vaillamment combattu en 1715. Il obtint de l'ambassadeur autrichien un passe-port pour le comte de Cernes et sa famille, c'est-à-dire sa femme, son frère, sa sœur et ses gens, qui étaient censés retourner de Notre-Dame de Lorette aux Pays-Bas. Le prétendu comte était le major Misset, dont Wogan était le prétendu frère : mistriss Misset devait jouer le rôle de la comtesse, et une servante espiègle celui de la sœur, jusqu'à ce que la princesse la remplaçât. Cette servante n'était qu'à demi du secret : elle croyait ne servir de complice qu'à l'enlèvement d'une maîtresse d'un certain capitaine Toole déguisé en domestique; mais quand le comte de Cernes et tout son monde furent arrivés à Inspruck, le 19 avril 1719, quelques mots échappés par mégarde effrayèrent la servante, qui déclara que, puisqu'il s'agissait de rois et de reines dans cette intrigue, elle était trop pauvre fille pour vouloir se faire des querelles avec de hautes puissances, d'autant plus que le rôle le plus périlleux était le sien, devant être laissée prisonnière à la place de la princesse. Quelques pièces d'or et de sédui-

santes promesses la gagnèrent enfin, et elle se prêta au stratagème de s'introduire dans le couvent pour y changer d'habits avec l'auguste prisonnière. Ce fut par une nuit d'orage que la petite fille de Jean Sobieski s'évada en vraie princesse de chevalerie (1). Ses libérateurs et elle ne s'arrêtèrent dans leur fuite que sur le territoire de Venise, et ils arrivèrent à Bologne le 2 mai après un voyage pénible. Le mariage eut lieu sans plus de retard, mais par procuration, car dans l'intervalle le prince avait été appelé à la cour d'Espagne par Philippe V, l'heureux concurrent de Charles VI, et qui se montra le digne petit-fils de Louis XIV en comblant d'honneurs le fils de Jacques II. Philippe devait d'ailleurs à Jacques II le maréchal de Berwick, qui avait consolidé le trône du petit-fils de Louis XIV en Espagne.

En 1720, à son retour d'Espagne, Jacques Stuart et la princesse Sobieska consommèrent leur mariage, et furent unis par le souverain pontife. Sur la fin de cette même année naquit

(1) La cour impériale, irritée contre Jacques Sobieski, exigea de lui qu'il livrât sa fille ou qu'il quittât les états autrichiens. Il se rendit au couvent de Czenstochow en Pologne, où il resta jusqu'à son raccommodement avec Charles VI.

Charles-Edouard-Louis-Philippe-Casimir, dont la naissance fut notifiée à tous les cabinets de l'Europe, y compris celui de Saint-James. En 1725, Henri-Benoît Stuart fut le second fruit de cet illustre mariage. Innocent XIII, successeur de Clément XI, ne se montra pas moins généreux que son prédécesseur envers le chevalier de Saint-Georges. Malheureusement d'affligeantes dissentions domestiques, qui, entretenues par des confidents coupables, eurent un scandaleux éclat, troublèrent le repos auquel ce prince s'habituait à la cour de Rome. Alberoni, qu'une disgrace et même la proscription avaient à son tour forcé de se réfugier à Rome, eut peine à réconcilier les deux époux, lui dont naguère la main puissante faisait ou défaisait à son gré les alliances des rois de l'Europe.

Alberoni avait des droits à la confiance du prince, car c'était lui qui avait voulu armer Charles XII de Suède en faveur des Stuarts; c'était lui qui, en 1719, avait décidé Philippe V à faire un effort pour replacer les Stuarts sur leur trône héréditaire. Dix vaisseaux de ligne et plusieurs frégates, ayant à bord plus de six mille hommes, avaient mis à la voile de Cadix pour les côtes de la Grande-Bretagne. Deux frégates, parties de Saint-Sébastien, prenant les devants sur cette

flotte, étaient venus débarquer à l'île de Lewis 300 soldats espagnols avec des armes, des munitions et de l'argent. Sous les ordres de milord Maréchal (1), quelques Highlanders se joignirent à eux, s'attendant à apprendre bientôt que le duc d'Ormond était descendu sur les côtes d'Angleterre : malheureusement la tempête, qui avait combattu jadis pour Élisabeth contre l'*Armada* de Philippe II, dispersa la flotte espagnole près du cap Finistère. Le corps de l'île de Lewis se porta sur le continent d'Ecosse; mais les Jacobites furent contenus par une armée de Hollandais, de troupes impériales et de régiments anglais, qui, attaquant les insurgents et leurs auxiliaires à Glenshiel (entre le fort Auguste et Bernera), forcèrent les Espagnols de mettre bas les armes, et les Highlanders à se disperser dans les montagnes.

Voici le portrait que trace du chevalier de Saint-Georges, à quelques années de là, un observateur spirituel, que ses opinions, du reste, ne pouvaient que prévenir contre les Stuarts : ce

(1) Milord Marischal était le représentant de la famille de Leith, et *maréchal héréditaire* d'Écosse. C'est ainsi que le titre de Stewart ou Stuart (sénéchal) était devenu le nom de la famille de Walter-Fitz-Allan.

portrait résume, ce nous semble, l'histoire du prince, depuis 1720 jusqu'en 1740.

« Le chevalier de Saint-Georges, dit Horace Walpole, est grand de taille, maigre, d'une figure mélancolique. Les alternatives d'espoir enthousiaste et de découragement dont s'est composée sa destinée, ont empreint sa personne d'une solennité qui excite plutôt la pitié que le respect. Il semble le fantôme qu'une imagination prévenue évoquerait pour se représenter Charles Ier avec ses malheurs, moins ses fautes. Sans avoir le visage d'aucun Stuart, le chevalier a les traits prononcés et l'air de fatalité de cette famille. Du moment où je le vis, je n'aurais pu douter de la légitimité de sa naissance; idée qui ne saurait du reste causer aucun scrupule à ceux dont les principes tendent à approuver l'exclusion du prince le plus légitime, dont la religion et les maximes de gouvernement seraient incompatibles avec la liberté de son pays.

« Il ne donna jamais au monde des idées bien favorables de lui. En Écosse, sa conduite fut loin d'être héroïque; à Rome, où pour être bon catholique romain il n'est pas nécessaire d'être très religieux, on a pour lui peu d'estime: ce n'est pas à Rome qu'on aime beaucoup les martyrs et les confesseurs, mais ce fut sa conduite avec la

princesse Sobieska, sa femme, qui révolta dans l'origine la cour papale. Cette princesse aimable mêlait au zèle du papisme sa politique insinuante, agréable, adroite et hardie; elle trouva un appui dans la cour pontificale, lorsqu'elle ne put supporter plus long-temps les mortifications que voulaient lui faire subir Hay, comte titulaire d'Inverness, et sa femme, auxquels le chevalier accordait toute sa confiance. Le Prétendant se retira à Bologne, et il fut obligé de sacrifier ses favoris pour pouvoir revenir à Rome. Son nouveau premier ministre fut alors Murray, comte nominal de Dunbar, homme adroit, aimable et gracieux dans sa personne et ses manières. Il s'était distingué très jeune dans le parlement de la reine Anne, et il s'attacha plus tard ouvertement à ceux dont il avait cru pouvoir préparer le retour en Angleterre.

« Le mérite le plus évident de la cour du Prétendant est la grande régularité de ses finances et l'économie de son trésor : son revenu annuel a pu monter à 23,000 livres sterling tout au plus, provenant des pensions du pape et de l'Espagne, des contributions des Jacobites d'Angleterre, et des dons des diverses cours. Cependant il payait toujours avec exactitude, et avait en réserve une somme considérable qui fut dépensée en

1745. Après la perte d'une couronne à laquelle il croyait avoir des droits, après une suite de revers depuis sa naissance, après la triste et humiliante désertion de ses amis et leur capricieuse inconstance, vrai jouet des intrigues, des mécontentements et de l'ambition déçue des grands seigneurs d'Angleterre, le prince a vu la discorde s'introduire dans sa petite cour, et ses affections paternelles troublées par les germes de faction qu'y jeta ce maître en fait de sédition, le fameux Bolingbroke. Celui-ci mit en avant le projet de faire abdiquer le Prétendant au profit de son fils aîné, comme plus propre à gagner le cœur des Anglais. Le père et les anciens Jacobites ne purent jamais approuver un tel projet, qui fut mieux accueilli du jeune homme et de ses adhérents, comme si le Prétendant avait une couronne à abdiquer. Quelque peu nombreux que fût leur cabinet, des partis le divisèrent ; lorsque j'étais à Rome, lord Winton était un patriote dans cette cour, et la miniature d'une minorité composée de sa seule personne. » (*Mémoires et souvenirs d'Horace Walpole*).

N'oublions pas que ce tableau est emprunté au fils du ministre qui ne cessa de faire une guerre active aux Jacobites pendant toute son administration.

CHAPITRE IV.

JEUNESSE DE CHARLES-ÉDOUARD. — LA COUR DES STUARTS A ROME. — CONSOLATION DES JACOBITES. — LES GOUVERNEURS. — L'ITALIE ET L'ÉCOSSE. — GÊNES. — LA GUERRE EN EUROPE. — MAIRE-THÉRÈSE ET CHARLES VI. — INTRIGUES A VERSAILLES. — FLEURY. — MADAME DE CHATEAUROUX, LE CARDINAL DE TENCIN, M. AMELOT, MAURICE DE SAXE, ETC. — 1743. — DÉPART DE CHARLES-ÉDOUARD POUR LA FRANCE. — CAMPAGNE DE FLANDRE. — FONTENOY. — LES WALSH. — L'ÉLISABETH, ET LA DOUTELLE. — LE LION. — DÉPART POUR L'ÉCOSSE. — COMBAT NAVAL. — CHARLES-ÉDOUARD DÉGUISÉ EN ABBÉ. — IL ARRIVE AUX HÉBRIDES.

Le chevalier de Saint-Georges semblait attendre pieusement la volonté du ciel à l'ombre du trône pontifical, content du vain titre de roi, comme pour apprendre au monde que le temps n'était plus où Rome pouvait rendre les couronnes aux monarques suppliants qui les avaient perdues pour elle. L'impatiente espérance des Jacobites s'irritait de cette espèce d'abnégation chrétienne, comme d'une coupable faiblesse qui les trahirait si la fortune venait à se lasser enfin de persécuter la bonne cause : c'était du

moins une consolation pour les vétérans de la légitimité de voir grandir le jeune Charles-Edouard, en qui, selon eux, le sang de Sobieski avait régénéré par un heureux mélange le vieux sang des Stuarts. Le jour où sa mère le mit au monde, la sage-femme l'avait montré à tous les témoins, en s'écriant : « Ce n'est pas une supposition, au moins, voilà bien un vrai prince. » Sa vivacité, son précoce courage charmaient tous ceux qui l'approchaient (1). Le chevalier Ramsay, l'ami et le disciple de Fénélon, avait

(1) Les femmes qui avaient eu le soin de la première éducation de Charles-Edouard lui avaient laissé contracter de puériles terreurs. Ramsay voulut lui inspirer de bonne heure le courage et l'intrépidité d'un homme ; le prince redoutait tellement la lueur d'un éclair, qu'au moindre orage il fallait fermer les croisées, et encore se couvrait-il les yeux avec les mains en poussant des cris d'alarme. Ramsay le força peu à peu à regarder l'éclair fixement, et le familiarisa si bien avec les sensations que cause le spectacle d'un orage, que son jeune élève trouvait du plaisir à en admirer les terreurs. On raconte que le cardinal Alberoni en complimenta un jour le gouverneur. « Un prince, dit-il, ne doit rien craindre, ni homme, ni diable, *ni Dieu* » ; et voyant que ce dernier mot lui était échappé devant des témoins qui semblaient se scandaliser, le cardinal ajouta en souriant :

été quelque temps son gouverneur; écarté « par une intrigue de cour », il eut pour remplaçant lord Murray, comte de Dunbar, qui était de la religion anglicane. Le jeune héritier des Stuarts parlait avec une égale facilité l'anglais, l'italien et le français. Mais sur le sol de la classique Italie c'était surtout la Grande-Bretagne qui occupait son esprit, et de tous les monuments qui frappaient ses yeux, ceux qui rappelaient une gloire guerrière fixaient davantage sa pensée: les voyageurs anglais l'intéressaient plus par leurs récits que les inscriptions des statues de Rome. Déjà il se plaignait de son oisiveté, lorsque, sous le titre de comte d'Albany, il fit, à dix-sept ans, une excursion à Parme, à Gênes et à Milan : il n'admirait que d'un œil distrait les merveilles des arts : à Gênes, indifférent pour le palais des Doria, il aimait à porter au loin ses regards sur la mer, cherchant à y découvrir le pavillon de la Grande-Bretagne. Cette imagination aventureuse prévenait aussi en sa faveur les cours d'Europe qui ne voulaient point encore oublier tout-à-fait les Stuarts : le jeune prince reçut à Milan la visite du gouverneur de la Lombardie et de l'ambassadeur

« Çar Dieu, mon prince, nous devons l'aimer plutôt que le craindre. »

d'Espagne, qui le saluèrent comme prince de Galles. Ces honneurs le flattaient comme une espérance; mais, à cette époque, c'était des sentiments de la cour de Versailles que dépendait son avenir, et ce ne fut qu'en 1740 que la mort de l'empereur Charles VI, devenue le signal de la guerre entre la France et l'Angleterre, fit entrevoir au jeune prince la possibilité d'obtenir les secours qu'exigeaient les Jacobites pour se déclarer.

Une jeune princesse de vingt-trois ans se présentait seule pour recueillir la vaste succession des états de la maison d'Autriche. Une foule de princes se hâtèrent de réclamer leur part de ce riche héritage. Les procès entre des collatéraux couronnés se jugent les armes à la main; bientôt la guerre fut allumée dans toute l'Europe. L'électeur de Bavière ne demandait pas moins que la couronne impériale, le roi d'Espagne celles de Bohême et de Hongrie; le roi de Sardaigne, le duché de Milan; le roi de Prusse, la Silésie; l'électeur de Saxe, la Moravie. « J'ignore, écrivait Marie-Thérèse, s'il me restera une ville pour faire mes couches. » La France et l'Angleterre ne pouvaient rester spectatrices de la lutte: Georges II se déclara pour la fille de Charles VI, Louis XV pour l'électeur de Bavière. La force militaire de la Grande-Bre-

tagne consistait alors surtout en troupes étrangères à sa solde: elles furent toutes dirigées sur l'Allemagne, et d'énormes subsides prouvèrent aux Anglais que Georges, encore plus électeur de Hanovre que roi d'Angleterre, reportait ses vraies affections du côté de l'Allemagne, aux dépens des finances des trois-royaumes. Il importait à la France de faire une diversion au cœur même de la Grande-Bretagne, et la politique, d'accord avec la générosité, parlait enfin en faveur des fils de Jacques II. Peut-être eût-il été plus sûr de préparer une invasion sans détour: l'esprit d'intrigue qui régnait à la cour de Versailles fit préférer aux ministres de s'associer à une conspiration.

Dès les premiers mois de 1740, quelques uns des plus ardents Jacobites d'Écosse avaient formé une association signée par sept personnes influentes, lord Lovat, le duc de Perth, lord Traquair, sir James Campbell d'Auchinbreck, Caméron de Lochiel, John Stuart, et lord J. Drummond, qui s'engagèrent à tout hasarder pour le retour des Stuarts, pourvu que le roi de France leur prêtât le secours d'un corps de troupes. Leur délibération secrète fut portée au Prétendant, à Rome, par Drummond Mac-Gregor de Bohaldie, avec la liste des nombreux adhérents du roi lé-

gitime. Presque en même temps arriva d'Angleterre un autre agent des Stuarts, avec une liste plus considérable de Jacobites anglais, qui invitaient presque tous personnellement le chevalier de St-Georges à solliciter l'assistance de Louis XV. Le Prétendant envoya Bohaldie au cardinal de Fleury, qui promit de confier au prince une armée de treize mille hommes, dont quinze cents débarqueraient près du fort William dans les Highlands, quinze cents sur la côte occidentale d'Inverness, et dix mille le plus près de Londres possible, sous le commandement de Maurice de Saxe. Mais tout ce qui avait un air d'aventure répugnait trop au pacifique cardinal, pour qu'il se hâtât de tenir ses promesses. D'inexplicables retards firent différer de jour en jour cette expédition jusqu'à la mort du vieux ministre, qui eut lieu pendant que Bohaldie se rendait à Paris avec de nouvelles instructions. Une autre Agnès Sorel, la duchesse de Châteauroux, faisant honte à son royal amant de sa mollesse, lui parlait encore plus de gloire que d'amour. Elle s'intéressa à la cause des Jacobites. Murray obtint une audience de M. Amelot, secrétaire d'état des affaires étrangères, qui lui dit que le cardinal de Tencin lui avait laissé tous les papiers relatifs à la restauration des Stuarts, et que

l'intention du roi était de porter à quinze mille hommes les troupes destinées à l'invasion, mais que des raisons d'état forçaient de la différer : Murray retourna auprès de l'association jacobite avec ces paroles, et les correspondances continuèrent.

Sur la fin de décembre 1743, un messager mystérieux descendit à Rome chez le chevalier de Saint-Georges ; il venait de Paris et portait la nouvelle que tout était prêt, et que Louis XV, reconnaissant Jacques VIII, l'invitait à se rendre à Paris : le conseil de la petite cour exilée s'assembla, et il fut convenu que Charles-Édouard serait seul chargé de l'expédition avec le titre de régent, au nom du roi son père. Le jeune prince remercia le ciel de lui donner enfin l'occasion de tirer son épée du fourreau ; ses rêves de gloire allaient se réaliser. Le secret était recommandé encore à sa bouillante audace, car les derniers traités entre la France et l'Angleterre n'étaient point encore rompus ; ce n'était en quelque sorte qu'une guerre indirecte qui divisait les deux pays. Charles-Édouard prétexta une partie de chasse au sanglier, qu'il faisait tous les hivers, pour s'absenter de Rome le 9 janvier 1544, et courut en poste à Gênes, où il s'embarqua dans une felouque sur cette mer dont, quelques an-

nées auparavant, la vue avait fait battre son cœur d'enthousiasme et d'impatience.

Les vents furent quelque temps contraires ; Charles traversa une escadre anglaise au risque d'être pris; il débarqua à Antibes, non loin du golfe Juan, et là, montant à cheval, il voyagea à franc étrier jusqu'à Paris. Il y trouva le maréchal de Saxe et les officiers généraux qui devaient servir sous ses ordres. Tous furent charmés des discours du jeune prince et de sa noble ardeur. Les ministres anglais apprirent bientôt sa présence à Paris, et pendant qu'ils adressaient de vaines réclamations à Louis XV, l'armée d'invasion s'assemblait à Lille, à Saint-Omer, à Aire, à Bergues, prête à se porter sur Dunkerque, qui voyait sa rade se remplir de navires de transport ; une flotte de quinze vaisseaux de ligne et de cinq frégates se montra aussi dans le détroit. L'alarme fut grande dans les ports de la Grande-Bretagne. La principale flotte anglaise était dans la Méditerranée, et il n'y avait que six vaisseaux propres à mettre en mer à Spithead. Le vent, qui a si souvent combattu pour la marine britannique, détourna la flotte française, et donna le temps à sir John Norris de réunir vingt-un vaisseaux de ligne et plusieurs frégates qui vinrent dans les Dunes surveiller le mouvement des transports de Dun-

kerque. Le 23 février, l'amiral anglais, averti que notre flotte était près de Dungeness, appareilla dans cette direction.

Pendant que les deux flottes étaient ainsi en présence, le comte de Saxe et Charles-Édouard pressaient l'embarquement des troupes; mais vers le soir une tempête, qui dispersa les vaisseaux français et ceux de l'ennemi, surprit malheureusement les navires de transport, en submergea plusieurs, et fit périr un grand nombre de braves soldats déjà à bord. L'expédition fut contremandée. Telle avait été la terreur qu'elle avait causée au gouvernement de Georges II, que l'acte d'*habeas-corpus* fut suspendu; plusieurs personnes suspectes furent arrêtées, et les deux chambres du parlement supplièrent le roi d'augmenter le nombre de ses forces de terre et de mer.

Charles-Édouard se retira à Gravelines, aussi triste que s'il eût été vaincu, et gardant l'incognito sous le nom de chevalier Douglas. Bohaldie était son secrétaire.

Un agent fidèle, lord Semple, passa tout le reste de l'année à solliciter les ministres pour reprendre le projet d'invasion; appuyé par la maîtresse du roi; dans le conseil, le cardinal de Tencin, qui devait d'ailleurs le chapeau à la

présentation de Jacques III, soutenait seul vivement ses intérêts ; les autres ministres objectaient l'impossibilité où l'on était de disposer d'un corps considérable de troupes, quand la guerre étant enfin déclarée entre le cabinet de Saint-James et celui de Versailles, la France se trouvait obligée de combattre à la fois en Flandre, en Allemagne et en Italie. Maurice de Saxe était nécessaire sur le continent : le roi lui-même se rendait en Flandre. On ne pouvait lui reprocher d'être insensible au malheur ; si la guerre continuait, c'était pour l'empereur Charles VII, trahi par la fortune, errant comme les Stuarts et presque sans asile. Le jeune prince se persuada que sa présence à Paris ne serait pas inutile à ses sollicitations ; il vint donc solliciter en personne, quoiqu'il en coutât à sa fierté. Il arriva dans la capitale de la France, et les promesses qu'on lui fit, mais dont on éludait toujours l'exécution, excitèrent à un tel point son impatience, qu'il résolut de se jeter seul au milieu de l'ancien royaume de ses pères, et de voir si son audace ne hâterait pas les secours qu'il attendait en vain. Cette idée souriait à son courage chevaleresque : elle fut désapprouvée par ses principaux partisans d'Écosse, qui insistaient toujours sur l'assistance de Louis XV, ne voulant pas se hasarder dans une

révolte incertaine ; les chefs jacobites d'Angleterre mettaient aussi la même condition à leur dévouement. Des représentations furent faites au prince par Murray de Broughton, actif intermédiaire de l'association et de la famille exilée ; le prince s'appuya des paroles du cardinal de Tencin, qui lui avait dit que si son étendard arboré en Écosse lui donnait une petite armée, la France, assurée de la coopération active de son parti, n'hésiterait plus à lui envoyer des renforts; Charles-Édouard aimait aussi à penser qu'il pourrait se passer d'étrangers pour ressaisir la couronne. Les circonstances extérieures étaient d'ailleurs devenues de plus en plus favorables ; Georges II était sur le continent, et la bataille de Fontenoy le privait de ses meilleurs soldats.

Parmi ces nobles cavaliers des trois royaumes qui avaient tout sacrifié au devoir de suivre les Stuarts dans l'exil, était la famille Walsh, originaire d'Irlande. Sous la république, les Walsh avaient partagé la fortune errante de Charles II. A la restauration, rentrés avec ce prince, ils trouvèrent la plus grande partie de leurs biens confisqués, ce qui ne les empêcha pas d'abandonner le reste quand Jacques II déserta le trône. Un lord Walsh commandait le navire sur lequel ce monarque vint en France. Envoyé en

mission secrète en Angleterre, il y fut reconnu, dénoncé et arrêté. Ceux qui le conduisaient le firent entrer dans une taverne et voulurent l'y faire boire avec eux. « Milord, lui disaient-ils, buvez à la santé du roi, qui vous pardonne! » « En ce cas, dit lord Walsh, il fait plus que Dieu lui-même, puisqu'il pardonne à qui ne se repent pas. » En 1745, les deux fils de lord Walsh, créé comte par Jacques II, s'étaient retirés à Saint-Malo et à Nantes. On sait que les nobles bretons, que la guerre ou les malheurs des temps avaient ruinés, pouvaient déposer leurs épées au parlement et exercer, sans déroger, le commerce ou toute autre profession. Les Walsh, qui avaient conservé quelque fortune, s'occupèrent à l'accroître en embrassant, l'un d'eux du moins, l'état d'armateur, qui a donné à la France Duguay-Trouin et Jean-Bart. Ce fut à M. Walsh, de Nantes, que Charles-Édouard s'adressa pour fréter l'*Élisabeth*, vieux vaisseau de guerre qui pourrissait dans le port, et que le gouvernement français mettait à sa disposition. M. Walsh fit mieux encore : fidèle aux traditions du dévouement héréditaire de sa famille, s'il eût pu cesser d'être noble, il le fût glorieusement redevenu, en consacrant tout ce qu'il possédait à l'armement d'une frégate de plus, la *Doutelle*,

de 35 canons. Afin de subvenir à une double dépense qui s'élevait à des millions, il eut recours à M. Rutledge, banquier, son compatriote, qui lui en avança une partie. Le marquis d'O prit le commandement de l'*Élisabeth*, M. Walsh lui-même celui de la *Doutelle*.

Charles-Édouard, accompagné de sept de ses partisans (1), s'embarqua secrètement à l'embouchure de la Loire, sur un bateau pêcheur, le 20 juin 1745, avec environ 100,000 francs d'argent. Il y avait sur les deux navires 2,000 fusils et 600 sabres. La *Doutelle* attendait le prince à Saint-Nazaire, et l'*Élisabeth* le joignit près de Belle-Isle. Comme tout dépendait de son débarquement en Écosse, tous les dangers possibles devaient être prévus. L'équipage de la *Doutelle* ignorait que le prince était à bord; il passait pour un jeune prêtre irlandais, et portait un costume conforme à cette supposition. Dès le deuxième jour du départ, l'*Élisabeth* rencontra le *Lion*, vaisseau anglais de 58 canons, commandé par le capitaine Brett, depuis lord Percy.

(1) Le marquis de Tullibardine (de la famille d'Athole); Thomas Sheridan, irlandais; sir John Macdonald, officier au service d'Espagne; F. Strickland, anglais; Kelly, ecclésiastique; Enée Macdonald, écossais, et Buchanan, messager.

Le combat s'engagea et dura cinq heures avec un véritable acharnement des deux côtés. Un boulet de canon tua le marquis d'O, qui fut remplacé aussitôt par son lieutenant, M. Bart, digne de porter ce nom redouté des Anglais. Le capitaine du *Lion* fut blessé, et perdit tous ses lieutenans. Également maltraités, les deux vaisseaux ennemis cessèrent le combat d'un commun accord à la nuit tombante, et gagnèrent les ports les plus proches.

La *Doutelle* tenta deux fois de s'approcher du *Lion*; mais repoussée par ses canons de retraite, elle continua sa route vers les Hébrides. Au bruit du premier boulet, Charles-Édouard, oubliant l'habit qui le déguisait, accourut sur le pont en demandant une épée. M. Walsh, usant de son autorité de capitaine, prit le prince par le bras en lui disant : « M. l'abbé, votre place n'est pas ici, descendez à la chambre des passagers. » Charles-Édouard *obéit*, et pardonna d'autant plus volontiers à M. Walsh, que le combat n'ayant pas lieu, une épée eût été inutile en ses mains.

Déjà Charles-Édouard apercevait les côtes d'Écosse, lorsque furent signalés de nouveaux ennemis vers le sud de Long-Island : c'étaient trois vaisseaux de guerre qu'on évita heureuse-

ment en longeant le bord occidental de l'île de Barra, et en jetant l'ancre entre South-V is et Eriska. Il tardait au prince de mettre le pied sur le sol d'Ecosse; il descendit dans l'île d'Eriska le 18 juillet 1745, et y passa la nuit dans la maison du tacksman, ou principal fermier, continuant à se dire un jeune prêtre irlandais.

Avant de suivre le prince plus loin, voyons, en jetant un coup d'œil sur l'état des partis de la Grande-Bretagne, si son aventureuse expédition n'était qu'un acte de folle témérité, ou un heureux trait d'audace qui prouvait qu'il était digne du succès qui sembla d'abord la justifier.

CHAPITRE V.

PROGRÈS DES OPINIONS ET ÉTAT DES PARTIS EN ANGLETERRE DEPUIS 1688 JUSQU'EN 1745. — L'ARISTOCRATIE ET LE HAUT CLERGÉ. — LE PEUPLE. — INFLUENCE DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF ET DE LA CIVILISATION SUR LES ESPRITS. — LA POÉSIE, LES ROMANS. — RAPPROCHEMENT DES PARTIS. — LE GOUVERNEMENT DE DROIT ET LE GOUVERNEMENT DE FAIT. — GUILLAUME ET L'USURPATION. — LA REINE ANNE ET LES JACOBITES. — GEORGES Ier ET JACQUES II. — ROBERT WALPOLE. — TACTIQUE PARLEMENTAIRE. — LES TORYS ET LES WHIGS DANS L'OPPOSITION. — IMPOPULARITÉ DES DEUX GEORGES. — LES TROUPES ÉTRANGÈRES.

Un des grands prétextes de la *glorieuse* révolution de 1688, fut la défense de la religion anglicane; mais les évêques, enfermés à la tour par Jacques II, pas plus que le reste du clergé, ne prétendaient rien défendre au-delà des intérêts matériels du culte établi; plus de fanatisme, plus de martyrs, tout était calcul; leur résistance n'allait pas jusqu'à demander une révolution; ils ne voulaient que des garanties pour le présent, et peu leur importait au fond de les obtenir de Jacques ou de Guillaume; plusieurs prélats se

reprochèrent même, après l'événement, d'avoir compromis la légitimité, naguère associée à tous les principes de l'anglicanisme ; dans la convention des états de Londres, il fallut introduire l'usurpation par une subtilité légale. Aucun dans ce débat ne se montra réellement passionné : l'anglicanisme, avec sa hiérarchie, ses honneurs, ses dîmes et tous les avantages temporels que lui avait rendus la restauration, était désormais une *affaire*, un intérêt de ce monde, un *établissement* (1) ; il ne restait d'exaltation dans la foi réformée que parmi les dissidents, sectes dont les membres, appartenant généralement aux classes moyennes, étaient sans influence par leurs nombreuses subdivisions.

Il y eut encore moins d'enthousiasme dans les sentiments politiques de la haute aristocratie, qui était prête à une opposition systématique, mais non à aucun sacrifice héroïque en faveur des lois de l'état ; elle déserta Jacques sans amour pour Guillaume. Ce que les Whigs firent avec une sorte d'indifférence, les Torys le laissèrent faire de même. Des cris de colère ou de joie de la part des premiers auraient pu paraître aux partisans du souverain déchu une provocation

(1) *The Established-church.*

qui eût réveillé en eux quelques étincelles du vieux esprit des Cavaliers, que du reste l'indécision presque lâche de Jacques n'était guère propre à exciter. L'espèce de calme et de tiédeur de cette révolution se communiqua aux regrets comme aux espérances ; le royalisme n'était plus désormais un dévouement, mais une opinion. L'ingratitude et l'égoïste libertinage de Charles II avaient déconsidéré la royauté avant la tyrannie imbécille de Jacques ; le *loyalisme* (1) chevaleresque était mort en même temps que le fanatisme puritain. Quelques acclamations pour et contre de la populace de Londres furent apaisées par la simple action de la police, qui eut aussi à réprimer, il est vrai, quelques tentatives de pillage contre les papistes.

Mais rien n'annonçait cette fermentation populaire qui fait trembler le sol sous une nation agitée par un grand intérêt. Tout se fit en dehors des masses ; et parmi les classes qui dirigèrent ou désapprouvèrent le changement on cherche en vain le généreux enthousiasme des Blake, des Harrisson, des Hampden, des Hutchinson, ou la fidélité chevaleresque des Strat-

(1) Mot du vocabulaire des partis, et synonyme de royaliste.

ford et des Falkland. Le positif remplaçait les illusions ; l'ère des mœurs constitutionnelles commençait; c'est le propre des gouvernements représentatifs de matérialiser tous les intérêts ; l'utile et le rationnel sont les dieux du nouvel état social ; tout se réduit désormais à la discussion verbale ou écrite : on pense bien, on pense mal, on vote pour, on vote contre, mais on ne paie plus guère de sa personne sans y être forcé. Hâtons-nous de dire que ce système de gouvernement, qui fixe la part du roi et de tous les pouvoirs, peut seule sauver les rois, en les entourant d'un rempart de fictions légales, pour suppléer aux prestiges des anciennes monarchies. C'est à eux de rentrer aussi dans les réalités de la vie, et de bien peser ce qu'ils peuvent, avant d'oser ce qu'ils veulent.

Le résultat de ces nouvelles idées ne fut complet que sous les derniers rois de la maison de Hanovre, dont les habitudes et les affections allemandes ne contribuèrent pas peu à *désenchanter* les imaginations anglaises ; mais déjà on peut suivre sous Guillaume et sous la reine Anne la tendance des mœurs nationales à devenir plus prosaïques ; la littérature exprime cette physionomie ; le théâtre abandonnait les héros emphatiques des tragédies de Dryden pour ceux des

drames bourgeois de Lillo et d'Édouard Moore. La « Reine des fées » (1) de Spencer ne charmait plus les esprits par ses chevaleresques allégories ; Pope devait bientôt initier la muse aux allusions politiques, lui faire peindre les mœurs modernes de la ville, et parler spirituellement le langage poli des salons ; enfin, dans le roman, les héros de La Calprenède et de Scudéry, si chers aux vieux Cavaliers dans leurs manoirs, se voyaient détrônés par les héros bourgeois de Fielding et de Richardson.

Ce sont là de ces révolutions d'idées dont un peuple ne se rend pas compte, mais qui modifient progressivement le sens des mots dans la classification des partis. Nous y reviendrons, car il ne faut pas les perdre de vue pour expliquer comment les Stuarts, après leur chute, recueillirent tant de protestations de dévouement et si peu de secours réels de la part de leurs partisans d'Angleterre, lorsque Charles-Édouard vint en appeler aux sentiments des anciens Torys.

Voyons maintenant ce que les successeurs de Guillaume, les « rois parlementaires », avaient fait pour l'opinion de 1688, et jusqu'à quel point ils pouvaient compter sur la nation dans la lutte prochaine entre le gouvernement de droit et le

(1) *The fairy Queen.*

gouvernement de fait. Ce sera comme le dénombrement des forces morales des deux dynasties.

On est tellement accoutumé à voir dans une usurpation le triomphe d'une conquête étrangère qui soumet un peuple à un autre, comme sous Guillaume de Normandie, ou le dernier résultat d'une révolution républicaine qui après avoir nivelé toutes les sommités sociales se voit dépossédée par un chef militaire, comme sous Cromwell, que le mot d'usurpation ne semble d'abord pas applicable à Guillaume, prenant paisiblement la couronne sans bataille d'Hastings et sans guerres civiles. Le prince d'Orange fut cependant un usurpateur; mais, quoique doublement odieux, à ne consulter que la morale, puisqu'il dépouillait un roi son parent, il eut pour complices les hautes classes, en qui réside la puissance législative; les lois se mirent sous sa protection et lui donnèrent une sorte de légalité. Le peuple seul, à qui dans toute régénération sociale revient de droit la souveraineté primitive, ne peut plus changer de maître sans être flétri du mot de révolutionnaire. Les publicistes ont donc continué jusqu'à nos jours à légitimer l'usurpation de 1688 (1). Moins confiants d'abord dans

(1) Benjamin Constant, de l'*Esprit de Conquête et*

leurs droits, Guillaume et son épouse, la Tullia (1) des temps modernes, n'avaient pas peut-être porté leurs vues jusqu'au trône; le gendre de Jacques proclamait ne s'être embarqué que pour forcer son beau-père à convoquer un parlement libre et à régner selon les lois, mais non pour le chasser du trône : aussi la présence de Jacques fut bientôt ce qui le gênait le plus sur le sol anglais. Quant au peuple, il se croyait si peu engagé avec Guillaume, que Jacques fugitif ayant été ramené de Rochester à Londres, on lui témoigna, par des acclamations et un intérêt sincère, qu'il était encore LE ROI, s'il le voulait être.

Guillaume servit sans doute mieux que Jacques les intérêts réels de l'Angleterre, en la délivrant du joug de Louis XIV. L'honneur d'une nation est sacré; cet honneur consiste surtout dans l'indépendance. Quant à l'administration intérieure de Guillaume, elle fut loin d'être constamment libérale. Le nouveau roi excita en Angleterre même des mécontentements, et ne put s'y dépouil-

d'Usurpation, chapitre de Guillaume III (supprimé dans les dernières éditions).

(1) Tite-Live appelle Servius Tullius le dernier des rois légitimes de Rome.

ler tout-à-fait de ses partialités hollandaises ; les peuples ont au moins le droit d'être jaloux des affections de leurs princes. En Écosse, le gouvernement de Guillaume alla jusqu'à la tyrannie dans deux circonstances importantes, et en Irlande il sanctionna le système d'intolérance et de persécution qui, jusqu'au dernier siècle, a fait la honte de la Grande-Bretagne.

La reine Anne, qu'elle fût sincère ou de mauvaise foi, abusa pendant quatorze ans les Jacobites de l'espoir de laisser la couronne à son frère, et cet espoir suspendit plus d'une conspiration ; les Jacobites étant à peu près ralliés aux Torys l'emportaient de beaucoup par le nombre sur les Whigs ; leur confiance passive fut mise à profit les six derniers mois de ce règne par l'opposition, qui, tandis que les Torys négocièrent vainement avec Jacques III pour lui faire changer de religion, conclut son traité avec l'électeur de Hanovre ; et celui-ci, à la mort de la reine, accourut pour prendre possession d'un trône qui, malgré les décisions parlementaires, semblait devoir être encore une fois au premier occupant.

Georges Ier, devant la couronne aux Whigs, ne pouvait gouverner que par eux ; mais, aussi étranger à la constitution qu'à la langue du pays,

regrettant son électorat d'Allemagne, et cependant jaloux de toutes ses prérogatives comme roi de la Grande-Bretagne, il fit constamment servir à l'extension de son pouvoir les mesures arbitraires et inconstitutionnelles qui paraissaient réclamées par les circonstances.

Quand Robert Walpole eut triomphé des intrigues des deux maîtresses allemandes qui dominaient Georges, ce ministre dirigea en quelque sorte toute son administration contre le retour des Stuarts. Sous Georges II, les mêmes prétextes firent continuer le même système. Regardant comme son premier devoir de conserver avant tout la succession protestante, Robert Walpole s'appliqua sans cesse à prévenir ou à déjouer toutes les menées des Torys et des Jacobites, en corrompant les uns par des places, les autres par de l'argent; et il parvint à avoir, comme on sait, le tarif de toutes les consciences. Au dehors, il n'était aucun sacrifice qu'il ne fût prêt à faire dans le même but, pour empêcher la France de soutenir la dynastie déchue; on l'accusa même plus d'une fois de sacrifier à la paix la dignité de l'Angleterre; mais son but était rempli, et quand il fut renversé, il avait, malgré tous les changements politiques qui avaient agité l'Europe, maintenu depuis vingt ans, sauf quelques lé-

gères interruptions, cette paix qui faisait la sécurité de la dynastie nouvelle.

Du reste Walpole était le ministre des Whigs, et sut les rendre complices de tout ce qu'il fit d'illégal ou d'inconstitutionnel, persuadé que la conservation de la constitution elle-même, des libertés nationales et de l'Anglicanisme, dépendait de leur accord avec le pouvoir de fait. Les Whigs savaient qu'ils étaient en minorité dans le pays, et pour contrebalancer l'influence locale des propriétaires de province, presque tous Torys ou Jacobites, ils pratiquèrent et encouragèrent la corruption dans le parlement et hors le parlement ; au moindre tumulte, ils s'empressaient d'armer les autorités administratives de pouvoirs extraordinaires et jusqu'alors inconnus ; enfin, pour prévenir les entreprises des souverains étrangers qui pouvaient prêter aide et appui aux ennemis intérieurs du gouvernement, ils maintinrent en temps de paix une armée permanente, composée en grande partie de mercenaires étrangers.

D'un autre côté, si les Whigs faisaient de continuelles concessions au pouvoir, les Torys et les Jacobites eux-mêmes, au grand avantage des mœurs constitutionnelles, se virent souvent forcés de combattre les mesures de la maison de Ha-

novre avec les armes des anciens Whigs. Dans la lutte d'une longue opposition, les prétendus champions du pouvoir absolu invoquèrent au besoin l'ordre légal et la liberté; à force d'en adopter le langage, plusieurs en adoptèrent les principes; aussi, lorsqu'il y eut scission entre le ministère et les Whigs, les mécontents de ce parti se trouvèrent rapprochés naturellement des Torys et des Jacobites, qui eux-mêmes ne se firent aucun scrupule de former avec eux la ligue qui renversa enfin Walpole en 1742.

Ce triomphe de l'opposition ne fut pas complet, car Georges II ne cessa de consulter son ancien ministre, dont l'influence domina longtemps le cabinet; ceux des chefs de l'opposition qui entrèrent au ministère perdirent d'ailleurs la confiance des leurs, dont ils ne pouvaient contenter les exigences; cependant telles furent les clameurs de la nation tout entière contre les troupes allemandes, qu'on était sur le point de les licencier, lorsque, dans le conseil et dans le parlement, une voix qui semblait s'être à jamais condamnée au silence, celle de Robert Walpole, s'éleva de nouveau, et représenta ce licenciement comme une trahison qui livrait la Grande-Bretagne aux Stuarts et à la France prête à les soutenir. Walpole était bien instruit, et avait raison;

mais les Whigs eux-mêmes oubliaient un peu leur haine contre les Stuarts, dans le mécontentement général qu'excitait alors Georges II, à qui on ne cessait de reprocher sa prédilection pour les troupes de son électorat, comme jadis on avait fait un crime à Guillaume de son attachement pour ses troupes hollandaises. Cette partialité du roi régnant s'étendait sur tous les intérêts de l'Allemagne, au préjudice des vrais intérêts de l'Angleterre : aussi l'opinion s'aigrit tellement, que Coxe, le panégyriste de Walpole, convient que l'épithète « d'Hanovrien » était devenue un opprobre. Un écrivain qui, dans ses romans, a été l'historien fidèle des mœurs de son époque, et qui place les événements de son *Tom Jones* en 1745, Fielding, Whig lui-même, n'a pas manqué de donner à son Squire Western, type des gentilshommes de province d'alors, une véritable horreur pour tout ce qui est « Hanovrien ». Enfin dans les clubs, dans les dîners de corporation, on ne craignait pas de porter le toast de « Point de roi de Hanovre. »

Cette disposition des esprits ne pouvait être ignorée de Charles-Édouard, lors qu'il se décida à son expédition.

Le retentissement des débats parlementaires eût peut-être suffi pour persuader à l'Europe que le

trône s'ébranlait sous la maison de Hanovre; car l'Europe n'avait alors aucune expérience de ces combats d'orateurs, de ces défis à mort entre un gouvernement et une assemblée dont les menaces, en apparence séditieuses, sont apaisées par un changement de ministre. Le mécontentement des diverses classes du peuple avait encore hors de la tribune ce langage de haine qui devait sembler concluant contre la dynastie régnante après l'expérience de deux révolutions; mais d'ailleurs, à l'appui des déclamations des chambres et des cris de la désaffection publique, les Stuarts recevaient continuellement les lettres de leurs adhérents, qui croyaient pouvoir se permettre à l'égard de la famille exclue l'exagération de toutes les plaintes. Interprétant naturellement toute opposition selon leurs regrets et leurs vœux personnels, ils répétaient aux Stuarts qu'on n'attendait plus que leur bannière pour se mettre en campagne. Il y avait encore assez de traditions féodales dans certaines provinces, dans le pays de Galles par exemple, pour qu'un descendant des anciens seigneurs pût promettre à ses anciens rois un bataillon de ses vassaux. Les plus influents, peut-être, ou du moins les plus politiques, demandaient bien le secours indispensable d'une armée française pour renverser l'*Electeur*. Mais combien il y en avait qui, conti-

nuant par *sentiment* la correspondance de leurs pères avec le fils de Jacques II, s'abandonnaient à un poétique enthousiasme en mettant leur dévouement à ses pieds. Ceux-ci formaient leur opinion d'après un libelle, ceux-là d'après une chanson jacobite, comme l'*antienne* du roi, dont l'air et une partie des paroles ont reçu depuis une autre application (1).

THE KING'S ANTHEM.

Que Dieu bénisse notre seigneur le roi, que Dieu conserve notre seigneur le roi, que Dieu conserve le roi! qu'il le rende victorieux, heureux et glorieux pour régner long-temps sur nous. Dieu conserve le roi.

Que Dieu lui envoie un héritier royal! que Dieu bénisse le roi et la reine, afin que nous puissions voir sortir d'eux une race royale pour régner sur notre postérité; pour régner à jamais.

(1) God bless our lord the King!
God save our lord the King
God save the King!
Make him victorious
Happy and glorious,
Long to reign over us
God save the King!

Que Dieu bénisse le prince, que Dieu bénisse le prince..... C'est Charles que je veux dire, afin que nous puissions voir la Grande-Bretagne délivrée des Whigs, de Georges et de son Frédéric (1). Ainsi soit-il.

Que Dieu hâte l'heureux moment, que le Dieu tout-puissant nous soit en aide, afin que toute la famille, qui est en Italie, revienne bientôt et tout à coup à Whitehall.

Que Dieu bénisse l'Église, que Dieu bénisse l'Église et la préserve pure de toute *Whiguerie* et de l'hypocrisie des Whigs, qui cherchent méchamment à la souiller.

Bon courage à tous les sujets fidèles, grands et

(1) Feckie était le surnom familier ou de mépris donné à Frédéric, prince de Galles, le fils de Georges II. Il ne vivait en bonne intelligence ni avec son père ni avec sa mère ; voici l'épitaphe qu'on fit courir sur lui :

« Ci gît le prince Frédéric, descendu parmi les morts. Si c'eût été son père, mieux eût valu ; sa mère, bien mieux encore ; sa sœur, personne ne s'en fût inquiété ; toute la famille, c'eût été dix fois préférable pour la nation. Puisque ce n'est que Frédéric, il n'y a pas autre chose à en dire. »

qui fut le fait des seuls chefs Whigs, avait rallié tous les partis dans une indignation commune : ce sentiment de concorde s'était bien peu à peu affaibli ; mais la vanité nationale, amoureuse de l'indépendance du royaume, pouvait bien balancer chez les Whigs la haine des Stuarts, tandis que chez les Jacobites, elle augmentait la haine de la maison de Hanovre. Le gouvernement établi pouvait surtout compter dans la basse Écosse sur la majorité de la classe moyenne du peuple, qui se composait de presbytériens proprement dits et de dissidents, que la peur du papisme faisait trembler davantage encore ; car sur cette classe agissait immédiatement le clergé qui tenait bien plus aux intérêts de l'église écossaise qu'à l'indépendance du pays. La haute aristocratie et la petite noblesse étaient généralement de la foi épiscopale. Les catholiques étaient en petit nombre ; mais les épiscopaux n'étaient guère moins Jacobites que les catholiques (1).

(1) Sur la rive nord du Tay, le presbytérianisme, et par suite l'opinion whig, avait fait de grands progrès dans les basses classes, quoique la majorité des gentilshommes fût restée fidèle au culte épiscopal et au souvenir des Stuarts ; dans les comtés du sud et de l'ouest, la *religion*

Des nuances d'opinions distinguaient aussi certaines villes; par exemple, la ville toute commerciale et industrielle de Glascow (1) avait été de tout temps moins dévouée aux Stuarts qu'Édimbourg, cité plus aristocratique, fière de son titre de capitale et de ses royales traditions. Édimbourg avait particulièrement ressenti en 1736 l'humiliation à laquelle l'avait soumise le gouvernement, par suite du supplice de Porteous (2). Elle avait été défendue à Londres assez heureusement par le duc d'Argyle, mais il répugnait à son orgueil de capitale de n'être plus que la cliente d'un grand seigneur, quelque grand qu'il fût.

En 1745, on trouvait encore dans les comtés des Lowlands de nombreuses racines du système féodal, modifié, il est vrai, par la civilisation générale, plutôt que par les lois nouvelles. Cha-

établie était, la religion dominante parmi les gentilshommes et le peuple.

(1) La révolution de 1688 avait été accueillie à Glascow avec plus d'enthousiasme que dans aucune autre ville d'Écosse. Une grande sédition y éclata en 1720 au sujet de l'augmentation des taxes sur la bière. Les Jacobites y jouèrent leur rôle et attisèrent le feu, mais sans qu'il y fût directement question des Stuarts.

(2) Cet épisode de l'histoire d'Ecosse forme le début de *la Prison d'Édimbourg*.

que baron était encore le juge civil et criminel de sa baronnie. Ce pouvoir, exercé par un subdélégué, lui soumettait corps et biens ses fermiers et ses paysans. Ceux-ci ne pouvaient se refuser à certains services de corvée, ni s'affranchir de l'obligation de porter leur grain au moulin du seigneur et leur houblon à sa brasserie. Le baron jouissait en général avec modération de ses droits; et alors il regagnait en influence ce qu'il perdait en revenu. Si les habitudes belliqueuses de l'Écosse s'étaient conservées dans les Lowlands, cette influence eût pu être dangereuse au gouvernement dans les comtés mal disposés pour lui, d'autant plus que, par le serment exigé de tout fonctionnaire, on excluait de l'administration les fils cadets des gentilshommes jacobites; et que ceux-ci, repoussés des emplois de leur pays, allaient volontiers servir sur le continent et revenaient plus jacobites qu'auparavant ; mais insensiblement les mœurs étaient devenues dans la basse Écosse aussi pacifiques qu'en Angleterre.

Si les Lowlands différaient encore par leur esprit et leurs mœurs politiques de l'Angleterre, les Highlands différaient bien davantage de la basse Écosse. Sous le rapport de la religion, la réforme avait difficilement pénétré au-delà des monts Grampiens; le catholicisme régna plus

long-temps dans ces solitudes, protégé chez les descendants des Celtes par la langue gaëlique et par leur aversion pour la civilisation des Lowlands, qui empêchaient les prédicateurs presbytériens d'être compris de ces hommes qu'ils regardaient eux-mêmes plutôt comme des sauvages que comme des chrétiens. Même sous les derniers Stuarts, quand les montagnards descendaient dans le bas-pays, ce n'était que le fer à la main, et plus disposés à s'emparer du butin qu'à écouter les sermons des disciples de Knox. Telle était alors leur antipathie pour les habitants des Lowlands, que le plus sûr moyen de les convertir à la foi presbytérienne eût été de ramener les Lowlanders au catholicisme. Sous le rapport politique, la même opposition devait les entretenir dans des sentiments jacobites. D'ailleurs, chaque clan vivait toujours subordonné à son chef, qui, n'ayant guère d'autre moyen de considération que cette obéissance, repoussait soigneusement toute innovation qui eût ébranlé son autorité.

« — Combien vous rapporte votre domaine? demandaient deux étrangers à Macdonald de Keppoch. — Cinq cents hommes, répondit-il brusquement (1). »

(1) *Sketches of the Highlanders by colonel Stewart.* — Lettre de M. Grand de Laggan.

Le Chef (kean kine, chef de famille) était, aux yeux du clan, le représentant d'un ancêtre dont toute la tribu descendait comme lui et portait le même nom : voilà le secret de tant d'obéissance d'une part et d'une affection paternelle de l'autre ; c'était une continuation du gouvernement patriarcal, plutôt que la simple féodalité militaire, quoique tout chef exerçât aussi la juridiction territoriale. Le membre du clan qui refusait de sauver la vie de son Chef au risque de la sienne était regardé comme un lâche qui fuyait son père au moment du péril, et la honte était le plus cruel de ses châtiments. Le territoire de chaque clan étant censé une propriété commune, administrée par le Chef au nom de tous, devait fournir à chacun sa subsistance ; mais il y avait dans le partage du sol une inégalité fondée sur la hiérarchie de la famille. Le Chef, qui gouvernait par droit de primogéniture, avait sous lui de petits chefs ou Chieftains qui représentaient les frères cadets ; puis venaient les *Dwine-waisels* ou gentilshommes qui pouvaient faire remonter leur origine à l'ancêtre commun, et prouver leur parenté immédiate avec le chef ; ils étaient en général les *tacksmen*, ou principaux tenanciers. Enfin, au-dessous de cette classe était celle des dépendants, ou hommes de la glèbe, cultivant le

sol pour les gentilshommes, soit comme simples serviteurs, soit comme sous-tenanciers.

Les clans avaient long-temps prétendu être indépendants du royaume d'Ecosse. Depuis que les Stuarts les eurent soumis, ils se montraient surtout dévoués quand ils étaient appelés à soutenir l'autorité royale contre les Lowlanders, qu'ils n'avaient jamais cessé de regarder comme les injustes détenteurs du sol d'où avaient été expulsés les habitants aborigènes, leurs aïeux.

Leur gloire militaire était associée au souvenir des guerres de Montrose, et de la courte campagne qu'ils avaient faite, sous le vicomte de Dundee, en faveur de Jacques II. Ils aimaient à se dire qu'en 1715 ils n'avaient été vaincus que par l'incapacité de leur général, comme en 1689 c'était la mort de Claverhouse qui avait rendu leur victoire de Killiecrankie inutile. D'ailleurs, en 1715, le duc d'Argyle, vainqueur du comte de Mar, était lui-même un Chef puissant des Highlands. Ils citaient, à l'appui de ces considérations, que vainement Guillaume se voyait reconnu par toute l'Ecosse, il s'était cru forcé de payer encore la soumission des Chefs des montagnes, en leur faisant distribuer 20,000 livres sterling.

Après les insurrections de 1715 et de 1719, la maison de Hanovre obtint du parlement un *acte*

pour désarmer tous les Highlanders; mais cette mesure, trop générale, fut bien loin d'atteindre son but. Les clans dévoués au duc d'Argyle s'empressèrent d'obéir; les autres feignirent la même résignation, mais ne remirent que des armes en mauvais état ou celles des classes inférieures du clan, et les Dwine-waisels (gentilshommes) gardèrent leurs bonnes claymores avec leur humeur belliqueuse. Aussi, quand l'heure du combat sonna de nouveau, les amis du gouvernement se trouvèrent seuls désarmés. On s'en inquiéta peu, parce que tous paraissaient également contenus par les citadelles qu'on avait bâties au sein des montagnes. Les routes militaires que le général Wade y fit tracer après 1715 semblaient avoir d'ailleurs ouvert le pays à toutes les troupes qu'en cas de révolte on voudrait envoyer au secours des garnisons.

Deux autres décrets de la législature anglaise attaquaient plus directement l'esprit des clans: en vertu du premier, si un vassal prenait part à une *rébellion*, sa propriété passait à son chef-lige, en supposant que celui-ci fût resté *fidèle*; comme aussi le vassal qui ne participait point à la rébellion de son supérieur avait ses terres exemptes de la confiscation générale du domaine. Le fils aîné ou le frère cadet d'un Chef trou-

vait dans le texte de cet acte un avantage à ne pas avoir suivi l'étendard de son père ou de son aîné. Les titres et les propriétés du proscrit lui étaient dévolus. C'est ainsi que le duc d'Athole, en 1745, n'était que le frère cadet du marquis de Tullibardine, un des sept compagnons de Charles-Edouard (1). Le second décret abolissait le service personnel que le simple membre de clan devait à son Chef, soit à la chasse, soit à la guerre : ce service pouvait être racheté par une rente en numéraire. Ce second décret fut surtout méprisé par les Chefs ; mais ils comprirent qu'un exemple pourrait séduire leurs tenanciers, et ils eurent bien soin d'empêcher qu'aucun Lowlander ne devînt propriétaire parmi eux. Sir Alexandre Murray de Stanhope, tenté par la découverte d'une riche mine de plomb, avait acheté un vaste domaine appelé Ardnamurchan, situé dans le comté d'Inverness, à quinze milles de la garnison protectrice du fort William. Son

(1) Dans les parties reculées des Highlands il était bien difficile au gouvernement de profiter des confiscations. Le comte de Seaforth par exemple, proscrit en 1719, toucha long-temps les revenus de ses terres, que le clan lui faisait passer en France, refusant de reconnaître le facteur du gouvernement. Dans les Lowlands même, les *biens confisqués* ne trouvaient pas d'acheteurs.

exploitation était commencée; tout paraissait lui promettre des bénéfices considérables; il projetait déjà des améliorations importantes dans la culture du pays, lorsque la haine qui couvait sourdement contre cet intrus des Lowlands éclata: ses chevaux et son bétail lui furent dérobés, ses maisons dévorées par des incendies, ses domestiques tués ou blessés, sa propre vie menacée. Il s'adressa aux juridictions locales pour obtenir justice; mais, faute de témoignages suffisants, ses plaintes furent écartées par les juges, qui étaient peut-être les complices des délits. Il fut forcé de quitter les Highlands, réduit presque à l'indigence, pour aller solliciter à Londres des réparations que la perte même de sa fortune ne lui permettait plus d'obtenir dans un pays où la justice coûte si cher.

Une dernière mesure du gouvernement tourna encore contre le gouvernement lui-même. On leva des compagnies indépendantes de Highlanders à la solde du roi, et les officiers furent choisis parmi les Chefs et les gentilshommes leurs parents. Ces compagnies formèrent un régiment connu sous le nom de la *garde noire* (Black watch), à cause de la couleur sombre de leur uniforme, opposée à l'habit rouge des Anglais. La garde noire était chargée de faire

une espèce de police militaire dans les montagnes, et de s'opposer aux déprédations des maraudeurs ou proscrits, tels que Rob Roy; mais ces proscrits et ces maraudeurs avaient presqne tous des amis et des cousins dans les détachements qu'on mettait à leur poursuite. Il y avait souvent moyen pour eux d'entrer en composition, et de ne restituer qu'une partie du butin. Les Chefs profitèrent aussi de la création de ces compagnies pour entretenir cet esprit belliqueux de leurs clans, que l'acte du désarmement tendait à étouffer. Quelques uns, comme le fameux lord Lovat, y faisaient entrer tous leurs hommes à tour de rôle, pour les former au maniement des armes; enfin, la garde noire fut envoyée en Flandre sans ses Chefs, qui regardèrent ou affectèrent de regarder ce changement d'officiers comme un affront dont, en 1745, ils saisirent l'occasion de se venger.

La véritable force du gouvernement dans les Highlands était le clan nombreux des Campbells, qui, sous le duc d'Argyle, avait donné en 1715, au roi Georges, des preuves non-équivoques de sa fidélité. Quelques chefs du parti contraire commençaient aussi à préférer les distractions des villes à la pompe sauvage de leurs châteaux des montagnes, et les séductions pécu-

niaires de Robert Walpole eussent ébranlé le jacobitisme de plusieurs; mais Argyle lui-même avait été négligé, et puis disgracié quand on avait cru l'Écosse domptée. D'ailleurs ils eussent été les derniers venus au partage des faveurs de la dynastie nouvelle. Une restauration leur garantissait le premier rang à la cour des Stuarts. La plupart des Chefs restaient donc constants à leurs principes, les uns parce qu'ils étaient les traditions de leurs pères, les autres par cette même ambition qui avait détaché tant de grands seigneurs de la bonne cause. Caméron de Lochiel et lord Lovat, réunis sous la même bannière, n'étaient certainement pas Jacobites par les mêmes motifs.

Nous parlions des chants de la muse anglaise en faveur des Stuarts: c'était surtout dans l'Écosse que la muse était restée jacobite; tantôt plaintive et tendre, exprimant des regrets; tantôt satirique et moqueuse, attaquant les princes guelfes par d'ironiques refrains; ou menaçante et belliqueuse, appelant le jour d'une nouvelle lutte:

LE SOMMEIL DE LA CLAYMORE

A l'occasion de l'acte du désarmement.

«Dors, ma bonne claymore, dors sous la bruyère épaisse, entre ces deux rochers; dors, ma bonne

claymore, puisque l'honneur de l'Écosse sommeille, dors jusqu'au jour où le signal du réveil nous sera donné par un autre Montrose ou un autre Dundee.

« Reste cachée, ma bonne claymore, sous l'épaisse bruyère; reste cachée, ma bonne claymore, puisqu'ils t'ont proscrite, toi aussi; proscription glorieuse que tu partages avec la race de nos rois; mais dors en paix...... Avant que je te livre à ceux qui te proscrivent, tu auras passé par mon propre cœur.

« Mais la bruyère est humide de la rosée des nuits; tu crains, ma bonne claymore, que la rouille ne s'attache à ta lame, où déjà une larme de mon père laissa en tombant une première tache, quand la mort de Dundee le contraignit de te replonger dans ton fourreau.

« Tu crains la rouille, ma bonne claymore! aimerais-tu mieux, brillante et inutile, jouer sur la cuisse d'un soldat anglais? Aimerais-tu mieux voir la figure d'un traître se mirer dans ton acier poli, dont l'éclair le faisait frémir naguère.

« Peut-être, je l'avoue, ma bonne claymore, ton

nouveau maître, admirant ta lame de Tolède, la décorerait d'une poignée d'or; mais que dirais-tu, ma bonne claymore, si ton acier fidèle devenait un glaive régicide dans la main des bourreaux altérés du sang de la reine Marie et du roi Charles.

« Reste donc cachée, ma bonne claymore, arme fidèle de mes pères, toi qui vainquis à Kylsith et à Killiecranckie; reste cachée jusqu'au jour où le royal Stuart pourra se montrer lui-même; dors, ma claymore, dors jusqu'à ce que l'honneur de l'Écosse se réveille à la voix d'un autre Montrose ou d'un autre Dundee. »

Mais il est temps de suivre, dans cette patrie des vrais poètes jacobites, le prince Charles-Édouard; car les faits nous feront mieux apprécier encore que la poésie quel était l'esprit des Highlanders en 1745.

CHAPITRE VII.

MISSION DE JOHN MURRAY DE BROUGHTON. — CONCILIABULE D'ÉDIMBOURG. — SON RÉSULTAT. — LE DUC DE PERTH. — LE CAPITAINE CAMPBELL D'INVERRAW. — LE DÎNER AU CHÂTEAU DE DRUMMOND. — COURTOISIE DU DUC DE PERTH. — SA FUITE. — CHARLES-ÉDOUARD A ERISKA. — BOISDALE. — CLANRANALD. — LE PRINCE RECONNU PAR UN VIEUX MONTAGNARD. — LES CHEFS SONT ENTRAINÉS. — LES PREMIERS GARDES-DU-CORPS DU PRINCE. — LA SANTÉ DU ROI. — CAMÉRON DE LOCHIEL. — IL EST GAGNÉ. — RENDEZ-VOUS DE GLENFEINNIN. — PREMIER EXPLOIT DES CLANS. — INQUIÉTUDE DU PRINCE. — LES PIBROCHS. — L'ÉTENDARD ARBORÉ. — LA PREMIÈRE PROCLAMATION.

Quelques mois avant de partir pour l'Écosse, Charles-Édouard y avait envoyé un des agents jacobites les plus actifs, Murray de Broughton, pour prévenir les principaux Chefs de son arrivée prochaine. Ceux-ci, toujours opposés à une résolution qui ressemblait à la témérité du désespoir, décidèrent, dans une réunion secrète tenue à Édimbourg, que Murray irait attendre le prince sur la côte, pour lui réitérer leurs représentations, et le supplier de se rem-

barquer s'il venait seul comme il le leur annonçait (1). Murray l'avait attendu en effet pendant tout le mois de juin; mais il se persuada enfin que Charles, ayant réfléchi plus mûrement à son imprudente entreprise, y renonçait jusqu'à ce qu'il pût compter sur des circonstances plus favorables. Dans cette idée, Murray retourna chez lui ; mais il y apprit que ses démarches avaient été épiées, et il craignait d'autant plus de se voir accusé de haute trahison, que le duc de Perth, un des membres du dernier conciliabule jacobite, venait d'avoir un mandat d'arrêt décerné contre lui. Le duc de Perth, en cette occasion, avait seul, il est vrai, déclaré que si Charles-Édouard débarquait en Écosse, il était du devoir de tout loyal Écossais de prendre les armes et d'aller partager ses périls, au lieu de blâmer sa témérité. Le duc, d'ailleurs, était naturellement suspect au gouvernement, comme petit-fils d'un ministre de la cour de Jacques II à Saint-Germain, et son père avait combattu en 1715. Le duc de Perth résidait à son château de Drummond, où le capitaine Campbell d'Inverraw (2), chargé de l'arrêter,

(1) Home, *Histoire de la rébellion.*

(2) Il commandait une compagnie indépendante du *black watch.*

n'osa pas le faire sans avoir recours à la ruse. Le capitaine se fit inviter à dîner au château. La gaîté présida au repas. Au dessert, selon l'usage, les dames se retirèrent pour laisser le duc vider les flacons de vin avec son hôte. Celui-ci alors se leva, fit ses excuses au duc, lui montra son mandat et lui dit qu'il était son prisonnier. Le duc ne parut ni alarmé, ni même surpris. On vantait ses manières polies ; il ne les démentit pas, répondit au capitaine qu'il était prêt à le suivre, se dirigea vers la porte, et insista cérémonieusement pour ne passer qu'après lui ; mais à peine Campbell avait franchi le seuil, que la porte se referma entre lui et le duc, qui sortit du château par une issue secrète. Des soldats étaient postés aux environs, et le capitaine aurait eu le temps de saisir de nouveau son courtois prisonnier, si le duc n'avait rencontré un cheval sans selle et avec son seul licou, sur lequel il monta. Parvenu en lieu sûr, il ne tarda pas à y être informé du débarquement du prince, et se mit en mesure de le joindre.

Cependant Charles-Édouard, que nous avons laissé dans l'île d'Eriska, apprit que le Chef de Clanranald et Boisdale son frère étaient dans l'île adjacente d'Uist, tandis que le jeune Clanranald, dont il regardait la fidélité à sa cause comme

assurée, était à Moidart. Un messager fut expédié à Boisdale, qui passait pour avoir une grande influence sur l'esprit de son frère le Chef, que son âge et des infirmités avaient forcé de se reposer sur lui du soin de toutes ses affaires. Boisdale se rendit à l'entrevue, et Charles-Édouard le reçut à bord de la Doutelle où il était remonté le matin. Le prince, étonné de sa froideur, feignit de ne pas s'en apercevoir, et le pria d'aller de sa part prévenir son neveu que le jour était venu de se déclarer. Boisdale lui avoua alors qu'il trouvait son entreprise si hasardeuse, qu'il croyait plutôt de son devoir de dissuader son neveu d'y prendre part. Charles-Édouard, qui ignorait le résultat de la mission de Murray, lui cita Donald de Sleat et le laird de Macleod, les deux principaux propriétaires de l'île de Skye, qu'un simple avis devait faire accourir sous sa bannière. « Désabusez-vous, reprit Boisdale, je suis porteur de leur réponse anticipée ; si Votre Altesse royale ne vient point avec des forces régulières, ces deux Chefs se sont promis de ne pas armer un seul homme. »

Sans insister davantage avec Boisdale, qui retourna à Vist, mais nullement découragé (1),

(1) Quelques Mémoires prétendent qu'il tint conseil

Charles-Édouard continua son voyage et vint jeter l'ancre le 13 juillet dans le Loch-Nanuagh, bras de mer ou lac d'eau salée qui divise Moidart et Arisaig; là, un messager fut envoyé par lui au jeune Clanranald comme à Boisdale. Clanranald vint le lendemain à bord de la Doutelle, accompagné de quelques uns de ses parents, entre autres des lairds de Glenaladale et de Dalily. Le neveu tint le même langage que l'oncle. Vainement le prince le conjurait de ne pas abandonner le fils de ses rois. « Je suis votre prince, dit-il, votre compatriote et votre ami. » Clanranald restait inflexible, en répondant que son dévouement ne pouvait aller jusqu'à exposer son clan et le prince lui-même à une ruine certaine.

Cette conférence avait pour témoin un simple montagnard, armé de pied en cap, selon l'usage du pays; devinant que ce jeune prêtre irlandais, en simple habit noir, qui en appelait avec un accent et des gestes si animés à la bravoure et à la fidélité de son clan, était l'héritier de la couronne d'Écosse, il pâlit et rougit tour à tour, ses yeux étincelèrent, et dans son émotion il porta violemment la main sur la garde de sa clay-

alors avec ses compagnons, qui étaient tous d'avis de retourner en France, excepté Shéridan.

more (1). Charles-Édouard l'observe, et, dans l'abandon dont il se voit menacé, s'adresse à cet homme, dont il croit bien interpréter l'émotion généreuse : « Et *vous*, lui dit-il, ne combattrez-vous pas pour moi ? »

« — Oui, oui, mon prince, répond le montagnard, quand je serais le seul dans Albyn (2) qui tirerais l'épée, je suis prêt à mourir pour vous. »

« — Je trouve enfin un défenseur, s'écria Charles en versant des larmes d'attendrissement ; ah ! je ne demande que mille hommes comme celui-là pour conquérir avec eux le trône de mes pères ! »

A ces mots les Chefs furent entraînés ; ils jurèrent aussi de mourir pour le prince. Il s'agit alors de se concerter pour réunir les clans fidèles. Clanranald se rendit lui-même auprès de sir Alex. Macdonald et du laird de Macleod, qui pouvaient réunir près de trois mille montagnards ; mais ils refusèrent de se joindre à lui, ne s'étant engagés que sous la condition de la coopération d'une armée française.

Cependant Charles-Édouard quitta la Doutelle qu'il renvoya en France, et débarqua défi-

(1) Home, *History of the rebellion*, tome 1er.
(2) L'Ecosse.

nitivement sur la terre d'Écosse, à Borodale, ferme qui appartenait à Clanranald, sur le bord du Loch-Nanuagh. Là, il touchait les territoires des Macdonalds, des Camérons et des Stuarts, qui, depuis Charles Ier, avaient bravement combattu pour leur roi à Kilsyth, à Killiecrankie et à Sheriff-Muir. En attendant, cent hommes l'entouraient comme ses premiers gardes-du-corps, et chacun d'eux se laissait gagner au charme de son affabilité presque familière : on l'écoutait en souriant, lorsqu'il cherchait à prononcer les mots de la langue gaëlique, et l'on aimait à le voir vider soigneusement la coupe des Highlands pour boire à la santé du roi, en répétant d'un air heureux : « *Deoch slaint an Reogh* » (1).

(1) « Qu'on juge combien était hasardeuse notre en-« treprise, seuls comme nous restâmes, et résolus pour-« tant à suivre notre P. (prince), pour courir avec joie les « mêmes risques que lui. Nous fîmes d'abord notre pos-« sible pour lui faire un accueil cordial dans notre pays ; « le P. et ses compagnons furent entourés d'une garde « d'environ 100 hommes, tous entretenus dans la maison « d'Angus Macdonald de Borodale, à Arisaig, avec toute « l'hospitalité possible. S. A. R., assise en lieu convena-« ble, put voir toute notre troupe et tout le voisinage « qui se pressait sans distinction d'âge ou de sexe pour « voir le P. Après que nous eûmes tous abondamment

Le Chef le plus influent parmi les clans jacobites, à cette époque, était celui qu'on appelait le jeune Lochiel, parce que son père vivait encore, exilé depuis l'insurrection de 1715, où il avait vaillamment commandé les Camérons, une des tribus les plus nombreuses des montagnes. L'aïeul de Lochiel, sir Evan Caméron, avait été le fidèle compagnon de Montrose et de Dundee; et le petit-fils, dévoué à la même cause, était un des sept gentilshommes qui avaient formé, en 1540, l'association tendant à la restauration des Stuarts. Lochiel avait une telle réputation de bravoure et de talent, il réunissait en lui tant de qualités brillantes et aimables, qu'un poète,

« mangé et bu gaîment, S. A. R. but le coup des graces « en anglais, que nous comprenions la plupart; quand « ce vint à mon tour, j'osai me distinguer en disant à « voix haute en erse (ou langue des Highlands), *Deoch* « *slaint an Reogh ;* S. A. R., sachant que j'avais bu *la* « *santé du roi*, me fit répéter les mots en erse, et dit qu'il « pourrait aussi boire la santé du roi en cette langue. La « compagnie ayant parlé de ma science dans la langue « des Highlands, S. A. R, dit que je serais son maître « dans cette langue, et je fus prié de proposer les santés « du prince et du duc (du duc d'York). »

Journal and Memoirs of P.... C.... expedition into Scotland' by a highland officer in his army. — Lockart papers (in 4°) tome 2, p. 479.

flatteur des Georges, forcé de louer un ennemi aussi estimé, termine son portrait en assurant que Lochiel est du moins un Whig en paradis (1),

« A whig in heaven. »

En apprenant que Charles-Edouard était débarqué presque seul et sans armes, bien moins comme un prince venant réclamer son trône que comme un naufragé jeté sur la côte, Lochiel résolut, comme les autres Chefs, de ne point approuver une telle imprudence. Il savait d'ailleurs que Charles avait quitté la France contre l'avis d'un des plus nobles soutiens de sa cause, Georges Keith, plus connu sous le titre de milord Maréchal (2). Cependant Lochiel ne voulut pas avoir l'air de fuir le prince, et se rendit auprès de lui pour lui porter lui-même le refus de son adhésion. En allant à Borodale, il s'arrêta chez

(1) *Quarterly-review*, tome XIV, article sur l'ouvrage intitulé *Culloden-papers*.

(2) Lord Maréchal (cet ami franc du roi Frédéric, cet ami généreux du philosophe Jean-Jacques) s'était rendu en 1744 à Gravelines auprès de Charles-Édouard. Le prince, impatienté des délais de la flotte qui lui était alors promise, lui proposa de s'embarquer seul avec lui. Lord Maréchal avait traité cette proposition de folie, et s'était séparé du prince, un peu refroidi pour sa cause.

son frère John Caméron de Fassefern, et lui communiqua son dessein. Son frère l'approuva, mais voulut le dissuader d'avoir une entrevue avec Charles-Edouard. « Je vous connais mieux que vous ne vous connaissez vous-même, lui dit-il; si ce prince jette une fois les yeux sur vous, il fera de vous tout ce qu'il voudra.»

Lochiel, se croyant plus sûr de sa fermeté, continua sa route et arriva auprès d'Edouard, auquel il osa dire en effet toute sa pensée. Vainement le prince lui représenta l'armée anglaise occupée sur le continent, Georges II lui-même absent de son royaume, le peu de troupes qui restaient en Angleterre humiliées et abattues par la défaite de Fontenoy, la confiance qu'il avait de les vaincre, et la certitude de voir la Grande-Bretagne entière se prononcer en sa faveur, s'il pouvait la décider par une seule victoire: « Vous résistez; je le vois, ajouta-t-il, à vos regards qui se détournent, comme pour me demander encore les secours de la France. Eh bien! oui, je viens seul, quand vous attendiez une armée avec moi. J'ai reçu des ministres de Louis des réponses évasives, de fausses espérances peut-être, et j'en remercie le ciel: je devrai tout à la bravoure écossaise s'il faut combattre des ennemis; mais croyez plutôt que l'Ecosse et l'Angleterre me

sauront gré de leur épargner la honte d'une invasion. Je veux me mettre à la tête du parti national, et je laisse l'électeur de Hanovre s'entourer de gardes étrangères : le bruit d'une première victoire hâtera peut-être la venue des Français, qui ne seront plus alors que des alliés et non des protecteurs. » Lochiel était ébranlé sans être encore convaincu. « Eh bien! dit-il, accordez-moi quelques jours de retard. — Non, non, dit le prince, à qui son enthousiasme inspira le courage de poursuivre son avantage; j'ai déjà autour de moi quelques amis : encore quelques jours, et avec eux j'arbore l'étendard royal, et j'annonce à la Grande-Bretagne que Charles Stuart est venu réclamer la couronne de ses ancêtres, prêt à vaincre ou à périr. Lochiel, dont mon père m'avait si souvent vanté la fidèle amitié, peut rester chez lui, et il apprendra par la gazette le sort de son prince. »

Lochiel ne put résister à cet amer reproche; son frère l'avait prévu : il était gagné par l'enthousiasme de Charles. « Non, s'écria-t-il, je partagerai la destinée de mon prince, heureux ou malheureux, et ainsi feront tous ceux sur qui la nature ou la fortune m'ont donné quelque autorité (1). »

(1) *Journal and Memoirs*, etc.

Toute l'expédition dépendait de cette entrevue ; car l'exemple de Lochiel eût fourni aux timides une excuse imposante, tandis que son zèle triompha de l'hésitation des plus prudents. Si quelques Chefs, tels que sir Alex. Macdonald et le laird de Macleod, restèrent neutres, et plus tard se montrèrent ennemis, ils ne purent empêcher plusieurs des leurs de joindre le prince.

Dès que Clanranald connut l'adhésion de Lochiel, il s'occupa activement d'armer et d'exercer son clan, pendant que Lochiel allait lui-même rassembler le sien. Une tradition prétend qu'en quittant Charles-Edouard, Lochiel rencontra dans une bruyère sauvage, et adossé contre un rocher, un de ces vieillards de l'île de Skye, doués de la seconde vue, qui lui révéla tout l'avenir de la guerre ; mais il était trop tard pour rétracter sa parole, et son courage imposa aisément silence à toute crainte superstitieuse (1).

Sur ces entrefaites arriva Murray de Broughton, qui avait tenté vainement de surprendre le duc d'Argyle à Inverrary, en représailles de l'arrestation du duc de Perth.

(1) Sur cette tradition, Thomas Campbell a fondé un poëme intitulé *Lochiel's Warning*.

Le rendez-vous des montagnards était fixé à Glenfinnin (1), et la nouvelle d'un premier avantage y précéda l'étendard que Charles devait y arborer. Nous avons dit que le général Wade avait construit, dans les contrées reculées de l'Ecosse, deux forts pour contenir les Highlanders : c'étaient le fort Augustus et le fort William, à vingt-huit milles de distance l'un de l'autre, communiquant, en quelque sorte, par une route tracée entre le revers d'une montagne et les lacs Lochy et Oigh, qui forment aujourd'hui une partie du canal Calédonien. Sur le bruit d'une menace d'insurrection parmi les habitants de Moidart, le gouverneur du fort Augustus crut devoir envoyer le renfort de deux compagnies de soldats au gouverneur du fort William. C'était le 16 août. Les militaires avaient déjà marché pendant vingt milles, lorsqu'aux approches d'une arche jetée sur les deux bords d'un torrent, ils entendirent le son d'une cornemuse, et crurent apercevoir sur le pont un corps nombreux de montagnards. Ce n'étaient cependant que dix ou douze hommes du clan de Macdonald de Keppoch, qui, allant et venant sans cesse, agitant leurs claymores et leurs fusils, te-

(1) *Journal and Memoirs*, *etc.*

nant leurs plaids déroulés, l'un à droite, l'autre à gauche, semblaient être une troupe plus considérable. Le capitaine des deux compagnies fit faire halte, et envoya un sergent avec un soldat en reconnaissance; mais ils furent saisis par deux montagnards agiles et emmenés prisonniers. Le capitaine (1) ordonna la retraite, ignorant le nombre des rebelles. Ceux-ci étaient commandés par Macdonald de Tierndriech, qui laissa les Anglais s'engager dans la partie de la route la plus resserrée entre le lac Lochy et la montagne, où il parvint sans bruit plus tôt qu'eux par un détour; et là les Highlanders, se montrant tout à coup sur les hauteurs, mais abrités par les touffes d'arbres et les fragments de rochers, poussèrent de grands cris et firent feu (2). Les soldats hâtèrent le pas, et, au sortir du défilé, apercevant d'autres Highlanders entre la langue de terre qui, à cette époque, divisait les lacs, ils voulurent la traverser et s'emparer du château voisin d'Invergary, pour s'y retrancher : le capitaine était blessé; il n'était pas le seul, et deux de ses soldats étaient déjà morts. Macdonald de Tierndriech les somma de se rendre, et, au moment où ils mettaient bas

(1) Le capitaine Scott, qui fut depuis le général Scott.

(2) HOME. *History*.

les armes, survint Lochiel à la tête d'un détachement de Camérons. Ce premier avantage prouva aux divers clans qu'ils pouvaient compter les uns sur les autres. Le gouverneur du fort Augustus refusa un chirurgien pour visiter et panser la blessure du capitaine : Lochiel n'hésita pas à le renvoyer au fort sur parole, pour qu'il y reçût les secours nécessaires à son état.

Charles-Edouard, depuis quelques jours, avait quitté Borodale pour la ferme de Glenadale, aux bords du Loch-Shiel. Le 19 août il arriva à Glenfinnin. C'est une de ces vallées étroites et longues particulières à l'Ecosse (1), et arrosée par le torrent de Finnin, qui va se perdre dans le Loch-Shiel. Charles-Edouard avait traversé le lac, et il était onze heures du matin lorsqu'il entra dans le Glen, qu'il s'attendait à trouver rempli du mouvement et du bruit des clans. A sa grande surprise, la solitude était muette : il alla cacher son impatience et son inquiétude dans une sombre chaumière, dont les habitants l'accueillirent avec respect, mais sans pouvoir le rassurer. Ce ne fut qu'à une heure après midi que l'écho de la montagne lui apporta le pre-

(1) *Glen* signifie vallée : Glen-finnin.

mier son d'un pibroc (1); c'était celui des Camérons, qui bientôt parurent eux-mêmes au nombre de huit cents, formant deux colonnes, et amenant au prince des prisonniers avant que la guerre fût commencée.

Au centre du vallon était une petite éminence destinée à recevoir l'étendard royal, qui, de là, pouvait être facilement aperçu de loin : l'honneur de le planter était réservé au marquis de Tullibardine. Cet étendard était un tissu de soie rouge, avec un espace blanc au milieu, que Charles-Edouard avait apporté de France (2). Quand ses plis flottèrent au gré des vents d'Ecosse, douze cents toques bleues furent lancées dans les airs pour le saluer : les joueurs de cornemuse firent entendre les vieux pibrocs nationaux; une acclamation générale effraya les jeunes aigles sur leurs rochers escarpés, comme dit une ballade, et Charles vit briller aux mains des fidèles fils de Gaël douze cents claymores, dont

(1) Air de guerre des clans.

(2) Home dit qu'il était tricolore, bleu, blanc et rouge. Œuvres complètes de J. Home, tome III, pag. 14. On prétendait qu'au lieu d'armoiries, Charles-Édouard y avait fait dessiner un cercueil et un trône : d'autres disaient y avoir lu la devise de *Tandem triumphans* (*La bonne cause enfin triomphante*).

la plupart s'étaient jadis rougies du sang anglais aux mémorables batailles de Kilsyth, de Killiecankrie et de Sherif-Muir (1).

Ayant obtenu un moment de silence, le marquis de Tullibardine lut le manifeste du roi Jacques VIII, qui nommait son fils Charles régent en son absence. Le prince lui-même prit la parole pour dire qu'il avait préféré débarquer dans cette partie de l'Ecosse, parce qu'il savait y trouver les sujets les plus braves de son père, et qu'il venait vaincre ou mourir avec eux. Pour terminer la cérémonie, l'étendard fut transporté en grande pompe à la tente du prince, escorté par une garde de cinquante Camérons, et l'armée campa cette nuit dans la vallée.

(1) *Jacobite relics.*

CHAPITRE VIII.

DÉLIBÉRATION DE LA RÉGENCE D'ÉCOSSE. — CHARLES-ÉDOUARD MIS HORS LA LOI. — LE LORD PRÉSIDENT. — LE GÉNÉRAL COPE. — SON CARACTÈRE. — DISCIPLINE ANGLAISE. — SA MARCHE. — SON DÉSAPPOINTEMENT A L'ENTRÉE DES HIGHLANDS. — DÉGÉNÉRATION DE L'ESPRIT MARTIAL DES LOWLANDS. — LA MONTAGNE DE CORRYARRACK ET L'ESCALIER DU DIABLE. — NOUVELLE DE L'ENNEMI. — MOUVEMENT SUR INVERNESS.

Le jour même où Charles-Édouard arborait son étendard à Glenfinnin, les troupes anglaises quittaient Edimbourg pour marcher dans le nord.

En l'absence de Georges II, qui ne revint de Hanovre que le 31 août, le gouvernement de la Grande-Bretagne était confié à un conseil de régence, dont un membre, le marquis de Tweeddale, était plus spécialement chargé du ministère des affaires d'Ecosse. Depuis le mois de juillet, la correspondance entre le commandant de la force armée de ce dernier royaume et le marquis de Tweeddale était devenue très active. L'un et l'au-

tre se communiquaient les divers bruits qui couraient sur le Prétendant, tour à tour s'exagérant le péril ou le mettant en doute. Dans les premiers jours d'août seulement, la nouvelle du débarquement de Charles-Edouard devint si certaine, d'après tous les rapports, que les Lords Régents des trois royaumes publièrent dans les journaux une proclamation pour déclarer le jeune prince hors la loi, et offrir trente mille livres sterling à qui apporterait sa tête. En même temps les principaux magistrats d'Ecosse, qui étaient le Lord-président de la cour des Sessions (1), le Lord Justice-clerk, le Lord-advocat et le Sollicitor-général, se réunirent en conseil avec le commandant de la force armée, afin de délibérer sur les mesures à prendre. Les dépêches du marquis de Tweeddale furent consultées ; le marquis recommandait d'étouffer au

(1) La *cour des Sessions* est la cour suprême de judicature civile établie en 1532 par Henry V, d'après le modèle des anciens parlements de France. La cour criminelle (*court of justiciary*) est présidée par le lord justice-clerk, titre qui répond à celui de vice-président, parce que le titre de lord justice-général n'est qu'une qualification nominale. Le Lord-advocat est à peu près notre avocat-général ; le Lord-solliciteur, notre procureur général.

plus vite la rébellion dans les montagnes; le Lord-président et le Lord Justice-clerk prétendirent qu'il était urgent en effet de marcher contre les rebelles. « C'est le moyen, disaient-ils, d'arrêter le mal dans sa source, en forçant les tièdes de rester neutres, et en donnant aux clans favorables à la maison de Hanovre l'appui et les armes nécessaires pour combattre les clans jacobites. » Le Lord-président, dont les propriétés étaient situées dans le comté d'Inverness, connaissait personnellement les Chefs des diverses tribus; il en était aimé à cause de sa modération; il espérait beaucoup de son influence sur eux, et redoutait les vengeances du gouvernement, si l'insurrection qu'il jugeait peu importante pouvait pénétrer dans les Lowlands. Sir John Cope, le commandant en chef, qui se rangea de l'avis du Lord-président, partit en toute hâte pour Inverness, et promit d'avoir bon marché des rebelles, sans trop s'occuper de leur nombre. Il avait sous ses ordres deux régiments de dragons, trois régiments d'infanterie, quatorze compagnies de divers corps, et les garnisons des forts, composées la plupart d'invalides, en tout quatre ou cinq mille hommes. Toutes ces troupes furent rassemblées à Stirling, où le général vint se mettre à leur tête et les passer en revue le 20 août. Sir John Cope était un brave

officier de la vieille école, estimé dans les camps, sévère sur la discipline, et qui eût dédaigné de remporter une victoire contre les règles de la tactique et de la stratégie. Le costume faisait pour lui la moitié du soldat; le bâton et le gibet l'autorité du chef. Chaque jour les sergents de sa troupe comptaient les boutons de leurs hommes, et un compas à la main vérifiaient si leurs queues ne dépassaient pas de quelques lignes la longueur voulue par l'ordonnance. Sir John sourit de son facile triomphe sur les sauvages indisciplinés des Highlands, lorsqu'il passa en revue ses régiments alignés, dont chaque compagnie, la tête bien poudrée, l'uniforme propre, l'arme au bras et le corps immobile, n'attendait qu'un signal pour manœuvrer avec une précision mathématique. Des tentes, de nombreux et lourds bagages faisaient partie intégrante de son armée, aussi-bien que huit pièces d'artillerie; puis venait un troupeau de bœufs avec des bouchers pour les égorger et dépecer au besoin; des chariots portaient du pain et du biscuit pour vingt-un jours; rien, en un mot, n'avait été négligé pour pourvoir aux besoins de la campagne (1).

(1) HOME's *History of the rebellion*. — CHEVALIER DE JOHNSTONE's *Memoirs*.

Le signal du départ fut donné; mais le général laissa ses dragons à Stirling, ne pouvant faire usage de cavalerie dans un pays de montagnes, quoique depuis 1720 les routes militaires eussent été multipliées à travers la Haute-Ecosse, dans le but de niveler à la fois le pays et les mœurs. Sir John Cope se dirigea sur le fort Auguste, le plus central des trois qu'on avait construits dans le long Glen qui s'étend du Loch-Eil au Loch-Ness. Un premier jour de marche le conduisit à Crieff, au pied des monts Grampiens, où il fut obligé d'attendre quelques uns de ses chariots, et où il espérait être joint par le duc d'Athole, lord Glenorchy et d'autres Chefs qui avaient protesté de leur dévouement à Georges II; mais ces seigneurs, dont les châteaux étaient sur la lisière des Lowlands, n'avaient qu'un but, celui d'éviter la confiscation de leurs domaines, et leur zèle pour la nouvelle dynastie n'allait pas jusqu'à combattre contre les Stuarts; leurs vassaux, d'ailleurs, n'étaient nullement bien disposés, comme la suite le prouva. Ils déclarèrent au général qu'ils n'avaient pu décider leurs clans à accepter les armes que le gouvernement leur offrait; sir John Cope renvoya alors à Stirling sept cents fusils sur mille qu'il avait apportés. C'était à grand'peine qu'il avait recruté, chemin faisant, quelques milices

bourgeoises. La population des Lowlands avait été jadis non moins belliqueuse que celle des Highlands ; mais on était loin de ces temps où, joignant la discipline au courage, les habitants des Basses-Terres avaient victorieusement repoussé les montagnards à la bataille d'Harlaw, à celle de Sanchieburn, sous Jacques III, et sous Marie Stuart dans les combats de Corrichie et Glenlivat. Même dans les frontières, ou *borders*, la houlette du berger avait remplacé l'épée dans les mains de ces fameux maraudeurs, à qui la femme du Chef servait des éperons dans un plat, quand le bétail était épuisé, pour les avertir qu'il fallait monter à cheval et aller recueillir la dîme des troupeaux anglais (1). Sur les limites des monts Grampiens, les propriétaires achetaient leur tranquillité du Chef voisin, en lui payant un tribut volontaire ; ceux d'entre eux dont l'opinion politique était favorable au général anglais, auraient craint de se faire une dangereuse querelle avec leurs voisins des montagnes en pénétrant sur leur territoire (2). Sir John Cope ne put donc rallier que quelques zélés presbytériens, qui crurent aller combattre le pape dans la personne du Prétendant ; fanatiques plus haineux qu'exaltés,

(1) *Border-Minstrelsy : the feast of the spurs.*
(2) *Memoirs of Rob Roy Mac-Gregor.*

parodiant en quelque sorte les enthousiastes des anciennes guerres civiles (1). Mais sir John Cope n'en méprisa pas moins ses ennemis et poursuivit sa marche. Le 22, il était à Amulrie; le 23 à Tay-Bridge, le 24 à Trinifuir, et le 25 à Dalnacardoch; ce fut dans l'auberge solitaire de ce nom, qu'il fut joint par le capitaine Sweetenham, officier du régiment de Guise (infanterie), qui avait été fait prisonnier par les Macdonalds en se rendant de Ruthwen au fort William, et qu'Édouard avait relâché sur parole, après l'avoir rendu témoin des acclamations qui avaient salué son étendard à Glenfinnin (2). Lorsque cet officier avait quitté les Highlanders, ils étaient quatorze cents hommes; mais on lui avait dit à Dalwhinnie que leur nombre s'élevait déjà à plus de trois mille, et il n'avait aucune raison d'en douter, ayant rencontré de tous côtés des détachements qui se rendaient auprès du prince au son des cornemuses. Non seulement aucun Highlander ne se pressait de venir se ranger sous la bannière de sir John Cope, mais encore tous ceux qui faisaient partie depuis long-temps des régiments anglais désertaient chaque jour. Un nouvel incident révéla au général qu'il était en pays en-

(1) *Waverley*, tome II.
(2) *Culloden-papers.*

nemi ; tous ses chevaux de transport lui furent dérobés en une nuit, ce qui l'obligea de laisser en chemin une partie de ses provisions, dont il n'entendit plus parler (1). Ses bœufs ne furent pas plus respectés que ses chevaux ; avait-il besoin d'un guide, ou de quelques informations sur les cantons qu'il traversait, le montagnard qu'on lui amenait, ou qui lui offrait volontairement ses services, se trouvait toujours, sous l'apparence d'une naïveté sauvage, un espion rusé qui le trompait ou l'égarait, et disparaissait adroitement, une fois son rôle joué (2). Le capitaine Sweetenham lui dit que les rebelles se proposaient de s'emparer de Corryarrack, immense montagne qui s'élève comme un rempart entre les Anglais et le fort Auguste : ce rapport était confirmé par le Président de la cour des sessions, qui depuis le 15 du mois était arrivé à sa terre de Culloden près d'Inverness. Il prévenait sir John Cope que Corryarrack, où le général Wade avait conduit ses routes militaires, ne pouvait être franchi qu'en s'engageant dans des ravins et des sentiers étroits et tortueux appelés l'*Echelle du Diable*, où il était facile à quelques

(1) Cope's *trial*.

(2) Les lecteurs de *Rob Roy* se souviendront de la *créature Dougal*.

hommes d'arrêter long-temps et même de détruire une armée entière. Déjà on disait que le plus dangereux de ces défilés, appelé Snugborough, était gardé par un détachement de Highlanders, et qu'un autre détachement se proposait de tourner la montagne pour couper la retraite aux habits-rouges. Lorsque le méthodique général eut dépassé Dalwhinnie et se trouva en face de Corryarrack, la vue de ce gigantesque bastion, qu'il n'avait vu décrit dans aucun traité de fortification, l'étonna; il pensa ne pas pouvoir aller plus loin sans avoir rassemblé un conseil de guerre, où furent convoqués tous les officiers supérieurs. L'avis unanime fut d'éviter la rencontre des montagnards; mais pour n'avoir pas la honte de les fuir, au lieu de rebrousser chemin, on jugea plus honorable de se porter sur Inverness par un long détour; cette délibération fut rédigée et signée dans les formes; un corps d'avant-garde feignit de marcher droit sur Corryarrack, enseignes déployées, pour tromper l'ennemi, pendant que les régiments défilaient vers Blariggbig, et là, faisant demi-tour à droite, prenaient la route de Ruthven à Inverness; le mouvement s'opéra en assez bon ordre, la fausse avant-garde se replia tout à coup sur le corps d'armée, qu'elle rejoignit en courant, et le 27 sir John Cope entra à Inverness.

CHAPITRE IX.

MARCHE DE CHARLES-ÉDOUARD. — IL SE DIRIGE VERS LES LOWLANDS. — LE CHATEAU DE BLAIR-ATHOLE. — RENFORTS. — SÉJOUR A PERTH. — POPULARITÉ DU PRINCE. — IL ADOPTE LE COSTUME MONTAGNARD. — — LES DAMES DES BAILLIS DE PERTH. — SOUVENIRS DU TEMPS DE MACBETH. — LORD GEORGES MURRAY. — LA DERNIÈRE GUINÉE. — SERMON DU DIMANCHE. — LES MACDONALDS DE GLENCOE. — LA FAMILLE DE ROB-ROY MAC-GREGOR. — IMPOSITIONS. — LE RUBICON DE CHARLES-ÉDOUARD. — SOUVENIR DE BRUCE ET DE WALLACE. — STIRLING. — LINLITHGOW, ETC., ETC.

Pendant que sir John Cope s'avançait par étapes dans les Highlands, Charles-Édouard, qui venait à sa rencontre en traversant les comtés où il savait trouver des amis, voyait en effet sa petite armée augmenter sans cesse, semblable aux rivières rapides de cette contrée, dont le cours se grossit, sur leur passage, des torrents de chaque montagne et des ruisseaux de chaque vallon. Glenfinnin est à quarante milles de Corryarrack, où le prince arriva le 27 août avant le général de Georges II. Un dernier déserteur du

nom de Caméron vint l'avertir de la retraite des Anglais. A cette nouvelle, Charles-Édouard demanda une tasse de wisky (1), et en faisant verser une autre à chaque montagnard : « Buvons, dit-il, à la santé de ce bon M. Cope, et puissent tous les généraux de l'usurpateur se montrer nos amis comme lui ! (2) »

Le premier mouvement des Highlanders fut de se mettre à la poursuite des habits-rouges(3), qu'ils faillirent atteindre à Garrymore : mais là, s'étant arrêtés pour reprendre haleine, les Chefs tinrent conseil avec le prince, et réfléchirent qu'il vaudrait mieux laisser sir John Cope achever sa retraite sans l'inquiéter, pour aller s'emparer d'Edimbourg, où leur entrée équivaudrait à une grande victoire. Pour tenter ce coup d'éclat, on avait pensé qu'il était plus sûr d'attendre les Mac-Intoshes, les Frazers et d'autres clans, mais on les remplacerait par le clan d'Athole, et les autres montagnards du Perthshire. Déjà, d'ailleurs, aux Macdonalds, aux Camérons et autres tribus du nord, qui étaient partis de Glenfinnin, s'étaient réunis les Stuarts d'Appin, les Macdonalds de

(1) Eau-de-vie d'orge.

(2) *Journal and Memoirs.*

(3) Sidier-roy — soldats rouges, d'après la couleur de l'uniforme anglais.

Glengary et les Grants de Glenmoriston. Enfin Murray de Broughton répondit des dispositions favorables des Jacobites de la capitale d'Ecosse. « A Edimbourg ! à Edimbourg ! tel fut le cri général »; et l'on se mit en marche. Le deuxième jour, Charles-Edouard était déjà dans le Badenoch, le troisième au château de Blair, résidence du duc d'Athole, frère du marquis de Tullibardine, et dont, en son absence, celui-ci crut devoir faire les honneurs au prince et à ses officiers. Son influence fit déclarer le clan presque entier en faveur des Stuarts : moins prudents que le duc, lord Nairn, sir Georges Murray, ses frères, et plusieurs autres gentilshommes du comté, vinrent offrir leurs épées à Charles : cet exemple fut suivi par Oliphant, laird de Gask, et Mercer, laird d'Aldie, dont les tenanciers formèrent un régiment. Le duc de Perth arriva aussi avec deux cents hommes le 3 septembre, Lochiel avec quatre cents Camérons alla proclamer Jacques VIII à Dunkeld, et le prince entra presque en triomphe dans la ville importante de Perth (1). Quelques uns des magistrats seuls avaient fui, la majorité des habitants associait au nom des Stuarts des souvenirs d'illustration et de bienfaits pour leur antique

(1) Henderson, *History of the rebellion.*

cité. Perth, autrefois Saint-Johnstoun, avait été le séjour favori des trois Robert, de Jacques Ier, et de Jacques II. Jacques VI avait tenu à honneur d'en être le Lord-prévôt ; et à trois milles de Perth est cette royale abbaye de Scone, où tant de rois avaient été couronnés. Charles-Édouard vit toute la population s'empresser sur ses pas, et reconnaître en lui le descendant de ses anciens souverains. Si les graces de sa personne et sa taille avantageuse ne démentaient pas son origine aux yeux du peuple et des bourgeois, sa hardiesse et sa vivacité avaient séduit bien mieux encore les compagnons de ses premiers périls : ils étaient déjà fiers d'un chef qui, oubliant son rang dès qu'il avait donné ses ordres, avait naturellement adopté la vie et les habitudes des Highlanders, avec leur costume ; rien en lui n'annonçait la mollesse des cours; il recueillait le fruit de ses chasses pénibles en Italie. Riant des privations, franchissant le premier les rochers et les torrents, toujours gai, toujours affable, il trouvait, sans les chercher, de ces mots heureux qui courent de rangs en rangs et électrisent le soldat.

En partant pour le Corryarrack, où il croyait que sir John Cope l'attendrait, il s'était fait apporter un costume complet de *Tartan ;* il avait

attaché lui-même à son pied l'espèce de chaussure grossière appelée *brogues*, en peau non tannée, et, en fixant la dernière courroie, il fit le serment de n'en changer que lorsqu'il aurait combattu l'ennemi. Les Highlanders l'admirèrent encore davantage dans ce costume, et déjà il pouvait se faire entendre d'eux dans la langue gaëlique. Il avait appris par cœur quelques uns de leurs chants traditionnels, et se faisait volontiers répéter les récits des vieux temps. Aux mœurs des Highlanders il mêlait une teinte chevaleresque qui s'alliait à merveille avec l'audace aventureuse de son expédition. Dans les châteaux où il s'arrêtait, à l'approche des Basses-Terres, et bientôt dans la ville de Perth, ce caractère romanesque, joint à la grace de ses manières, parlait vivement au cœur des dames; c'était pour elles un bonheur de le voir de près, d'en obtenir un sourire, de lui baiser les mains; et celles qui, plus hardies et plus heureuses, osaient lui demander d'être embrassées sur la joue, excitaient une sorte de jalousie, comme si, parmi les dames d'Ecosse, le *loyalisme* était devenu de l'amour.

Charles-Edouard prolongea son séjour à Perth pendant une semaine. Avant d'entrer dans un pays de plaines, il avait besoin de régulariser un

peu son armée, de l'exercer même à quelques manœuvres. Il commandait en personne les évolutions sur ces magnifiques prairies que la ville renferme dans ses murailles, et fameuses par le combat terrible du clan Chatan et du clan des Mac-Intoshes, sous Robert III (1). Le spectacle de ces soldats à demi barbares, qui portaient peut-être encore le costume du temps de Macbeth et leurs toques ornées du feuillage distinctif de chaque tribu, aurait pu rappeler aux vieux Bardes la marche de l'armée de Macduff sortie de la forêt de Dunsinane, dont on remarque les restes non loin de la cité de Perth.

Charles distribua aussi les grades supérieurs de son armée : lord Georges Murray fut nommé son lieutenant-général, et ce poste était dû à ses talents autant qu'à son courage; il avait pris part à la guerre de 1715 et à l'échauffourée de 1719. Ayant quitté l'Ecosse après la défaite des Espagnols à Glenshiel, il avait servi sur le continent avec distinction, (2) et n'était rentré dans sa patrie que sous la responsabilité de son frère, le duc d'Athole, que nous avons vu, de peur de se compromettre, abandonner son châ-

(1) Ce combat est décrit dans la *Jolie fille de Perth* (*The fair maid of Perth*).

(2) Dans les troupes sardes.

teau de Blair à l'approche des montagnards. Lord Georges Murray était grand de taille, robuste, actif, d'une bravoure à l'épreuve, excellent dans le conseil, et prompt dans ses décisions. Ses défauts étaient une franchise un peu brusque, qui ne déplaisait pas aux soldats, mais qui blessait quelquefois ses égaux. Ses manières contrastaient avec les formes polies que le duc de Perth devait aux vingt premières années de sa vie passées en France (1).

Un autre motif obligea le prince de séjourner quelques jours à Perth. Tout l'argent apporté de France était épuisé; on assure qu'il avait tout juste alors une guinée dans sa poche (2). Quelques subsides des Jacobites d'Edimbourg lui parvinrent; mais il remplit surtout sa caisse militaire en envoyant des détachements à Dundee et autres lieux pour saisir les fonds du gouvernement, ou lever des contributions au nom de Jacques VIII (3). Enfin il s'agissait d'obtenir des bourgeois de Perth eux-mêmes autre chose

(1) HENDERSON's *History*.

(2) HOME's *History*.

(3) Ses détachements allèrent jusqu'à Aberbrothick et Montrose. Ils ne commirent aucune violence, mais ils ouvrirent les prisons et élargirent les prisonniers pour dettes. Un chef jacobite fut depuis pris à partie par les créanciers d'un détenu qui avait profité de cette occasion.

qu'un bon accueil, et il en obtint en effet cinq cents livres sterling, qui lui coûtèrent des négociations directes avec les baillis de la cité, et un peu de galanterie auprès de leurs dames, qu'il rendit toutes glorieuses en leur faisant l'honneur de danser avec elles dans un bal qui lui fut donné. Il y en eut cependant qui trouvèrent qu'il quitta la fête de trop bonne heure, quoiqu'il eût bien soin de s'excuser sur la nécessité d'aller visiter ses sentinelles.

Le dimanche (8 septembre) il se rendit aussi à l'église presbytérienne, pour montrer qu'il n'était point l'ennemi du culte des sujets de son père. Un journal du temps a conservé le nom du prédicateur (Mr Armstrong) qui choisit ce jour-là son texte dans les prophéties d'Isaïe (1) :

« 1° Car l'Éternel aura pitié de Jacob, et élira encore Israël et il le rétablira dans sa terre, et les étrangers se joindront à lui et s'attacheront à la maison de Jacob.

« 2° Et le peuple le prendra et le ramenera, et la maison d'Israël le possédera en droit d'héritage sur la terre de l'Éternel, comme des serviteurs et des servantes ; ils tiendront captifs ceux qui les avaient tenus captifs, et ils domineront sur leurs oppresseurs. »

(1) Isaïe, chapitre 14, cité par le *Caledonian Mercury*.

Une foire annuelle avait lieu à Perth, lorsque le prince y entra ; elle ne fut point troublée. Tous les étrangers reçurent des passe-ports ou des sauf-conduits pour leurs denrées et leurs personnes ; un marchand de Londres fut surtout bien accueilli de Charles, qui le chargea d'annoncer à ses compatriotes que dans deux mois ils le verraient au palais de Saint-James.

Enfin, le 11 septembre, l'armée se mit en marche pour la capitale de l'Écosse et fit halte à Dunblane, où elle fut jointe par les Macdonalds de Glencoe, débris du fameux massacre du temps de Guillaume, et par les Mac-Gregors, commandés par le neveu et le fils du Chef si connu sous le nom de Rob Roy (1). Le 15 on se dirigea vers les gués du Frew ; en passant par Doune,

(1) Robert Mac-Gregor de Glencarnoch commandait une compagnie ; une autre branche du clan, sous les ordres de Glengyle et de son cousin James Roy Mac-Gregor, le fils de Rob Roy, préféra s'associer aux levées du duc de Perth ; et James, par une sorte d'adoption dont il y a plusieurs exemples dans les traditions de la Haute-Ecosse, prit le nom de Drummond, au lieu de celui de Campbell ; cette branche du clan était la bande même de Rob Roy. Avec douze hommes seulement, James surprit le fort d'Inversnaid qui avait été bâti expressément contre les Mac-Gregors. (Introduction à *Rob Roy*, nouvelle édition.)

le prince trouva devant la maison de sir Edmonstone de Cambus toutes les dames de sa famille, et plusieurs autres du voisinage, qui distribuaient des rubans blancs à ses soldats; elles le supplièrent de mettre pied à terre et d'accepter quelques rafraîchissements; il ne voulut point descendre de cheval, mais il vida un verre de vin à la santé des dames présentes. Les miss Edmonstone obtinrent ensuite la faveur de lui baiser la main, et une jeune fille plus hardie, ou devinant à l'air galant du petit-neveu de Charles second qu'il ne croirait pas compromettre sa dignité de prince en accordant une grace plus douce, demanda, en rougissant, un baiser sur ses lèvres; le baiser, donné et rendu aussitôt, fit, dit-on, des jalouses (1).

Le gué du Frew, où Charles-Édouard se proposait de passer le Forth, est à huit milles au-dessus de Stirling. Les dragons laissés par sir John Cope dans les Lowlands n'osèrent pas disputer le passage de ce fleuve, qui était en quelque sorte pour Charles-Édouard le passage du Rubicon (2). Il fut le premier à pousser son cheval dans les flots, en agitant son épée nue. Les

(1) *A history of Stirlingshire*, citée par R. Chambers.
(2) R. Chambers.

montagnards n'hésitèrent pas à le suivre, et à mesure que les divers clans parvenaient sur l'autre rive, son sourire ou ses félicitations ajoutaient à leur enthousiasme. On fit halte à Leckie-House; le propriétaire de ce château était un jacobite zélé, M. Moir, que les dragons avaient enlevé la nuit précédente et emmené à Stirling, pour le priver, disaient-ils, du plaisir de recevoir le prince. Le soir, l'avant-garde était dans la plaine de Touch, et là cinq à six cents montagnards se détachèrent pour prendre la route de Glascow, où ils avaient l'ordre de réclamer un subside de quinze cents livres sterling. Le gros de l'armée s'avança le lendemain au-delà de Stirling, et soumit cette ville, dont le château seul refusa de se rendre. Charles-Édouard dormit dans la plaine de Bannockburn, et dut y penser avec émotion à la grande victoire par laquelle Bruce brisa le joug de l'Angleterre; il pouvait se flatter déjà de renouveler ces temps d'héroïsme où un simple chevalier ralliait l'Écosse autour de sa bannière long-temps proscrite et devenue la terreur des oppresseurs. Le 15, il coucha à Falkirk, où il devait un jour reparer la défaite de Wallace, et il y fut joint par le comte de Kilmarnock, destiné à la fin tragique du champion de l'indépendance écossaise contre les Edouards. Cependant les

dragons se repliaient sur Linlithgow, d'où ils partirent encore cette même nuit. Linlithgow était une ville jacobite, et fière comme Perth des souvenirs de la résidence des Stuarts. Le lendemain Charles y fut conduit en triomphe au château de ses ancêtres, si cher au chevaleresque Jacques IV et à sa petite-fille infortunée. Un banquet y avait été préparé; l'élite des bourgeois de la ville y fut admise, et de copieuses libations y inspirèrent tous les toasts des vieux Cavaliers. Enfin, le 17, Charles aperçut la royale cité d'Edimbourg des hauteurs de Corstorphine. Avant d'y entrer avec lui, voyons ce qui s'était passé dans cette ville depuis le départ de sir John Cope.

CHAPITRE X.

LES WHIGS ET LES JACOBITES D'ÉDIMBOURG. — SÉCURITÉ. — ALARME. — PRÉPARATIFS DE DÉFENSE. — ÉDIMBOURG EN 1745. — LES DRAGONS. — LA MILICE BOURGEOISE. — NOUVELLES DE SIR JOHN COPE. — LES VOLONTAIRES SOUS LES ARMES. — APPROCHE DES MONTAGNARDS. — CONDUITE DES DRAGONS. — MARCHE DES VOLONTAIRES. — SCÈNE TOUCHANTE. — LA CUIRASSE DE JOHN MAC-CLURE. — SOMMATION DE CHARLES-ÉDOUARD. — PRUDENCE DU LORD-PRÉVOT. — EXAGÉRATION DE LA PEUR. — INDÉCISION. — ÉDIMBOURG AU POUVOIR DES MONTAGNARDS.

Sir John Cope avait laissé les Whigs d'Edimbourg pleins de confiance dans sa promesse d'étouffer promptement l'insurrection. Ceux qui faisaient à Charles-Edouard l'honneur de lui supposer une armée, demandaient comment elle pourrait résister à des troupes régulières; d'autres disaient avec dédain qu'on n'aurait nul besoin de combattre, et qu'il ne faudrait que lire aux rebelles le décret contre les rassemblements tumultueux (*riot-act*), pour les disperser. Ces forfanteries n'étaient pas seulement l'expression de l'opinion habituelle de ceux qui

les répétaient, mais encore elles s'adressaient, comme une insulte indirecte, au Lord-prévôt et aux autres magistrats municipaux d'Edimbourg, presque tous Jacobites, et que le parti contraire se préparait à supplanter dans leurs fonctions lors des élections annuelles qui allaient avoir lieu en septembre. L'amour-propre excité par ces petites brigues locales l'emportait sur les craintes d'une crise politique qu'on était loin de croire imminente. Les Jacobites trouvaient leur intérêt à entretenir cette sécurité; ils affectaient de plaindre les montagnards, avec un air de découragement, ou même ils s'indignaient de leur folle témérité, capable de compromettre le repos de leurs amis, plus sages dans leur indifférence. Avant de joindre Charles-Edouard, le fils de Rob Roy, James Mac-Gregor, qui avait des relations d'amitié avec plusieurs Whigs, était arrivé le 26 août du Lochaber. Appelé devant les magistrats, il décrivit l'armée de Charles-Edouard comme composée de vieillards qui avaient cru follement retrouver leur vigueur en défendant une cause déjà défendue par eux dans leur jeunesse, ou de jeunes gens imberbes séduits par les récits de leurs grands-pères, tous formant à peine quinze cents hommes, mal armés, sans discipline, et qui n'attendraient certes

pas le général anglais. Ces rapports furent mis dans la gazette, et James Mac-Gregor les confirma de sa bouche à ses amis Whigs, sous la forme de confidence. Cependant les proclamations, les manifestes et des lettres du prince sortaient d'une imprimerie secrète, et c'était James Mac-Gregor qui les avait apportés avec ses prétendues nouvelles. Il eut bien soin de disparaître le 31 août, jour où l'on apprit que sir John-Cope, tournant le dos à Charles-Edouard, se dirigeait sur Inverness, tandis que celui-ci s'avançait vers les Lowlands. Il y eut bien quelques incrédules qui soutenaient que c'était le Prétendant et non sir John Cope qui avait refusé la bataille; mais le duc d'Athole, qui arriva le 1er septembre de son château de Blair, révéla le véritable état des choses. Alors on assembla un conseil extraordinaire pour délibérer sur la défense de la capitale, et les partisans de la maison de Hanovre prirent sérieusement l'alarme, sinon encore pour la couronne de Georges, du moins pour ses fidèles sujets d'Edimbourg.

La capitale de l'Ecosse méritait bien à cette époque son nom d'AULD REEKIE (la Vieille Enfumée). Ce n'était pas, comme de nos jours, la réunion de deux villes, l'une noire et antique, l'autre blanche et moderne, qu'on a comparées

au farouche Roderic Dhu, et à l'aimable Fitz-James, reposant en bonne intelligence sous l'abri du même plaid (1). La ville vieille seule s'étendait entre le mont d'Arthur et le château : l'enceinte pittoresque de ses hautes maisons n'avait d'autre défense au midi que des remparts dégradés, masqués en partie par un faubourg, et dominés par les toits des constructions adjacentes. Du côté du nord, le lit du Loch-North y pouvait bien figurer un vaste fossé; mais l'eau de ce lac était tarie en plus d'un endroit.

Sir John Cope n'avait laissé derrière lui que deux régiments de dragons, le 13e et le 14e, le premier commandé par le colonel Gardiner et le second par le colonel Hamilton; la garnison du château était tout juste suffisante pour la défense de ce poste important et regardé comme imprenable. Une milice bourgeoise (*trained bands*) avait été instituée sous Jacques VI, et se composait de seize compagnies de 60 à 70 hommes, l'élite des corporations; mais, depuis la révolution de 1688, ces guerriers pacifiques endossaient l'uniforme tout juste une fois tous les ans, le jour de l'anniversaire de la naissance du roi; et après avoir tiré, en fermant les yeux, de vieux fusils

(1) Voyage hist. et litt. en Angleterre et en Écosse, tome III.

chargés à poudre, ils les livraient de nouveau à leur rouille annuelle dans le magasin municipal. La police de la ville était confiée à une garde urbaine soldée par la municipalité, et sous les ordres du Lord-prévôt. Cette garde, recrutée parmi les vétérans, et bien connue des lecteurs de Walter Scott, à cause du capitaine Porteous (1), de tragique mémoire, ne comptait guère plus de cent hommes.

Il fut décrété, vu l'urgence des circonstances, qu'on leverait et entretiendrait par souscription un régiment de mille hommes, avec l'approbation du gouvernement. La souscription fut remplie en deux jours; l'approbation du gouvernement ne se fit pas attendre; mais on ne put engager que deux cents hommes au lieu de mille. Sur ces entrefaites, arriva d'Inverness le capitaine Rogers, aide-de-camp de sir John Cope, qui annonçait aux habitants d'Edimbourg qu'il allait accourir à leur défense, et qu'il demandait au général Guest, gouverneur du château, de lui envoyer des bâtiments de transports à Aberdeen, où il se rendait pour s'embarquer. Le courage revint un peu aux Whigs, et ils sollicitèrent du Lord-prévôt la permission de former un corps de

(1) The *heart of Middlelothian.*

volontaires ; le Lord-prévôt y consentit, en se réservant le droit d'élire les capitaines ; mais, soit impartialité, soit qu'il ne crût pas à la bonne foi de leur courage, il désigna pour ces grades les Whigs les plus ardents, entre autres M. Georges Drummond, qui prétendait à le remplacer dans sa charge, où il l'avait remplacé lui-même cinq ans auparavant. Les capitaines, au nombre de six, nommèrent eux-mêmes leurs lieutenants, formèrent leurs compagnies, leur distribuèrent les armes qui leur furent remises par le général Guest, et commencèrent à les exercer. Il fut décidé aussi qu'on travaillerait aux fortifications de la ville, et chacun s'y porta avec zèle ; mais le 10 septembre commencèrent les élections des syndics de corporations, et les fortifications furent négligées par tous ceux qui croyaient que leurs votes, en cette circonstance, étaient encore plus nécessaires que leurs bras au salut de la chose publique, quand il s'agissait d'appuyer les candidats qui réclamaient le prix de leur zèle pour la maison de Hanovre.

Le séjour de Charles-Edouard à Perth, et le bon vent qui poussait les bâtiments de transport dans la direction d'Aberdeen, redonnèrent quelque confiance aux Whigs, jusqu'au moment où ils apprirent que les montagnards avaient passé

le Forth. Les portes de la ville furent barricadées, on fit venir quelques canons de Leith; mais on ne pouvait se dissimuler qu'Edimbourg était hors d'état de soutenir un siége. Le Lord-prévôt, que ses opinions exposaient à la censure, et qui n'échappa pas même depuis à un procès de haute trahison, s'acquitta de ses fonctions comme aurait pu le faire un prévôt mieux intentionné pour la maison de Hanovre. Mais la conduite des Whigs les couvrit d'un ridicule que n'a pu dissimuler John Home, témoin oculaire ou plutôt acteur dans chaque scène. Cette péripétie risible aurait pu amener un dénoûment sanglant, si la lâcheté des troupes régulières n'avait été d'accord avec la poltronnerie des bourgeois pour opposer au caractère chevaleresque de Charles-Edouard et de ses Highlanders, des héros dignes du *Falstaff* et du *Pistol* de Shakspeare. John Home était alors étudiant en théologie à l'université d'Edimbourg. Trop jeune et trop ardent pour rester inactif, son imagination l'entraînait du côté plus poétique des Jacobites; mais ses opinions de famille et la profession de ministre presbytérien qu'il voulait embrasser, le jetèrent, avec une vingtaine de ses condisciples, dans le parti contraire. Il fut un des premiers volontaires de la compagnie dite *compagnie du Collége*, qui se

mirent sous les ordres du capitaine Drummond. Six compagnies de volontaires formaient environ cinq cents hommes, qui tous paraissaient disposés à marcher à la rencontre du Prétendant avec les dragons et la garde urbaine, dès que le tocsin les appellerait aux armes.

En effet, le dimanche 15, le service divin était commencé dans les églises, les ministres prêchaient contre le pape et le Prétendant, tous l'épée au côté, pour rappeler au moins par ce signe le caractère belliqueux de leurs prédécesseurs du Covenant : tout à coup la cloche fatale a retenti ; et les fidèles, désertant leurs pasteurs, courent sur la place de Lawnmarket, où ils trouvent les volontaires rangés en bataille. Bientôt le pavé des rues s'ébranle sous les pas des chevaux : ce sont les dragons du 14e qui viennent de Leith pour aller joindre à Costorphine leurs camarades du 13e. Ils entrechoquent leurs sabres et adressent, en défilant, des acclamations aux volontaires ; ceux-ci leur répondent *hurrà!* dans un accès de courage, et font mine de vouloir les suivre ; mais l'un de ces braves citadins laissait une boutique exposée aux pillards ; l'autre, une femme et des enfants en bas âge ; celui-là, peut-être, une servante favorite, comme le bailli Jarvie. Au moment d'une cruelle séparation, les

larmes coulèrent ; les parents, les amis, les épouses, les enfants se mêlèrent dans les rangs, les uns en faisant entendre le langage de la prudence, les autres celui de la tendresse. Pour terminer cette scène de désolation, l'ordre du départ fut donné, les tambours battirent au champ, et le capitaine Drummond tirant son épée du fourreau marcha en avant de la première compagnie jusqu'à la porte de l'ouest (West-port). Là, tournant la tête, il fut surpris, ou feignit de l'être, en apercevant tout au plus une vingtaine de ses volontaires; presque tous les autres s'étaient glissés dans les rues transversales ou étaient demeurés irrésolus dans Lawnmarket, les officiers se plaignant que les soldats refusaient de les suivre, les soldats, que les officiers refusaient de les précéder. Un maître d'écriture, Whig prononcé, soit par ingénuité, soit par moquerie contre ses camarades, s'était fait une cuirasse appropriée à sa profession : c'était deux rames de papier blanc dont il avait garni sa poitrine; et, comme s'il eût douté que dans la mêlée cette armure défensive protégeât long-temps sa vaillante personne, il y avait moulé de sa plus belle main :

« BONNES AMES, VOICI LE CORPS DE JOHN MAC-CLURE, ACCORDEZ-LUI LA SÉPULTURE. »

Mais ce héros lui-même, en apparence si bien préparé à mourir, n'eut pas le cœur d'aller un pas au delà de sa maison, située justement au bout de Lawnmarket. La descente de Bow offrit de si nombreuses issues à la désertion, que dans un pamphlet jacobite attribué à David Hume, la marche des volontaires fut facétieusement comparée au cours du Rhin qui, après s'être déployé avec pompe dans de fertiles plaines, voit ses eaux décroître et s'épuiser par mille canaux, jusqu'à ce que, réduit à un ruisseau timide, il se perde dans les sables avant d'atteindre l'océan (1).

Le capitaine Drummond et les volontaires restés sous les armes semblaient encore déterminés à se mettre en campagne, lorsque le ministre Wishart et les autres membres du clergé vinrent les supplier de se réserver pour la défense de la ville; alors Drummond envoya un messager au Lord-prévôt pour prendre ses derniers ordres; le Lord-prévôt répondit qu'il le félicitait de sa résolution de rester dans l'enceinte des murs, et le capitaine de milice congédia sa troupe, non sans se plain-

(1) Ce pamphlet est cité dans une critique des ouvrages de Home (Quarterly review), intitulée *True account : exposé de la conduite du Lord-prévôt d'Edimbourg, etc.* L'anecdote de John Mac-Clure est confirmée par le rédacteur de l'article, qui ne peut être que sir W. Scott, Whig un peu moins prononcé sous le voile de l'anonyme.

dre que son zèle eût rencontré tant d'obstacles.

Pendant la nuit, les dragons, la garde urbaine et le régiment levé par souscription, abandonnèrent le coteau de Cortorphine, en n'y laissant qu'un détachement; le général Fowkes, arrivé de Londres, prit le commandement de toutes les troupes; mais bientôt une terreur panique s'empara d'elles, lorsque quelques hommes à cheval, de l'avant-garde des montagnards, ayant tiré en l'air quelques coups de pistolet en s'approchant des dragons postés à Costorphine, ceux-ci se mirent à fuir à toute bride, et entraînèrent tout le régiment, qu'on vit galoper en désordre sur le terrain où s'élève aujourd'hui la ville nouvelle. Ce spectacle fit renoncer à toute idée de résistance; l'agitation était extrême parmi les membres du conseil municipal convoqué extraordinairement dans une église. Là, chacun s'efforçait de donner son avis, lorsque tout à coup on apporte une lettre de Charles-Edouard; le Lord-prévôt s'oppose à la lecture de ce papier séditieux, s'éloigne et se fait faire violence pour revenir l'écouter; cette lettre contenait ce qui suit:

« De notre camp, 16 septembre 1745.

«— Étant sur le point d'entrer dans la capitale de l'ancien royaume de Sa Majesté, nous vous sommons de nous recevoir comme votre devoir

vous y oblige. Vous êtes donc requis, au reçu de la présente, de convoquer le conseil municipal et de prendre les mesures convenables pour garantir la paix de la ville que nous désirons vivement protéger. Mais si vous souffrez qu'aucune troupe de l'usurpateur y pénètre ou emporte les canons, les armes et munitions (propriétés publiques et particulières) qui s'y trouvent, nous le considérerons comme une violation de vos devoirs et un outrage coupable fait au roi et à nous-même. Nous promettons de conserver tous les droits et priviléges de la ville, ainsi que les propriétés particulières des sujets de Sa Majesté; mais si aucune résistance nous est opposée, nous ne pouvons répondre des conséquences, étant fermement résolu d'entrer à tout prix dans la ville; et dans ce cas, tout habitant qui sera trouvé en armes contre nous ne doit pas s'attendre à être traité comme prisonnier de guerre.

« CHARLES P. R. »

Cette lettre servit de texte à une délibération sur la nécessité de se rendre, et des députés furent envoyés *à la personne* qui prenait le titre de Prince Régent, pour traiter ou demander du temps.

Dans ces entrefaites, pendant que les volontaires se rassemblaient de nouveau à Lawnmar-

ket, un homme à cheval, qu'on ne put reconnaître ni retrouver, traversa tout à coup rapidement leurs rangs et les rues de la ville en criant qu'il venait de voir les Highlanders, et qu'ils étaient plus de *seize mille!* Ce fut le dernier coup porté à la valeur bourgeoise, et ces cavaliers aëriens qui menacèrent Jérusalem de tant de malheurs, n'auraient pas été pour les Whigs d'Edimbourg un présage plus funeste que l'espèce d'apparition de cet inconnu mystérieux (1). Les volontaires allèrent déposer leurs armes au château entre les mains du général Guest. Quelques membres de l'ancienne milice seuls se tinrent encore quelques heures sur les murailles ou près des portes, regardant d'un air triste leurs fusils rouillés.

Les députés envoyés au prince revinrent avec une lettre signée John Murray, qui déclarait que les manifestes de Charles-Edouard étaient une garantie suffisante pour les citoyens, qu'il invitait une dernière fois à se soumettre paisiblement. Mais dans l'intervalle était arrivée une missive de sir John Cope, qui annonçait que les vents contraires

(1) L'historien Henderson ajoute que les *malintentionnés* avaient fait croire aux bourgeois d'Edimbourg que le Prétendant était une *sorte de Goliath, l'un des hommes les plus forts de la terre.* History of the reb. p. 8.

le forçaient de débarquer à Dunbar, d'où il allait précipiter sa marche sur Edimbourg. Quelques voix parlèrent encore de résistance; et après de nouvelles hésitations, les députés repartirent pour une seconde ambassade, avec l'intention de gagner du temps ; le prince refusa de les admettre en sa présence, et fit approcher d'Edimbourg sept à huit cents hommes, chargés d'y pénétrer par surprise, afin de terminer toutes ces négociations, ou de faire sauter une des portes avec un baril de poudre. Le hasard les favorisa ; ils arrivèrent au moment où l'on ouvrait la porte de Netherbow pour la voiture qui, ayant conduit les députés, retournait à la remise du loueur, dans le quartier dit de la Canongate ; les Highlanders se précipitèrent entre la porte et les sentinelles, pénétrèrent dans les rues, et furent émerveillés de la facilité avec laquelle ils purent y circuler. Un de leurs cris de guerre fit mettre aux fenêtres quelques citoyens en bonnets de nuit; mais presque toute la ville semblait dormir d'un profond sommeil, et quelques heures après, en se réveillant, les bourgeois trouvèrent toutes les sentinelles des murailles relevées de garde par les Highlanders, sans qu'une goutte de sang eût été versée. Des patrouilles nombreuses de ces prétendus sauvages parcouraient les prin-

cipales rues en assez bon ordre au son des cornemuses, qui faisaient entendre l'air jacobite de 1715 :

Will awa' to Sherramuir to haud the Whigs in order, etc.

Nous irons à Sheriffmoor pour mettre les Whigs à la raison, etc.

CHAPITRE XI.

CHARLES-ÉDOUARD A SLATEFORD. — SON ENTRÉE A ÉDIMBOURG. — LA PREMIÈRE VUE D'HOLYROOD-HOUSE. — ACCLAMATIONS. — LE CANON DU CHATEAU. — SIR JAMES HEPBURN DE KEITH. — PORTRAIT DU PRINCE. — SON COSTUME. — LE CHATEAU ET LES APPARTEMENTS D'HOLYROOD. — LA CROIX D'ÉDIMBOURG. — LA PROCLAMATION. — UNE SCÈNE DE CHEVALERIE JACOBITE. — LES DAMES. — LORD ELCHO.

Charles-Édouard avait passé la nuit dans le village de Slateford. Agité d'une impatience bien naturelle, il s'était jeté tout habillé sur un lit, où il lui fut impossible de dormir plus de deux heures. Dès qu'il apprit qu'Edimbourg était occupé par les Highlanders, sous les ordres de Lochiel, Keppoch, Ardshield et O'Sullivan, il monta à cheval, et au premier signal, toute l'armée se trouva prête à faire son entrée dans la ville. Le château tenait encore pour la maison de Hanovre. Afin d'éviter les boulets qu'il pourrait faire pleuvoir sur les vainqueurs, car il dominait la route directe, le prince et ses montagnards, faisant un détour sur la droite, arrivèrent par Duddingston

au « Parc du roi », où ils pénétrèrent par une brèche pratiquée au mur de clôture. Le « Parc du roi », promenade favorite du roi Jacques VII, lorsqu'il habitait Edimbourg, n'étant que duc d'York, comprend dans son enceinte le mont d'Arthur, qui semble protéger à ses pieds le château d'Holyrood, les roches basaltiques de Salisbury, l'ermitage de Saint-Antoine, et le vallon de Saint-Léonard, lieux que la poésie et le roman ont rendus de nos jours plus célèbres que n'avait fait l'histoire. (1) D'une éminence auprès de l'ermitage, Charles put contempler, pour la première fois, le palais de ses aïeux, sa cour quadrangulaire, et les rondes tourelles de la principale façade. Rien de changé depuis Jacques VII. L'édifice était tout entier debout, et le drapeau des Stuarts arboré sur le faîte; la gothique chapelle seule n'était plus qu'une ruine, comme pour rappeler au prince que, dans la révolution de 1688, on avait surtout déclaré la guerre au culte de son aïeul, qui s'était plu à la décorer si pompeusement. Charles descendit de cheval; déjà le parc et les jardins d'alentour étaient remplis d'une foule empressée de tous rangs, de tout âge et de toutes les opinions. Il y

(1) *The Davie's walk.*

avait beaucoup de curieux, mais encore plus de Jacobites; et ceux-ci venaient à l'envi offrir leurs félicitations au prince, qui les accueillait avec aisance, et avec ce sourire de contentement qui a tant de séduction sur des lèvres royales. L'historien Home, un des témoins de cette scène, convient que la présence de Charles émut plus d'un Wihg. Sa jeunesse, sa taille avantageuse, ses cheveux blonds et bouclés, son teint d'une délicatesse extrême, et différant par sa blancheur du teint un peu plombé de ses ancêtres; son visage, d'un ovale parfait, la pose élégante de sa tête, ses yeux bleus et intelligents, l'arc bien dessiné de ses sourcils d'ailleurs peu saillants, son nez régulier et sa bouche petite, tout fut curieusement analysé par les spectateurs. Quelques Whigs chagrins essayaient bien de dire qu'il y avait dans les regards du « beau prince » un air de mélancolie qui était d'un triste présage au milieu de son triomphe; mais les Jacobites, et les dames surtout, à Edimbourg comme à Perth, admiraient sans réserve la bonne mine de leur « Charlie (1) », comme ils l'appelaient familièrement. Leur imagination se plaisait à décrire et sa personne et son costume. Sur sa veste de tartan à carreaux

(1) *Charlie is my Darling.*

brillait l'étoile nationale de l'ordre de Saint-André; une écharpe azur et or lui servait de baudrier; et à sa simple toque de velours bleu était attachée la cocarde blanche qui rappelait la rose de la maison de Lancastre. Quand il remonta sur un beau coursier bai qui lui avait été offert par le duc de Perth, les acclamations redoublèrent, car Charles était excellent cavalier; « Notre héros ressemble à Robert Bruce », disaient les Jacobites, et cette ressemblance n'était pas tout-à-fait une illusion (1); mais c'était surtout l'intention de ses partisans de lui promettre le succès de ce roi chevalier, et la fortune alors semblait disposée à rendre cette seconde partie de la comparaison encore plus exacte que l'autre.

Au milieu de l'enthousiasme à peu près général, Charles pouvait bien oublier, dans ce concours des sujets de son père, les dénominations hostiles de Whig et de Tory, pour ne voir autour de lui que des Écossais, tous intéressés à briser avec lui la servitude imposée à l'Écosse sous le nom d'Union. Dans les manifestes publiés depuis 1715, les Stuarts en appelaient aux souvenirs de l'indépendance nationale autant qu'aux titres

(1) Le portrait de Bruce était dans Holyrood, et l'on pouvait vérifier la ressemblance.

de leur famille. Aussi, au moment où Charles-Édouard approchait de la porte du palais, on vit tout à coup s'avancer un gentilhomme en cheveux blancs, James Hepburn de Keith, connu par des principes très opposés au « droit divin des rois », et qui plus d'une fois avait hautement blâmé le gouvernement de Jacques VII. Ce gentilhomme, généralement estimé de tous les partis, fut le premier à se montrer le partisan de Charles-Édouard, qu'il regardait comme le champion de la délivrance de l'Écosse. Il voulut en quelque sorte être son héraut dans le palais de ses pères; et tirant son épée du fourreau, il le précéda d'un air fier jusqu'à l'appartement qu'il devait occuper.

Cependant, par intervalles, le canon anglais du château grondait sur la ville, comme pour protester contre les cris de fête du peuple. Un boulet fut lancé sur le palais dont il atteignit une tourelle. Les bourgeois s'indignèrent de l'insulte gratuite de ces soldats étrangers, qui auraient dégradé sans remords un monument précieux de leur antique cité.

Combien on éprouve encore aujourd'hui d'impressions solennelles dans ce château d'Holyrood, où rien n'a changé ni de forme ni de place! Avec quelles émotions Charles-Édouard dut parcourir

cette demeure royale condamnée depuis soixante ans à une sorte de veuvage et de solitude par l'exil de sa famille! Dans une première galerie il vit d'abord cette longue suite de portraits de rois que l'orgueil d'Edimbourg cite à l'appui de son antiquité poétique; dans les appartements auxquels cette galerie aboutit, il trouva les premières traces de cette reine dont la tragique mémoire occupe bientôt exclusivement l'attention parmi tant d'images historiques ou fabuleuses. Le lit et les rideaux cramoisis de Marie Stuart, les fauteuils où elle s'est assise, ceux où elle a brodé elle-même son chiffre, sa corbeille, ses fuseaux devaient y être; car ils y sont encore, comme aussi l'ineffaçable tache du sang de Rizzio!

Les acclamations du peuple, avide de contempler son prince, arrachèrent plus d'une fois Charles-Edouard aux réflexions que faisaient naître en lui tous ces objets, et le forcèrent de paraître aux fenêtres, pour recevoir les saluts des habitants d'Edimbourg. Une partie de la foule fut bientôt appelée dans un autre quartier de la ville, pour assister à une cérémonie imposante qui eut lieu au carrefour de la Croix de High-street (1), monument aujourd'hui détruit, où se

(1) Notes du poème de *Marmion*.

faisaient de temps immémorial toutes les proclamations des actes publics. On décora d'un tapis la galerie où montèrent les hérauts et les poursuivants d'armes, revêtus de leur costume officiel. Une troupe de Highlanders se rangea en double haie dans la rue; les trompettes firent entendre leurs fanfares, les cornemuses leurs pibrochs, et quand la foule eut fait silence, un nommé David Beat proclama le roi Jacques VIII; lut la commission qui nommait Charles-Edouard régent, et termina cette lecture par celle d'un manifeste du prince, daté de Paris le 16 mai 1745. Les innombrables fenêtres des maisons de High-street, dont quelques unes comptent plus de dix étages, étaient garnies de dames qui agitaient des mouchoirs blancs, pour exciter les acclamations du peuple; l'amour du roi légitime semblait universel, comme si toutes les fautes de la dynastie étaient expiées par ses malheurs. Le dévouement semblait porté à ce degré d'enthousiasme qui enfante des prodiges, et il y avait dans tout ce qui se passait à cette aurore d'une seconde restauration, une sorte de renaissance de la chevalerie. Pendant que les hérauts d'armes proclamaient Jacques et son fils, on vit au pied de la galerie, M^ress Murray de Broughton, dame d'une rare beauté, montée sur un coursier élégant, l'épée nue à la main, comme

une héroïne du Tasse ou de l'Arioste ; d'autres dames distribuaient des rubans blancs à leurs frères et à leurs amants ; car ce n'est pas seulement dans le roman de WAVERLEY que l'on pourrait citer des conversions au jacobitisme opérées par l'amour.

Lorsque Charles-Edouard était entré à Holyrood, on avait remarqué à sa droite le duc de Perth, et à sa gauche lord Elcho ; celui-ci était le fils aîné du comte de Wemys, seigneur très considéré, qui, regrettant de ne pouvoir joindre la bannière des Stuarts à cause de son grand âge, avait envoyé son fils au prince avec une somme de cinq cents livres sterling. Lord Elcho n'était que depuis deux jours dans l'armée jacobite ; sa présence devait rassurer les Whigs autant que la démarche solennelle de James Hepburn de Keith ; car sans être un Whig comme celui-ci, lord Elcho passait pour être encore plus attaché à l'indépendance nationale qu'à la cause jacobite.

La veille de la prise d'Edimbourg, Charles-Edouard avait vu venir encore à lui sir Robert Threipland qui, habitant la capitale de l'Ecosse, dut lui porter les vœux des Jacobites et l'instruire du peu de résistance que les Whigs étaient en état de faire.

Lookart de Carnwath, Graham d'Airth, Rollo

de Lowburn, le poëte Hamilton de Bangour, sir David de Murray, etc., avaient précédé ou suivirent sir Robert de Threipland.

APPENDIX

AU TOME PREMIER.

MANIFESTE ET DÉCLARATIONS.

APPENDIX

AU TOME Ier.

MANIFESTE ET DÉCLARATIONS.

I.

DÉCLARATION DE SA MAJESTÉ JACQUES ROI.

Jacques VIII, par la grace de Dieu, roi d'Ecosse, d'Angleterre, de France et d'Irlande, défenseur de la foi, etc., à tous nos bien aimés sujets, de quelque rang et qualité qu'ils soient, salut.

Ayant toujours porté la plus constante affection à notre ancien royaume d'Ecosse, d'où nous tirons notre royale origine, et où nos ancêtres ont régné avec gloire pendant la plus longue succession de rois dont puisse se vanter aucune

monarchie jusqu'à ce jour, nous ne pouvons voir qu'avec le plus profond chagrin les maux que souffrent nos sujets sous une domination étrangère et usurpée, et les intolérables fardeaux journellement ajoutés à ce joug; ce qui nous devient encore plus sensible quand nous considérons l'affection et le zèle constant que la généralité de nos sujets de notre ancien royaume nous a témoignés en toute occasion, et particulièrement quand nous eûmes la satisfaction d'être nous-même au milieu d'eux (1).

Nous voyons une nation, fameuse par sa valeur, et hautement estimée par le plus grand des souverains étrangers, réduite à la condition d'une province, sous le spécieux prétexte d'une union avec un plus puissant voisin. En conséquence de cette union prétendue, des taxes exorbitantes et sans exemple ont été imposées et levées avec rigueur, malgré toutes les représentations; elles ont dû produire cette pauvreté et cette décadence du commerce qu'on prévoyait aisément devoir être les conséquences nécessaires de mesures si oppressives.

Pour prévenir les effets d'un juste ressentiment, nos fidèles montagnards, peuple de tout

(1) Allusion à 1715.

temps belliqueux, ont été privés de leurs armes. On a bâti des forteresses et l'on a mis des garnisons là où nulle invasion étrangère ne pouvait être appréhendée, et l'on a introduit chez eux un gouvernement militaire comme dans un pays conquis. Il est aisé de prévoir quelles peuvent être les conséquences de ces actes d'une violence inouïe, si l'on n'y remédie à temps; et il n'est pas moins manifeste qu'on ne saurait y remédier que par notre restauration au trône de nos ancêtres, dont les ames royales n'ont jamais admis ces principes destructeurs.

Nous croyons inutile de rappeler quelle a toujours été notre sollicitude, et combien de fois nous avons exposé notre personne royale pour parvenir à cette grande fin, que la divine Providence semble maintenant nous accorder le moyen d'atteindre, en mettant nos bons et loyaux sujets d'Angleterre en état de secouer le joug sous lequel ils ont aussi senti leur part des communes calamités. Notre ancienne expérience ne nous laisse aucun doute sur la joyeuse et zélée concurrence de nos sujets d'Ecosse pour l'achèvement de ce grand et glorieux ouvrage; mais afin que la mémoire des troubles passés ne puisse empêcher personne de revenir à son devoir, et de retrouver le bonheur dont il jouissait auparavant, nous

croyons convenable de publier nos gracieuses intentions envers notre peuple.

C'est pourquoi, par notre royale déclaration, nous pardonnons et remettons absolument toute trahison, et autres crimes commis jusqu'ici contre le roi notre père ou contre nous-même. Nous n'exceptons du bienfait de ce pardon que ceux qui, après cette publication, s'opposeront volontairement et méchamment à nous, ou ceux qui se montreront ou sembleront disposés à se montrer en armes contre notre service.

Nous déclarons en outre que nous voulons, dans le plus bref délai, convoquer un parlement libre, afin que, par l'avis et l'assistance d'une telle assemblée, nous puissions réparer les maux causés par une si longue usurpation, et délivrer notre peuple de l'insupportable fardeau du droit sur la drèche, ainsi que de toutes les impositions et les rigueurs qui ont été les conséquences de la prétendue union, en sorte que la nation puisse recouvrer l'honneur, la liberté et l'indépendance dont elle jouissait autrefois.

Nous promettons aussi, sur notre parole royale, de protéger, assurer et maintenir tous nos sujets protestants dans le libre exercice de leur religion, dans la pleine jouissance de tous leurs droits, priviléges et immunités, et dans la sûre

possession de toutes les églises, universités, écoles et colléges, suivant les lois du pays.

Nous sommes prêts à confirmer tout cela dans notre premier parlement, dans lequel nous promettons de passer tout acte qui sera jugé nécessaire pour assurer à chacun la pleine jouissance de sa liberté et de sa propriété, pour encourager le commerce, soulager le pauvre, et consolider le bonheur général et la tranquillité de la nation. Sur tous ces points nous sommes pleinement résolus d'agir toujours par l'avis de nos parlements, et de n'estimer aucun titre autant que celui de *père de notre peuple*, que nous mériterons toujours par nos constants efforts pour assurer le repos et le bonheur de tous nos sujets.

Nous nous appliquerons particulièrement à établir, encourager et maintenir la pêche et les manufactures de toile, dont nous sentons l'avantage pour la nation; avantage, nous l'espérons, qu'il nous était réservé d'assurer. Relativement à ceux qui paraîtront les plus zélés pour le recouvrement de nos justes droits et la prospérité de leur pays, nous prendrons soin de les récompenser suivant leurs rangs et leurs mérites. Nous promettons particulièrement, comme il est dit ci-dessus, notre plein, libre et général pardon à tous les officiers, soldats et marins mainte-

nant engagés au service de l'usurpateur, sur mer ou sur terre, pourvu qu'après la présente publication, et avant qu'il y ait eu aucun combat contre nos troupes, ils quittent ledit service et retournent à leur devoir; auquel cas nous leur paierons tout l'arriéré qui leur sera dû alors par l'usurpateur. Nous accorderons aux officiers leur même grade, sinon un plus haut encore, et à tous les soldats et marins une gratification de tout une année de paie pour leur empressement à entrer à notre service.

De plus, nous promettons et déclarons que les vassaux de ceux qui, sans égard à notre présente déclaration, persisteront dans leur rébellion, et perdront par là tout droit à notre clémence royale, seront délivrés de leur première servitude, et que les terres qui leur seront accordées par des donations et des chartes, relèveront immédiatement de la couronne, pourvu que, sur la publication de notre déclaration, ils se déclarent ouvertement pour nous, et servent de tout cœur la cause de leur pays.

Ayant ainsi déclaré nos intentions à nos bien aimés sujets, nous les requérons et leur commandons de nous assister dans le recouvrement de nos droits et de leurs propres libertés; que tous nos sujets, depuis l'âge de seize à soixante

ans, aient à se rassembler immédiatement sous notre royal étendard, ou qu'ils se joignent aux premiers qui se montreront pour nous dans leurs comtés respectifs; qu'ils saisissent aussi les chevaux et les armes de toute personne suspecte, et toutes les munitions, fourrages, etc., pour l'usage de nos troupes.

Nous commandons aussi expressément à tous les receveurs, collecteurs, ou autres personnes qui peuvent être nanties de sommes levées au nom et pour l'usage de l'usurpateur, de retenir ces sommes entre leurs mains, jusqu'à ce qu'elles puissent les payer à quelque personne de distinction, publiquement engagée à notre service, et les réclamant pour nous; leurs reçus seront une suffisante décharge pour les collecteurs, receveurs, etc.

Enfin, nous requérons tous les shérifs des comtés, intendants de seigneuries, et leurs députés respectifs, les baillis et tous les magistrats des bourgs royaux, et tous ceux à qui il peut appartenir, de publier cette déclaration dans les carrefours de leurs villes et bourgs respectifs, et là de nous proclamer, sous peine d'être poursuivis selon la loi, pour leur négligence d'un devoir si important.

Donné en notre cour, à Rome, le vingt-troi-

sième jour de décembre 1743, et la quarante-troisième année de notre règne.

J. R.

II

JACQUES R.

Comme nous avons l'espoir prochain d'être rétabli au trône de nos ancêtres par les bons sentiments de nos sujets pour nous; et comme, d'après la situation présente du pays, il nous est absolument impossible d'y être en personne lorsque sera arboré notre royal étendard, et même quelque temps après, nous estimons que, pour notre service et le bien de nos états et royaumes, il nous faut nommer et constituer, comme par le présent acte nous nommons et constituons, notre très cher fils CHARLES, prince de Galles, seul régent de nos royaumes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de tous nos autres états, pendant notre absence. C'est notre intention et volonté que notredit très cher fils possède et exerce tout ce pouvoir et cette autorité, qui, suivant l'ancienne constitution de nos royaumes, ont été possédés et exercés par d'autres régents. Requérons tous nos fidèles sujets de rendre toute due

soumission et obéissance au régent ci-dessus nommé, comme représentant immédiatement notre personne royale, et agissant par notre autorité. Nous révoquons toute autre commission de régence accordée à quelque autre personne que ce soit. Enfin, nous le dispensons de toutes autres formalités, déclarant cette commission aussi valide que si nos grands sceaux y étaient apposés, et qu'elle fût dans les formes et le style accoutumés.

Donné sous notre seing et privé, en notre cour, à Rome, le vingt-troisième jour de décembre 1743, dans la quarante-troisième année de notre règne.

JACQUES R. (*Loco sigilli.*)

III.

CHARLES PRINCE RÉGENT.

En vertu de la ci-dessus commission de régence, accordée à nous par le roi notre père, nous venons maintenant pour exécuter le bon plaisir et la volonté de Sa Majesté, en déployant son étendard royal, et soutenir son droit incontestable au trône de ses ancêtres.

C'est pourquoi, au nom de Sa Majesté, et con-

séquemment à la teneur de ses diverses déclarations, nous accordons un plein, libre et général pardon pour toutes les trahisons, rébellions et offenses quelconques, commises avant cette publication contre notre royal grand-père, contre Sa Majesté actuelle, et contre nous-même.

Nous reconnaîtrons un juste droit au bienfait de ce pardon à ceux des sujets de Sa Majesté qui témoigneront leur désir de l'accepter, soit en joignant promptement nos troupes, soit en arborant l'étendard royal, soit en se rendant pour notre service là où il est arboré, ou du moins en renonçant ouvertement à tous prétendus engagements envers l'usurpateur, et à toute obéissance à ses ordres ou à ceux de toutes personnes employées par lui, ou agissant publiquement pour lui.

Relativement à ceux qui se montreront les plus zélés pour le recouvrement des justes droits de Sa Majesté et la prospérité de leur pays, nous prendrons soin de les récompenser suivant leurs rangs et leurs mérites; nous promettons particulièrement, comme il est dit ci-dessus, un plein, libre et général pardon à tous les officiers, soldats et marins maintenant engagés au service de l'usurpateur, pourvu que, sur la présente publication, et avant tout combat contre les troupes

de Sa Majesté, ils quittent ledit service et retournent à leur devoir; car ils doivent sentir que nul engagement avec un usurpateur ne peut dispenser de la fidélité qu'on doit à son souverain naturel. Pour les encourager au devoir et à l'obéissance, nous promettons aux officiers un plus haut grade à notre service, sinon le même que celui dont ils jouissent actuellement, ainsi que l'entier paiement de l'arriéré qui leur sera dû au moment où ils se déclareront pour nous; et à tout soldat et dragon qui se joindra à nous, aussi-bien qu'à tous marins et matelots de la flotte, qui se déclareront pour nous et nous serviront, nous garantissons tout leur arriéré, et une année entière de paie en gratification, aussitôt que la tranquillité sera rétablie.

En outre, nous promettons et déclarons au nom de Sa Majesté, et en vertu de ladite commission, qu'aussitôt que cet heureux état de choses sera obtenu, le roi s'appliquera, par l'avis d'un libre parlement, dans lequel ni corruption ni influence quelconque ne pourront diriger les votes, à établir, confirmer et assurer tous les droits ecclésiastiques et civils de tous ses royaumes; Sa Majesté étant pleinement résolue à maintenir l'Eglise d'Angleterre suivant la loi établie, ainsi que les églises protestantes d'Ecosse

et d'Irlande, conformément aux lois de chaque royaume, avec la tolérance pour tous les protestants dissidents. Sa Majesté étant ennemie de toute persécution et oppression quelconque, particulièrement pour ce qui regarde la conscience et la religion; étant nous-même parfaitement convaincu de la raison et de l'équité des mêmes principes, nous promettons en conséquence et déclarons que tous les sujets de Sa Majesté seront, par elle et par nous, maintenus dans la pleine jouissance et possession de tous leurs droits, priviléges et immunités, et spécialement de toutes les églises, universités, écoles et colléges conformes aux lois du pays, lesquelles seront toujours l'invariable règle du gouvernement de Sa Majesté et de nos propres actions.

Afin que notre entreprise puisse s'effectuer avec aussi peu d'inconvénient que possible pour les sujets du roi, nous requérons tous les officiers et magistrats civils, maintenant en place, de continuer jusqu'à nouvel ordre à exercer leurs emplois respectifs, en notre nom et par notre autorité, autant qu'il est nécessaire pour le maintien de la justice, de l'ordre et de la paix; voulant en même temps qu'ils obéissent exactement aux ordres et directions qui pourront émaner

de nous, ou de ceux qui seront investis de quelque partie de notre puissance.

Nous commandons aussi à tous les employés des douanes, à tous les percepteurs d'impôts, de quelque dénomination qu'ils soient, et à tous ceux qui peuvent avoir quelque partie des deniers publics entre leurs mains, de les verser dans celles de quelque agent principal autorisé par nous, et de prendre en échange son reçu, qui leur sera une suffisante décharge. En cas de refus, nous chargeons ces agents de lever ces mêmes impôts pour notre usage, et d'en être comptables envers nous, ou les autorités préposées à cet effet.

Ayant ainsi sincèrement, et en la présence du Tout-Puissant, déclaré les intentions et les vrais sentiments du roi notre père, aussi-bien que les nôtres propres, nous requérons tous ses bien aimés sujets de nous assister dans le recouvrement de ses justes droits et de leurs propres libertés ; que tous, depuis l'âge de seize à soixante ans, se rangent sous l'etendard royal de Sa Majesté, ou se joignent à ceux qui se montreront pour son service dans leurs comtés respectifs ; qu'ils confisquent les chevaux et les armes de toute personne suspecte, et tous les

fourrages, munitions et quoi que ce soit pour l'usage de nos troupes.

Enfin, nous requérons tous les maires, shérifs, et autres magistrats de quelque dénomination qu'ils soient, leurs députés respectifs, et tous autres à qui il peut appartenir, de publier notre déclaration sur les places de leurs cités, villes et bourgs, et là de proclamer Sa Majesté, sous peine d'être poursuivis conformément à la loi, pour avoir négligé un devoir si important; car, de même que nous avons généreusement et sincèrement offert un libre et général pardon du passé, nous avertissons aussi les sujets de Sa Majesté que nous abandonnerons à la rigueur de la loi tous ceux qui dorénavant s'opposeront à nous, ou volontairement concourront à quelque acte civil ou militaire au détriment de notre cause et de nos droits, ou au préjudice de ceux qui, suivant leur devoir et nos intentions publiquement manifestées, se déclarent et agissent pour nous.

Donné à Paris, le 16 mai 1745.

C. P. R.

IV.

DÉCLARATION DU PARLEMENT D'ANGLETERRE EN RÉPONSE AUX PIÈCES PRÉCÉDENTES.

Décidé (resolved),

« Par les lords spirituels et temporels et par « les commnnes, assemblés en parlement, que « les deux écrits signés Jacques R. et datés de « Rome, le 23 décembre 1743, et les quatre im- « primés signés Charles P. R., datés des 16 « mai, 22 août, 9 et 10 octobre 1745, sont de « faux, scandaleux et traîtres libelles, à dessein « d'empoisonner les esprits des sujets de Sa Ma- « jesté, contenant les plus malignes et les plus « audacieuses insinuations pour commettre les « plus abominables trahisons ; d'infâmes calom- « nies contre le gouvernement, la couronne et la « personne sacrée de Sa très excellente Majesté le « roi Georges II, notre seul légitime souverain ; « de séditieuses et présomptueuses déclarations « contre la constitution de l'Union de ces royau- « mes; représentant la haute cour du parlement, « légalement assemblée par l'autorité de Sa Ma- « jesté, comme une assemblée illégitime, et com- « me nuls tous les actes du parlement passés de-

« puis l'heureuse et dernière révolution; que « lesdits imprimés sont pleins de la dernière « arrogance, et des plus insolents affronts à « l'honneur de la nation britannique, supposant « que les sujets de Sa Majesté sont capables de « s'en laisser imposer, d'être séduits ou effrayés « par de fausses et injurieuses invectives, d'insi- « dieuses promesses, ou de vaines et impuissantes « menaces, ou de se laisser assez abuser pour « échanger la libre jouissance de leurs droits et « de leurs libertés tant civiles que religieuses, « sous le gouvernement bien établi d'un prince « protestant, pour le papisme et l'esclavage, « sous un Prétendant papiste et bigot, depuis « long-temps exclu par les plus solennels ser- « ments et les plus sages lois, en faveur de notre « excellente constitution.

« Décidé,

« Par les lords spirituels et temporels et les « communes, assemblés en parlement, qu'en si- « gne d'horreur et de détestation pour de si viles « et traîtres pratiques, lesdits imprimés seront « brûlés par les mains du bourreau à *Royal-* « *Exchange*, à Londres, le jeudi, 12 du courant, « à une heure après midi, et que les sherifs de « Londres présideront à cette exécution. »

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

HISTOIRE DE CHARLES-EDOUARD.

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

Ouvrages de M. Amédée Pichot, D. M.,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DE CHARLES-ÉDOUARD.

I.

VOYAGE HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE EN ANGLETERRE ET EN ECOSSE, 3 vol. in-8° ornés de vignettes, portraits, lithographies, fac simile. Prix : 27 fr. (Le 4e et dernier volume de cet ouvrage paraîtra en 1830.)

II.

ESSAI SUR LE CARACTÈRE, LE GÉNIE ET LA VIE DE LORD BYRON, un vol. in-18, nouvelle édition, corrigée et complettée. (Extrait de la sixième édition des Œuvres complettes.)

III.

ESSAIS SUR LA VACCINE ET LA PETITE-VÉROLE, SUR LE GAZ HYDROGÈNE, etc., etc., etc.

Pour paraître en 1830.

I.

CHRONIQUE DE DON JUAN DE PADILLA ET DES COMUNEROS D'ESPAGNE SOUS CHARLES-QUINT, extraite des manuscrits de Fray Geronymo Escobar. 2 vol. in-8°.

II.

PHYSIOLOGIE DE L'HOMME ENDORMI, un vol. in-8°.

III.

VOYAGE DANS L'ANCIENNE RÉPUBLIQUE D'ARLES, un vol. in-8°.

